

« Sans Visa » : Coups d'œil américains



# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14717 - 8 F

SAMEDI 23 MAI 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

## Une mutation de l'Europe agricole

### Le GATT relancé

La politique agricole commune (PAC) est réformée. C'était une nécessité en soi. Mais au lendemain de l'accord de Bruxelles les espoirs rennaissent de voir aboutir aussi les négociations multilatérales de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) entamées en septembre 1986 à Punta del Este (Uruguay). Au fil des ans, les discussions de l'Uruguay Round s'étaient non seulement focalisées sur les Etats-Unis et l'Europe, mais, de surcroît, réduites à un contentieux sur les céréales entre Bruxelles et Washington. Les négociations commerciales en cours concernent pourtant plus d'une centaine de pays et touchent la plupart des secteurs de l'activité économique.

« Réduisez vos subventions à la production », clamaient les Etats-Unis. « Limitez vos aides à l'exportation », rétorquaient les Européens. Ce dialogue de sourds entre les deux continents, récemment illustré par l'échec de la rencontre entre M. Bush et M. Delors, paraissait sans issue à moins d'une réforme de la PAC. Mais modifier une politique vieille de trente ans, pilier de la Communauté et garantie de paix quotidienne pour ses dix millions d'agriculteurs, n'était pas une mince affaire.

DEPUIS plusieurs mois, les dirigeants des pays industriels ne manquaient pas une occasion de marquer leur volonté de faire aboutir l'Uruguay Round, sans craindre de faire sourdre l'auditoire qui n'a pas oublié l'échec spectaculaire de la réunion du Heysel, en décembre 1990, et qui a constaté l'absence de tout progrès sur le terrain agricole.

Après la réforme de la PAC, un deuxième obstacle, celui des élections américaines, doit encore être surmonté. L'administration de George Bush se laissera-t-elle convaincre que les négociations entamées à Punta del Este doivent être achevées au plus vite, scrutin présidentiel ou pas ? M. Carlo Hills, le négociateur américain, et ses collègues jugeront-ils suffisante la réforme de la PAC ? La réaction de Washington est très attendue, même si le message risque d'être brouillé par l'indignation américaine prévisible devant les manifestations de colère des agriculteurs européens, qui visent les consuls américains en Europe.

LES grands pays industriels proclament que le succès de l'Uruguay Round ferait l'effet d'un coup de fouet sur l'économie mondiale, grâce à l'abaissement des droits de douane qui en découlerait et aux efforts psychologiques bénéfiques sur les producteurs. Il faut espérer qu'ils aient raison, surtout à l'égard des pays en développement, qui ont grand besoin d'un regain de croissance. Après tout, cela fait six ans que les pays pauvres regardent les pays industriels, détenteurs des terres les plus productives de la planète, se déchirer sur la restructuration de leur agriculture, laquelle ne représente plus, en moyenne, comme le remarquait récemment le ministre des finances chilien, M. Alejandro Foxley, que 2 % de leur production nationale.

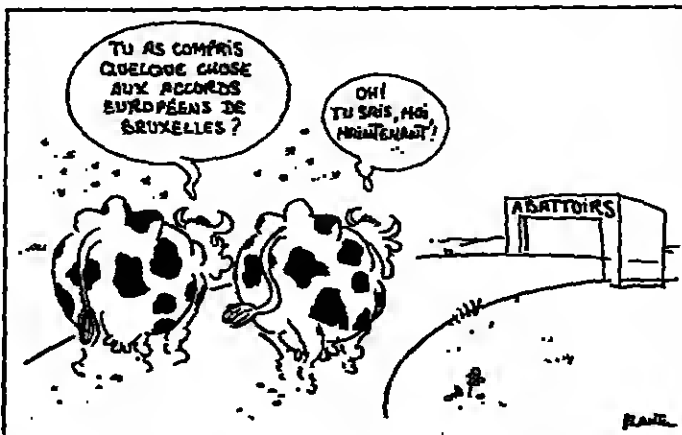
Une fois la réforme de la PAC entrée en vigueur, l'Uruguay Round enfin bouclé, peut-être les Etats trouveront-ils alors le temps de discuter des équilibres commerciaux régionaux et de la redistribution agricole mondiale ?

MD147 - 0523 0 - 6.00 F



### La suppression du système des prix garantis sera compensée par une aide accrue aux exploitants

Les ministres de l'agriculture de la CEE sont parvenus le 21 mai à un accord bouleversant la politique agricole, afin de ne plus pousser à la surproduction. Mises au jachère et baisses de prix seront équilibrées par des primes versées aux agriculteurs. Bien que M. Louis Merz, ministre français de l'Agriculture, ait garanti que les pertes de revenus seraient intégralement compensées, les agriculteurs ont immédiatement réagi par des manifestations.



### Une victoire pour les Douze

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

L'accord auquel les Douze sont parvenus jeudi 21 mai au soir, dans la meilleure des traditions des « marathons » européens, après cinq jours de débats, révisés d'abord et surtout la capacité au renouvellement, l'énergie vitale dont est capable de faire preuve la Communauté. Sans renoncer aux principes qui sont à la base de l'Europe verte - libre circulation des produits, préférence com-

munitaire, solidarité financière - et malgré des différences d'intérêt et de situation évidentes, les Douze, sous la conduite efficace de la Commission, sont parvenus à définir un nouveau modèle cohérent qui devrait permettre à l'agriculture européenne de repartir du bon pied.

Ils étaient pressés, il est vrai, par la nécessité. M. Louis Merz a eu raison de souligner, jeudi, que la politique agricole commune (PAC) en était arrivée à fonctionner d'une manière complètement dévoyée qui la condui-

sait à sa perte. L'incitation à produire, qui résultait de ses mécanismes, aboutissait à l'accumulation d'excédents coûteux à résorber et pesant sur les cours. Pour tenter de corriger le tir, les Douze décidaient des baisses de prix qui, en réalité, n'avaient guère d'effets sur le niveau de la production. Mais comme elles n'étaient pas compensées, elles entraînaient une baisse continue du revenu des agriculteurs.

PHILIPPE LEMAITRE

Lire la suite et nos informations page 14

## « L'Allemagne par-dessus tout »

Alors que MM. Mitterrand et Kohl annoncent de nouvelles initiatives, les relations avec Bonn sont au cœur du débat entre partisans et adversaires de la ratification du traité de Maastricht

par Daniel Vernet

« La question allemande est une question européenne par excellence », avait dit de Gaulle en 1965 pour souligner le fait que la division de l'Allemagne ne trouverait sa solution que dans la fin du partage de l'Europe. La formule peut se retourner : « La question européenne est une question allemande par excellence ». La réunification n'a rien changé à cet état de fait. Au contraire, elle a renforcé chez la plupart des Allemands comme chez leurs voisins l'idée que l'organisation de l'Europe était la seule voie permettant de maintenir un équilibre, malgré la présence au centre du continent d'un géant de 80 millions d'habitants.

Dès le lendemain de la guerre, le Mouvement européen, lors de son congrès de fondation à La Haye, auquel assistait - déjà - M. François Mitterrand, affirmait que « l'unique solution des problèmes allemands, tant sur le plan industriel que sur le plan politique, est fournie par la Fédération européenne ». Aujourd'hui encore, l'Allemagne est au centre du débat français sur la ratification

des accords de Maastricht, partisans et adversaires utilisant sa puissance potentielle comme un argument pour ou contre l'intégration européenne.

Les opposants à Maastricht, qui se recrutent dans presque tous les partis politiques - comme l'a montré la discussion à l'Assemblée nationale, - peignent la menace d'une Europe dominée par l'Allemagne, infé-

Lire aussi

- Le traité de Maastricht ratifié par la Chambre des communes ..... page 4
- « Un grand président », par Max Gallo, et « L'Europe après le traité », par Maurice Duverger ..... page 2

### ALAIN GENESTAR

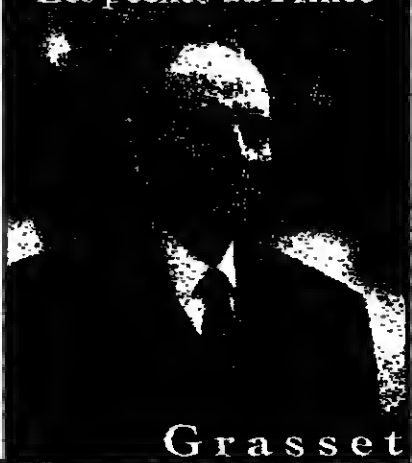
#### Les péchés du Prince

« Le plus furouche orgueil naît surtout à l'occasion d'une impuissance ».

Paul Valéry

Alain Genestar

Les péchés du Prince



Grasset

### Les embarras de M. Tapie

Le ministre de la ville est convoqué aux fins d'inculpation par M<sup>me</sup> Edith Boizette juge d'instruction à Paris

Ministre de la ville et homme d'affaires, M. Bernard Tapie sera-t-il inculpé, lundi 25 mai, par M<sup>me</sup> Edith Boizette, juge d'instruction à Paris, dans le différend financier qui l'oppose à M. Georges Tranchesi, député RPR, homme d'affaires lui aussi et son ancien associé pour la distribution des produits Toshiba en France ?

Telle est en tout cas la ferme intention du magistrat instructeur. M. Tapie, toutefois, souhaite reporter son audition de

quarante-huit heures. Tandis que M. Tranchesi, l'accusé d'avoir « détourné » 13 millions de francs, M. Tapie, qui conteste ces accusations, nous a déclaré qu'il n'avait eu aucunement l'intention de quitter le gouvernement s'il était inculpé, estimant que laisser les magistrats « défaire les ministres comme on défile un Maccenas » serait faire droit à une sorte de « terrorisme judiciaire ».

Lire page 9  
l'article d'EDWY PLENEL

### La colère de M. Pezet

Le député des Bouches-du-Rhône explique au « Monde » pourquoi les élus socialistes ne veulent pas être sacrifiés sur l'autel de la lutte contre la corruption

Les élus socialistes ne veulent pas faire les frais de la lutte contre la corruption, annoncée par M. Bérégovoy lors de son arrivée au poste de premier ministre. Après M. Ayraut, maire de Nantes, dont le nom est cité dans l'affaire des fausses factures de l'Ouest, et M. Gernon, maire de Messy, mis en cause par M<sup>me</sup> Liemann, ministre déléguée au logement, M. Pezet, député des Bouches-du-Rhône, met les points sur les « i » : Urba et la SAGES ont travaillé

pour tous les élus socialistes, « y compris ceux qui sont aujourd'hui au gouvernement », nous déclare-t-il.

Les enquêtes menées sur la financerie passée du PS sont la conséquence, à ses yeux, d'une « manipulation politique » qui visait, initialement, à l'écart de la mairie de Marseille. Il demande au gouvernement et à la direction du PS d'être « solidaires » des élus incriminés.

Lire pages 8 et 9

### Essai nucléaire souterrain en Chine

Une puissance de 1 mégatonne.

page 6

### Fermété contre les déboutés du droit d'asile

Après une vague de régularisations, le gouvernement choisit la répression.

page 11

### La lutte contre le harcèlement sexuel

Le Sénat étend la nouvelle réglementation à la fonction publique.

page 7

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 22

### Bashmet et ses « clones »

Désavoué par ses Solistes de Moscou (installés à Montpellier) il débarque avec une nouvelle formation...

par Jacques Monin et Anne Rey

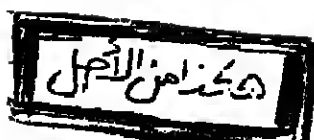
Ils ont la nationalité et, probablement, la virtuosité des Solistes de Moscou. Ils en ont les vertus d'endurance et de perfectionnisme, acquises dans les plus grands conservatoires russes. Ils ressemblent donc à s'y méprendre aux Solistes de Moscou. Mais ce ne sont pas les Solistes de Moscou. Pas ceux que l'on connaît depuis cinq ans sous cette appellation, la vingtaine de chambésistes à la précision horlogère qui viennent d'en-

registrer un merveilleux disque pour RCA, cet orchestre à cordes que M. Frêche héberge depuis plus d'un an dans sa bonne ville de Montpellier, à charge pour les musiciens d'œuvrer au prestige du chef-lieu de l'Hérault à chaque fois qu'ils se produisent à l'étranger.

Ces jeunes, ces clones des Solistes de Moscou qui devaient jouer vendredi salle Pleyel pour « Prestige de la musique », sont la réponse de Youri Bashmet au procès qu'on lui a fait cet hiver à Montpellier.

Lire la suite page 13





## DÉBATS

Maastricht

## L'Europe après le traité

par Maurice Duverger

## Un grand président

par Max Gallo

Le traité de Maastricht est, pour le Parti socialiste français né en 1971, un retour à un état d'urgence que celui qui refait de Lénine Saint-Pétersbourg, et de l'URSS la Russie. Parce que, ici, rien n'est vraiment tragique — sinon la désespérance et la misère des exclus — on ne mesure pas l'importance et la signification de ce revirement programmé. Il y a certes les mots — social, socialiste — qu'on utilise encore. Mais le ralliement au libéralisme — monnaie, concurrence, banque centrale indépendante — est aussi celui qui fait des apparitions d'hier les chanciers de l'économie de marché. La faillite idéologique est évidente : haïssablement elle s'est déroulée au douze France et en deux décennies, sans goulag ni parti unique. Mais, de même que l'effondrement de l'URSS donne son sens à la révolution russe (quelles qu'aient été les intentions des acteurs, les illusions) : un échec, une impasse historique ouverte et conclue par un coup d'Etat, le ralliement des socialistes au libéralisme européen, leur célébration enthousiaste de Maastricht réduisent les programmes socialistes de 1971, 77, etc., à n'avoir été que les leviers idéologiques nécessaires pour constituer une force politique capable d'accéder au pouvoir. Et non, comme l'ont cru quelques électeurs et militants, des propositions politiques destinées à être mises en œuvre. Peu importe la sincérité ou la duplicité du maître d'œuvre, François Mitterrand : les biographes et les romanciers décrient, mais, de la « rupture avec le capitalisme » à la Banque centrale de l'Union monétaire, il y a une telle mutation qu'elle permet de saisir sous un jour l'histoire de la V<sup>e</sup> République (1958-1992).

En effet, quand les fautes des actuels courtisans seront oubliées, l'historien distinguera deux présidents ayant eu chacun un projet clair, structuré, visionnaire, impliquant une certaine idée de la France et de son rôle.

Le premier est à l'évidence Charles de Gaulle. Il est celui qui sauve et qui fonde. Le second est Giscard d'Estaing. D'une certaine manière c'est — et cela a été perçu ainsi — l'anti-de Gaulle. Mais il ne l'est pas vraiment, en politique. Certes, il joue, et habilement, s'entend. Mais il y a eu de Gaulle, le gaulois, le gaulois du goût, le gaulois du langage — barbare — une volonté de « rupture », qui se manifeste dans tous les domaines. On sait d'ailleurs l'engagement qui entoure les premiers pas du général président. Les jeunes, les femmes — et pas seulement par des mots : les mesures (loi Veil, droit de vote à dix-huit ans, condition féminine) suivent, bénéficient de cette volonté réformatrice qui va bien au-delà de buts électoralistes. En fait — et les discours sont explicites — il s'agit d'en finir avec une France d'après-guerre, jacobine, archaïque, vouée à la lutte des

## Rendre à César

Et le mitterrandisme, dans tout cela, maintenant que, avec Maastricht, les comptes sont faits et que seuls quelques mots restent encore dans la mausolée du socialisme, embourbés, pour les visiteurs organisés du 1<sup>er</sup> mai ou les veilles de scrutin ? Une technique magistrale de conquête du pouvoir. Et, une fois celui-ci occupé, la captation de l'héritage et de la vision giscardienne. Avec talent, avec superbe. Et ce n'est donc évidemment pas par hasard si tant de giscardiens ont été « séduits » par Mitterrand.

Certes, ce n'est pas la première fois que, dans un combat politique, le vainqueur adopte la politique de celui qu'il a vaincu en dénonçant les choix qu'il a faits. Mais, à ce point, c'est exceptionnel. Et Giscard, c'est un personnage politique, ne comprend pas. Si l'on mène « sa » politique, ne doit-il pas y jouer un rôle ? Si l'on parle France unie, groupe central, Europe, comment ne serait-il pas, lui le précurseur, le partenaire du président ? C'est pourquoi, logique — et naïf — il propose en 1988 au président réélu de ne pas dissoudre l'Assemblée nationale et d'opérer ainsi clairement cette recomposition politique qui est impliquée par les retournements de François Mitterrand. Il e, dans le cadre d'une vision historique, raison.

Maia faut-il une vision pour conserver le pouvoir ? La « débauchage » individuel, cela existe. Et, à la fin, Mitterrand sait bien que Giscard ne pourra ramener son enfant : l'Europe de Maastricht. Mais qu'au moins l'histoire rende à César ce qui lui appartient. Et que le citoyen découvre ainsi sous la paille des mots le grain de la politique menée.

► Max Gallo, écrivain, est député (PS) au Parlement européen.

DÉBATTRE pour ou contre Maastricht n'a pas grand intérêt. Cette nouvelle étape vers l'Union européenne aurait pu être mieux aménagée. Mais la France ne peut pas abandonner la route suivie sous deux Républiques, douze législatures et quatre présidents élus au suffrage universel. La ratification ne fait pas de doute, et les États d'âme de ses partisans et de ses adversaires sont bien connus. Ils feraient mieux de débattre au-delà de Maastricht, en envisageant les étapes ultérieures, dont certaines sont urgentes. Il conviendrait de définir un peu mieux les contours de l'objectif vers lequel on avance progressivement, de station en station, en ignorant le terme du voyage. L'étape de Maastricht est incontournable, mais elle peut conduire dans des voies très différentes suivant l'orientation qu'on va prendre après Maastricht.

Avant tout, il faudrait se rendre compte que deux d'entre elles sont incompatibles dans un avenir prévisible, la majorité des États de la Communauté n'étant pas disposés à s'engager, quel qu'en pensent leurs partisans. D'abord, celle d'une Europe des régions remplaçant l'Europe des États ; le principe de subsidiarité conduit à développer l'autonomie des premières, mais certainement pas à faire disparaître les seconds. Ensuite, celle d'un super-Etat européen sur le modèle de Washington, où les institutions centrales sont tout à fait souveraines sur les États membres ; le président et les deux Chambres étant directement élus par les citoyens, une proportionnellement à la population, l'autre à raison de deux membres par État, quelle que soit sa dimension. A cet arché-type fédéralisme, la Communauté tend à substituer un néo-fédéralisme plus conforme à la disparité, aux traditions et à l'environnement des États du Vieux Monde.

## La publicité des débats et des scrutins

Elle repose sur une double légitimité. La première s'exprime dans le Parlement européen élu au suffrage universel direct. La seconde s'incarne dans le « Conseil » formé par les représentants des gouvernements nationaux, appuyés chacun sur la confiance de son Parlement. Ainsi, l'une des institutions communautaires est formée à partir des institutions des États membres. La Commission est à cheval sur les deux légitimités : un ou deux membres par État — y compris son président — sont choisis par le Conseil, en accord avec le Parlement, qui investit la Commission et peut la censurer.

Sans une telle imbrication des structures de l'Union et de celle des États, la Communauté n'aurait pas pu s'établir et se développer, mais le déséquilibre et la complexité actuels du système devront être certainement corrigés. Disposant à la fois d'un pouvoir d'orientation et d'impulsion politique, de l'essentiel du pouvoir législatif et d'une partie du pouvoir exécutif, le Conseil ressemble un peu à Gargantua paralyté par mille liens. N'est-il pas à la fois la plus surchargée parmi les trois institutions fondamentales et la seule à ne pas travailler à temps plein ?

La réforme du Conseil devrait être l'un des objectifs majeurs de l'après-Maastricht. Trois points paraissent prioritaires à cet égard. Tout d'abord, la présidence du Conseil, exercée depuis toujours par roulement tous les six mois. Cela établit une déplorable discontinuité, contre à des dirigeants de petits États des responsabilités qui les dépassent et aboutit à éliminer chaque président du Conseil au moment précis où il commence à avoir l'expérience de ses fonctions. L'idée d'un président élu par le Conseil parmi ses membres, pour un an au moins et renouvelable, commence à faire son chemin. Une telle réforme devient urgente, comme l'ont montré les cailloutillages de la Communauté dans les affaires irakienne et yougoslave.

En second lieu, le Conseil devrait être déchargé de tout pouvoir d'exécution des décisions législatives, les institutions conçues pour les six membres originaux fonctionnant très mal à Douze. Tout accroissement du nombre de ses membres les conduirait à la paralysie ou à l'anarchie. Or trois pays de l'AELE ont déjà posé leur candidature, et d'autres se préparent à le faire. La Communauté poura difficilement leur fermer la porte jusqu'à l'an 2000. Sans compter la pression de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie. Déjà, la proportion entre le nombre des députés européens et la population de chaque État doit être revue par suite de l'intégration de la RDA dans la RFA. Dès les prochaines adhésions envisagées, la

Il conviendrait, enfin, de remédier à l'incroyable chaos des procédures actuelles qui permet au Conseil de prendre les décisions législatives de la Communauté à huis clos et par votes secrets. Aucune démocratie au monde ne tolère cette pratique des anciens régimes autocratiques. Quand les ministres siègent au Conseil des Douze, ils sont les représentants des États respectifs, et leur légitimité repose sur la confiance accordée par les Parlements. Pour que ces derniers puissent contrôler leur gouvernement dans ses activités communautaires, comme dans son activité étatique, la publicité des débats et des scrutins est indispensable quand le Conseil siège en tant que législateur. Mais elle ne sera pas obtenue sans une pression très forte des élus.

En France, certains d'entre eux avaient imaginé une autre voie pour contrôler la Communauté : l'établissement, en face du Parlement européen, d'un Sénat dont les membres seraient désignés par les Parlements nationaux. Une telle institution serait directement contraire à la logique de la Communauté. Conçue pour renforcer l'influence des États, elle la saperait au contraire en affaiblissant la représentativité du Conseil, qui constitue déjà une seconde Chambre législative. Impossible d'en ajouter une troisième ! Mais il serait souhaitable que des parlementaires nationaux soient adjoints aux ministres dans chaque délégation au Conseil. A condition, bien entendu, que les votes des États membres restent bloqués et pondérés.

Très différente était l'importante proposition que le gouvernement français avait faite dans les débats de Maastricht : réunir, deux fois par an, une conférence des Parlements

de la Communauté, associant de façon paritaire des députés européens et des parlementaires nationaux. Le traité a retenu cette idée dans ses déclarations annexes, mais en laissant aux Assemblées concernées l'initiative de telles convocations. Sur l'initiative du Parlement d'Italie, une première conférence tenue à Rome, en novembre 1990, a souligné la convergence des deux catégories d'élus sur la nécessité de démocratiser la Communauté. Des « assises » de ce genre ne seraient-elles pas le lien naturel pour formuler des propositions pour l'après-Maastricht ?

## Une Communauté à dix-neuf

De toute façon, il y a urgence à décider de nouvelles réformes, si l'on veut élargir la Communauté. Même corrigées par le dernier traité, les institutions conçues pour les six membres originaux fonctionnent très mal à Douze. Tout accroissement du nombre de ses membres les conduirait à la paralysie ou à l'anarchie. Or trois pays de l'AELE ont déjà posé leur candidature, et d'autres se préparent à le faire. La Communauté poura difficilement leur fermer la porte jusqu'à l'an 2000. Sans compter la pression de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie. Déjà, la proportion entre le nombre des députés européens et la population de chaque État doit être revue par suite de l'intégration de la RDA dans la RFA. Dès les prochaines adhésions envisagées, la

pondération des votes majoritaires au Conseil ne pourra pas échapper à une révision de ce genre. On peut même se demander si l'exigence de l'unanimité restera concevable dans une Communauté où les membres seraient à la fois très nombreux et très inégaux.

Sur les Douze actuels, les cinq grands représentent presque 300 millions d'habitants, et les sept petits un peu plus de 50 millions. Dans une Communauté à dix-neuf, avec une AELE dont tous les membres appartiennent à la seconde catégorie, celle-ci dépasserait de peu 80 millions d'habitants avec quatorze États qui domineraient la Commission et le Conseil. Pour que la masse des petits n'écrase pas les grands et que le poids des grands n'écrase pas les petits, faudra-t-il un jour imaginer un mécanisme de décision recueillant l'accord des trois quarts des États, rassemblant en même temps les trois quarts de la population de la Communauté ? Cela pourrait s'appliquer pour définir la majorité au Conseil, pour même à la Commission. Peut-être deviendrait-il même nécessaire de remplacer l'exigence de l'unanimité par un mécanisme de ce genre, en se souvenant que les États-Unis l'ont fait pour leur Constitution de 1787, applicable dès que neuf États sur treize l'eurent ratifiée. En tout cas, l'élargissement de la Communauté deviendrait impossible sans des innovations de ce genre.

## C O U R R I E R

## Affaire Drewermann : les réponses à Mgr Jullien

La publication dans le Monde du 10 avril du point de vue de Mgr Jacques Jullien, archevêque de Rennes et président du bureau d'études doctrinales de l'épiscopat français, a provoqué la théologienne allemande Eugen Drewermann, sanctionnée par la hiérarchie catholique de son pays, a suscité de nombreuses réactions parmi nos lecteurs. En voici quelques-unes.

Un théologien n'est-il « bon » que s'il reste dans le cadre déterminé par les dogmes et par l'autorité ecclésiastique ? Ne peut-il s'exprimer que s'il se montre le défenseur des positions officielles ? (...) Combien de positions négatives condamnées par l'Eglise sont aujourd'hui acceptées, reconnues ? Et combien de théologiens, d'écrits, de spécialistes des sciences humaines ont été privés d'enseignement, exilés ? (...) Si certaines thèses d'Eugen Drewermann trouvent aujourd'hui un écho populaire, est-ce vraiment en raison de la seule mauvaise volonté des médias soucieux du scoop ? N'est-ce pas plutôt parce qu'elles correspondent à des questions que beaucoup se posent et que la répétition des réponses traditionnelles se révèle insuffisante.

ROGER ROBERT  
(Saint-Sébastien-sur-Loire)

Faute d'avoir pu qu'il d'avoir voulu poser les questions essentielles. Mgr Jullien a joué de l'homme médiatique et de caricaturer à la fois le théologien et ses méthodes dans un article manquant d'objectivité et d'humilité et de ce qu'il est convenu d'appeler « la charité chrétienne ».

Mais qui a fait de ce prêtre à la parole libre une vedette malgré lui, sinon ses supérieurs dans la hiérarchie catholique, avec leur intolérance ? Et qu'est-ce qui pousse les foules à venir auprès de lui écouter une parole neuve qui redonne consistance au message évangélique, le faisant coïncider avec nos préoccupations, notre besoin de sens à la vie au milieu de nos maux individuels et collectifs, l'exprimant dans un langage actuel ? N'est-ce pas le besoin d'écouter une parole vraie parce qu'elle résonne à la place de la langue de bois religieuse en usage dans nos églises et des prédications médiocres que nous y subissons ?

MADELEINE VALLAT  
(Doméret, Allier)

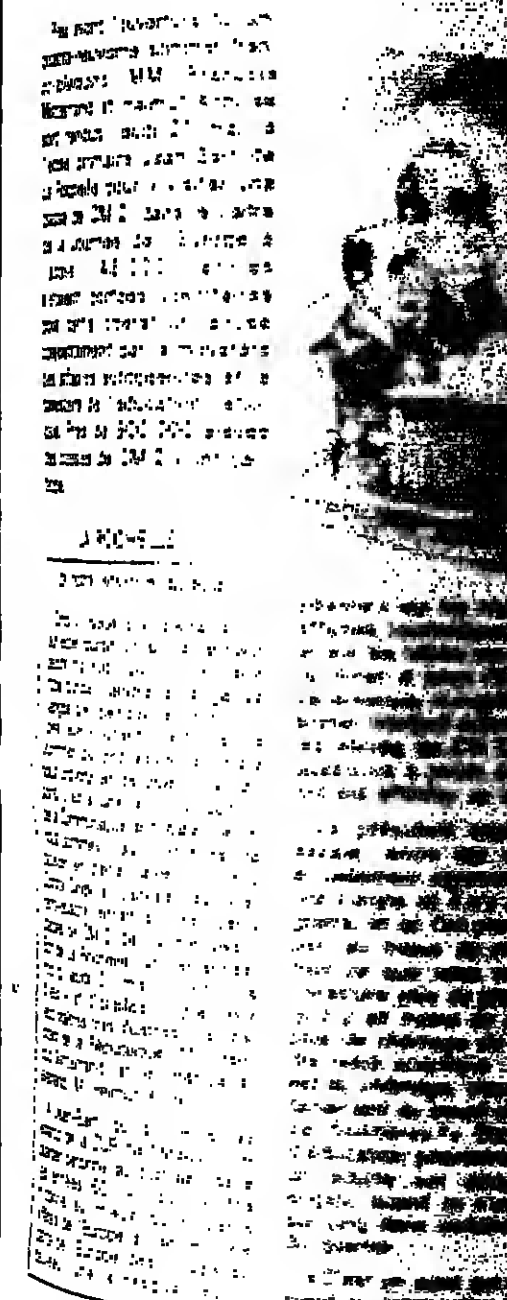
Assimiler l'Eglise à une « arène », dire que finalement, en cas de crise, le « dernier mot » revient au pape et aux évêques, c'est en clair affirmer que la foi n'est pas, avant tout, fidélité à la Parole, mais seulement obéissance. (...) Cela établi, on ne peut plus comparer les théologiens qu'à des enfants dociles à qui on dit : « Vous pouvez jouer dans la cour, mais n'allez pas dans la rue. » Or, qu'en fait le pape Jean XXIII et le concile Vatican II, sinon ouvrir le portail sur la rue ? La rue où sont les hommes vivants, dans leur complexité et leur désir d'être écoutés.

MAURICE COMBE  
(Saint-Etienne)

(...) Mgr Jullien nous cache la longue litanie des théologiens condamnés avant d'être reconnus, voire canonisés : saint Thomas, de Lubac, Cheu, Teilhard de Chardin, Orsion, Küng, Hering, de Lubac, peut-être même Luther et bien d'autres. Depuis la canonisation de Jeanne d'Arc, qui n'a pu voir brûler un hérétique sans honnêtement se demander si on ne condamnait pas encore un saint. (...) Certes, les évêques laissent, à leurs risques et périls, les théologiens, chargés de l'intelligence de la foi, « passer et repasser les frontières » entre la foi et les problèmes modernes. Mais nombre de chrétiens (que l'article a l'air d'oublier sans pour dire qu'ils sont « bêtés » et « manipulés ») ne peuvent plus se satisfaire de ce partage du travail. (...) FRANÇOIS VALOIS  
(Besançon)

## Un moment

## Leçon de



## L'Allemagne par-dessus tout

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gumbourg 94852 IVRY Cedex

**Le Monde**

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGONNÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SEINE-CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

**ABONNEMENTS**

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUBS-BELG LUXEMB PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	400 F	572 F	795 F
6 mois	800 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 600 F	2 086 F	2 900 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse : les abonnés ou leurs ayants droit sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Vous avez l'obligation d'écouter tous les numéros de la collection

PP Paris 10 201 MON 11

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Pignatelli directeur de la rédaction Jacques Gulu directeur de l'édition Manuel Liebert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Vice-Présidents : Jacques Fauriol Thomas Forelli Philippe Herremann Jacques-François Simon

Daniel Varner (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGONNÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 49-60-30-10



Le sommet de La Rochelle

Un moment privilégié des relations franco-allemandes

LA ROCHELLE

de nos envoyés spéciaux

Le cinquante-neuvième sommet franco-allemand, qui rassemble à La Rochelle une bonne partie des gouvernements de la France et de l'Allemagne (1), marque un moment particulièrement ensoleillé des relations entre les deux pays.

La première journée, jeudi 21 mai, avait commencé par une visite à l'école Jean-Bart où MM. Kohl et Mitterrand expliquèrent l'Europe aux enfants (lire ci-dessous, l'article de Jean-Michel Dumay). Elle s'est achevée par un dîner à la préfecture, où les deux hommes prononcèrent chacun un petit discours pour

se féliciter de cette bonne entente franco-allemande. Ce type d'intervention spontanée est chose rare en ce genre de circonstance, et si le cadre particulièrement accueillant de La Rochelle incite à lui seul à la bonne humeur, il fallait aussi que les deux dirigeants aient de réels motifs de satisfaction.

La décision de constituer un corps d'armée commun aux deux pays, considérée comme un événement majeur dans l'histoire de la construction européenne, en est un. Ce devait être le principal sujet des rencontres de vendredi, après une brève promenade matinale en mer de M. Pierre Joxe avec son homologue allemand, M. Volker Rübe.

L'annonce de l'accord conclu à Bruxelles, jeudi,

par les douze ministres de l'agriculture sur la politique agricole commune contribua, elle aussi, à dégaier l'horizon européen, et c'est dans la sérénité que les dirigeants ont pu s'attaquer, lors des entretiens de l'après-midi (entre M. Kohl et M. Mitterrand, entre le chancelier et M. Bérégovoy, entre Roland Dumas et le nouveau ministre des affaires étrangères allemand, M. Klaus Kinkel), à l'élaboration d'une position commune sur les grands dossiers du prochain sommet de la CEE à Lisbonne fin juin : élargissement de la Communauté, avenir de ses institutions, réforme de son budget.

Les autres ministres, quant à eux, s'attaquèrent aux différents dossiers de la coopération bilatérale. Celui

du TGV Est devait donner lieu vendredi à la signature d'un « accord d'intention » entre M. Jean-Louis Bianco et son homologue allemand. D'une façon générale, la volonté d'avancer ensemble est réaffirmée sur plusieurs de ces dossiers (télévision haute définition, Hermès, etc.), même si la France doit prendre en compte les difficultés budgétaires que connaît actuellement l'Allemagne.

HENRI DE BRESSON et CLAIRE TRÉAN

(1) Étaient présents, du côté français, MM. Bérégovoy, Dumas, Lang, Joxe, Sapin, M<sup>me</sup> Ségolène Royal et Elisabeth Guigou. MM. Bianco, Strauss-Kahn et Zuccarelli.

Leçon de choses européenne

Peu avant l'ouverture du cinquante-neuvième sommet franco-allemand, MM. François Mitterrand et Helmut Kohl se sont rendus, jeudi 21 mai, à l'école primaire Jean-Bart de La Rochelle pour y visiter une classe de CM 2, dans le cadre de la Journée de l'Europe à l'école. 48 000 écoles s'étaient portées volontaires pour cette opération lancée conjointement par le ministère des affaires européennes et le ministère de l'éducation nationale. Près de 900 000 élèves des classes de CM 2 y ont participé.

LA ROCHELLE

de notre envoyé spécial

Cindy a troqué son sweat-shirt, sur lequel figurait un singe rappeur déguisé (hip hop) pour une belle robe blanche. Sandra a rangé sa langue bien pendante. Bouche bée, elles écoutent : « Nous ne sommes pas professeurs, mais nous croyons en ce que nous faisons », c'est-à-dire la construction de la Communauté européenne, et nous sommes très contents de pouvoir en parler avec vous. Comme Cindy et Sandra, les quarante-quatre enfants des deux classes de CM 2 de l'école Jean-Bart de La Rochelle, en ce après-midi du jeudi 21 mai, n'ont plus d'yeux - et d'oreilles - que pour leurs maîtres très illustres : le président de la République, M. François Mitterrand, et le chancelier allemand, M. Helmut Kohl.

A Jean-Bart, qui accueille les enfants de la ZUP de Mireuil - un quartier hétéroné au cordon des années 60, - tout a été mûrri au mieux pour cette « fête de l'Europe à l'école. Une carte de l'Europe des Douze au tableau, une « trousse euro-



peéme» sur les murs, quelques affiches touristiques bavaroises, et sur les tables des exemplaires du livret A nous l'Europe - la vedette du livre est le petit dictionnaire distribué aujourd'hui à tous les élèves de CM 2. Même les questions posées par le chancelier ont été affichées en allemand.

Le président explique : « On essaie, entre les douze pays actuellement signataires, de bâtir une Europe où il n'y aura plus de guerre, et où l'on pourra développer, au mieux de nos moyens, tout ce que nous savons faire, construire plus de prospérité, afin qu'il y ait moins de chômage ou plus de chômage du tout. » Sandra reste sceptique : « Mon père est au chômage, trouve-t-il plus facilement du travail s'il n'y a plus de frontières ? » Dans la zone d'éducation prioritaire de Mireuil, un adulte sur cinq est sans emploi, quand ce n'est pas deux sur cinq dans certaines « barres » du quartier.

« C'est un sujet qui est précédé-ment au centre des discussions

qui opposent les parlementaires dans chacun de nos pays, répond, un peu docte, le chef de l'Etat. Avec une monnaie unique, une économie sans frontières, sans barrières, il devrait se créer en Europe, dans les années prochaines, peut-être quatre millions d'emplois. »

« Un monde sans guerre »

Enseigner l'Europe ? « Une gageure », avoue chuchoté M<sup>me</sup> Hélène Bellegarde, leur institutrice, trente ans de métier. Ces enfants de dix-douze ans ne connaissent que la base de leur immeuble, tout juste le port de La Rochelle, à peine leur région... Et pourtant, deux semaines de préparation, de géographie et d'histoire civique intensives ont soulevé des questions tous azimuts : les frontières, la monnaie, le chômage.

« L'école sera-t-elle plus pratique que le lycée ? », « Le TGV Est ira-t-il jusqu'à Berlin ? », « L'Europe

pourra-t-elle s'agrandir ? », « Y aura-t-il encore des frontières ? » En réponse à cette question, M. Mitterrand insiste : « Il n'y aura plus de frontières. C'est une révolution. Mais j'espère que cela vous paraîtra naturel quand vous serez grands ! » « Y aura-t-il un président de l'Europe ? », lance Benjamin. La « colle » fait rire. « C'est souhaitable », répond le président. Mais je ne dis pas pour sept ans, ni quinze... »

M. Kohl, heureux de se trouver en si jeune compagnie, se souvient avoir eu dix ans en 1940 - « C'était la guerre », mesure le chemin parcouru et trouve cela « merveilleux » d'être à « ensemble ». « Ensemble, dit-il, nous construisons notre avenir, un monde de paix, sans guerre, un monde dans lequel nous nous occupons de notre environnement, où les gens travaillent et vivent libres quelle que soit la couleur de leur peau et quelle que soit leur religion. »

Montadir, au premier rang, n'a rien perdu des paroles du chancelier allemand, Marockno, douze ans et les idées claires, il ne manque rien qui puisse contester l'Europe. A celui qui l'a définie, il donne la couleur de l'écu au centre près. A celui qui ne sait pas, il rappelle que la Yougoslavie n'est pas si loin des Douze. Et même si, chez lui, on ne parle pas français, pour lui cela ne fait pas de doute : « L'Europe, c'est mon avenir. »

Comme d'habitude, Montadir a noté les termes retenus du chancelier, quand, debout aux côtés de M. Mitterrand, ses camarades ont entonné l'hymne à la joie, en guise d'au revoir, en allemand puis en français. D'une voix claire, lui aussi a chanté par cœur : « Freude... » Puis il a demandé, et obtenu, un autographe. « Ce n'est pas Patrick Bruel », a expliqué l'un de ses camarades. Mais quand même, il est cool, ce Kohl.

JEAN-MICHEL DUMAY

Accord de principe sur le TGV Est européen

La France et l'Allemagne ont signé un accord de principe à La Rochelle pour la réalisation du TGV Est européen. Ce projet, qui figurait dans le schéma directeur européen des trains à grande vitesse de décembre 1990, vise à relier les futurs réseaux français (TGV Est) et allemand (ICE) à grande vitesse.

Le TGV Est desservirait, d'une part, le sud-ouest de l'Allemagne vers Munich et, d'autre part, Berlin par Francfort, suivant deux axes. Le premier passerait par Paris, Strasbourg, Stuttgart et Munich et, pourquoi pas ultérieurement, par Vienne (Autriche) et Budapest (Hongrie). La connexion entre les voies allemandes et françaises se ferait au niveau de Kehl, en face de Strasbourg. L'autre axe, plus au nord, permettrait, par deux connexions différentes, l'une à partir de Baudrecourt, sur le plateau lorrain, ou bien à partir de Kehl, de rejoindre Mannheim et Francfort.

Francfort à trois heures et demie de Paris

Le gain horaire que permettrait ce futur TGV Est européen serait considérable. Francfort serait à 3 h 30 de Paris au lieu de 5 h 30, Stuttgart à 2 h 40 (au lieu de 4 h 08), Munich à 4 h 45 (au lieu de 6 h 30), Mannheim à 2 h 30 (au lieu de 5 h 04). Les quelque 430 kilomètres de voies à grande vitesse entre Paris et Strasbourg mettraient la capitale alsacienne à 1 h 40 de la métropole.

En France, le coût du projet de TGV Est est évalué à 22,5 milliards de francs pour la réalisation des lignes et entre 3 et 6 milliards pour la construction du matériel roulant. Son taux de rentabilité de 4,5 % est largement au-dessous du seuil minimal de 8 % fixé par le SNCF. Une enquête économique, réalisée en France per-

M. Philippe Essig, ancien président de la SNCF, devrait proposer prochainement un mode de financement pour parvenir à réaliser ce TGV. Les régions Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne ont confirmé leur participation au projet. En 1990, elles avaient proposé d'apporter 3 milliards de francs. Seule la région Île-de-France n'a pas confirmé sa participation. L'idée de concéder l'ouvrage à un concessionnaire qui se rembourserait sur la tarification avait également été évoquée.

M. La

Manifestations de dockers. - Profitant du sommet franco-allemand, sept cents dockers venus de différents ports de la façade atlantique (Bordeaux, Nantes, Lorient, Bayonne, Saint-Malo et La Rochelle) devaient manifester à La Rochelle, dans la matinée de vendredi, pour protester contre l'adoption par l'Assemblée nationale du nouveau statut concernant leur profession. Une dégradation des manifestations devait être reçue par un membre du cabinet du président de la République.

Allemagne : dix ans de prison pour une ancienne tampa de la Stasi en RFA. - Un tribunal de Düsseldorf a condamné, jeudi, à dix ans de prison un ancien maître-espion de la RDA infiltré au ministère ouest-allemand de la Défense, qui avait livré des documents top-secrets sur les armements de l'OTAN. L'homme, cinquante-huit ans, dont l'identité a été tenue secrète, avait notamment vendu des documents concernant le chasseur bombardier Tornado, conçu par l'Allemagne, l'Italie et la Grande-Bretagne, et le char d'assaut Leopard-2 qui équipe la Bundeswehr, ont précisé des sources judiciaires. - (AFP)

« L'Allemagne par-dessus tout »

Suite de la première page

En partant du même constat de la puissance germanique, les partisans de l'intégration européenne tirent la conclusion exacte inverse. C'est précisément parce que l'Allemagne est puissante - trop puissante - et parce que cette puissance leur fait peur qu'ils veulent l'intégrer dans des institutions qui limiteront sa marge de manœuvre, l'empêcheront de se lancer dans un « cavalier seul » gros de dangers pour l'ensemble du continent, et par là même relanceront le rôle que sa seule force démographique et économique ne saurait donner à la France.

A vrai dire, cette crainte n'est pas l'apanage des voisins et partisans de l'Allemagne. Les Allemands eux-mêmes, dans leur grande majorité, ont peur de leur puissance renaissante, parce qu'ils ont appris les leçons de l'Histoire. Ils n'ont pas oublié ce qui se disait de leur pays au temps de Bismarck : une Allemagne trop faible pour assurer son hégémonie sur le continent, mais trop forte pour se couler dans un ordre européen. La division consécutive à la défaite du nazisme et à la guerre froide avait résolu ce dilemme. Ce qui restait de l'Allemagne, en tout cas à l'Ouest (mais, en principe, la situation n'était pas fonda-

mentalement différente à l'Est) ne pouvait retrouver une place dans la politique internationale qu'à travers des institutions supranationales.

Souveraineté et intégration

La politique de Bonn, inaugurée par Konrad Adenauer et poursuivie par tous ses successeurs, jusques et y compris par le chancelier Kohl, a consisté à « compenser » une augmentation de la souveraineté de la RFA par un progrès dans l'intégration atlantique ou européenne. Les grandes étapes du retour de l'Allemagne fédérale à un statut international majeur ont toujours coïncidé avec un approfondissement de la coopération occidentale.

C'est fort de ce principe fondamental de la politique allemande que le chancelier Kohl a voulu « accompagner » la réunification par une avancée décisive vers l'unité monétaire et politique de la Communauté. En accord avec M. François Mitterrand, même si le gouvernement de Bonn a l'impression d'avoir beaucoup donné en faveur de la monnaie unique et peu reçu sur l'union politique. Comme l'écrit M. Michael Stürmer, historien qui à ses heures a conseillé le chancelier, « avec la réunifica-tion, les Européens se sont trou-

vés devant le choix : avoir plus d'Allemagne, ou plus d'Europe. »

Quand il existait deux États allemands, dont l'un servait de tête de pont à l'empire soviétique, l'autre avait pas le choix : l'alliance avec l'Occident était indispensable à son existence. La grande habileté d'Adenauer a été de faire, par conviction, de cette nécessité une vertu. Après la réunification, l'Allemagne peut décider elle-même. Que ses dirigeants penchent aujourd'hui sans conteste pour la poursuite de la politique passée, ce fait s'accroît. Toutefois l'environnement international a changé. L'Allemagne unie se retrouve au milieu du continent. La géographie est ainsi, et rien ne peut la changer.

Trop forte ou trop faible ?

Mais, au moment où les démocraties en devenir d'Europe centrale et orientale regardent toutes vers l'Ouest, la géographie n'est pas l'explication dernière. Que l'Allemagne soit européenne et non l'Europe allemande, pour citer une expression de Thomas Mann datant de 1946 et reprise à satiété par l'ancien ministre des affaires étrangères M. Hans-Dietrich Genscher, dépend aussi pour beaucoup de l'attitude de ses partenaires, et d'abord de la France. Or les réactions françaises à la situation en Allemagne sont encore trop souvent marquées par la fascination de cette puissance allemande, dont nous paraissions plus conscients que les Allemands eux-mêmes, que ce soit pour la dénoncer ou pour l'envier.

En quelques mois, l'opinion dominante est passée de la peur d'une Allemagne trop forte pour cause de réunification à la peur d'une Allemagne trop faible pour causes de difficultés économiques et sociales. Le « modèle » allemand de consensus, largement idéalisé, a été du jour au lendemain déclaré caduc, parce que quelques milliers d'employés des services publics avaient cessé le travail. Qualifié naguère de nouveau Bismarck, M. Helmut Kohl était présenté, avec le même exagération, comme un chancelier en suris.

Cette absence de mesure dans notre relation - ébahie ou hostile - à l'Allemagne est la manifestation d'un manque de confiance en soi, que les discours patriotiques et républicains n'arrivent pas à masquer totalement. Plus que jamais sa vérité la phrase de l'historien Pierre Vénot, qui écrivait en 1931 : « Choisir notre conduite envers l'Allemagne, c'est choisir en premier lieu l'idée que nous nous faisons de la France. » Plus que jamais aussi, Allemands et Français fondent leur politique européenne sur des bases opposées : à cause de leur histoire, les premiers considèrent que leur intérêt national doit être fondé dans la Communauté ; à cause de la mission universelle dont ils se sentent investis, les seconds veulent mettre le Communauté au service de leur intérêt national. Mais cette dissymétrie dans les prémisses reste paradoxale-ment la garantie la plus solide d'une bonne coopération.

DANIEL VERNET

VENDREDI A CARACTERES



J.M.G. Le Clézio  
Etoile errante

roman

nrj

GALLIMARD



## DIPLOMATIE

GRANDE-BRETAGNE : 336 voix contre 92

### Confortable majorité aux Communes pour la ratification du traité de Maastricht

La Chambre des Communes a approuvé, jeudi 21 mai, par 336 voix contre 92, le texte de ratification du traité de Maastricht, mais le nombre des « rebelles » anti-européens au sein du parti conservateur a augmenté.

LONDRES

de notre correspondant

A s'en tenir aux chiffres, M. John Major a passé cette première épreuve de la ratification parlementaire du traité de Maastricht avec facilité. Le texte gouvernemental doit encore franchir sans encombre plusieurs étapes parlementaires avant d'être définitivement adopté, mais la victoire politique du premier ministre est acquise. Seuls 92 parlementaires ont voté contre le gouvernement (22 conservateurs, 61 travaillistes et 9 unionistes d'Irlande du Nord), pour des raisons d'ailleurs bien différentes. Au sein du Parti conservateur, le nombre des « eurosceptiques » (terme en fait impropre puisque les intérêts sont farouchement antieu-

ropéens) a augmenté, cette rébellion étant la plus importante depuis le vote de 1971 marquant l'entrée de la Grande-Bretagne au sein du Marché commun, qui avait été refusée par 39 parlementaires conservateurs.

En décembre dernier, seuls sept d'entre eux avaient voté contre le gouvernement (quatre s'étaient abstenus), lorsque M. Major, de retour de Maastricht, s'était prévalu d'un « bon accord pour l'Europe et le Royaume-Uni ». Mais ce nouveau débat européen a fait davantage apparaître les profondes divisions du Labour. 61 parlementaires travaillistes ont passé outre les consignes de vote de leur parti en faveur de l'abstention et se sont prononcés contre le projet gouvernemental, notamment pour protester contre le refus du gouvernement de M. Major d'accepter les dispositions sociales du traité. Deux autres parlementaires travaillistes, ceux-là européens convaincus, ont, d'autre part, choisi de soutenir le gouvernement.

Ces votes en ordre dispersé sont également révélateurs de l'état de désorganisation qui règne au sein du Labour, dont les principaux chefs de file continuent de mener une âpre

campagne électorale interne pour la succession de M. Neil Kinnock à la tête du parti. Pour M. Major, cette victoire politique est fragile. Quelque minoritaire, les « rebelles », entraînés par les déclarations de plus en plus acerbes de M. Thatcher, représentent un foyer permanent d'opposants, lesquels n'hésiteront pas à s'exprimer tout au long de la présidence britannique de la Communauté, qui commence le 1<sup>er</sup> juillet. La défense et l'illustration du traité européen à laquelle s'est livré jeudi le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, pour qui l'accord de Maastricht « reflète les priorités britanniques plus qu'aucun de ses prédécesseurs », est, d'autre part, à double tranchant.

Londres va avoir bien des occasions dans les semaines à venir de faire montre d'hostilité par rapport aux positions adoptées par ses partenaires, qu'il s'agisse de la suppression des contrôles frontaliers, de la semaine de travail de quarante-huit heures, de l'augmentation du budget communautaire, de la suppression du rabais de la contribution britannique, enfin de la dernière initiative franco-allemande en faveur de la défense européenne. Sur tous ces dossiers,

M. Major sera soumis aux surenchères de l'aile droite du Parti conservateur, prête à dénoncer le moindre « abandon de souveraineté » en faveur de Bruxelles. Le gouvernement estime cependant que la Grande-Bretagne est dans une position de force pour entamer ses six mois de présidence européenne.

Les Britanniques, qui ont le sentiment d'avoir eu raison avant tout le monde à Maastricht, soulignent volontiers les difficultés que rencontrent avec leurs majorités parlementaires et leurs opinions publiques respectives les gouvernements allemand, français, danois, irlandais et italien. Londres entend donc faire prévaloir une conception pragmatique de la construction européenne, c'est-à-dire s'écarter autant que possible de la « dérive fédéraliste et centralisatrice » prônée à la Commission de Bruxelles. La Grande-Bretagne insistera donc sur l'entrée en vigueur des dernières dispositions sur le marché unique, l'élargissement de l'Europe, enfin l'amélioration des relations entre la CEE d'une part, les Etats-Unis et le Japon d'autre part.

LAURENT ZECCHINI

Selon le secrétaire général de l'alliance

### Un accord de principe a été trouvé pour que l'OTAN contribue au maintien de la paix en Europe

Les seize pays alliés sont d'accord en principe pour que l'OTAN contribue à des opérations de maintien de la paix en Europe à la demande et sous le mandat de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), mais ils « discutent toujours des modalités » de cette contribution, a annoncé, jeudi, le secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Woerner.

Il y a un « consensus de base » sur l'idée de « soutenir la CSCE dans de telles missions [dans la mesure] de nos capacités, de nos possibilités », a-t-il déclaré à quelques journalistes au siège bruxellois de l'OTAN.

M. Woerner s'exprimait à l'issue de la première rencontre entre le conseil de l'Atlantique nord et le conseil de l'UEO (Union de l'Europe occidentale), au niveau des ambassadeurs.

Il s'est déclaré « confiant » dans la possibilité d'aboutir à un accord complet à la prochaine réunion à Oslo des ministres des affaires étrangères de l'OTAN le

4 juin, et peut-être avant. « C'est à la CSCE de décider vers quelle organisation elle veut se tourner pour la soutenir », a-t-il cependant précisé en réponse à une question sur le rôle que pourrait aussi jouer l'UEO dans ce domaine.

L'idée de donner à l'OTAN ce nouveau rôle de soutien à des opérations de maintien de la paix menées sous l'égide de la CSCE en Europe — en particulier en Europe de l'Est — avait été relancée récemment par les Pays-Bas, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

L'OTAN pourrait ainsi prêter ses infrastructures et ses moyens logistiques, voire des troupes. La France, hostile à l'extension des compétences de l'OTAN, a récemment levé son objection de principe à cette idée mais souhaite en limiter la portée, selon des diplomates alliés. — (AFP)

Vers une ratification du traité de Paris

### Les pays de la CEI se seraient entendus sur la répartition de leur armement conventionnel

VIENNE

de notre correspondant

Des sources occidentales aux négociations sur le désarmement conventionnel, qui se poursuivent à Vienne, ont confirmé qu'un accord était intervenu au sommet de Tachkent, le 15 mai dernier, entre les Républiques de la CEI sur la répartition des arsenaux militaires de l'ex-URSS concernés par le traité de Paris, signé, fin 1990, par les pays de l'OTAN et les anciens membres du pacte de Varsovie. Les divergences entre les sept Républiques de la CEI et la Géorgie qui sont situées dans la zone d'application du traité avaient bloqué la ratification du traité qui régle les réductions dans cinq catégories d'armes (chars, véhicules blindés, pièces d'artillerie, avions et hélicoptères de combat). Cette ratification semble désormais possible avant le sommet de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), prévu les 9 et 10 juillet à Helsinki.

#### 6 400 chars pour la Russie

Le traité de Paris a accordé à l'ancienne URSS, au total, 13 150 chars, 20 000 véhicules blindés, 13 175 pièces d'artillerie, 5 150 avions de combat et 5 150 hélicoptères de combat. L'accord de Tachkent aurait été rendu possible notamment par un fléchissement des positions de la Russie, qui se contenterait de 6 400 chars sur les 13 150 autorisés, selon des informations non officielles. L'Ukraine devrait maintenir 4 080 chars, la Biélorussie 1 900 et les trois Républiques du Caucase 220 chacune. La Moldavie disposera de 210 chars et le Kazakhstan — où il n'y avait pas de forces conventionnelles stationnées jusqu'à présent — n'aura aucun contingent.

Un document tenant compte de ces nouvelles répartitions devrait être signé, le 5 juin prochain à Oslo, par vingt-neuf pays, au lieu des vingt-deux qui ont signé le traité de Paris.

W. B.

□ **TURQUIE** : le premier ministre en visite officielle en Russie. — Le chef du gouvernement turc, M. Suleyman Demirel, doit faire une visite officielle en Russie, lundi 25 et mardi 26 mai, à l'invitation du président Boris Eltsine. a-t-on appris de source officielle, jeudi, à Ankara. Cette visite intervient alors que la Turquie se préoccupe de l'escalade du conflit azéro-arménien au Haut-Karabakh et au Nakhitchevan, une petite République autonome sous administration azerbaïdjanaise enclavée entre la Turquie, l'Arménie et l'Iran. — (AFP)



CITROËN présente TOTAL

### LA "GARANTIE PRESTIGE" 2 ANS.

CITROËN EUROCASION fait l'événement en vous offrant, sur une sélection de CITROËN XM récentes, la nouvelle GARANTIE PRESTIGE 2 ans, garantie totale pièces et main-d'œuvre, applicable dans 30 pays.

Lorsque vous prendrez place au volant de votre CITROËN XM EUROCASION, votre concessionnaire vous remettra le certificat de GARANTIE PRESTIGE 2 ans, attestant qu'il aura contrôlé les 70 points (moteur, circuits électriques,

échappement, suspension, transmissions, direction, liaisons au sol, circuits hydrauliques et freins) qui vous assurent du parfait état de votre véhicule.

De plus, avec la nouvelle GARANTIE PRESTIGE 2 ans, vous bénéficiez d'une assistance 24 heures sur 24 sur simple appel téléphonique au numéro vert 05 05 24 24. Aujourd'hui, c'est donc en toute sérénité que vous goûterez au plaisir de conduire votre CITROËN XM EUROCASION.



CITROËN

CITROËN EUROCASION LES GRANDES OCCASIONS

### Le Conseil de sécurité

Le Conseil de sécurité de l'ONU a réuni, jeudi 21 mai, une séance extraordinaire pour discuter de la situation en Europe. Les membres du Conseil ont examiné un rapport du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, sur la situation en Europe. Le rapport souligne la nécessité d'un accord de principe pour que l'OTAN contribue au maintien de la paix en Europe. Le Conseil de sécurité a également discuté de la situation en Bosnie-Herzégovine et de la situation en Albanie. Les membres du Conseil ont exprimé leur inquiétude face à la situation en Europe et ont appelé à une solution pacifique des conflits. Le Conseil de sécurité a également discuté de la situation en Afrique du Nord et de la situation en Amérique latine. Les membres du Conseil ont exprimé leur soutien à l'Organisation des Nations Unies et à son rôle de maintien de la paix.

### en faveur

Le Conseil de sécurité de l'ONU a réuni, jeudi 21 mai, une séance extraordinaire pour discuter de la situation en Europe. Les membres du Conseil ont examiné un rapport du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, sur la situation en Europe. Le rapport souligne la nécessité d'un accord de principe pour que l'OTAN contribue au maintien de la paix en Europe. Le Conseil de sécurité a également discuté de la situation en Bosnie-Herzégovine et de la situation en Albanie. Les membres du Conseil ont exprimé leur inquiétude face à la situation en Europe et ont appelé à une solution pacifique des conflits. Le Conseil de sécurité a également discuté de la situation en Afrique du Nord et de la situation en Amérique latine. Les membres du Conseil ont exprimé leur soutien à l'Organisation des Nations Unies et à son rôle de maintien de la paix.

### M. Th

Le Conseil de sécurité de l'ONU a réuni, jeudi 21 mai, une séance extraordinaire pour discuter de la situation en Europe. Les membres du Conseil ont examiné un rapport du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, sur la situation en Europe. Le rapport souligne la nécessité d'un accord de principe pour que l'OTAN contribue au maintien de la paix en Europe. Le Conseil de sécurité a également discuté de la situation en Bosnie-Herzégovine et de la situation en Albanie. Les membres du Conseil ont exprimé leur inquiétude face à la situation en Europe et ont appelé à une solution pacifique des conflits. Le Conseil de sécurité a également discuté de la situation en Afrique du Nord et de la situation en Amérique latine. Les membres du Conseil ont exprimé leur soutien à l'Organisation des Nations Unies et à son rôle de maintien de la paix.



## EUROPE

Tandis que l'armée serbo-fédérale suspend son retrait de Croatie orientale

### Le Conseil de sécurité adresse une mise en garde à Belgrade

Le Conseil de sécurité de l'ONU envisage des sanctions économiques contre la Serbie et a adressé une « mise en garde » à l'armée serbo-fédérale contre les obstructions mises à la mission des « casques bleus ». Un peu auparavant, l'agence balgradoise Tenjug avait annoncé que l'armée serbo-fédérale suspendait son retrait de Croatie orientale, placée sous la protection de l'ONU. Cette décision coïncide avec une nette recrudescence des incidents armés en Croatie. D'autre part, un responsable de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) a dénoncé des atrocités commises contre des civils en Croatie orientale. Évoquant l'expulsion, lundi, de 98 membres de la minorité ruthène de leur village de Mikusevci (près de Vukovar) ainsi que d'autres cas d'expulsions, d'incendies de maisons et de discrimination, il les a imputés à des groupes d'iréguliers. « Si l'on n'est pas mis fin rapidement à ces pratiques racistes, la FORPRONU ou toute autre organisation ne pourront pas grand-chose pour prévenir de nouvelles souffrances », a-t-il estimé.

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

Les membres du Conseil de sécurité, n'hésitant plus à identifier l'armée serbo-fédérale comme l'agresseur en Bosnie-Herzégovine, semblent décidés à proposer des sanctions contre la Serbie dès la semaine prochaine. En guise de « premier avertissement » et à la suite d'un rapport oral de M. Boutros Boutros-Ghali au Conseil, le chargé d'affaires de la République fédérale yougoslave (Serbie et Monténégro) a été convoqué, jeudi soir, par le président en exercice, l'ambassadeur autrichien Peter Hohenfelsner. Celui-ci a, au nom des quinze membres du Conseil, demandé à M. Dragomir Djokic de transmettre « d'urgence » la demande du Conseil concernant la coopération de l'armée serbo-fédérale avec les « casques bleus ».

Dans son rapport, le secrétaire général de l'ONU fait part des « tendances troublantes » de l'armée yougoslave concernant en particulier l'expulsion des civils de Bosnie-Herzégovine (selon le ministre bosniaque des affaires étrangères, au moins 5 000 personnes ont, par exemple, été expulsées de Zvornik, dans l'est de la Bosnie). Dans son rapport, M. Boutros-Ghali souligne également les violations « persistantes » du cessez-le-feu par l'armée de Belgrade. Le secrétaire général ajoute que « sans la bonne foi et la coopération de toutes les parties, la capacité de la force de l'ONU à accomplir son mandat sera sérieusement compro-

mise ». Pour la première fois, les membres du Conseil de sécurité parlent ouvertement de sanctions économiques contre l'armée. Pour la première fois également, ils n'hésitent pas à désigner la Serbie comme étant l'agresseur dans le conflit en Bosnie-Herzégovine.

La nature des éventuelles sanctions n'a pas encore été définie, mais, selon des diplomates, pour que ces sanctions soient efficaces, il faudra les renforcer par un « blocus naval ». Les membres du Conseil sont conscients du fait que l'embargo pétrolier ne sera pas suffisamment efficace, car la Serbie produit elle-même du pétrole. Les quinze savent aussi que l'embargo sur les armes imposé contre la Serbie, au moment du conflit en Croatie, est constamment violé. Aucun texte ne devrait être présenté avant le rapport du secrétaire général sur la situation humanitaire en Bosnie-Herzégovine (avant le 26 mai), indiquant-on de sources diplomatiques.

#### « Réticences » de la Russie

Un diplomate occidental, membre du conseil, s'est dit « agréablement surpris » d'entendre les Britanniques se prononcer « avec fermeté », au cours des consultations à huis-clos, sur la nécessité d'adopter une résolution contraignante - en vertu du chapitre 7 de la Charte - à l'encontre de l'armée serbo-fédérale. Bien que la mission française ne se soit pas prononcée, des sources proches des diplomates français ont assuré que Paris était « tout à fait en

faveur » de telles sanctions économiques. Le seul pays ayant, apparemment, encore des « réticences » est la Russie. Mais les diplomates restent confiants que, « le moment venu », Moscou votera en faveur des sanctions.

Les Etats-Unis sont, eux aussi, partisans « d'autres mesures » contre l'agresseur en Bosnie-Herzégovine. Washington, qui a déjà incité tout atterrissage des avions yougoslaves aux Etats-Unis, doit annoncer le retrait de son attaché militaire de Belgrade. D'autres mesures proposées par l'administration américaine, et transmises à la CEE, consistent en un refus de reconnaître la « République fédérale yougoslave » comme étant le successeur de l'ex-Yougoslavie ainsi que le blocage des fonds de Belgrade.

De leur côté, la Chine et l'Inde, qui considèrent auparavant les sanctions contre la Serbie comme « une intervention dans les affaires intérieures » d'un pays, ne s'opposent plus à ce que le Conseil prenne des mesures punitives. Par ailleurs, les pays membres de la Conférence islamique ont désigné cinq pays - Turquie, Iran, Egypte, Pakistan, Sénégal - pour demander au président du Conseil de sécurité d'envisager des sanctions contre la Serbie, en vertu du chapitre 7 de la Charte. Dans une lettre au secrétaire général, la conférence islamique « condamne » l'agression de l'armée serbo-fédérale contre la population musulmane de Bosnie-Herzégovine.

AFSANE BASSIR POUR

Lors d'une conférence à Vienne

### L'Europe tente de se mobiliser en faveur des réfugiés de Bosnie et de Croatie

Retenu pendant trois jours par des miliciens serbes dans les environs de Sarajevo (le Monde du 22 mai), un convoi de plus d'un millier de femmes et d'enfants a pu reprendre sa route, jeudi 21 mai, pour Split (Croatie), sous la protection de la Force des Nations unies (FORPRONU). Ce résultat a été obtenu grâce à une médiation du colonel australien John Wilson, commandant les effectifs de la FORPRONU à Sarajevo. En échange de la libération des réfugiés (musulmans), deux camions de nourriture ont été fournis à une caserne serbo-monténégrine assiégée. Cependant, l'Europe tente de se mobiliser pour venir en aide aux réfugiés de Bosnie et de Croatie.

VIENNE

de notre correspondant

Les représentants de dix pays européens et d'organisations internationales telles que la Croix-Rouge et le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) se sont mis d'accord, jeudi 21 mai, à Vienne sur des mesures d'aide immédiate aux 700 000 réfugiés de Bosnie-Herzégovine, dont la

majorité se trouve actuellement en Croatie. Le nombre des réfugiés de l'ex-Yougoslavie fuyant la guerre est évalué à près de 1,5 million par le HCR, qui parle de « l'exode le plus important en Europe depuis la seconde guerre mondiale ».

Selon le ministre autrichien de l'intérieur, M. Franz Lischak, la conférence a surtout permis de faire le point de la situation, exposée par les représentants de Bosnie, de Croatie et de Slovénie. Cette dernière République, qui héberge déjà quelque 50 000 Bosniaques, accueille chaque jour entre 1 000 et 2 000 réfugiés. Environ 500 000 personnes se sont réfugiées en Croatie. Les deux nouvelles Républiques, qui n'ont pas les moyens financiers de faire face à la situation, ont appelé les pays occidentaux à leur venir en aide.

Selon M. Lischak, il s'agit notamment d'une aide sur place par la mise à la disposition des réfugiés de tentes et de vivres. L'Italie a annoncé l'envoi de tentes en Croatie pour 12 000 réfugiés et une augmentation de son aide financière. Elle est prête à accueillir des réfugiés bosniaques dans la mesure où d'autres pays en font autant. Le gouvernement autrichien envisage également d'acheter des tentes pour quelque 10 000 personnes (la Croatie a besoin de tentes pour au moins 100 000 personnes, selon son représentant à Vienne). Il est envisagé

d'ériger une vingtaine de camps de 5 000 personnes chacun.

L'Allemagne a, quant à elle, promis de se charger sur place des soins médicaux pour les blessés de guerre. La Suisse et l'Autriche envisagent de lancer une opération d'aide conjointe pour les enfants. Selon M. Lischak, ces deux pays espèrent pouvoir accueillir dans les semaines à venir entre 10 000 et 15 000 enfants.

Quant à fixer d'éventuels quotas d'accueil de réfugiés, les participants à la conférence n'en ont pas parlé, ce dossier dépassant leurs compétences, selon le ministre autrichien. Il a laissé entendre que la pratique de l'Allemagne de fermer ses frontières aux réfugiés bosniaques - Bonn ne laisse entrer que les personnes munies de visas - n'a pas été abordée à la conférence. Le chef de la délégation allemande, M. Hans-Peter Klaiber, a toutefois annoncé que son pays envisageait de laisser entrer des personnes blessées ainsi que des réfugiés ayant des parents en Allemagne.

Selon M. Lischak, les résultats de la conférence, organisée par l'Autriche à l'initiative de la Slovénie et de la Croatie, sont « acceptables ». Les entretiens, a-t-il annoncé, seront « prochainement » poursuivis à Zagreb.

W. B.

AUTRICHE : deuxième tour du scrutin présidentiel

### M. Thomas Klestil et M. Rudolf Streicher sont au coude à coude

Les électeurs autrichiens doivent désigner, dimanche 24 mai, au second tour de l'élection présidentielle, le successeur de M. Kurt Waldheim. Deux des quatre candidats qui ont participé au premier tour, le 26 avril, restent en lice : M. Rudolf Streicher, cinquante-trois ans, candidat du Parti social-démocrate (SPO), qui avait obtenu 40,7 % des voix, et M. Thomas Klestil, cinquante-neuf ans, présenté par le Parti populiste (ÖVP, chrétien-démocrate), qui avait recueilli 37,2 % des suffrages.

VIENNE

de notre correspondant

Le duel s'annonce serré : 160 000 voix seulement séparent les deux

candidats à l'issue du premier tour. Le report des suffrages - plus d'un million - qui s'étaient portés sur la candidate du Parti libéral (FPÖ, droite nationaliste), M<sup>me</sup> Heide Schmidt (16,4 %), et sur celui des Verts, M. Robert Jungk (5,7 %), sera décisif. Selon les instituts de sondage, il s'agit d'un électoral « totalement indépendant, dont le comportement de vote est difficile à évaluer ».

Dans quelle mesure les électeurs de M<sup>me</sup> Schmidt reporteront-ils leur vote sur M. Klestil et ceux de M. Jungk sur M. Streicher ? Il n'est pas évident de le dire. M. Klestil, dont le vivacité contrastait singulièrement avec l'allure pesante de M. Streicher, pourtant de six ans son cadet, M. Klestil est apparu plus motivé que M. Streicher, dont on sait qu'il n'a accepté qu'à contre-cœur d'être candidat.

Après avoir fait toute sa carrière dans le secteur nationalisé, pour

#### L'homme de parti et le diplomate

Selon les sondages, « M. Streicher dispose d'un léger avantage au départ, mais M. Klestil a des chances réelles de l'emporter ». Après un débat télévisé entre les deux concurrents, seul « événement » d'une campagne électorale particulièrement calme, les commentateurs avaient décelé une légère supériorité de M. Klestil, dont le vivacité contrastait singulièrement avec l'allure pesante de M. Streicher, pourtant de six ans son cadet. M. Klestil est apparu plus motivé que M. Streicher, dont on sait qu'il n'a accepté qu'à contre-cœur d'être candidat.

Après avoir fait toute sa carrière dans le secteur nationalisé, pour

ITALIE : l'élection du président de la République

### Après treize tours de scrutin retour à la case départ...

ROME

de notre correspondant

Seize perle, onze sénateurs à vie, cinquante-huit députés régionaux, plus d'une quarantaine de candidates « usées » et surtout un quota - qui semble de plus en plus inaccessible - de cinq cent huit voix, pour dégager une majorité : depuis dix jours, l'élection est la même, mais treize tours de scrutin n'ont toujours pas réussi à donner un président de la République aux Italiens. La chronique de Montecitorio, toujours soigneusement retransmise par les télévisions, commence à s'essouffler. Les débats et les grandes envolées de principes se font plus rares, et les abstentions - croissantes - ne sont pas toujours dues aux seuls motifs d'ordre des différents partis, qui, avec une constante régularité, « tuent » les candidats de l'adversaire, au terme de compromis de plus en plus vertigineux.

Où en est-on de ce jeu de massacre ? Paradoxalement, pour être à l'ordre du jour du quatrième tour, qui devait se dérouler vendredi après-midi 22 mai, entrevient-on le phénoène. Si l'on s'essouffait à procéder par déduction, c'est avec un peu de recul, et une bonne dose d'optimisme, la conclusion à laquelle on devrait arriver. Les trois premiers jours (les 13, 14 et 15 mai), seule les candidats de bordure, c'est-à-dire présentés symboliquement par chaque parti, et sacrifiés d'avance à l'impossible majorité des deux tiers requise pour les trois premiers scrutins, avaient pris le départ.

Samedi 16 mai, les choses sérieuses avaient commencé, et la coalition quadripartite sortante (chrétiens-démocrates, libéraux, sociaux-démocrates, socialistes) bien qu'ébranlée par les législatives d'avril, mais ignorante avec superbe les onseults, s'était présentée à la barre, tentant de faire passer en force son candidat, M. Arnaldo Forlani, secrétaire de la Démocratie chrétienne.

Trahi par les courants réformistes, les inimitiés personnelles et certains jeux, en principe interdits, à l'intérieur des partis, M. Forlani, après avoir essuyé deux défaites, s'est auto-suspendu dimanche matin. Premier tour dans cette élection qui connaît ses moments les plus surréalistes : les cinq bulletins « supplémentaires » trouvés mystérieusement dans l'urne ; et l'apparition coïncidente d'une cabine à voter aux allures de cabine téléphonique, puis en confessionnaux gigognes pour permettre à chacun de se protéger, au moment du vote, de la trop impérieuse curiosité de son propre parti.

Lundi, après la longue nuit de discussion de la gauche, c'était encore l'échec. MM. Achille Occhetto et Bettino Craxi, respectivement chefs du PDS (ex-PCI) et du Parti socialiste italien (PSI), incapables de se mettre

d'accord sur un nom, s'accusaient une nouvelle fois d'avoir mutuellement voulu se tendre un piège. Commencement alors de ce qui pourrait appeler la « blanc » : tandis que la Démocratie chrétienne boudait le vote et que le « rose » des candidats proposés par M. Craxi s'effaçait sans ménagement, les prétendants les plus divers faisaient un maigre tour de piste : l'ancien ministre de la Justice Giuliano Vassalli ne dépenseit pas les 189 votes ; le grand résident et sénateur à vie Leo Vellanti se trouvait, à quatre-vingt-trois ans, jeté à son tour en pâture dans l'arène, sans susciter, pour autant, l'appétit des votants.

#### Manceuvres souterraines et flirts dangereux

Dans les gradins à demi désertés de Montecitorio, l'heure, cette fois, était aux grandes manœuvres souterraines et aux flirts dangereux : permit aux plus courtisées, les élus néo-fascistes du MSI et la cohorte bien ordonnée de la Ligue lombarde. A l'extérieur, pour tromper l'ennui, certains se laissaient aller à l'auto-dérision : un petit génie des jeux de stratégie proposait d'en créer un, particulièrement à son tour, on s'initierait à l'« Ombra », tandis que le radical Marco Pannella suggérait d'infliger « une amende de 200 000 lire à tout ceux qui s'abstiennent ou votent blanc ».

Et maintenant ? Le coup de nommée donné à l'Italie il y a deux jours par ses partenaires européens, devant un déficit des finances publiques qui s'accroît (le Monde du 21 mai), devrait rappeler les hommes politiques à de plus solides réalités. « Techniquement », à présent que toutes les voies possibles semblent avoir été explorées sans succès, il semble que l'on soit revenu au point de départ. Rien, de toute façon, ne pouvant se faire sans la DC, celle-ci va-t-elle reprendre l'initiative ? Ne serait-ce, politesse faite aux vieux alliés socialistes, qu'en rassemblant la candidature Vassalli au quatorzième tour ?

En attendant, tandis que de plus en plus d'élus se prononcent, pour l'instant, en faveur d'une élection « directe » du président, les candidats les plus « lourds » - ceux qui, par leur fonction « institutionnelle », ont soigneusement évité de se découvrir jusqu'à présent pour éviter d'être trop liés aux calculs fretiliens des partis, ou plus simplement pour échapper au phénomène d'érosion des votes à répétition - pourraient surgir. Et sans doute serait-il intéressant de savoir à quoi rêvent ces jours-ci le président de la Chambre, le démocrate-chrétien Oscar Luigi Scalfaro ; son homologue du Sénat, le républicain Giovanni Spadolini ; voire, bien sûr, le président du conseil sortant, le très secret Giulio Andreotti...

MARIE-CLAUDE DECAMPS

#### MOLDAVIE Intensification des combats

BUCAREST

de notre correspondant

Les combats sur le Dniestr entre les forces moldaves et les russophones, désormais appuyées par des équipements lourds de la XIV<sup>e</sup> armée russe, ont fait, jeudi 21 mai, près de vingt morts, dont plusieurs civils. Les autorités moldaves ont dénoncé un nouveau déploiement de cette armée (une trentaine de chars, une dizaine de blindés et de l'artillerie) aux côtés des « séparatistes » russophones de l'est de la République.

La veille, Chisinau avait protesté contre l'arrivée sur le front des premiers chars de la XIV<sup>e</sup> armée, passée sous juridiction russe, dénonçant « une agression de la Russie contre la Moldavie ».

Pour Moscou, ces armes avaient été « capturées avec des complaisances d'officiers » par les séparatistes.

Des centaines de personnes ont fui les combats pour se réfugier de l'autre côté du fleuve. La Moldavie a dénoncé l'arrivée à Tiraspol, « capitale » des russophones, d'un avion chargé de mercenaires, les « Cosaques du Don ».

Le ministre moldave de la défense a interdit l'utilisation de l'aéroport de Tiraspol, bien que cette décision semble difficile à faire respecter.

J.-B. N.

#### EN BREF

GEORGIE : prochaine visite de M. James Baker. - Le département d'Etat a annoncé, jeudi 21 mai à Washington, que le chef de la diplomatie américaine, M. James Baker, se rendra la semaine prochaine à Tbilissi, en Géorgie, la seule des Républiques de l'ex-URSS qu'il n'ait pas encore visitée. - (Reuters)

Visite officielle de M. Lech Walesa à Moscou. - Le président polonais, M. Lech Walesa, est arrivé, jeudi 21 mai, à Moscou pour une visite officielle de trois jours. Les discussions porteront notamment sur le retrait du territoire polonais des troupes de la Communauté des Etats indépendants (CEI) et sur la signature d'un traité d'amitié russo-polonais. M. Walesa visitera ensuite les villes de Smolensk et de Saint-Petersbourg et se rendra à Kryn, lieu du massacre de 4 500 officiers polonais par les Soviétiques en 1940. - (AFP)

Les Nouvelles de Moscou vont cesser de paraître en France. - L'édition française du journal moscovite Les Nouvelles de Moscou cessera sa parution à partir du 15 juillet prochain. Cet hebdomadaire, qui revendiquait un tirage de 14 000 exemplaires, employait une vingtaine de collaborateurs.

terminer comme ministre responsable du secteur nationalisé et des transports dans l'actuel gouvernement de coalition social-démocrate-conservateur. M. Streicher est beaucoup plus « politique » et proche de son parti, aux yeux des électeurs, que M. Klestil, diplomate de carrière. Selon les analyses du scrutin du 26 avril, 63 % des électeurs ont voté pour M. Streicher parce qu'il était le candidat du SPO. 39 % seulement ont porté leurs voix sur M. Klestil parce qu'il était le candidat de l'ÖVP, dont l'électorat s'est dramatiquement effrité ces dernières années. M. Streicher n'a pas recueilli de voix au-delà de l'électorat traditionnellement socialiste. Pour être élu dimanche, il lui faudra donc un apport de voix des électeurs « flottants » venus de la droite et des écologistes.

M. Klestil, secrétaire général aux

affaires étrangères, ancien ambassadeur aux Etats-Unis, qui était parti d'une position d'outsider absolu, a créé la grande surprise du premier tour en obtenant seulement 3,5 % de voix de moins que son concurrent, parti favori du scrutin. L'expérience internationale de M. Klestil, facteur non négligeable face au défi de l'intégration européenne du pays, a apparemment séduit un grand nombre d'Autrichiens.

Les Autrichiens sont aussi, sans aucun doute, sensibles à l'argument électoral du candidat de l'ÖVP, qui fait valoir que « le pouvoir a besoin de contrôle ». M. Klestil fait ainsi référence au fait que le chef du gouvernement et le président du Parlement - numéro deux derrière le président de la République dans l'ordre protocolaire - sont des sociaux-démocrates.

WALTRAUD BARYLI



## AFRIQUE

Dix-huit ans après son exclusion

## L'Afrique du Sud reprend sa place dans une institution de l'ONU

Dix-huit ans après son exclusion de l'ONU, l'Afrique du Sud a, pour la première fois, pris publiquement sa place dans une institution des Nations unies, la Conférence du désarmement, réunie jeudi 21 mai à Genève. La décision d'exclusion, entérinée en 1974 par la 29<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale, avait entraîné l'expulsion de l'Afrique du Sud de tous les organes de l'ONU, à l'exception du Conseil de sécurité, où elle pouvait encore faire

entendre sa voix dans les affaires du monde. L'ambassadeur sud-africain auprès des Nations unies, M. Rian Erasmus, a assisté à la réunion de jeudi au titre d'observateur, a qualifié l'événement d'« occasion historique » pour son pays. Certains milieux diplomatiques ont toutefois remarqué que l'intégration de l'Afrique du Sud à la Conférence du désarmement (qui compte trente-neuf pays membres et près d'une quarantaine de pays observateurs) n'a qu'une portée limitée, cette institution étant dotée d'un statut unique au sein des Nations unies. — (AFP)

ALGÉRIE : accrochages entre forces de l'ordre et islamistes  
Cinq personnes tuées dont un gendarme

Cinq personnes, dont un gendarme, ont été tuées, mercredi 20 mai, en Algérie lors de deux accrochages entre les forces de l'ordre et des islamistes armés, a indiqué une source officielle. Au cours de l'une de ces fusillades, dans une zone montagneuse près de Lakhda, à 80 kilomètres à l'est d'Alger, un gendarme et un islamiste ont été tués. Deux autres gendarmes ont été blessés et dix islamistes ont été arrêtés, cependant que sept autres ont réussi à prendre la fuite. Une vaste chasse à l'homme a été lancée pour les retrouver. Cinq cadavres contenant un important lot d'armes et de munitions ont été découverts.

Plus tôt dans la journée, dans le quartier de Belcourt à Alger, une autre fusillade avait fait trois morts et un blessé, alors que les forces de sécurité recherchaient les responsables d'une attaque qui avait fait deux morts, dont un policier, le 4 mai, près de la Bibliothèque nationale à Alger. — (Reuters)

Kenya : plusieurs blessés lors de manifestations islamistes. — Plusieurs personnes, dont deux policiers, ont été grièvement blessées lors de manifestations de musulmans, mardi 19 et mercredi 20 mai, à Mombasa, sur la côte indienne. Selon la presse de Nairobi, les protestataires, qui s'opposaient aux slogans favorables à l'islam, entendaient dénoncer l'arrestation de prédicateurs, soupçonnés d'appartenir au Parti islamiste, créé en janvier mais que les autorités n'ont pas reconnu. — (AFP)

Congo : un nouveau gouvernement a été désigné. — Le premier ministre, M. André Milongo, a présenté, jeudi 21 mai, à Brazzaville, la liste de son nouveau gouvernement, composé de dix ministres — contre dix-sept précédemment — conformément au vœu du Conseil supérieur de la République (CSR, faisant office de Parlement). Chacune des dix régions congolaises est désormais représentée au sein du nouveau cabinet. Parmi les ministres reconduits, figure celui de la défense, M. Raymond Damase Ngollo. — (Reuters)

## PROCHE-ORIENT

LIBAN : en riposte à une action du Hezbollah

## Des raids israéliens ont fait 13 morts et 25 blessés

BEYROUTH

de notre correspondant

La riposte israélienne, jeudi 21 mai, à une action armée effectuée mardi par le Hezbollah pro-iranien contre une position de l'Armée du Liban sud (le Monde du 21 mai) marque une escalade : l'aviation israélienne a, en effet, effectué quatre raids qui, avec les tirs d'artillerie, ont fait 13 morts et 25 blessés.

L'une des cibles était un camp du Hezbollah dans le village de Janta (dans la Bekaa), situé à une centaine de kilomètres au nord-est de la frontière israélienne, et à 3 kilomètres seulement de la frontière syrienne. L'explosion de cinq bombes a retardé, quelques minutes seulement après un bombardement aérien, alors que les miliciens étaient imprudemment rassemblés dans la cour où elles étaient tombées, a alourdi le bilan. Sept miliciens ont été tués et sept autres blessés. Les autres raids ont visé trois localités du Liban sud, Jibchit, Kabirha et Dardhaia, faisant six tués, dont une femme et ses trois enfants, et dix-huit blessés.

Le Liban a déposé une plainte auprès du Conseil de sécurité de l'ONU. On craint fort, en effet, à Beyrouth qu'à l'approche des élections législatives israéliennes du 23 juin, le Likoud au pouvoir ne soit tenté d'effectuer une opération de grande envergure contre le Hezbollah, qui serait électoralement payante. On n'oublie pas non plus qu'Israël n'a pas encore « vengé » un attentat contre son ambassade à Buenos-Aires, le 17 mars dernier.

Soucieux de ne pas faire avorter la stratégie du gouvernement visant à régler le problème du Liban du Sud par la négociation, le ministre des affaires étrangères, M. Fares Bouciz, a rappelé à la « résistance libanaise » qu'il fallait arrêter « le pillage à la roquette » pour éviter de « porter atteinte à la stratégie politique adoptée par l'Etat dans le but d'obtenir le retrait israélien du Liban du Sud ».

LUCIEN GEORGE

## AMÉRIQUES

HAÏTI : tandis que la répression s'intensifie

## L'agitation gagne les lycées et universités

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Des camionnettes remplies de soldats casqués sillonnent les rues de Carrefour, banlieue populaire au sud-ouest de Port-au-Prince, où sept cadavres anonymes ont été retrouvés l'autre du jeudi 21 mai. « Souventement exécutés par des hommes en uniforme », selon le correspondant d'une radio locale.

Dans la capitale et dans les campagnes, la répression s'est intensifiée depuis une quinzaine de jours. Les manifestations de résistance au régime militaire se multiplient depuis qu'un petit avion non identifié a survolé la capitale, mardi matin, larguant des milliers de tracts ornés d'une photo du président Aristide, en exil au Venezuela depuis qu'il a été renversé par l'armée, le 30 septembre 1991. En dépit du mot d'ordre de grève lancé par une trentaine d'organisations politiques et syndicales « contre la dictature et pour le retour du président Aristide », la plupart des commerces de Port-au-Prince sont restés ouverts jeudi. Elèves, l'un des innombrables vendeurs à la sauvette de la capitale, se déclare favorable au président en exil mais affirme avoir besoin de travailler aujourd'hui pour manger demain.

L'agitation se développe plutôt dans les lycées et les facultés, où les militaires, accompagnés de civils armés, sont brutallement intervenus au cours des derniers jours. Mercredi après-midi, les soldats ont encerclé pendant plusieurs heures le lycée Firmin, au centre de la capitale, où les élèves mani-

festaient aux cris de « A bas Cedras » (le commandant en chef de l'armée), « vive Aristide ». Même scénario à la faculté des sciences, où sept étudiants et un professeur ont été interpellés.

L'intensification de la répression et l'effacement de l'économie battent incitent un nombre sans cesse croissant de personnes à s'embarquer à bord de petits voiliers en direction des côtes de Floride. Mardi dernier, les garde-côtes américains ont intercepté plus de mille six cents réfugiés et la base navale de Guantanamo, à l'est de Cuba, où ils sont temporairement hébergés, est saturée. Les autorités américaines sont débordées par le flot de boat-people et viennent d'avertir les candidats au départ que les garde-côtes ne pourraient plus porter secours aux bateaux en difficulté.

Sur le plan politique, la situation est toujours bloquée. L'accord tripartite « prévoyant la formation d'un nouveau gouvernement » de consensus a finalement été ratifié par le Parlement grâce au ralliement du Panpra, une formation social-démocrate. Mais ce plan, qui exclut le retour au pouvoir du président Aristide, a été rejeté par le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), M. Josefa Baena Soares. Il a rappelé que la seule solution permettant la levée de l'embargo décrété par l'OEA passe par la mise en œuvre de l'accord signé en février dernier à Washington, qui prévoit le rétablissement du président en exil dans ses fonctions.

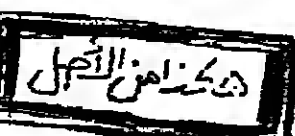
JEAN-MICHEL GAROIT

Le premier ministre canadien en visite à Washington pour régler des conflits commerciaux. — Le chef du gouvernement conservateur canadien, M. Brian Mulroney, en visite officielle à Washington, a reçu, mercredi 20 mai, l'assurance que le président Bush travaillerait « personnellement » à la résolution des nombreux conflits commerciaux bilatéraux survenus au moment où les deux pays négocient avec le Mexique un traité de libre-échange.

Les Etats-Unis, liés au Canada par un accord de ce type signé en 1988, se livrent à du « harcèlement », avait estimé M. Mulroney, en imposant des pénalités commerciales au Canada, plutôt que de résoudre les conflits dans le cadre des mécanismes prévus par l'accord. Sceptique sur ce départ, l'opinion publique canadienne est très

majoritairement contre le traité de 1988, en raison de ses effets négatifs sur le chômage local. — (AFP)

Venezuela : nouveaux troubles et renforcement de la sécurité présidentielle. — A coups de pierres et de cocktails Molotov, plusieurs centaines d'étudiants ont sacqué, jeudi 21 mai, le conseil municipal de Victoria (50 kilomètres à l'ouest de Caracas), à l'issue d'une manifestation contre la hausse des tarifs des transports. La police a précisé que deux journalistes avaient été blessés. Par ailleurs, à la suite de menaces d'attentats émanant du Mouvement bolivarien révolutionnaire (groupe clandestin de l'armée à l'origine de la tentative de coup d'Etat du 4 février), la sécurité a été renforcée autour du palais du président Carlos Andres Perez et de sa résidence. — (AFP)



## ASIE

CHINE : sur fond de rivalités politiques internes

## Pékin a procédé à un essai nucléaire souterrain d'une puissance de 1 mégatonne

La Chine a procédé, jeudi 21 mai, à un essai nucléaire souterrain, selon Washington le plus puissant qu'elle ait jamais effectué. L'explosion, qui a eu lieu dans la province du Xinjiang, correspondait à 1 mégatonne, selon l'observatoire d'Upsala en Suède, soit cinquante fois la bombe d'Hiroshima (nos dernières éditions du 22 mai). Le département d'Etat américain a exprimé son « regret que les Chinois aient procédé à cet essai et ne manifestent pas la même retenue que la Russie, nous-mêmes et les autres pays dotés de l'arme nucléaire ».

La ministre chinoise des affaires étrangères a confirmé l'expansion et « rejeté » ces critiques en soulignant que la Chine, « conformément à sa position de principe en faveur d'une interdiction complète et d'une destruction totale des armes nucléaires, exerce de la retenue dans ses essais ».

PÉKIN

de notre correspondant

Le calendrier nucléaire chinois ne s'embarasse pas de finesses diplomatiques. L'essai de jeudi tombe à un bien mauvais moment pour les relations de la Chine avec les grandes puissances, en particulier avec Washington. Le débat annuel sur la clause de la nation la plus favorisée, qui permet à la Chine d'exporter ses productions à un tarif douanier com-

pétitif vers les Etats-Unis, vient de reprendre. En se rappelant de manière aussi sonore à l'attention des membres du Congrès, les militaires chinois fournissent au lobby opposé à la reconduction de la clause un argument supplémentaire pour tenter de passer outre au veto que le président Bush opposera, une fois encore, à une révision du statut de la Chine.

Le département d'Etat a noté que la puissance inhabituelle de la charge testée était bien supérieure à la limite de 150 kilotonnes que les Etats-Unis et l'ex-URSS s'étaient jadis imposés. Il a appelé Pékin à observer « une retenue similaire ». L'expérience survient également en plein moratoire français sur les essais dans le Pacifique, une coïncidence qui n'arrangera pas les affaires de la Chine à Paris, déjà dans un état fâcheux en raison de la querelle sur la vente éventuelle de Mirage 2000-S à Taïwan.

L'essai chinois, enfin, tombe au moment où les grandes puissances s'inquiètent des risques de prolifération nucléaire dans le tiers-monde, et constatent que certaines Républiques de la CEI, comme le Kazakhstan, rendent à se dénucléariser comme elles en avaient fait la promesse. Quel que soit l'angle sous lequel on examine le problème, le régime communiste chinois ne fait décidément rien pour aider les responsables occidentaux à mener à bien leur tâche.

Dans ce contexte défavorable, s'interroger sur ce qui a poussé la Chine à se livrer à une expérience de cette ampleur à ce moment précis revient à se demander qui commande à Pékin : les partisans d'une collaboration courtoise avec la communauté internationale ou les tenants d'un refus systématique de tout compro-

mis, enclins à oir à dessein l'image de la Chine ? Les derniers soubresauts de la crise politique suggèrent que ce ne sont ni les uns ni les autres.

Alors que M. Deng Xiaoping avait commencé à imposer l'idée que les déviations « gauchistes » représentaient la menace principale pour le régime, les zélotes du maoïsme ont refait surface ces derniers jours de manière spectaculaire. Une vaste opération de propagande a été organisée pour célébrer le cinquantième anniversaire d'un discours fameux de Mao Zedong qui avait marqué, en 1942, la première campagne de répression contre les intellectuels communistes portés à la contestation.

## Des correspondants étrangers pris pour cible

Le secrétaire général du PCC, M. Jiang Zemin, a bien tenté un contre-tir en exhortant des intellectuels et de jeunes diplômés à « apprendre ce qui est bon dans le capitalisme ». Mais, dans le même temps, plusieurs personnalités ouvertement hostiles à la nouvelle campagne réformatrice de M. Deng s'affichaient de nouveau en public, montrant — comme le directeur du *Quotidien du peuple*, M. Cao Di — que le patriarcat n'était pas parvenu à les mettre à pied.

Les mésaventures infligées à des journalistes étrangers s'inscrivent dans cette lutte pour le pouvoir. Des diplomates et analystes occidentaux sont convaincus que les accusations voilées d'espionnage lancées par le ministère de la sécurité d'Etat contre la correspondance du *Washington Post* relèvent d'une stratégie de la tension destinée à saboter les relations sino-américaines et à embar-

ser le chef du KGB chinois, M. Qiao Shi, partisan prudent mais incontestable des réformes.

Ce dernier avait lancé voici peu un nouvel appel à renforcer le contrôle sur les « secrets d'Etat », dont la définition s'étend à toute information qui n'a pas été publiée par la presse officielle. Les journalistes étrangers en poste en Chine sont devenus le relais de prédilection d'une quantité importante de fuites de documents confidentiels contredisant les discours knifant du régime.

Une faction dure du régime, qui sait qu'elle perd sa influence et les prébendes qui s'y rattachent dans l'hypothèse d'une ouverture plus approfondie du pays, a pris au mot le chef de la police politique pour tenter de faire expulser la journaliste américaine. Il semble, cependant, que les modérés soient parvenus à bloquer cette initiative pour le moment. L'incident suit une série de dérapages, allant de la tracasserie administrative à l'expulsion, dans lesquels ont été successivement impliqués les correspondants à Pékin de *l'Independent* de Londres, de la BBC, du *New York Times* et du *Monde*.

FRANCIS DERON

Il s'agit d'annoncer la suspension des essais nucléaires français pour 1992, à la demande de M. François Mitterrand, le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, avait expliqué que le chef de l'Etat entendait montrer par là la voie aux autres puissances nucléaires dans le monde. Depuis, les Etats-Unis, d'abord, et maintenant la Chine ont continué leurs expérimentations. A ce jour, seule la Russie applique un moratoire qu'elle s'est imposé depuis 1990. Mais les services de renseignement britanniques croient savoir que les Russes pourraient être amenés à reprendre leurs expériences en octobre prochain.

THAÏLANDE : le retour au calme

## L'économie risque de souffrir de la crise politique

Les mesures d'exception imposées à Bangkok ont été levées, jeudi 21 mai, tandis que les autorités libéraient 3 300 manifestants arrêtés depuis lundi et s'engageaient à indemniser les familles des victimes. La recherche de quelques dizaines de disparus se poursuit dans une atmosphère encore tendue. Plusieurs cérémonies funéraires ont été organisées par des opposants. L'intervention du roi a cependant rétabli le calme et les soldats ont évacué les rues pour regagner leurs casernes. Mais la crise risque de nuire à la croissance économique du royaume.

BANGKOK

de notre correspondant

Si la crise de régime se prolonge en Thaïlande, les conséquences économiques seront dures. En revanche, dans le cas d'une solution assez rapide, celle-ci devrait absorber le choc provoqué par la brutale répression, par l'armée, des manifestations en faveur de réformes démocratiques. Cette opinion semble prévaloir dans les milieux d'affaires de Bangkok, qui demeurent encore dans l'expectative. Ils soulignent que les deux secteurs les plus touchés devraient être le tourisme — l'une des principales sources de devises du royaume — et les investissements étrangers, qui ont largement contribué au décollage de l'économie ces dernières années.

Depuis 1991, le taux de croi-

sance, exceptionnel pendant les

trois années précédentes — une moyenne de 10 % — a marqué un peu le pas. Il avait été de 7,5 % et, avant les confrontations de ce début de semaine, on estimait qu'il serait d'environ 8 % en 1992. Les exportations ont progressé de 17 % pendant le premier trimestre de cette année (par rapport à la même période de 1991), alors que les importations n'augmentaient que de 4 %, ce qui a permis de réduire de 43 % le déficit de la balance commerciale. Mais ces bons résultats devraient être remis en question, compte tenu du « risque politique » que représente le royaume.

Le secteur le plus affecté est le tourisme, qui marque le pas depuis l'an dernier pour de multiples raisons : les effets de l'épidémie de sida, la hausse des prix, la pollution de certaines plages et les embouteillages de Bangkok, ainsi qu'une légère dégradation des conditions d'accueil. Le taux d'occupation des hôtels de Bangkok est tombé, depuis les sanglants incidents du 17 au 20 mai, à environ 20 %, contre 50 % à 60 % auparavant.

## Contrecoup sur le tourisme et les investissements

Pour l'instant, les agences de tourisme signalent que les annulations ne sont pas significatives. En revanche, les réservations pour la belle saison — de novembre à février — qui commencent en ce moment, devraient diminuer. En tout cas, il n'est pas question d'accueillir 5,3 millions de visiteurs, le record atteint en

1990. La perte de revenus, par rapport à l'objectif fixé, devrait être d'environ 20 %, les recettes globales se situant, au mieux, à 25 milliards de dollars, contre les 30 milliards prévus. Cette différence correspond à une baisse de 0,7 % à 0,8 % du taux de croissance.

Le risque politique, surtout s'il se renforce dans les semaines à venir, pèsera sur le rythme des investissements étrangers, qui s'est déjà ralenti l'an dernier. En 1991, leur masse a été d'environ 2 milliards de dollars, contre 2,5 milliards l'année précédente. Pour l'instant, de nombreux investisseurs ont opté pour l'attente. Les Japonais, qui ont investi environ 5 milliards de dollars et figurent au premier rang des opérateurs, sont cependant les moins pessimistes.

La Thaïlande, disent-ils, a déjà traversé d'autres crises et s'en est remise. D'autre part, les confrontations ont été circonscrites à Bangkok, loin de la plupart de leurs entreprises. Ils soulignent, en outre, que les biens privés n'ont souffert d'aucun acte de vandalisme, à l'exception de voitures brûlées sur les lieux des manifestations. Enfin, Tokyo n'a pas envisagé de remettre en cause son aide à la Thaïlande. Il reste que le financement des grands projets d'infrastructure, indispensables dans la perspective de la poursuite d'une expansion accélérée, s'annonce beaucoup plus difficile, surtout si le calme ne se rétablit pas durablement.

Jeudi, la Bourse de Bangkok, en chute libre les trois jours précédents (-10 %), a rebondi à la suite de l'appel du roi à la réconciliation (+9 %). L'index, légèrement supérieur à 830 le 7 avril, jour de la nomination du premier ministre, est tombé à moins de 660 pendant l'état d'urgence, pour remonter à 738 jeudi.

Dans les milieux d'affaires, l'incertitude continue de prévaloir. Nombreux sont ceux qui estiment que la crise politique ne se résorbera vraiment qu'avec la nomination d'un nouveau gouvernement ou avec la dissolution, exclue pour l'instant, du Parlement. Un rebondissement de la crise, disent-ils, aurait de très graves conséquences sur l'économie.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Carole DAGHER

## LES PARIS DU GENERAL

Les secrets des deux « années Aoun » qui ont passionné la France et bouleversé le Liban

FMA

Principaux points de vente en France : FNAC (Etoile, Montparnasse, Forum), PUF, Salon du livre de l'IMA, Librairie La Mure, Fontaine, La Procure, Edifra, La Compagnie, L'Harmattan, Tiers Mythe, Al-Manar, Avicenne. En vente également au Canada.

Les secrets approuvés et l'étendue

POUR L'AMOUR DE LA RÉPUBLIQUE

l'histoire d'un amour batoué la gigantesque travail d'hy

Les Fous de la République

Une fresque romanesque à la Bala... Ouvrage monumental

FAYARD



Le projet de loi de M<sup>me</sup> Neiertz au Palais du Luxembourg

## Les sénateurs approuvent la lutte contre le harcèlement sexuel et l'étendent à la fonction publique

Le Sénat a adopté à l'unanimité, en première lecture, jeudi 21 mai, le projet de loi inscrit dans le code du travail des dispositions protégeant les victimes de harcèlement sexuel, présenté par M<sup>me</sup> Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la consommation. L'incrimination de harcèlement sexuel est déjà prévue dans le code pénal, mais, celle-ci n'étant pas encore entrée en vigueur, M<sup>me</sup> Neiertz a jugé nécessaire d'insérer sans tarder un dispositif de protection dans le code du travail. La version du texte amendée par les sénateurs prévoit d'étendre le champ d'application de la loi du secteur privé à la fonction publique.

Y avait-il quelque maliceuse provocation à réserver la primeur de ce projet au Sénat? N'était-ce point là une manière de porter l'offensive, d'embler, au cœur d'un bastion réputé conservateur, que l'on imagine effarouché par la moindre audace législative? Eclair, l'incursion de M<sup>me</sup> Neiertz au Palais du Luxembourg, jeudi, ne s'annonçait-elle pas solennelle? Les amateurs de guerres de religion, les inconditionnels du combat de la lumière contre l'obscurantisme doréot, en fait, en rabattre. Si les sénateurs ont évidemment pas cherché à rivaliser de progressisme avec M<sup>me</sup> Neiertz, ils n'ont mené aucun combat d'arrière-garde. C'est donc avec une certaine fierté que M. Jean-Pierre Fourcade (Rép. et

ind., Hauts-de-Seine) a tenu à faire un sort à «la réputation de conservatisme borné que certains mauvais esprits font ou font au Sénat».

Comme on peut le constater, que, dès les premiers échanges, toutes les inquiétudes étaient loin d'être levées? M. Frank Sérusclat (PS, Rhône) a ainsi raconté que sa désignation comme rapporteur de la commission des affaires sociales avait suscité chez ses collègues «sourires entendus et formules lestées». Puis il y a eu quelques étincelles entre M<sup>me</sup> Neiertz et M. Jean Chérioux (RPR, Paris). Lorsque la première, égrenant l'argumentaire convenu des adversaires de la répression du harcèlement sexuel, a évoqué «l'obligation de la protection à la mini-jupe», le second s'est exclamé: «La solution, c'est le tchador!» On a entendu surtout, chez certains, de lancinantes allusions à «l'application compliquée» ou à «l'opportunité» de ce projet, telle cette remarque de M. Fourcade: «En ces temps politiques troubles, économiquement perturbés et de morale incertaine, ce texte ne semble pas prioritaire dans les préoccupations de nos concitoyens».

Voilà qui augurait mal de la suite. Pourtant, au fil du débat, les résistances sont tombées une à une. M. Chérioux, qui était bien parti pour tenir le rôle de «l'archéologue» de service, a su, ensuite, trouver les mots justes pour qualifier de «scandaleux les abus de pouvoir et l'atteinte à la dignité dans les relations de travail». M. Fourcade, si sceptique sur l'«opportunité» du texte, y a vu, néanmoins, un «progrès», que le Sénat, a-t-il dit, «aura à cœur» de voter. Il est vrai que l'insistance de M<sup>me</sup> Neiertz à vouloir présen-

ter un projet «pragmatique et modeste» et son souci d'éviter de tomber dans les excès d'une situation à l'américaine, qui aboutit à réprimer toute relation de séduction entre hommes et femmes, ont grandement contribué à dépassionner le débat. Les sénateurs ont vivement apprécié que l'on ne cherchât pas à persécuter les troubadours de la galanterie, «les futurs Pétrarque et Ronsard», ce dont M<sup>me</sup> Maryse Berg-Lavigne (PS, Haute-Garonne) les a assurés. Le résultat est, ce tout cas, éloquent: une belle et franche unanimité.

### Le rôle des comités d'hygiène et de sécurité

Pour l'essentiel, le texte prévoit qu'«aucun salarié ne peut être sanctionné ou licencié pour avoir refusé ou subi les agissements de harcèlement d'un employeur, de son représentant ou de toute personne qui, abusant de l'autorité que lui confèrent ses fonctions, use d'ordres, de menaces, de contraintes ou de pressions de toute nature sur ce salarié, dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle à son profit ou au profit d'un tiers». Le projet rend le harcèlement sexuel passible de sanctions disciplinaires et protège les témoins de tels agissements. A la demande de M. Sérusclat et du groupe communiste, les sénateurs ont accepté un amendement étendant le champ d'application de la loi du secteur privé à la fonction publique. Un autre amendement prévoit que la qualité de victime ou de témoin ne peut interférer dans une décision relative non seulement à l'embauche, la rémunération, la formation, la classification mais aussi au

recrutement, car, a précisé M<sup>me</sup> Neiertz, «il peut y avoir chantage ou niveau des cabinets de recrutement».

Le texte amendé prévoit, en outre, que les organisations syndicales pourront prendre la défense de la victime à condition de justifier d'un «accord écrit» de celle-ci. Un autre amendement, l'association durant l'enquête et le huis clos des débats, afin d'éviter toute publicité déplacée. Toutefois, au grand regret de M<sup>me</sup> Neiertz et Berg-Lavigne, les sénateurs ont supprimé l'article du projet prévoyant la possibilité pour les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de «proposer des actions d'information et de prévention en matière de harcèlement sexuel». La suppression de cet article avait été proposée par le groupe communiste au motif que les représentants des CHSCT, consultés, estimaient ne pas avoir les moyens d'assumer cette nouvelle mission. M. Robert Pagès (PC, Seine-Maritime) a avoué avoir été lui-même «étonné» par cet argument, mais telle était, en tout cas, la réaction qu'il avait recueillie.

M. Neiertz s'en est indignée, rappelant qu'il ne s'agissait là nullement d'une «obligation» mais seulement d'une «possibilité» ouverte. Les sénateurs de droite, eux, ne perdient pas une miette de l'échange, trop ravis d'observer que les champions de l'archaïsme n'étaient pas forcément issus de leurs rangs.

FREDERIC BOBIN

La réunion du comité central du PCF

## M. Marchais rejette les propositions de M. Herzog

La seconde et dernière journée des débats consacrée par le comité central du PCF à la question européenne, jeudi 21 mai, a confirmé l'existence d'une incompatibilité totale entre les analyses de la direction du parti, absolument opposées au traité de Maastricht, et celles des contestataires qui, avec MM. Charles Fiterman et Philippe Herzog, préconisent une renégociation de ce traité. Toutes les tentatives faites par cette minorité pour infléchir la ligne majoritaire ont été rejetées par le comité central, qui s'adressant aux Français un «appel» dénonçant le contenu du traité et réaffirmant la nécessité d'un référendum. Les dirigeants du parti affirment, sur ce point, que leur pétition a déjà recueilli «un demi-million de signatures».

M. Georges Marchais, qui commentait jeudi 21 mai au soir, sur TF1, les débats du comité central, s'est donné le beau rôle. Le secrétaire général du PCF a affirmé une certaine sérénité face à ses contestataires. Il a fait valoir que ceux qui ne partagent pas son point de vue sur la question européenne avaient pu, une fois encore, défendre leurs positions, et il en a conclu que «dire qu'un parti communiste ne peut pas s'exprimer, c'est enfreindre la vérité».

Quelques heures auparavant, au cours d'une conférence de presse, M. Francis Wurtz, qui avait présenté le rapport introductif, avait lui aussi cultivé l'indifférence à l'égard de la nouvelle offensive déclenchée la veille, séparément, par M. Charles Fiterman et M. Philippe Herzog. «Ce sont des appréciations. Chacun a le droit d'avoir les siennes.» Sûr du soutien inconditionnel du comité central, où prédominent numériquement les permanents salariés du parti, la direction du PCF a en effet décidé, sous des dehors d'ouverture, de traiter ses minoritaires comme quantité négligeable. Mais à l'abri du huis clos la tonalité est bien différente. C'est «l'engagement», selon plusieurs témoins, que M. Marchais a porté la contradiction, jeudi, au chef de file des économistes de son parti, M. Herzog, pour rejeter les trois propositions que celui-ci avait faites en souhaitant notamment que le PCF se maintienne constructif et dépose, par exemple, une proposition de «loi organique pour l'emploi et l'insertion» comportant «à la fois des dispositions intérieures et les axes d'une nouvelle politique européenne». Il n'y eut que sept membres du comité pour soutenir M. Herzog (MM. Paul Boccard, Jean-Michel Catala, Charles Fiterman, Guy Hermier, Jean-Christophe Le Duigou, Bernard Marx, Jack Ralite) tandis qu'un huitième, M. Lucien Sève, refusait de participer au vote.

### «Moi, je suis électricien...»

Entre les uns et les autres le fossé ne cesse donc de s'élargir. L'«appel» lancé aux Français par le comité central exprime un refus absolu du traité de Maastricht, au motif que sa mise en œuvre se traduirait par «un recul de la démocratie», «de nouvelles attaques» contre les salariés, les assurés sociaux, les mères de famille, les chômeurs, bref, contre «la vie quotidienne et les intérêts de la France» au profit de «l'Europe de l'argent et des multinationales».

Alors que M. Fiterman et les autres «réformateurs» refusent «l'alternative du tout ou rien» et veulent avancer «vers de véritables Etats-Unis d'Europe», tandis que M. Herzog milite pour une Union qui soit à la fois politique, économique et militaire parce qu'il s'agit avant tout, à ses yeux, de s'intégrer dans le processus de la construction européenne pour en orienter le cours vers la gauche.

Et la réconciliation générale n'est pas pour demain. Le comité central a également repoussé, à l'unanimité moins neuf voix, une proposition de M. Sève revenant à la charge pour critiquer le fonctionnement du «parlement» du parti et réclamer une discussion, avant l'été, sur l'opportunité de modifier les règles.

Il régnait ainsi une forte tension, jeudi, à la fin des débats. M. Fiterman, qui n'avait pas repris la parole, paraissait déterminé à persévérer, coûte que coûte: «Je suis un optimiste invétéré, je persiste», disait-il, en refusant la proposition de M. Marchais selon laquelle les contestataires seraient «déconnectés de l'expérience militante». «Moi, je suis électricien, rétorquait-il, je connais bien ce problème, et j'aimerais que la direction du parti, elle, diversifie ses connexions, qui sont aujourd'hui trop unilatérales...» M. Jack Ralite, en revanche, avait du mal à cacher son trouble devant cette dégradation des rapports internes. L'ancien ministre venait d'être séchement interrompu dans son propos par l'un des porte-parole de la direction, et il en avait des larmes aux yeux.

ALAIN ROLLAT

Interrogé sur TF1

## M. Le Pen qualifie le nazi belge Léon Degrelle de «monument de la seconde guerre mondiale»

L'invité de l'émission «Le droit de savoir», sur TF1, jeudi 21 mai, M. Le Pen s'est élevé contre la diffusion d'un documentaire consacré à sa carrière et à certains de ses amis politiques, en affirmant qu'on ne lui avait «jamais rendu une cérémonie de ce type». Le président du Front national a menacé de quitter le plateau. Parmi les personnalités interrogées dans ce film, quelques-unes se réclament ouvertement du nazisme ou ont occupé des fonctions sous les ordres de Hitler, comme M. Léon Degrelle, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-six ans, fondateur du

rexisme (le fascisme belge) et de la division SS «Wallonie», dont il fut le chef militaire, condamné à mort par les Alliés à la Libération en Belgique. Réfugié depuis la fin de la guerre en Espagne, ce protégé du Führer a affirmé avoir des liens suivis avec M. Le Pen. Dans son édition du 17 décembre 1987, le Monde indiquait que cet ancien nazi avait envoyé à la première épouse du président du Front national «huit feuillets bien serrés sur les devoirs de la femme du chef». M. Degrelle assure qu'il a souffert à M. Le Pen l'idée des réunions

publiques payantes. «Je connais Léon Degrelle comme je connais un certain nombre d'hommes politiques mondiaux», a répondu le chef de file de l'extrême droite française. C'est un monument de la seconde guerre mondiale. C'est un personnage historique tout à fait extraordinaire. M. Le Pen a cependant ajouté: «C'est un vieux monsieur, qui s'attribue une influence qu'il n'a pas (...). Je n'ai pas besoin de recevoir des conseils de lui.»

► Lire page 21 le chronique de Daniel Schneidermann.

□ M. Mitterrand à Soustons. — M. François Mitterrand a officiellement inauguré, jeudi matin 21 mai, à Soustons (Landes), la réouverture de la forêt de Gascogne (Forêt de Soustons). Venu en visite depuis sa résidence secondaire de Larche, à 6 kilomètres de Soustons, le président de la République a été accueilli par le président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli, président du conseil général des Landes, et par le préfet du département.

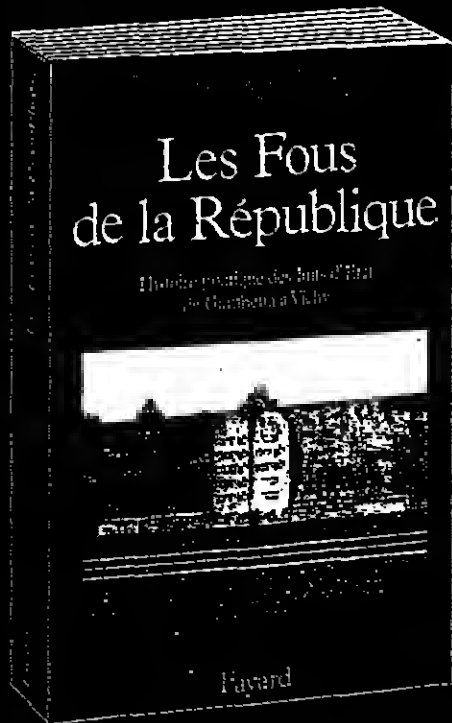
□ RECTIFICATIF. — Démentant l'information publiée dans le Monde du jeudi 21 mai, les responsables de Génération Ecologie de la région Nord-Pas-de-Calais contestent toute alliance avec «les blocs de gauche et de droite», dans la bataille qui vient d'avoir lieu au sein du conseil régional pour la désignation des présidents de commission. «Les blocs de gauche et de droite», indique leur communiqué, se sont affrontés jusqu'au bout pour

ces présidences de commissions. Génération Ecologie a refusé de s'associer à l'un ou à l'autre de ces deux blocs, refusant, par là, la logique d'affrontement des partis et les manœuvres politiciennes que les électeurs avaient, d'ailleurs, sanctionnées le 22 mars dernier. Génération Ecologie n'a donc pas de présidence de commission. C'était le prix à payer afin de conserver notre indépendance politique.»

## POUR L'AMOUR DE LA RÉPUBLIQUE

L'histoire d'un amour bafoué...  
Un gigantesque travail d'historien.

Michel Crépeau, La Croix



Une fresque romanesque à la Balzac, à la Zola... Ouvrage monumental.

Guy Le Clech, L'Arche

Faisant mentir l'abbé Grégoire qui voyait dans l'émancipation des juifs de France sinon leur conversion du moins leur assimilation, les «juifs d'Etat» réussissent à concilier la tradition, voire une certaine solidarité communautaire, avec la loyauté républicaine.

Nicolas Weill, Le Monde

FAYARD

# NEW YORK 1990 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS  
PRIX A CERTAINES DATES

## Nouvelles Frontières.

On ne vit que mille fois.

NOUVELLES FRONTIÈRES

Et après les vertiges des buildings, nager dans les fastes d'un hôtel américain ne vous coûtera pas plus cher que l'édition originale de «The bottom of the air is fresh».

\* Les USA avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 5 290 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64



هكسان النحل

## POLITIQUE

Les « affaires »

### Un entretien avec

« Le feuilleton des « affaires » est la conséquence d'une manipulation politique »

Député (PS) des Bouches-du-Rhône, président de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes, rapporteur des livres III et IV du projet de code pénal au nom de la commission des lois, M. Pizat a été nommé au premier chef par ce qui est devenu l'affaire Urba, du nom du bureau d'études, aujourd'hui dissous, au travers duquel le Parti socialiste percevait des aides d'entreprises adjudicatrices de marchés publics. Candidat du PS à la mairie de Marseille, en 1989, contre M. Vigoroux, qui représentait la majorité présidentielle, M. Pizat estime avoir été la cible d'une manipulation politique, dont le feuilleton des « affaires » est aujourd'hui, à ses yeux, la conséquence. N'hésitant pas à critiquer le gouvernement, il se fait le porte-parole de l'exaspération de nombre d'élus socialistes.

« Le 13 mai, une décision de la Cour de cassation autorisant la poursuite de l'instruction sur l'affaire Urba de Marseille vous ramène au premier plan des « affaires ». Le même jour, M. Lienemann demande au PS de « faire le ménage ». Les élus socialistes n'ont-ils pas le sentiment d'être pris entre deux feux, celui des juges et celui du gouvernement ?

« La réaction de la totalité des élus socialistes est extrêmement virulente. Il n'y a pas des gens qui seraient au gouvernement par une opération du Saint-Esprit. S'il y a des ministres socialistes, c'est parce qu'il y a des députés socialistes, nombre suffisant pour former un groupe majoritaire, et s'il y a des députés socialistes, c'est parce qu'il y a un Parti socialiste.

« Depuis 1975, Urba, en cofinanciant les dépenses du PS, a permis sa marche en avant. Tout le monde a bénéficié des grandes campagnes

d'affichage, des pages de publicité, etc. Tout le monde, y compris ceux qui sont aujourd'hui au gouvernement, savait pertinemment qu'existaient Urba et un autre bureau d'études, la SAGES.

« Le parti, à juste titre, en l'absence de loi sur le financement, avait essayé de réglementer et de moraliser le système en créant une structure de passage obligé, pour que les élus ne soient pas tentés de recevoir personnellement l'aide d'une entreprise. Les entreprises versaient à Urba qui, en retour, payait notre campagne électorale, et rien d'autre.

« Il est quand même surprenant de voir certains jouer les pères laudateurs. Nous avons tous bénéficié des moyens dont avait besoin le PS, compte tenu de ce que sont devenues les campagnes électorales. Alors qu'on ne vient pas, aujourd'hui, porter des accusations contre

tel ou tel élu qui a souscrit à ce mode de financement du parti !

« M. Bérézgovoy a parlé de « corruption ». Est-ce que le terme vous paraît approprié pour désigner les travers du système que vous venez de rappeler ?

« Le risque de corruption est inhérent à toute forme de pouvoir, quel qu'il soit. Dans l'entreprise, c'est l'abus de biens sociaux, délit dont les tribunaux sont remplis. Dans la politique, le risque de corruption est démontré par l'histoire. Mais parler de corruption à propos d'Urba ou de la SAGES, c'est une antinomie ! Ceux dont le nom figure sur les registres d'Urba ou de la SAGES sont, par définition, des élus qui ont suivi une procédure qui était certes illégale à l'époque, mais à ce point non contraire à la morale qu'elle a été légalisée depuis. Ils disaient aux entreprises : « Voyez directement le national. Moi, je ne veux pas vous

voir. » Urba n'a pas donné un centime aux élus personnellement. Donc, ce n'est pas de la corruption. Je suis plus inquiet pour ceux qui ne sont pas répertoriés dans les dossiers d'Urba que pour ceux qui le sont.

« Accoler à l'affaire Urba le terme de « corruption », c'est énorme. Les corrompus, aujourd'hui, il semble qu'on en connaisse deux parmi les députés : un de l'opposition, un de la majorité socialiste, qui se seraient enrichis personnellement. Or ils n'apparaissent pas dans les dossiers des bureaux d'études, ceux-là ! Ceux qui figurent dans ces dossiers sont ceux qui ont joué le jeu de la légalité interne du parti. Evidemment, on aurait pu réformer la législation dès 1981...

« S'il excluait, selon vous, l'enrichissement personnel, ce système n'induisait-il pas une préférence donnée à des entreprises, pour des marchés

publics, en raison de la ristourne qu'elles offraient au parti de l'élu décideur ? Le tunnel Prado-Carénage, à Marseille, où vous êtes mis en cause, n'en est-il pas l'exemple-type ?

« Vous venez de dire une contre-vérité. Il s'agit, dans le cas du tunnel Prado-Carénage, d'un contrat de concession, que le maire peut passer avec qui il veut. Cela veut dire qu'il aurait pu, tout à fait légalement, contracter avec la société de son choix. Si on dit que les élus ont favorisé la société SAE, et qu'ils ont donc « épilé » le marché, on se trompe. Ils n'avaient pas besoin puisque la loi ne les obligeait pas à faire un appel d'offres.

« Or, dans ce cas précis, alors qu'il aurait été possible et légal de se contenter d'un contrat de concession, il a été décidé de faire un appel d'offres ; une commission spéciale a été créée, qui a étudié tous les dossiers et a désigné la

(Publicité)

FÊTE DES MÈRES... FÊTE DES MÈRES... FÊTE DES MÈRES... FÊTE DES MÈRES...

## LE RENDEZ-VOUS FÊTE DES MÈRES

**POUR maman chérie.**  
Dimanche, n'oubliez pas de dire : « Bonne fête maman », même si cette initiative remonte au maréchal Pétain, même si ce prétexte a été récupéré par notre belle société de consommation, même si votre tirelire n'est pas bien garnie. « Bonne fête maman » et, ajoutez, « chérie », cela fait plaisir. A cette occasion voici quelques idées sélectionnées pour ponctuer cet événement d'un geste de tendresse, d'un geste câlin, d'un geste attendu...

### • UNE MODE A DÉCOUVRIR !

Nina Tanzita, autrefois rue Grégoire-de-Tour et styliste des stars telles Brigitte Bardot ou Catherine Deneuve, s'est installée au 47, rue Duguesne à Paris dans le 14<sup>e</sup>, où elle continue à proposer une ligne très fluide dans des matières naturelles, lin, maille, coton, etc. Si vous souhaitez une création dans une matière ou un coloris différent, et à vos mesures, cela se fait sans supplément. Chaque semaine on découvre un vêtement en promotion, pour les jours à venir, une très jolie blouse en étamine de coton bleu, ajourée, avec des manches très généreuses pour 350 F. Un grand choix, également, de très beaux bijoux fantaisie et baroque à partir de 150 F la broche évangélique. A voir aussi dans cette jolie boutique, tout près de l'avenue du Maine, des hôtels Hilton et Méridien et du nouveau 14<sup>e</sup>, les créations de la styliste Émilie Boudjova !

### • UNE MAMAN WONDERFUL

Si vous voulez que votre maman soit la « most beautiful » du quartier, rendez-vous chez Daks Corner où une mode aux accents très british ne cesse de séduire grâce à ses vêtements très haut de gamme. Pour les petits cadeaux on trouve de très jolis polos en coton, avec l'écusson Daks brodé sur la poche poitrine, en bleu, blanc ou rouge, 750 F. Toujours très très tendance, voici des cardigans, simples, avec de vrais boutons de nacre, à 150 F. Bien entendu, les fameux tailleurs, si bien coupés, vous attendent toujours, par exemple, en lin, la veste noire (3-450 F) à porter sur une très belle jupe imprimée de fleurs impressionnistes et aux couleurs bruns, gris, vert sur fond noir, 1 350 F, le tout avec une blouse de lin blanc à 750 F. Et vous voilà parée ! Daks, 269, rue Saint-Honoré 75001 Paris.

### • LES SACS MULTICOLORES !

A La Bagagerie, nul problème pour trouver un sac qui plait beaucoup à maman. Il y a un si grand choix ! Et tant de lignes à la mode qui se déclinent ensuite en plusieurs modèles ! Ainsi, pour les colorés, voici une gamme de sacs très joyeux : fuchsia, bleu roi, jaune, vert, turquoise en cendres des modèles multicolores ! Par ailleurs, vous trouverez là une série plus sage, aux coloris très classiques : bleu, rouge, marine... Pour tous ces sacs, c'est toujours la chèvre fine qui a la vedette. Vous aimerez aussi les jeux de lignes géométriques pour des styles contemporains et

modernes. 650 F le sac « Passe-partout » qui vous accompagnera du matin au soir, 899 F pour « Aurore », un sac à main, courbé, proposant un joli travail de passe-poil... 41, rue du Four, 75006 Paris.

### • ALLÔ, MAMAN !

Offrez un cadeau « téléphonique » pour la Fête des mères. D'autant plus que Gapié offre, aux lectrices et lecteurs du Monde, une remise de 10 % sur tout achat. De plus, il faut savoir que les prix habituels chez Gapié sont largement inférieurs aux prix pratiqués ailleurs ! Pour maman, voici des téléphones sans fil, dont le 3610 Panasonic, petit et compact avec ses 7 heures d'autonomie, 870 F seulement. On y trouve encore des répondeurs défiant toute concurrence et interrogables à distance pour seulement 990 F. Si vous souhaitez des modèles offrant la possibilité de changer le message à distance, en voici un, signé Sanyo, pour 790 F. Pour un fax sophistiqué, agréé PTT, avec chargeur pour dix documents, signé Philips, comptez 4 500 F. Gapié, 189, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris. Tél. : 40-36-28-97.

### • REMISE POUR LES MAMANS

Pour fêter, à sa façon, la Fête des Mères, la boutique « Mon Imper » a décidé d'offrir une remise de 20 % sur toute la collection femmes ! Elle propose un vaste choix de chemisiers aux impressions mode : à fleurs, à rayures, etc. La jupe légère, en laine super 100 est à vous pour 415 F, les tailleurs en jean à partir de 1 450 F. Pour la plage, voici des robes T-Shirt en coton « Canot », à 250 F. Côté messieurs, voici des pantalons extensibles spécial voyage et infroissables signés Saint-Hilaire, pour 700 F, si vous en achetez deux paires. « Mon Imper » vous en offre un autre en jean extensible, de la même marque et d'une valeur de

490 F. Mon Imper 63, Faubourg-Poissonnière 75009 Paris.

### • SORTEZ VOS FOURRURES !

Bien sûr, c'est quand on y pense le moins qu'il faut s'occuper de sa fourrure. Pour cela adressez-vous à un vrai professionnel, Michel Muller par exemple, formé dans les ateliers de Christian Dior. Il transformera votre vêtement presque comme par enchantement et lui donnera des airs auxquels vous n'avez pas osé rêver ! Pensez également au nettoyage, c'est le moment. Pour toute transformation d'une ancienne fourrure, Michel Muller vous l'offre ! Il se charge également de la garde. Un exemple, une fourrure estimée 20 000 F sera gardée et assurée pour 759 F ! 160, avenue Daumesnil, 75012 Paris.

### • L'ÉLÉGANCE D'UN TISSU !

Une coupe impeccable, un tissu de première qualité, que demander de plus ? Des prix alléchants ? D'accord, vous allez trouver tout cela chez Dorneuil. Ce grand nom du tissu, tellement célèbre, réalise également une ligne de prêt-à-porter pour Monsieur ; les boursiers sont les premiers à en profiter grâce à l'emplacement favorable du magasin au 19, rue d'Uzès à Paris. Bref, un blazer pied-de-poule à 1 750 F, un ensemble prince-de-galles à 2 590 F. On trouve aussi des accessoires divers, à commencer par des cravates en soie, 230 F l'une, 420 F les deux, de belles chemises en coton à 350 F ou 600 F le paire. Pour des week-ends très élégants, les châles autour du cou seront de rigueur, en soie et pour 500 F. Cela vous donnera un air de gentleman british. Pourquoi pas ?

### UTILES ET FUTILES

#### Maman au parfum.

L'âme sœur à son parfum, et avec tout ce que cela comporte, ce qui n'est pas rien ! Voici Maroussia du couturier Slave Zaitsev, créé par L'Oréal, en accord avec une société russe. Ce parfum est une véritable révélation, dans une ligne d'eau de toilette. Son flacon, rouge et blanc, évoque un petit bouquet comme un toit, bulbe de la place Rouge, redonne depuis la place Saint-Basile. En parfumerie.

Des jolis cadeaux à petits prix grâce aux parfums Nina Ricci que vous trouverez dans des coffrets. Par exemple, l'Air du Temps en 30 ml d'eau de toilette, plus un flacon miniature avec les célèbres enluminures, en eau de parfum 6 ml, 195 F seulement.

Joy de Jean Paton, on l'aime toujours parce que c'est le parfum le plus cher du monde mais aussi parce que son accord fleuri est un des plus riches et des plus réussis. Offrez Joy, en eau de toilette, dans un vaporisateur rechargeable de 60 ml. Il est prêt sur un lit de fleurs séchées et parfumées à la même fragrance. Le coffret peut-être à 490 F.

Magie Noire, l'un des plus mystérieux parfums, échappe la sous forme d'eau de toilette en vaporisateur de 100 ml, en vous offrant un livre antique de ce grand parfum de Lancôme. Magie de femme, illustré à l'aide de très belles images !

GUNNAR P.

### JACQUES GAUTIER

« L'Oiseau de Feu »  
Pendentif-crochet en fonte dorée à l'or fin, aux émaux saphir, vert émeraude, améthyste, rubis et cristal sur argent.  
Boucles d'oreilles ..... 3 200 F.  
OMAI : Eau de parfum originale, 36, rue Jacob, 75006 PARIS. Tél. : 42-60-84-33.

NINA TANZITA  
PARIS  
BOUTIQUE  
COUTURE - TRICOT - BIJOUX  
UNIQUEMENT LE TRICOTÉRIE DE FOUR TOUTES ANS



Collier ..... 1 800 F  
Boucles d'oreilles assorties ..... 350 F  
47, rue Duguesne, Paris 14<sup>e</sup>  
Tél. : 43-20-99-98

MON IMPER



Dépositaire de grandes marques  
Burberry's, Bertens, Blizzard,  
Ginverall (Duffie Coat), etc.  
53, rue du Faubourg-Saint-Denis 75001 Paris.

DAKS

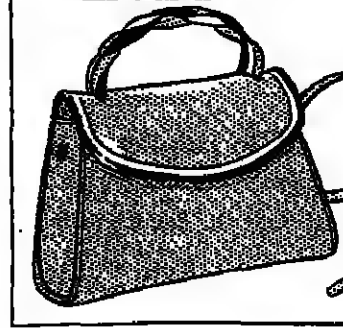
269, rue Saint-Honoré - Paris 1<sup>er</sup> - Tél. : 42-60-22-19  
Collection du Spring d'Hiver - Hiver - Tél. : 93-50-46-20  
ORIE LOOK TELLS YOU IT'S THE DAKS  
ORIGINAL FROM THE 1930'S



GAPIÉ  
189, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris  
Métro : Gare du Nord  
Tél. : 40-36-28-97

Michel Muller  
DAUMESNIL  
FOURRURE - GARDE D'ÉTÉ  
Pensez à  
Rénover &  
Transformer  
vos  
Fourrures  
160, avenue Daumesnil 75012 Paris  
M<sup>e</sup> Daumesnil. Tél. : 43-43-11-98.

1200 F FINE CHÈVRE



11, FAUBOURG-ST-HONORÉ 8<sup>e</sup>  
12, RUE TRONCHET 8<sup>e</sup>  
41, RUE DU FOUR 6<sup>e</sup>  
74, RUE DE PASSY 16<sup>e</sup>  
TOUR MONTFARINASSE 15<sup>e</sup>  
PARLY 2  
LYON 85, RUE DU PONT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE  
Jean Muller



POLITIQUE

Le différend entre le ministre de la ville et M. Georges Tranchant

M. Bernard Tapie est convoqué aux fins d'inculpation par M<sup>me</sup> Edith Boizette

M. Bernard Tapie est convoqué, lundi 25 mai à 11 heures, par M<sup>me</sup> Edith Boizette, juge d'instruction au tribunal de Paris, qui a fait savoir, jeudi 21 mai, aux avocats du ministre de la ville qu'elle avait l'intention de l'inculper d'abus de bien sociaux et recel, de complicité des mêmes délits et de présentation de faux bilans. Cette affaire, dont les faits remontent à 1985, a été découverte en 1989 par la police judiciaire lors d'une enquête préliminaire sur d'éventuelles « commissions » de la firme japonaise Toshiba en France. Selon le rapport de synthèse de l'inspecteur de police Lavert, M. Tapie aurait encaissé à son seul profit une somme de 13 millions de francs versée par

Toshiba, à l'insu de l'un de ses associés d'alors, M. Georges Tranchant, député (RPR) des Hauts-de-Seine. Le parquet n'avait pas donné suite à cette enquête policière jusqu'à ce que M. Tranchant porte plainte contre X... le 7 janvier dernier, entraînant l'ouverture d'une information judiciaire. M. Tapie, qui réfute en bloc la version de la PJ et de M. Tranchant, nous a déclaré que, s'il était inculpé, il ne démissionnerait pas du gouvernement, dénonçant une logique de « terrorisme judiciaire ». Ses avocats ont demandé, vendredi 22 mai, le report du rendez-vous avec le juge d'instruction au mercredi 27 mai à 17 h 30.

Nard Tapie adresse à la SDBO un facture datée du même jour et justifiant les 13 millions versés par Toshiba au nom de « prestations immobilières ».

Pour M. Tranchant, il ne fait dès lors guère de doute, comme il nous l'a répété, que « Bernard Tapie a détourné cette somme » et que la seconde facture est un « faux » réalisé pour les besoins de la cause. Dans un premier temps, il tente vainement d'obtenir des explications de Toshiba et de M. Tapie. Et affirme être alors prêt à discuter à condition qu'on lui montre clairement les comptes. Jusqu'à ce jour de juin 1991 où les deux hommes, tous deux députés, se croisent à l'Assemblée nationale. Selon M. Tranchant, M. Tapie lui aurait alors lancé : « Je t'emmerde. On est au pouvoir, tu ne peux rien faire ». M. Tapie nous a, pour sa part, déclaré que la phrase exacte est la suivante : « Va te faire foutre. Je chante faux. T'es plus au pouvoir pour te permettre de faire n'importe quoi ».

Le dialogue de deux députés

Le résultat de cet échange fleuri est évidemment que M. Tranchant décide alors de se tourner vers la justice. Le 7 janvier dernier, profitant d'une intervention, son avocat, M<sup>me</sup> Georges Jourde dépose plainte contre X... avec constitution de partie civile, à laquelle le parquet de Paris donne suite en ouvrant une information judiciaire. Et M. Tranchant a même l'effronterie - ou la perversité - d'en transmettre la copie au garde des sceaux de l'époque, le socialiste Henri Nallet. Pour le juge Boizette, l'obligation d'inculper M. Tapie ne fait aucun doute au vu non pas de la plainte de son associé mais de l'enquête préliminaire de la PJ. Si l'éventuelle accusation de « faux » est prescrite, ce n'est pas le cas du délit d'abus de bien sociaux qui court à partir du moment où l'on en a eu connaissance - en l'occurrence 1989.

Depuis, M. Tapie a vivement contesté l'attaque en contestant devant le tribunal de commerce la qualité de M. Tranchant pour porter plainte, affirmant que la société Investoid réactivée par le député RPR pour les besoins de sa cause est en fait une « société fantôme ». Affaire qui doit être examinée le 1<sup>er</sup> juin et dont les avocats du ministre de la ville espèrent qu'elle entraînerait un nouveau report de la convocation de leur client. Mais, entre-temps, le défendeur de M. Tranchant a déposé une nouvelle plainte au nom propre de son client, estimant que, même si sa société est réactivée, il est fondé à ester en justice. Une argumentation (qui a amené M<sup>me</sup> Boizette à maintenir le rendez-vous du 25 mai aux fins d'inculpation).

M. Tapie ne se prive pas de souligner le « profil » particulier de son accusateur et ancien ami, dont il affirme avoir appris il y a seulement un mois, qu'il était « le roi de la machine à sous ». « Si je suis condamné, je démissionnerai sur l'heure, nous a-t-il déclaré. Mais démissionner parce que je serais inculpé à la demande de quelqu'un comme Tranchant, ça, jamais ! Ce conflit de deux particuliers n'a rien à voir avec la morale politique. Il est indispensable de ne pas faire jurisprudence à un moment où la magistrature a un besoin vital d'exercer sa liberté. Le prix ne doit être payé que par ceux qui sont condamnés, pas par les inculpés. Sinon les juges deviendraient le pouvoir suprême, défaisant les ministres comme on défait un Meccano. Ce serait du terrorisme judiciaire ! »

Et le ministre de la ville de jurer « sur la tête de [ses] enfants » qu'il n'a fait aucune proposition financière de dernière minute à M. Tranchant, tandis que ce dernier nous a affirmé l'inverse : « Encore hier, jeudi, on m'a fait des propositions de transaction. Bernard m'a même appelé durant quarante-cinq minutes. Il y a un mois, sur le thème : tu ne peux pas me faire ça, à moi, ton ami ! Mais je ne suis pas achetable. Il a détourné 13 millions, c'est la PJ qui le dit, pas moi ».

EDWY PLENEL

politico-financières

M. Michel Pezet

nous déclare l'ancien candidat socialiste à la mairie de Marseille



société qui présentait les meilleures conditions, décision homologuée sans le moindre changement par le conseil municipal. Donc, pour obtenir ce contrat, la société co question n'a pas eu besoin de la moindre « intercession ». Que, par la suite, cette société ait pu dire au parti, au niveau national, qu'elle faisait une libéralité, c'est du domaine du possible.

« Entendu par la commission d'enquête sur le financement des partis, M. André Léonard, ancien trésorier du PS, a précisé que les délégations régionales d'Urbia « n'avaient aucune existence juridique » et ne pouvaient donc traiter aucune affaire, seule la direction, à Paris, étant habilitée à le faire. Les fameux comptes « Prados » et « Candamo » dont parle l'inspecteur Antoine Gaudin, je les ai découverts comme lui. L'argent remontait directement au national, qui réglait les frais inhérents aux campagnes électorales. D'ailleurs, jusqu'en 1986, Urbia n'existait même pas sur Marseille ! C'est à cette même époque que j'ai quitté toute responsabilité d'adjoint à la mairie.

« Tous ceux qui se sont fait élire par le PS ont bénéficié du système »

« Pour nous, sur l'exemple marseillais. Sincèrement, je crois qu'aucun marché n'y a été « pipé ». L'idée que M. Philippe Sanmarco, adjoint chargé de ces dossiers à partir de 1987, ait pu fausser un marché est absurde. Au-delà de Marseille, je ne crois pas à la falsification des marchés. Les commissions de passation, où l'État est représenté, sont incontestables. En revanche, une fois que l'adjudication est faite, les travaux peuvent donner lieu à fraude avec, éventuellement, la complicité de l'État, mais il faut aussi celle des ingénieurs, des contremaîtres, des chefs de service : on ne donne qu'une coupe de peinture au lieu de trois, on ne met qu'un bonbon sur deux, etc.

« Pourquoi, alors, le faillissement des « affaires » a-t-il démarré en 1989 à Marseille ? »

« Au début, c'est une manipulation politique : on a utilisé ce moyen pour détruire l'image de Michel Pezet. Je le dis sans prétention, mais c'est ma conviction : tout ceci est une tentative d'assassinat politique de Michel Pezet.

« Par quel mécanisme ? Et actionné par qui ? »

« L'enquête a été d'emblée orientée vers ma personne, parce que certains ne voulaient pas de moi comme candidat du PS à la mairie. A l'encontre du parti, on avait choisi M. Robert Vigouroux pour cette fonction. La responsabilité de l'opération incombait au responsable direct des services de police, au niveau politique, s'entend. C'est-à-dire au ministre de l'Intérieur de l'époque.

« Au même moment, dans la même enquête, la police met au jour le même procédé que celui du PS avec un bureau de communication lié à l'opposition de droite, Sma-Communication, même procédure du parquet, qui demande l'ouverture d'une enquête. Or, on n'en parle plus. La chancellerie ne donne pas suite. Il y avait donc deux poids, deux mesures : « feu vert » contre Pezet, « feu rouge » pour le reste. Et c'est ainsi que certains ont joué les apprentis sorciers contre leur propre parti.

« Pensez-vous que les mêmes cherchent, à présent, à se refaire une virginité, vis-à-vis de l'opinion, sur le dos des élus socialistes ? »

« C'est ce qui me fait peur. C'est la raison pour laquelle je réagis aujourd'hui. Il y aurait, en quelque sorte, les « affreux joies », les « hommes d'appareil », les « escadrons », contre lesquels on brandit, aujourd'hui, le drapeau de la propriété en acceptant que tous ceux qui sont cités dans les dossiers instruits par les juges soient inculpés. On trierait ensuite le bon grain et l'ivraie ! Mais pour l'opinion, « inculpé », c'est « coupable ». Et qui va faire le tri ? Ceux que l'on met en cause ont travaillé pour tous : tous ceux qui se sont fait élire par le PS ! N'importe quel ministre socialiste de la République, aujourd'hui, a profité de ce système au cours de sa carrière d'État.

d'hui. Il y aurait, en quelque sorte, les « affreux joies », les « hommes d'appareil », les « escadrons », contre lesquels on brandit, aujourd'hui, le drapeau de la propriété en acceptant que tous ceux qui sont cités dans les dossiers instruits par les juges soient inculpés. On trierait ensuite le bon grain et l'ivraie ! Mais pour l'opinion, « inculpé », c'est « coupable ». Et qui va faire le tri ? Ceux que l'on met en cause ont travaillé pour tous : tous ceux qui se sont fait élire par le PS ! N'importe quel ministre socialiste de la République, aujourd'hui, a profité de ce système au cours de sa carrière d'État.

« Quelle méthode préconisez-vous pour éradiquer le tri et pour empêcher la réponse à la demande de clarification du citoyen, sans rejeter sur quelques-uns l'appareil d'un système dont tous ont bénéficié ? »

« D'abord, il aurait été indispensable qu'il y ait une solidarité beaucoup plus forte et que le parti dise : toutes celles et tous ceux qui se sont placés dans le cadre de l'organisation que nous avons nous-mêmes mise sur pied, il n'y a aucune raison de les accabler. Le gouvernement aurait pu éviter, par exemple, les dérapages de certains ministres, qui se permettent de désigner des noms.

« M. Lissens aurait-elle dû être démissionnaire ? »

« Si on lui avait demandé sa démission, cela aurait été interprété ainsi : « En voici une qui voulait donner une leçon, elle est virée ! » L'espèce de mélasse dans laquelle nous sommes fait que chaque fois que l'on veut faire un geste positif, cela se retourne. Les députés s'acharment de l'annuler, mais, dans l'opinion, cela devient : « Ils se sont auto-générés ».

« Arrêtez que vous n'avez pas voté... »

« Les députés n'étaient pas chauds pour l'amnistie, qui a été imposée par le gouvernement et par l'Élysée.

« Comment le parti peut-il faire, alors la police, du moins la classe dans ses rangs ? »

« M. Laurent Fabius a proposé de créer une commission interne, présidée par M. Daniel Mayer. Mais que ferait-elle ? Elle ne pourrait quand même pas désigner aux juges ceux qui méritent d'être poursuivis et ceux qui n'ont fait qu'appliquer les consignes du parti... Elle pourrait, tout au plus, désigner ceux qui seraient reconduits comme candidats aux prochaines élections et ceux qui ne le seront pas. Et puis le PS, qui a le mérite d'avoir initié la loi de 1990, pourrait assumer sa responsabilité par rapport à Urbia plutôt que de les faire retomber sur une dizaine ou une centaine d'élus.

« L'existence des courants, avec leurs problèmes de financement, n'a-t-elle pas compliqué les choses ? »

« C'est le caractère dans lequel le PS est tombé avec la guerre des courants. La SAGES, c'est cela.

« Est-ce que cet abaissement du PS et la promotion de la société civile », représentée par exemple par M. Bernard Tapie, font partie, à vos yeux, d'un même « plan » ? »

« En 1988, le choix, c'était celui de M. Vigouroux. Comme ce dernier ne se montrait pas très performant dans ses fonctions de maire, on joue maintenant, très clairement, M. Tapie pour les prochaines élections municipales, en 1995.

« M. Tapie représente une conception de la politique qui est à mille lieues de la mienne. Je crois que la réussite personnelle, je pense que M. Tapie a du talent, de la volonté, du courage, mais ce n'est pas mon modèle politique. La promotion de M. Tapie, qui est manifestement aujourd'hui l'homme du président et du premier ministre, c'est la séduction d'une France entrepreneuriale, plus moderne et plus pragmatique, mais qui se coupe du fondement même de la politique, de sa dimension collective et militante. Le grand danger, c'est qu'il réussisse pour soi ou pour les autres.

« La réussite personnelle forcée, qui ne tient pas compte des autres, n'est pas l'idée que je me fais de la politique. La politique, j'y ai pris des coups, j'y ai été battu, j'y gagne moins d'argent que si je continuais à être simplement avocat et enseignant à la faculté, et j'y ai une vie moins tranquille que celle que je pourrais avoir. Il faut donc y croire pour des raisons qui dépassent ses intérêts personnels.

« Pensez-vous en partie, trouvez-vous éloquent que l'on vous demande, au nom de la transparence, le montant de vos revenus ? »

« Non, pas du tout. Mes revenus pour 1991 sont de 123 641 F pour mon activité, très réduite, d'avocat, et de 15 397 F en tant que maître de conférence à la faculté. Comme député, je perçois personnellement 240 000 F, déduction faite des salaires que je verse à mes collaborateurs et de ma cotisation au groupe socialiste.

« Au-delà de la persécution de M. Tapie, son cas n'illustre-t-il pas la crise de la politique traditionnelle, une quête d'authenticité face à un jeu politique professionnel où règnent l'habileté et la tactique ? »

« Dénoncer la « langue de bois » des responsables politiques est devenu un lieu commun. C'est une plaisanterie ! Chaque corps a son langage : les médecins, les sportifs, les juristes, les mathématiciens... Ce n'est pas le fond du problème. Ce qu'on reproche, en réalité, aux politiques, c'est de ne pas avoir répondu aux questions que se posent les gens. Et à la première d'entre elles : le chômage, sur lequel la gauche comme la droite avait été, à l'échec.

« Un homme politique, on est prêt à lui pardonner mille choses, s'il y a une réalité et une efficacité. Sinon, on s'y croit plus. Le discrédit des politiques s'est installé depuis qu'ils ne sont plus efficaces dans la quotidienneté, face aux attentes concrètes des gens, qui, dès lors, se disent : un chef d'entreprise qui a réussi est peut-être plus efficace. On a trop bûché, on n'a pas pris à bras le corps les problèmes. Prenez la ville, par exemple : c'est seulement maintenant, en 1992, qu'on redécouvre ce que le PS écrivait déjà en 1979, dans un ouvrage collectif auquel j'ai participé, *Vivre la ville*. On s'invente rien, on tente de rattraper notre retard, ce que nous avons oublié de faire à temps.

« Toute la question est là : le politique a oublié le quotidien. »

Propos recueillis par PATRICK JARREAU et EDWY PLENEL

Une somme de 13 millions de francs

Mais s'il est embrouillé politiquement en raison de la promotion de M. Tapie et du profil de son accusateur - homme d'affaires très fortuné et député RPR - ce dossier est somme toute assez simple factuellement. En 1982, en pleine bagarre commerciale sur l'importation de produits japonais la société Tranchant Distribution, qui détient un contrat de distribution exclusive consenti par Toshiba, connaît des difficultés. C'est alors que, par l'intermédiaire de M. Jean-Louis Borel, qui était alors son avocat d'af-

La renégociation de la dette de Nice

Nice, le 26 juin 1986, la restructuration de la dette de la ville avait été confiée à la société Analyses et recherches de financements pour les collectivités locales (AREFIC). Elle portait sur une somme globale de 664,3 millions de francs et était, en réalité, soldée par un accroissement de l'endettement de la commune de 43,9 millions de francs. La société AREFIC (1) avait perçu une commission totale de 13 millions de francs dont elle avait reversé 10,1 millions de francs à d'autres intermédiaires officiels. Une jeune femme gravitant dans l'entourage de M. Médecin, M<sup>me</sup> Elizabeth Arnault, aujourd'hui réfugiée aux États-Unis, avait reçu, pour sa part, 5,3 millions de francs, somme sur laquelle elle avait aussitôt retiré, en espèces, 4,6 millions.

Jacques Médecin est poursuivi pour abus de confiance

NICE

de notre correspondant régional

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble a ouvert, jeudi 21 mai, une information judiciaire pour abus de confiance et complicité, faux et usage de faux, à l'encontre de M. Jacques Médecin, ancien maire (CND) de Nice, réfugié en Uruguay depuis septembre 1990. Cette information concerne l'affaire de la restructuration de la dette de la ville de Nice dans laquelle M. Médecin avait déjà été déclaré « complice de fait » des deniers de la commune pour une somme de 5,7 millions de francs, dans un jugement définitif de la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 12 septembre 1991 (Le Monde du 14 septembre).

Décidée par le conseil municipal de

L'enquête de M. Van Ruymbeke sur le financement des partis politiques

L'ex-directeur du bureau d'études Gracco est inculpé

M. Jean-Jacques Gastebols, ex-directeur du bureau d'études Gracco, étroitement lié à Urbia, l'ancienne officine de collecte de fonds du Parti socialiste, a été inculpé jeudi 21 mai de trafic d'influence, faux et usage de faux par le conseiller rennais Renaud Van Ruymbeke, chargé du dossier sur le financement des partis politiques dans le Sarrus. M. Gastebols, qui a été laissé en liberté, est le dixième personne inculpée dans ce dossier.

Compte tenu des anciennes responsabilités de M. Gastebols sur le plan national, cette inculpation n'inscrut dans la logique de l'enquête. Elle fait suite à celles de deux délégués d'Urbia pour la région des Pays de la

Loire, MM. Christian Giraudon et Max Jurdit, puis, en mars dernier, à celle de leur patron, M. Gérard Monette, ancien PDG d'Urbia. Dans le cadre du même dossier, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes a rejeté, jeudi, une nouvelle demande de mise en liberté du président de la SAGES (un autre bureau d'études proche du PS), M. Michel Rey, écroué à Rennes depuis le 27 février. L'avocat général avait requis le placement de M. Rey sous contrôle judiciaire assorti du paiement d'une caution. Me Philippe Billaud, défenseur de M. Rey, a souligné que le détention provisoire de son client, âgé de 67 ans, n'apparaissait plus nécessaire, d'autant que le président de la

SAGES, contrairement aux précédentes auditions, a récemment accepté de répondre aux questions de M. Van Ruymbeke.

Depuis deux mois et demi M. Rey, un courtier en influence politique bien introduit chez les socialistes et les francs-maçons, se cantonnait dans un mutisme absolu. Inculpé de trafic d'influence, faux et usage de faux, le président de la SAGES est le seul des dix inculpés actuellement placé sous mandat de dépôt. C'est le quatrième fois que la chambre d'accusation, en dépit des efforts du parquet pour obtenir sa remise en liberté, se prononce pour son maintien en détention.

R.-P. P.



## SOCIÉTÉ

## Les décombres de Guadalajara

Un mois après la tragédie, la population de la deuxième ville du Mexique s'interroge encore sur le nombre des victimes et les causes de l'explosion

## GUADALAJARA

de notre envoyé spécial

«La négligence sent mauvais...» Ces quatre mots, jetés rageusement sur un mur au milieu des ruines, expriment à la fois la colère et l'impuissance des habitants du quartier populaire de Guadalajara détruit, le 22 avril, par une violente explosion due à une fuite massive d'essence dans le système d'égouts de la deuxième ville du Mexique (le Monde du 24 avril). Un mois après la tragédie, qui fit officiellement 205 morts et 1 540 blessés, la population continue de fouiller les décombres à la recherche des «disparus», tandis que les familles des victimes exigent l'arrestation des véritables responsables au sein du gouvernement et à la tête de la société nationale des pétroles, PEMEX.

«Les autorités mentent sur toute la ligne, et plus particulièrement sur le nombre de victimes. D'après notre recensement, il y aurait eu 1 400 morts», affirme péremptoirement la jeune porte-parole des sinistrés, Silvia Gomez, qui s'agit au milieu d'un camp de toile provisoire, rue Matias Romero. Installées dans des petites tentes données par la Chambre de commerce hispanique des Etats-Unis, vingt-cinq familles campent au milieu de la rue où elles ont aménagé des toilettes mobiles et une petite salle à manger.

«Nous avons préféré rester ici pour surveiller nos affaires qui sont dans les ruines», disent nos interlocuteurs, préoccupés par le pillage des premiers jours (la plupart des 1 200 familles évacuées sont logées à l'extérieur de la zone, dans des

écoles ou dans des centres sportifs). Une corde sépare les dernières tentes de ce qui fut une rue, avec ses commerces et ses maisons modestes. Il n'en reste plus qu'une profonde tranchée de plusieurs kilomètres de long, bordée de façades soufflées par la série d'explosions qui ont ébranlé le quartier, un mercredi à 10 heures du matin, détruisant 800 maisons dans une dizaine de rues.

Spectacle hallucinant d'une ville après un bombardement : métal tordu, trous béants dans les murs, débris de meubles, rideaux volant au vent à travers les fenêtres défoncées. Des soldats, masques chirurgicaux sur la bouche pour se protéger des odeurs de mort et d'eaux usées, assurent la sécurité des biens restés dans les maisons, autorisant à l'occasion les sinistrés à aller chercher les ustensiles indispensables ou... à arroser leurs plantes.

## «Consignes de silence»

«J'ai cru que c'était un tremblement de terre», raconte Rodolfo Vilalón, dont la maison a été gravement endommagée. La secousse a été suivie d'une pluie de pierres. Puis le bruit de la rue a fait place à des cris, des gémissements... Les craintes de la population, qui avait signalé depuis trois jours aux autorités «une forte odeur d'essence» dans le quartier, venaient de se concrétiser avec une violence inouïe : le collecteur d'égouts de la

ville - 5,70 mètres de haut par 3,70 mètres de large - avait explosé sur une distance de 8 kilomètres, projetant à toute hauteur les passants et les véhicules. Avec une telle violence qu'on retrouvait un camion sur le toit d'une maison.

«Nous sommes des miraculés», lance un rescapé, le visage encore marqué d'hématomes, provoqués par l'écroulement d'un mur alors qu'elle vendait des pâtisseries dans la rue. «Ma fille de cinq ans avait disparu, poursuivit-elle, mais je l'ai retrouvée le lendemain chez des voisins qui l'avaient recueillie.» Tous n'ont pas eu cette chance puisque, selon les chiffres officiels, 52 enfants de moins de douze ans ont péri, sans compter tous ceux qui seraient encore sous les décombres.

Les pelleteuses continuent d'arracher à la terre des véhicules qui avaient été littéralement «avalés» par les retombées des débris après l'explosion. Encore la semaine dernière, les ouvriers ont découvert, à plusieurs mètres sous terre, un minibus avec huit cadavres à l'intérieur. Quelques dizaines de personnes observent, anxieuses, le travail des gros engins qui débalaient le terrain pour installer un nouveau collecteur. Terrorisés à l'idée de voir soudain apparaître un corps ou plus probablement, des restes humains décapités.

«Il reste encore beaucoup de cadavres profondément enfouis, affirme un des médecins légistes chargés d'identifier les victimes de la tragédie. On a déjà trouvé une grande quantité de restes humains non identifiables, mais nous avons reçu des consignes très strictes de silence de ce sujet. Les organisations

de sinistrés ne se trompent pas en disant qu'il y a plus de mille morts, mais les autorités ne le reconnaissent jamais, car le coût politique d'un tel aveu serait énorme.»

Comme tous les fonctionnaires qui osent remettre en question la version officielle, notre interlocuteur préfère conserver l'anonymat pour éviter les représailles. Car les enjeux politiques de la tragédie de Guadalajara sont tels pour la formation au pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), que les autorités ont eu recours aux grands moyens pour imposer leur version - y compris la censure des stations de radio - et empêcher l'enquête de remonter jusqu'aux véritables responsables. Quittes à sacrifier des cadres moyens de PEMEX, le maire de Guadalajara a pu empêcher même le gouverneur de l'Etat de Jalisco, Guillermo Cisole, qui a demandé un «congé» d'un an et pourrait être présenté devant les tribunaux si cela devenait indispensable pour satisfaire la soif de justice de la population.

«Les neuf détenus sont des bous émissaires», s'insurge la revue Proceso, un des rares organes de presse qui ne cèdent pas aux pressions du pouvoir au Mexique. «Avec leur arrestation, poursuit Proceso, il s'agit de protéger trois proches collaborateurs du président Carlos Salinas (celui-ci a été chassé lors d'une visite à Guadalajara, vendredi dernier) : le directeur général de PEMEX, Francisco Rojas, le ministre de l'Ecologie et du Développement urbain, Luis Colato, et son prédécesseur, Patricio Chirinos.»

Dénouant la «manipulation de l'information» par les autorités, la

revue remet en question les conclusions de l'enquête préliminaire du procureur général de la République (le Monde du 28 avril) et souligne que même un député du PRI, Carlos Gonzalez, choqué par les nombreuses «anomalies» du dossier, a embêté le pas aux deux partis d'opposition pour exiger une enquête en profondeur.

«PEMEX cherchait depuis plusieurs jours les origines de la fuite et n'a pas pris les mesures qui s'imposaient, en particulier l'évacuation de la population, soutient un ingénieur qui a récemment quitté l'entreprise. L'ampleur des destructions permet de penser que d'énormes quantités d'essence, des millions de litres peut-être, se sont répandus dans le sous-sol avant de pénétrer dans les égouts.»

## Débat sur la privatisation de PEMEX

La tragédie a confirmé la vétusté des équipements de la plus grosse entreprise du pays, entraînant une véritable psychose dans de nombreuses villes et obligeant les autorités à fermer plusieurs installations. Le monopole pétrolier est à l'origine de très nombreux accidents depuis quelques années, en particulier les explosions de gaz de San Juanito, dans la banlieue de Mexico, qui firent officiellement 452 morts et, en fait, sans doute beaucoup plus.

«Nous avons déjà échappé à la catastrophe. Les reprises à Guadala-

jara, rappelle l'ingénieur Luis Tostado, qui a démissionné l'au dernier de ses fonctions au service des transports de la ville pour protester contre les erreurs de construction de la deuxième ligne de métro. «Une explosion en 1983 n'avait pas fait de victimes et, quelques années plus tard, un déversement massif d'essence en provenance du même oléoduc avait pu être évacué, dans la plus grande discrétion, en injectant de grandes quantités d'eau dans les égouts. Les dirigeants de PEMEX pensaient répéter l'opération cette fois-ci, ni vu ni connu, mais l'installation d'un siphon sur le collecteur dans le cadre des travaux du métro a provoqué l'accumulation de gaz qui ont explosé à la première étincelle.»

Cette nouvelle tragédie a relancé le débat sur la privatisation de PEMEX dans le cadre des négociations sur le traité de libre-échange avec les Etats-Unis et le Canada. Elle donne de nouveaux arguments à Washington, qui souhaite la participation de sociétés américaines à l'exploitation des hydrocarbures au Mexique, nationalisée en 1938. La plupart des Mexicains restent cependant attachés au monopole qui est, par ailleurs, la principale source de revenus de l'Etat. «Ce n'est pas parce que PEMEX a été victime d'un syndicat corrompu et de quelques bureaucrates voraces qu'il faut la privatiser et la remettre aux chefs d'entreprises, tout aussi voraces, soutient la revue Proceso. Il faut tout simplement la réorganiser et améliorer son efficacité.»

BERTRAND DE LA GRANGE

## JUSTICE

A la cour d'appel de Poitiers

## Un médecin militaire condamné après la mort d'un élève sous-officier

Réformant un jugement en première instance, la cour d'appel de Poitiers (Vienne) a condamné jeudi 21 mai un médecin - commandant, M. Michel Luciano, âgé de quarante et un ans, à six mois de prison avec sursis pour homicide involontaire, à la suite du décès de Denis Merle, vingt-deux ans, élève de l'Ecole nationale des sous-officiers d'active (ENSOA) de Saint-Maixent (Deux-Sèvres).

## POITIERS

de notre correspondant

Les faits remontent au 6 janvier 1986. Rentrant d'un exercice sportif, les élèves de l'Ecole nationale des sous-officiers de Saint-Maixent, trouvent leur camarade Denis Merle à demi-inconscient sur son lit. Ils le transportent à l'infirmerie où M. Michel Luciano, alors médecin-capitaine, qui lui a déjà administré une injection de Xylodol et de Coltramyl dans la région lombaire pour atténuer une douleur du mallet, prescrit deux nouvelles injections. Mais l'état du jeune homme s'aggrave rapidement, et, quand le SAMU le prend en charge pour le conduire à l'hôpital de Niort, il est déjà dans un coma dépassé. La mort interviendra le lendemain.

Les parents, M. et M<sup>me</sup> Georges Merle, domiciliés à Clermont-Ferrand, ne se satisfont pas des conclusions communiquées par l'Armée. Ils portent plainte et se heurtent d'emblée à l'article 698-1 du code de procédure pénale qui interdit aux familles de militaires de mettre en mouvement l'action pénale. C'est alors que commence le «parcours du combattant» qui ne durera pas moins de six ans. Les parents alertent l'opinion publique, reçoivent le soutien de la Ligue des droits de l'homme, saisissent le Conseil de l'Europe et, après un an et demi d'action persévérante, en juillet 1987, finissent par obtenir du parquet l'ouverture d'une information judiciaire.

Les juges d'instruction se succèdent, les expertises aussi. Cinq magistrats et douze médecins se penchent sur le dossier avant la comparution du docteur Luciano - devenu commandant et actuellement en poste à Ajaccio - pour homicide involontaire, devant la chambre spécialisée du tribunal

correctionnel de Poitiers. L'instruction a mis en évidence une succession de faits pour le moins inquiétants survenus au cours des heures qui ont précédé le transfert de Denis Merle à l'hôpital.

En premier lieu, la méthode choisie par le docteur Luciano pour atténuer la douleur musculaire : une technique «inhabituelle controversée dans son principe et réalisée selon des modalités inhabituelles», a souligné le premier collègue d'expertise. D'autres ont affirmé que les deux injections pratiquées ultérieurement n'étaient guère conformes aux règles de l'art médical.

Cette série d'éléments n'empêcha pas le tribunal correctionnel de relaxer l'officier le 24 janvier dernier (le Monde du 26-27 janvier). Car aucune expertise n'a pu établir la cause précise du décès. Le tribunal estima alors que «la recherche des fautes éventuellement commises devient sans objet dans la mesure où ne peuvent être retenues que celles qui sont à l'origine du décès».

## Une proposition d'abrogation de l'article 698

La cour d'appel de Poitiers ne l'a pas entendu ainsi : saisie par M. et M<sup>me</sup> Merle et leur conseil, M. Meneghini, elle estime qu'il y a lieu de rechercher d'abord si le médecin des armées a commis une ou plusieurs fautes dans les soins qu'il a donnés à Denis Merle et d'examiner ensuite si elles ont eu «un rôle causal dans le décès du patient». Elle répond à ces questions par une double affirmation : «Par une succession de fautes, d'imprudences et de négligences le médecin-capitaine Luciano a permis, conduit son acte, que se développe et évolue vers une issue fatale un processus pathologique dont il n'importe que la cause immédiate et la nature ne puissent être déterminées avec précision.»

Pour M. Georges Merle, employé civil de l'armée à Clermont-Ferrand, cette conclusion devrait relancer la proposition de loi déposée à l'Assemblée nationale en juillet 1991 en vue de l'abrogation de l'article 698 du code de procédure pénale. «Le législateur, estime M. Merle, doit prendre conscience que les familles ont droit à la vérité.»

MICHEL LÉVÊQUE

## L'Elysée s'interroge sur le maintien du professeur Jean Bernard à la tête du Comité national d'éthique

«Il ne faut rien exagérer. On n'a tout de même pas interrompu la distribution d'eau potable». A l'Elysée, on ne cachait pas, ces derniers jours, une certaine irritation à la suite des informations selon lesquelles le Comité national d'éthique ne fonctionnerait plus (le Monde du 3 mai). On indiquait en haut lieu que la nomination (ou la reconduction) du président de ce comité ainsi que celle de la moitié de ses membres est prise «très au sérieux» et que si, effectivement, il s'est produit un certain retard, celui-ci n'est dû qu'à un échange de courtoisie.

Selon nos informations, le choix de la quasi-totalité des nouveaux membres du Comité d'éthique serait aujourd'hui acquis. Parmi les nouveaux membres du comité, il y aurait le professeur François Jacob (désigné par l'Académie des sciences), le docteur Axel Kahn (désigné par l'Institut national de la recherche agronomique) et le docteur Louis René, actuellement

président du Conseil national de l'ordre des médecins. Deux surprises : la nomination, par M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de l'espace, de M. Henri Cavallat... et la non reconduction par M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, du professeur Georges David, fondateur des CECOS et auteur du rapport du comité national d'éthique sur la non-commercialisation du sang (le Monde du 24 décembre 1991).

Il ne reste plus, en définitive, qu'à connaître les membres désignés par le Président de la République, et en tout premier lieu l'identité du président du Comité d'éthique, la question du maintien du professeur Jean Bernard à la tête du comité n'étant pas tranchée. Parmi les candidats possibles, figurent les noms du professeur François Jacob et du docteur Louis René.

F. N.

## DÉFENSE

En raison de la réduction à dix mois du service militaire

## Les armées devront incorporer en 1992 quelque 12 % de recrues supplémentaires

En France, les armées devront incorporer en 1992 un plus grand nombre d'appelés qu'elles ne l'ont fait l'année dernière. C'est paradoxalement l'un des résultats de la réduction à dix mois de la durée du service militaire, qui a commencé en octobre 1991.

L'an dernier, à pareille époque (le Monde du 15 mai 1991), les armées enrégimentaient un phénomène inattendu, qui fut un «choc» pour elles et qui, par exemple dans l'armée de terre, se traduisit par le fait qu'il y eut, en juin 1991, deux fois moins d'appelés du contingent que prévu. A l'origine de cette situation, qui a désorganisé la marche des unités, une hausse très sensible - de l'ordre de 45 % - des reports d'incorporation, parce que des jeunes ont choisi de reculer leur appel pour bénéficier d'un service réduit de deux mois.

Durant le premier semestre de 1991, il a manqué quelque vingt-sept mille recrues par rapport aux besoins des armées. La chute était brutale et quasiment impré-

sible pour les spécialistes. Cette année, le phénomène est moins grave - on évalue à vingt mille le sous-effectif pour la même période - parce que la direction centrale du service national a appris entre-temps à mieux maîtriser les flux de l'incorporation.

Le phénomène devrait être encore mieux contrôlé, voire rattrapé durant le second semestre de 1992, les reports d'incorporation étant généralement réalisés par les étudiants une fois connu le résultat de leurs examens de l'automne.

Les experts soulignent, d'autre part, que si elles doivent s'attendre à une période de «vaches maigres» jusqu'en juin prochain, les armées disposeront ensuite d'une ressource plus qualifiée dans la mesure où ce sont des diplômés qui sont appelés sous les drapeaux dans la seconde moitié de l'année.

Au total, le nombre des incorporés devrait s'élever en 1992 à quelque 283 000, au lieu des 253 190 de l'an passé. Cette augmentation de près de 12 % des recrues est, à

première vue, paradoxale puisque, dans le même temps, le ministère de la défense a entrepris une déflation volontaire des effectifs, qu'ils soient de carrière, engagés ou appelés.

## «Disponibilité opérationnelle différée»

En réalité, cette déflation se conjugue avec la mise en place du service réduit à dix mois et avec l'application par l'armée de terre de ce qu'on nomme désormais la «disponibilité opérationnelle différée» (DOD) des régiments, où des unités élémentaires, faute de personnels et de moyens financiers suffisants, sont mises en sommeil à tour de rôle. A l'organisation constante, cela requiert de prévoir d'incorporer près de 21 % d'effectifs supplémentaires, surtout lors du second semestre de l'année.

En 1993, le déséquilibre ainsi observé dans les appels sous les drapeaux devrait cesser, avec un système qui se sera rodé.

JACQUES ISNARD

## En Corse-du-Sud

## Un commando du FLNC détruit un village de vacances

## BASTIA

de notre correspondant

Une cinquantaine d'hommes armés de fusils ont investi, jeudi 21 mai vers 22 h 15, le village de vacances «Isola Verde», à quelques kilomètres de Porto-Vecchio (Corse-du-Sud). Après avoir regroupé dans une villa et ligoté une cinquantaine d'occupants du village de vacances (des employés, des touristes retraités du Tarn-et-Garonne), le commando a placé des charges reliées à des bouteilles de gaz. A 4 h 30 et 4 h 45, deux explosions, suivies d'un incendie, ont totalement détruit les treize et ont brûlé les bâtiments d'accueil du village de vacances, dont le propriétaire est le ministre des finances. L'attentat a été revendiqué par le FLNC-Canal historique.

La veille, le tribunal correctionnel de Bastia avait rendu son jugement contre deux militants d'A.C. Cuccia accusés notamment d'avoir envoyé des lettres de

menaces à des maires de Balagne pour dénoncer la spéculation immobilière. L'un, Jean-Michel Rossi, a été condamné à trois ans de prison et 80 000 F d'amende; l'autre, Jean-Dominique Allegretti-Simonetti, à dix-huit mois de prison et à une amende de 40 000 F.

M. C.

## A Amiens

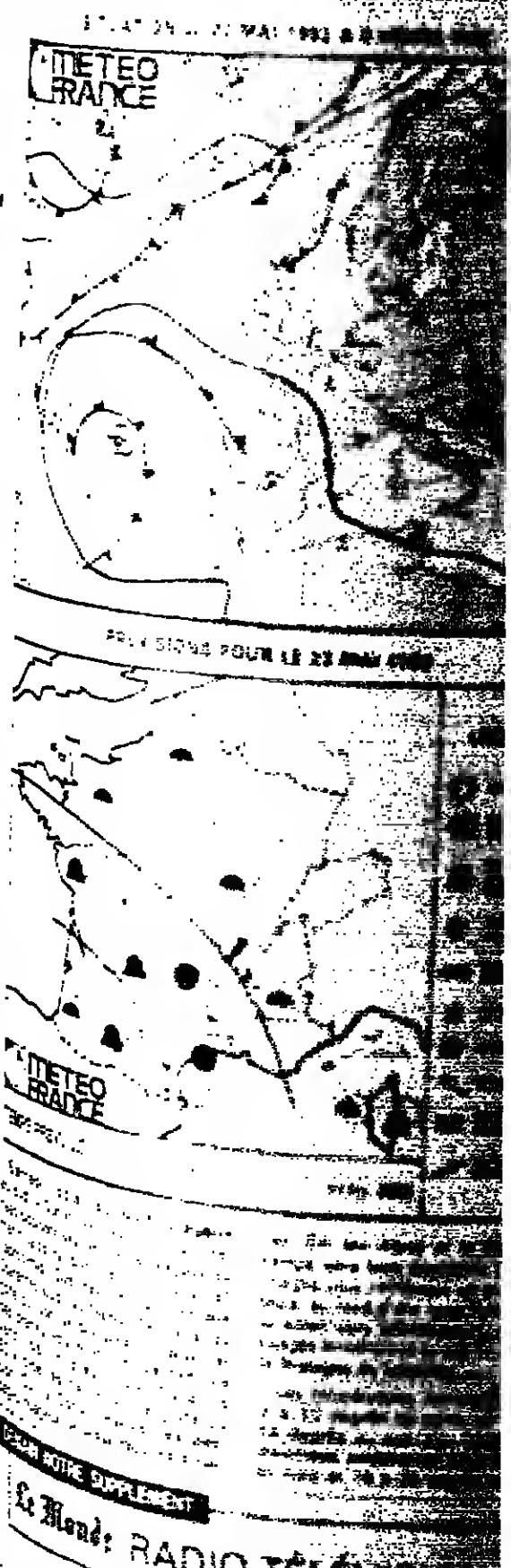
## Un lycéen tue l'un de ses camarades

Un lycéen de vingt ans, élève en classe de terminale G au cours privé du Sacré-Cœur à Amiens, a tué jeudi 21 mai l'un de ses condisciples de deux décharges de fusil de chasse. Vers 9 h 15, Alexis Lucet, dans un grand état d'excitation, brandit l'arme qu'il avait dissimulée dans un étui de guitare et menace l'ensemble de la classe, avant de tirer, à deux reprises, sur l'un des élèves, Laurent Pouchain, dix-sept ans, le blessant mortellement à la poitrine. L'intervention d'une équipe du RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion), une unité spécialisée de la police nationale, permettra de maîtriser le meurtrier. «La thèse du souffre-douleur excédé est la plus probable», estime-t-on au parquet. Une enquête judiciaire a été ouverte, qui devrait «sans doute déboucher sur une incrimination d'assassinat, puisqu'il y a eu préméditation», précise le procureur de la République.

Internationaux de France de tennis : tirage au sort. - Champion olympique de combiné nordique aux Jeux d'Albertville, Fabrice Guy a procédé au tirage au sort des internationaux de France de tennis, qui doivent débuter lundi 25 mai au stade Roland-Garros. Les huitièmes de finale du simple messieurs devraient théoriquement opposer, dans l'ordre du tableau, l'Américain Courier, tenant du titre, au Suisse Hasek, l'Espagnol Costa ou le Croate Ivanisevic, l'Américain Sampras au Russe Yelkov, l'Américain Agassi au Français Forget, l'Américain Chang au Néerlandais Kriekstein, l'Américain Kriekstein à l'Allemand Stich, le Tchèque Korda à son compatriote Lendl, l'Américain Gilbert au Suédois Edberg. Les «chocs» du premier tour devraient être constitués par les rencontres de l'Américain Connors contre Stich, et de l'Espagnol Bruguera contre Lendl.

Le gouvernement contre les d

MÉT





# SOCIÉTÉ

Après une phase de régularisations

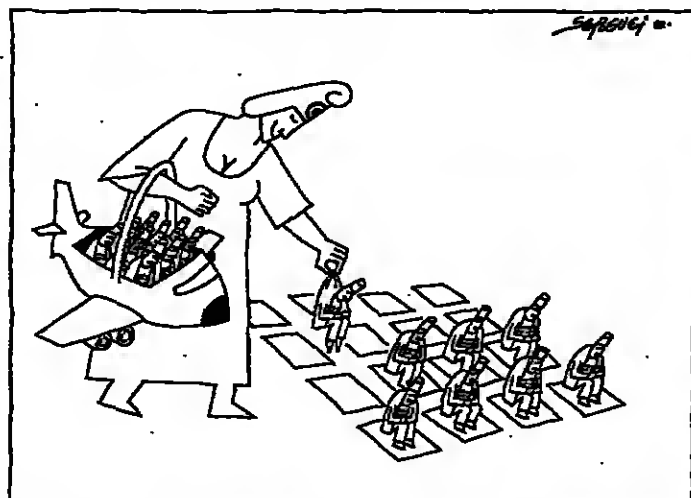
## Le gouvernement choisit la fermeté contre les déboutés du droit d'asile

Après la régularisation, la répression. Dix mois après la publication de la circulaire qui a permis de délivrer des autorisations de séjour à quelque 13 300 étrangers déboutés du droit d'asile, l'Etat semble opter pour la manière forte à l'égard de ceux qui, ayant été « invités à quitter le territoire », préfèrent vivre illégalement en France.

La police avait délogé, le 10 mai, douze Turcs d'origine kurde qui faisaient la grève de la faim devant l'église Notre-Dame de Nice. Elle a procédé de même, mercredi 20 mai à l'aube, en plaçant en garde à vue vingt-sept Kurdes qui jénaient dans une salle paroissiale de Vernon (Eure) pour obtenir la régularisation de leur situation (le Monde du 21 mai).

Ainsi réapparaît la question des demandeurs d'asile déboutés, ces étrangers à qui la France n'a pas reconnu le statut de réfugié politique. Au printemps 1991, la multiplication des grèves de la faim et des manifestations soutenues par de nombreuses associations humanitaires, l'abbé Pierre en tête, avait attiré l'attention sur la situation des « déboutés ». Ces derniers, du fait des lenteurs de l'administration, apprennent plusieurs années après leur arrivée que la France leur refusait l'asile politique. Entre-temps, certains avaient trouvé un emploi durable et fondé une famille en France.

Sur les 80 000 à 100 000 demandeurs d'asile déboutés demeurant sur le territoire, quelque 50 000 ont demandé à bénéficier de la cir-



culaire du 23 juillet 1991 qui permettait de régulariser sa situation à condition de fournir la preuve d'une réelle insertion familiale et professionnelle. Au total, 13 300 ont vu leur demande satisfaite. Des dossiers restent en cours de traitement et des recours ont été formés.

Restent les autres, « déboutés » une seconde fois après application de la circulaire, et ayant épuisé toutes les voies de recours. Parmi eux, beaucoup sont des immigrants qui ont profité des lenteurs de la procédure d'asile pour entrer légalement en France, et s'y maintiennent aujourd'hui clandestinement. D'autres sont victimes des imperfections de la procédure française et des ambiguïtés du droit d'asile :

ils n'ont pas réussi à convaincre ni les fonctionnaires, ni les juges de la réalité du danger qu'ils courraient en cas de retour dans leur pays.

### La loi et les droits de l'homme

Cet argument est brandi en particulier par les Kurdes de nationalité turque qui sont les principaux initiateurs des mouvements de grève de la faim qui se sont succédés depuis plus d'un an. Il s'agit souvent de militants de l'autonomie kurde, qui veulent obtenir leur régularisation en France tout en mettant en lumière la répression du gouvernement d'Ankara à leur encontre.

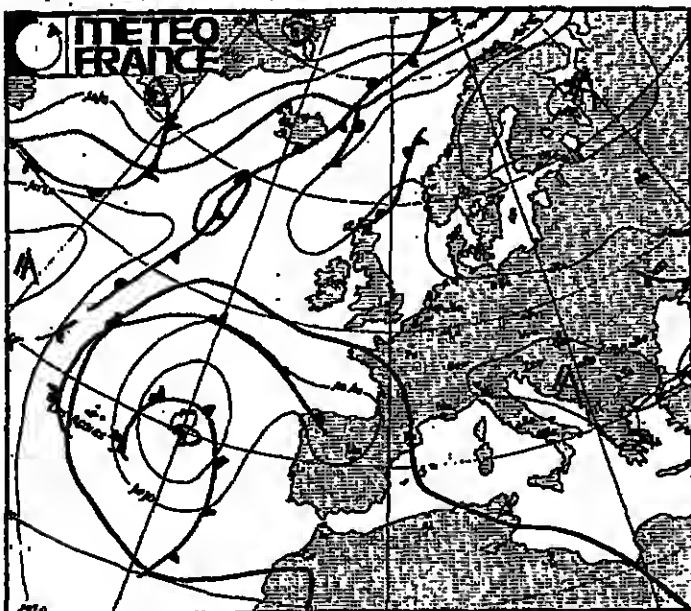
Jusqu'à présent, leurs grèves avaient été traitées par la diplomatie. Des négociations directes avec l'examen individuel des situations ont parfois abouti à des régularisations, accordant l'idée chez les déboutés les plus déterminés que le jeûne constituait la dernière voie de régularisation. Aujourd'hui, la pratique a changé. Le gouvernement entend désormais considérer les déboutés comme de simples illégaux. Ne pouvant s'en prendre à ceux qui disparaissent dans la nature, les autorités n'hésitent donc plus à interpellier des grévistes de la faim assemblés dans une salle paroissiale, comme à Nice et à Vernon. Au risque de susciter des réactions locales de protestation, comme jeudi à Evreux, et de placer la question non plus sur le terrain de l'application de la loi mais sur celui des droits de l'homme.

Sur les douze Turcs contrôlés à Nice, six ont obtenu du tribunal administratif l'annulation de leur arrêté de reconduite à la frontière, en produisant des journaux turcs les ayant présentés comme des militants kurdes, et en alléguant que la publication de leur nom menaçait leur sécurité en cas de retour. Le ministre de l'Intérieur a fait appel, mais cette première décision jette le trouble sur le refus opposé à leur demande d'asile. Cinq autres interpellés avaient été rapidement relâchés car ils n'avaient pas épuisé le délai accordé pour quitter le territoire. Le douzième, interdit du territoire et placé en détention, a fait l'objet d'une intervention de la Cour européenne des droits de l'homme.

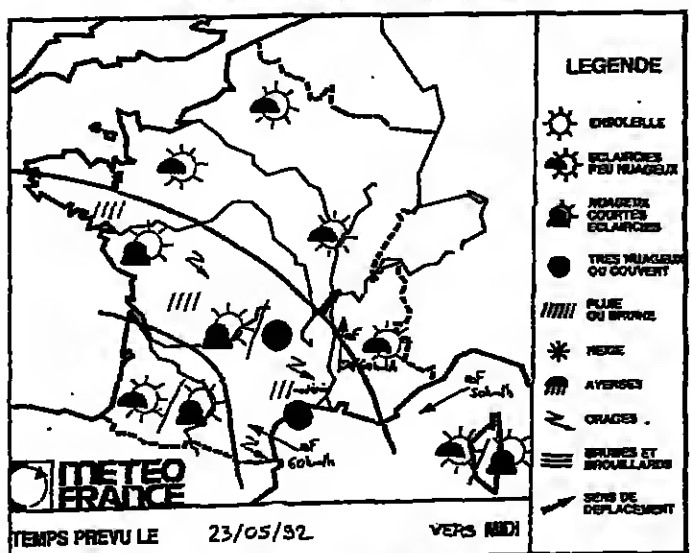
PHILIPPE BERNARD

# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22 MAI 1992 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 23 MAI 1992



Samedi : soleil au nord, orageux au sud. Sur le Sud-Ouest et les Pyrénées occidentales, le temps orageux du matin laisse place à plus de soleil l'après-midi. Des Pays de la Loire aux Charentes jusqu'au Massif Central et au golfe du Lion, le ciel sera menaçant et des orages éclateront l'après-midi. Le vent de sud-est soufflera à 80 kilomètres/heure sur le golfe du Lion. Sur la Corse, malgré des passages nuageux, le soleil réussira à per-

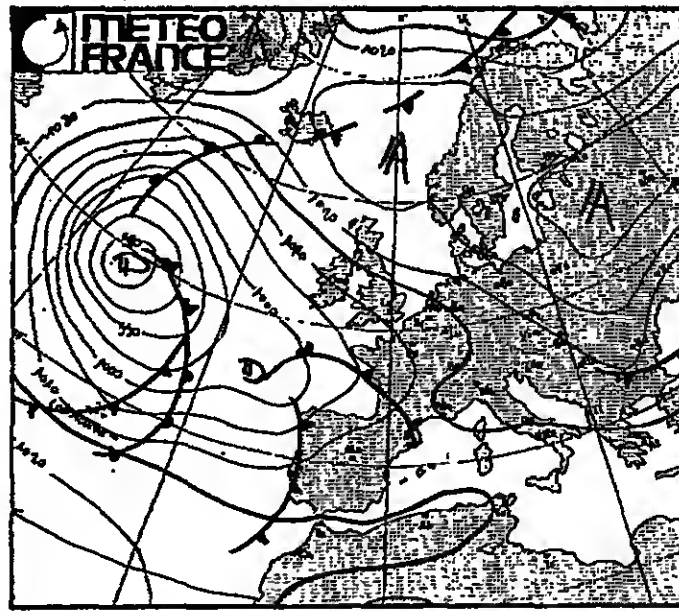
cer. Sur les Alpes et le Sud-Est, le temps sera bien ensoleillé, avec des nuages plus nombreux en soirée. Ailleurs, au nord d'une ligne Rennes-Lyon, le soleil sera prédominant, avec des nuages envahissant le ciel en soirée de la Bretagne au Lyonnais.

Les températures minimales iront de 8 à 10 degrés au nord, et de 12 à 14 degrés au sud. Les températures maximales avoisineront 22 à 25 degrés au nord et 19 à 25 degrés au sud.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

PRÉVISIONS POUR LE 24 MAI 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé  
Valeurs horaires relevées entre  
le 21-5-1992 à 16 heures TUC et le 22-5-1992 à 6 heures TUC

FRANCE		TOULOUSE		LUXEMBOURG	
AJACCIO	22 14 N	19 13 D	10 16 D	MADRID	24 19 N
BIARRITZ	23 17 D	22 11 D	11 17 N	MARRAKECH	21 17 N
BORDEAUX	20 16 D	21 10 D	10 16 D	MEXICO	23 11 D
BOURGES	17 10 D	18 09 D	09 09 D	MILAN	17 13 C
BREST	20 17 D	19 16 D	16 16 D	MONTREAL	20 14 D
CAEN	23 22 D	24 17 N	17 17 N	MOSCOW	9 8 A
CHERBOURG	24 13 D	AMSTERDAM	24 13 D	NARODI	- - -
CLERMONT-FER	16 11 P	ATEENES	23 16 N	NEW-DELHI	40 25 D
DIJON	17 11 D	BANGKOK	27 20 C	NEW-YORK	- - -
GRENOBLE	17 11 D	BARCELONE	20 17 N	OSLO	- - -
LILLE	22 14 N	BERLINS	21 21 N	PALMA-DE-MAJ	22 16 N
LIMOGES	13 10 D	BRIELLE	25 17 D	PEKIN	28 22 D
LYON	13 11 D	BRUXELLES	22 16 D	RIO-DE-JANEIRO	- - -
MAGNILLER	18 15 P	CHYPRE	23 12 N	ROME	22 17 P
NANTES	24 16 D	DAKAR	24 22 D	SINGAPOUR	24 26 C
NICE	19 16 C	DJERBA	20 20 N	STOCKHOLM	18 13 N
PARIS-MONTS	22 14 C	GENEVE	17 11 D	SYDNEY	18 16 A
PAU	23 15 C	HONGKONG	28 23 P	TOKYO	23 17 N
PERPIGNAN	16 16 P	ISYANBOUL	21 12 P	TUNIS	26 17 D
RENNES	26 16 D	JERUSALEM	30 13 N	VARSOVIE	23 15 D
ST-ETIENNE	12 8	LE CAIRE	28 17 D	VIENNE	19 10 D
STRASBOURG	22 15 A	LISBONNE	20 16 D		
		LONDRES	16 16 D		
		LOS ANGELES	23 16 D		

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

### GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT

Christiane Tricot

COFORMA et les Editions François-Robert  
18, rue Théodore-Deck, 75015 PARIS  
Tél : 46-60-05-01 Fax : 45-57-29-41

## LE PORTUGAL A PARTIR DE

# 1570F\* A-R

Quand les prix atterrissent, les clients décollent.



\*Tarif valable au départ de Bordeaux et Toulouse, à partir de 1900F A/R au départ de Paris, Lyon, Marseille et Nice, soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Renseignez-vous auprès de Tap Air Portugal ou de votre agent de voyages.

**27 AIR PORTUGAL**  
chaque jour davantage



IL Y A TANT DE FAÇONS DE PORTER PAGO RABANNE.



calandre

**paco rabanne**  
PARIS

## Le Monde HORS-SÉRIE

### LA FRANCE DANS SES RÉGIONS

26 enquêtes sur le pays d'aujourd'hui et le résultat complet des élections du 22 mars

156 pages - 45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE**  
récompense chaque année l'auteur de préférence encore inconnu d'une œuvre littéraire méritée. Toutes les œuvres sélectionnées :  
**Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre**  
sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias.  
**Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires**  
Les manuscrits sont à adresser à  
**L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR**  
17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél : (1) 47 80 11 08



## CULTURE

## PHOTO

## Des pumas sur les Ramblas

La Primavera de Barcelone révèle tous les deux ans des photographes espagnols

## BARCELONE

de notre envoyé spécial

Faut-il que David Balsells soit passionné et débrouillard pour maintenir sa *Primavera Fotográfica* - calquée sur le Mois de la photo à Paris - au niveau des principales manifestations photographiques en Europe. Avec seulement 1,5 million de francs de budget et trois personnes, le directeur du festival de Barcelone présente, tous les deux ans, quelques bonnes expositions, mais aussi plusieurs catalogues soignés qui font oublier la modestie des moyens. La *Primavera*, c'est aussi l'omniprésente Caixa de Catalogne (principal mécène du festival, des rencontres à la Pedrera (le célèbre bâtiment de Gaudí) où chaque photographie en herbe peut venir présenter son dossier à des personnalités de l'image, mais aussi des studios et des conférences au Centre d'art de Santa-Monica, le rendez-vous, au pied des Ramblas.

La soixantaine d'expositions témoignent d'un savant dosage entre les grands noms à découvrir par les Catalans et la jeune création espagnole; entre André Kertész et Teresa Aroza, adolescente hésitante de dix-neuf ans originaire de Tenerife. On retiendra aussi une solide sélection historique et un surprenant intitulé, «Femmes photographes», qui rassemble des

noms qui n'ont rien à faire ensemble, si ce n'est, ce que l'on savait déjà, qu'il y a bien des femmes qui font des photos...

Les expositions sont réparties dans toute la Catalogne (région organisatrice), à Barcelone, mais aussi à Tarragone, Lerida, Gerone... Soixante-quatre expositions, c'est beaucoup. Trop, le meilleur cotoyant le pire. Le meilleur avec Hannah Collins présentée par Chantal Grande à Tarragone; le pire avec des portraits d'une platitude rare de l'écrivain Montserrat Roig par Pilar Aymerich. En mettant tout au même niveau, le catalogue réserve quelques surprises au visiteur non averti. Comme cette curieuse exposition Jeanloup Sieff logée dans une galerie-dépôt de 20 mètres carrés maximum... Bref, David Balsells a dû faire quelques concessions et préfère, on le comprend, se polariser sur la quinzaine d'expositions qui justifient le déplacement.

Les points forts: la rétrospective de la Mexicaine Graciela Loubide, présentée à Arles en 1991; la photo subjective en Allemagne (1948-1963); la nouvelle photo écossaise; Jorge Ribalta, révélation de la Primavera 1988; Bernard Plossu; les natures mortes de Toni Catany. Et surtout la rétrospective Sandy Skoglund et le «panorama» de la photographie espagnole des années 30-60, deux perles que les Parisiens

pourront prochainement apprécier. Paris est également présent à Barcelone avec la Mission du patrimoine qui présente dans le magnifique Palais de la Virreina, sur les Ramblas, l'exposition Kertész, ici dans un accrochage précis et intelligent.

On n'en dira pas autant de la rétrospective Mary Ellen Mark, un des grands noms de la photo sociale américaine. Présentée en grande pompe à l'ICP de New-York en septembre dernier, cette exposition méritait un lieu plus prestigieux que l'Institut nord-américain. Héritière de Diane Arbus, Mary Ellen Mark est la photographe de tous les exclus - malades mentaux, aveugles, personnes âgées, drogués, gitans. Quand Arbus déformait, par le gros plan, le visage innocent du nouveau né, Mark le saisit criant dans son berceau. Mais quelle idée de rythmer les images d'exclus par un reportage sur mère Teresa, comme pour montrer que les gens souffrent pareillement sur la planète!

L'ambitieuse exposition «13 critiques, 26 photographes», cumule les travers d'une certaine photo plasticienne: utilisation abusive du grand format, concepts hermétiques, abstractions gratuites, preuves techniques. L'ennui est pesant. Ce plaisir de l'œil, on le retrouve dans le merveilleux musée zoologique. Après avoir évité gorilles, crocodiles et tortues géantes, après être passé sous une baleine, on tombe sur les *Rêves d'animaux* du Madrilène Valentin Vallbona. Dans des cadres masqués proches de la boîte du natura-

liste, que voit-on? Pumas, jaguars, rhinocéros, bisons, buffles, tigres. Le spectateur est aux premières loges, seul face à la bête traquée, surprise, saisie en gros plan, en vision panoramique, sur fond de paysages à perte de vue, avec des mouvements à couper le souffle.

C'est trop beau pour être «vrai». Les animaux «saisis sur le vif» sont empaillés, soigneusement enregistrés au Muséum d'histoire naturelle de New-York. La réflexion est lumineuse. Sur le vrai et le faux, la reconstitution de la réalité, l'enregistrement instantané, la fragilité et la mort. Nous connaissons jusqu'ici Javier Vallbona, le frère, étoile de la photo de mode, personnalité prometteuse de la photo tout court. Voici Valentin, trente-cinq ans, son ancien assistant. A suivre.

MICHEL GUERRIN

► Primavera Fotográfica. Centre d'art Santa-Monica, Ramblas Santa-Monica, 7. Barcelone. Tél.: 19 (34) 34-12-22-79. Jus-

► Luc Choquer, prix Niepce 1992. - Le prix Niepce 1992, doté de 70 000 F, a été attribué, le 20 mai, au photographe Luc Choquer, de l'agence Météo. Né en 1952, Luc Choquer est devenu photographe professionnel en 1980 et collabore à *Actualité*, *Libération*, *Géo*, *Marte-Chaire*. Il a réalisé des portraits de nombreux reportages en France et à l'étranger, notamment dans les pays de l'Est. Il a publié un livre, *Planète France* (Editions Contrejour).

## CINÉMA

## Un satellite pour Universal

Le studio hollywoodien se dote d'une filiale pour distribuer les films «différents»

La rumeur courait depuis quelques jours, à Los Angeles comme à Cannes: la nouvelle est désormais officielle: mordant en partie sur le territoire des indépendants, le studio Universal s'apprête à créer une nouvelle compagnie de distribution, Gramercy Pictures, dont elle sera propriétaire, à parts égales avec Polygram, deuxième entreprise mondiale dans le domaine du disque.

Jusqu'ici, Polygram, qui avait abordé le cinéma en finançant des producteurs indépendants, souvent britanniques - Working Title, Propaganda, Palace - et s'était doté d'une société de distribution et de vente de films, Manifesto, allée, pour la France, avec Pan-Européenne (le Monde du 7 mai), n'avait aucune garantie de distribution aux États-Unis. Les films qu'il produisait devaient donc être projetés dans mille salles, mais pas forcément dès le premier jour. Avec son unité de marketing autonome, Gramercy se situe à mi-chemin entre Studio et Classics, et vise, en principe, une assise de cinq cents salles.

«Chaque titre, s'il marche comme nous le prévoyons, peut nous rapporter 2 millions de dollars. Dans le cadre d'Universal, c'est inacceptable. Avec une vingtaine de films par an, ils produiraient un bénéfice de 40 millions de dollars, soit moins de la moitié de mes seuls frais généraux. En revanche, pour un distributeur de moindre taille, 30 ou 40 millions de dollars représentent un énorme bénéfice. Voilà le créneau de Gramercy.»

S'il considère pour l'instant cette nouvelle compagnie comme un simple distributeur sur le marché américain, Tom Pollock n'exclut pas qu'elle s'intéresse un jour au développement de projets, ou même à la production.

HENRI BÉHAR

«Le créneau de Gramercy»  
«Des œuvres comme *The Player* de Robert Altman, ou *Bob Roberts* de Tim Robbins (présenté à la Quinzaine des réalisateurs) reçoivent un soin promotionnel d'un type particulier. Universal n'a pas le personnel adapté à ce genre de produits, il les ferait toujours passer derrière les films sortant dans le film réputé difficile, film d'art ou étranger. L'an dernier existait plus qu'Orion Classics (distributeur de *Cyano*).

Manifestation contre la fermeture d'un complexe de cinémas. - Le cinéma Le Carrefour, ouvert en 1920 à Pantin (Seine-Saint-Denis) et qui était exploité par UGC sous la forme d'un complexe de six écrans, s'apprête à fermer ses portes malgré la mobilisation d'un comité de soutien animé par l'actrice Ann-Gisel Glass et l'intervention de la municipalité. Celle-ci avait fait usage de son droit de préemption lors de la mise en vente du Carrefour l'an dernier, mais a dû renoncer devant les demandes financières trop élevées d'UGC. Une manifestation est prévue le samedi 30 mai à 16 heures devant le cinéma.

## THÉÂTRE

## La solitude, côté jardin

Seule sur une scène minuscule Michèle Moretti parle d'amour

## GLADYS

à la Vieille Grille

Voilà l'exemple même de l'injustice d'une profession oubliée. Michèle Moretti - elle le montre une nouvelle fois avec *Gladys* - est une actrice de talent. Elle a travaillé jusqu'ici avec de très grands metteurs en scène (Blin, Serreau et Planchon au théâtre, Téchiné et Rivette au cinéma) mais n'a jamais vraiment percé. Chacun de ses rôles est une attente, un combat. On la voit rarement et c'est à rien n'y comprendre.

En compagnie d'un ami, l'acteur et metteur en scène Jean-Michel Dupuis, au service du texte d'un autre ami, l'acteur et auteur Christian Pereira, elle a décidé de reprendre du service et de combattre cette sorte de mauvais sort. Il y a fait du courage: la Vieille Grille est un minuscule café-théâtre qui a connu ses heures de gloire mais qui est, au pied de la Mosquée de Paris, à l'écart des circuits publics et professionnels. Autant dire qu'avec un peu de chance, on peut s'y trouver confronté au pire des auditoires: une rangée de chaises vides. Nous étions huit spectateurs le soir de la deuxième représentation. Huit convaincus d'avoir fait le bon choix. Huit qui, après une petite, trop petite heure de représentation, paraissions, au moment des applaudissements, être beaucoup plus nombreux.

*Gladys* est une femme seule. Elle sait que le vieillissement, l'homme qu'elle aimait s'est tué, il y a peu, lors d'un accident de voiture.

OLIVIER SCHMITT

► 1, rue du Puits-de-l'Ermitte, 75005. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél.: 43-31-38-29.

## La peur du désir

Portrait acide de petits-bourgeois craintifs

## KVETCH

à la Colline

«Cette pièce est dédiée à tous ceux qui ont peur», écrit Steven Berkoff après avoir fauché quantité de phobies plus ou moins absurdes, mais bien réelles. D'ailleurs les personnages de *Kvetch* - que Jorge Lavelli a mis en scène dans la petite salle de la Colline - ont peur de tout. De vivre et de ne pas vivre, de fonder comme de passer à côté des plaisirs. Ils ont peur du désir. Ce sont des petits-bourgeois américains, timorés, juifs tendres, qui se laissent pousser par les circonstances.

Franck et Donna, mariés sans enfants, babillent avec une belle-mère, un appartement étroit où pèrvent la fumée de la rue, aux meubles fonctionnels rouges, recouverts de plastique - le décor est de Pace. C'est là que Franck invite Hal, un vieux copain rencontré par hasard, et qui vit seul depuis que sa femme est partie. Franck n'a pas envie de se retrouver en face à face avec la sienne, de femme, et sa belle-mère. Il n'a pas tellement envie non plus d'inviter Hal à qui il n'a rien à dire. Mais Hal ne sait pas où aller, a peur de vexer. Il vient...

La soirée est un grand morceau de burlesque méchant, où la crise de nerfs affleure, bouscule le fou-rire puis se ravale. Les situations, les conversations rassemblent les pires moments où l'on se sent mal

embarqué, où l'on perd pied, où l'on patage et se cogne à des obstacles prévisibles mais invisibles, ces moments où l'on se dit que ce n'est pas possible d'être aussi tragiquement stupide.

Seule la belle-mère traverse sans complexe cet océan de gêne. Franck essaie de raconter une histoire drôle, Donna se maquille outrageusement, pose des questions maladroites à Hal qui la drague un peu parce qu'il ne sait pas quoi faire d'autre. Entre eux ils se parlent peu, mais déversent pour eux-mêmes des tonneaux d'amer-tume, de rage, de détresse. Là, comme dans l'adaptation de la *Métamorphose* de Kafka (que l'on a vue en 1988 au Gymnase, avec Roman Polanski), ou *Greek* que Lavelli reprend dans la grande salle de la Colline, monologues et dialogues se croisent. Dans *Kvetch*, autant les monologues «intérieurs» disent tout et plus encore avec passion, autant les dialogues sont chéris.

## Sentiments complexes et désarrois

Le talent de Steven Berkoff se déploie dans la force et la virtuosité de cette bascule. Dans le langage aussi, qui tisse les banalités d'une conversation de bistrot et les horreurs, les invectives sexual-scolaires que l'on est censé ne pas entendre. Elles n'atteignent pas le niveau du moindre des films présentés à Cannes, mais justement Berkoff ne se contente pas d'aligner une suite de borborygmes pittoresques, il invente, pense, construit une écriture chargée d'exprimer des sentiments complexes, des désarrois, et ces fameux peurs.

Toute la première partie est drôle autant que virulente: un bonheur, pour les spectateurs et les comédiens: Juliette Bae (la belle-mère enfantine), Christiane Cohendy (Donna, exaspérée et pathétique), Jean-Luc Moreau et Hugues Quester (Franck et Hal, aussi désespérément coincés l'un que l'autre, finalement inquiétants). Puis arrive Georges, sorte de patron qui roule Franck et couche avec Donna, non qu'il ne peut démentir envie, mais il ne peut démentir pas se dérober... Jean-Claude Jay tient en blond est subtil, aigu, il est parfait mais la pièce ne développe pas les situations, elle les répète. Elle n'apprend rien de plus que ce que l'on sait et avait pressenti. On rit encore, mais moins, c'est dommage.

COLETTE GODARD

► Petite salle. Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 18 heures. Jusqu'au 28 juin. Tél.: 43-66-43-60.

**OPERA DE PARIS BASTILLE**  
DIRECTEUR MUSICAL MYUNG-WHUN CHUNG

**SAISON 1992 1993**

JEANNE D'ARC AU BUCHER  
LES NOCES DE FIGARO  
ELEKTRA  
PADMAVATI  
FAUST  
SAINT FRANÇOIS D'ASSISE  
UN BAL MASQUÉ  
LES CONTES D'HOFFMANN  
BENVENUTO CELLINI  
LA FLUTE ENCHANTEE  
MANON LESCAUT  
LA DAME DE PIQUE  
CARMEN  
BALLET  
LE LAC DES CYGNES  
CONCERTS / RECITALS

RENSEIGNEMENTS : (1) 43 43 96 96  
ENVOI GRATUIT DE LA BROCHURE PROGRAMME SUR DEMANDE  
OPERA DE PARIS BASTILLE  
120, RUE DE LYON 75012 PARIS

CANNES 1992

**THE PLAYER**  
UN FILM DE ROBERT ALTMAN

GRAND PRIX MISE EN SCÈNE  
GRAND PRIX MEILLEUR ACTEUR

ET UNE DEUXIÈME ROULE SUR LE CORNET...  
TIM ROBBINS EMPORTE LE PRIX (MÉRITE)  
D'INTERPRÉTATION MASCULINE «STANDING OVATION»  
«LA SEULE» POUR CE PAQUET-CADREAU

LIBÉRATION

## Les «clones» de Bashmet



«Les clones» de Bashmet

LA PRINCESSE DE MILAN

LA TRANSFIGURATION DES

LE SILENCE DE MOI

DU THÉÂTRE PARIS VILLETTE



CULTURE

MUSIQUES

Les « clones » de Bashmet

Suite de la première page

Dans une lettre rendue publique (le Monde du 10 mars), quinze musiciens ont reproché à leur chef son manque de respect à leur égard, ses absences répétées, déplorant en résumé que ce « musicien exceptionnel » continue, dans le contexte montpelliérain, à « penser et agir comme le faisaient les apparatchiks du système soviétique ». L'affaire allait immédiatement s'envoier. Assurés par René Koering, « Monsieur Musique » à Montpellier (il dirige le Festival, l'Orchestre philharmonique), d'être employés, sans leur chef, comme par le passé et avec la même rémunération, les musiciens, dans leur majorité, coupent les ponts avec Bashmet. Ce dernier — altiste avant d'être chef, et l'un des instrumentistes les plus demandés au monde — poursuit sa carrière sans réactions. Mais non sans arrière-pensées.

Quand nous l'avons rencontré, en présence de son avocat parisien, le 11 avril, Youri Bashmet nous déclarait : « Personnellement, je peux jouer partout dans le monde, comme je le fais depuis vingt ans. Je peux aussi prendre la direction d'une formation existante. Je peux également créer un nouvel orchestre de chambre. » Ce qui fut dit est fait. Au moment où les choses commencent à se glaiser avec Montpellier, l'altiste avait pris soin de déposer le label « Solistes de Moscou » pour le monde entier. Cette appellation lui appartient donc, même s'il ne peut, semble-t-il, en déposséder les premiers titulaires.

Il y a donc désormais basés près de la Méditerranée, les Solistes de Moscou-Montpellier, orphelins sans chef soutenus par une municipalité et munis d'un solide contrat discographique avec RCA/BMG. Il y a de l'autre côté, frais débarqués d'un Tapolév pour honorer leur contrat parisien — et bien d'autres, sans doute, dans la fosse — les Solistes de Moscou-Youri Bashmet, que le plus célèbre altiste de la planète a sortis en six semaines de son bonnet et dont on ne sait rien en vérité. Sinon que Bashmet n'a pas changé ses méthodes directrices.

À moment de la rupture, René Koering avait imprudemment déclaré que l'altiste était « un très mauvais chef » et qu'il n'avait « jamais su diriger que ses Solistes ». Soit, nous



Youri Bashmet

déclarait Bashmet. Que Koering joue le rôle de l'« arbitre », du « neutre » si ça lui chante. Mais qui aurait pu faire sortir de l'ombre une formation constituée en 1986 seulement ? Obtenant un visa pour la France dès l'année suivante (grâce à une dérogation spéciale : ce sont les Semaines musicales de Tours, antenne française de la musique ex-soviétique, qui invitaient). Obtenant immédiatement des engagements en Finlande, en Allemagne, au Danemark. Bouleversant à Paris, dès 1988, quelques aficionados réunis salle Gaveau. Hésitant entre Orléans et Besançon comme lieu de résidence. S'implantant finalement à Montpellier, « cette ville magnifique du sud de la France », avec leurs familles — quatre-vingt personnes ! —

au grand complet. Et Bashmet de rappeler que les contrats à l'étranger, c'était lui qui les trouvait pour ses Solistes, grâce à des programmes qu'il composait (les recettes étaient intégralement reversées dans l'escarcelle de l'association servant de relais

entre les musiciens et Montpellier, recettes d'où les salaires des Solistes étaient en partie prélevés).

La faute à qui si les Solistes se sont bientôt considérés comme « sous-payés », « exploités » par rapport aux instrumentistes français de leur niveau et s'ils ont rejeté la responsabilité sur leur chef ? D'autant que ce dernier avait laissé sa famille à Moscou, continuant à vivre chez lui en privilège, comme l'ont toujours fait, même avant la perestroïka, les stars de la musique et de la danse en Union soviétique. « J'ai pensé naïvement que je pouvais aider ces gens qui n'étaient pas toujours dans des situations brillantes. Et je ne peux m'empêcher de comparer leur réaction avec ce qui est arrivé à Gorbachev, même si les problèmes ont été plus difficiles pour lui et se sont terminés dans le sang. Dans mon cas, il n'y a pas eu d'Eltsine. »

Ironie du sort, au moment où se produisent les nouveaux Solistes de Moscou à Paris, les Solistes de Moscou-Montpellier montent sur les planches de la salle Bertioz du Corum, associés au Philharmonique pour interpréter en création trois lieder pour orchestre de René Koering. La réunion de l'ensemble des musiciens de la ville, russes et français, au service de la dernière œuvre de leur directeur semble témoigner d'une harmonie retrouvée après la tempête. « Moi je trouve ça très bien que Bashmet s'en aille. Ce sont ses musiciens qui l'ont évacué. Je n'y suis pour rien », commente Koering.

Il souffle pourtant dans les rangs des musiciens russes de Montpellier un réel vent d'insécurité face à ce rapide come back de Bashmet. Que des questions se posent quant à leur devenir à Montpellier, passe encore, mais qu'une autre formation puisse se servir d'une confusion de noms pour leur ravir leur notoriété, les préoccupe d'avance. « Le public risque d'être trompé, s'inquiète un musicien. Ce nouvel orchestre se compose de nombreux élèves du Conservatoire de Moscou. Il va profiter d'une réputation qui nous appartient. »

René Koering se montre plus confiant : « Juridiquement, Bashmet a le droit de créer cette nouvelle formation, comme moi j'ai le droit de garder le même nom. Le tout est de savoir si son orchestre est bon. On sort quatre disques au mois de septembre. La différence se fera peu à peu dans l'esprit des gens. »

JACQUES MONIN  
et ANNE REY

Les Solistes de Moscou-Youri Bashmet en produisent ce vendredi à 20 h 30, salle Pleyel, et dimanche 24 mai, à 18 heures, au Moulin d'André ; tél. : (16) 32-89-90-89.

Automne baroque à Versailles

L'opéra, la musique, le théâtre et la danse des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles seront célébrés dans le cadre de Versailles Festival baroque du 15 septembre au 18 octobre. Placé finalement sous la direction de Jean-Albert Cartier, alors que le Centre de musique baroque, implanté sur les lieux, est pu en souhaiter la responsabilité, le Festival propose, sur une durée d'un mois, de recréer l'atmosphère de « divertissement total » caractéristique du règne de Louis XIV.

Le budget est de 16 millions de francs, dont 4 apportés par le ministère de l'Éducation nationale et de la culture et une grande part de mécénat. L'État a par ailleurs consacré 10 millions de francs à la restauration de l'Opéra royal, dont la machinerie ne pourra malheureusement être utilisée pleinement en septembre. Les spectacles auront lieu au château même (Opéra royal, Chapelle royale, salons d'Hercule et Maréchal), ainsi que dans le parc (bosquet des Rocailles). La ville de Versailles ouvrira les portes de la cathédrale Saint-Louis à Bach et Vivaldi.

Le programme comprend l'Armide de Gluck, mis en scène par Pier Luigi Pizzi, avec les Musiciens du Louvre et Marc Minkowski (du 15 au 20 septembre, coproduction avec la Fenice, possible diffusion sur la chaîne

ARTE). Sont prévus également trois opéras en version de concert : *Casur et Pollux*, de Rameau, par Les Arts florissants et William Christie (23 septembre), *Armida*, de Haydn, par les musiciens du Théâtre suédois de Drottningholm, direction Ostman (le 25), et l'inattendue *Cleopâtre et César*, œuvre de Carl Heinrich Graun, d'un compositeur allemand du XVIII<sup>e</sup> siècle (1703-1759), qui inaugura le nouvel Opéra de Berlin en 1742. Cette *Cleopâtre* sera confiée au Concerto Köln, dirigé par René Jacobs.

Des concerts des plus célèbres formations baroques (Seminario musicale, Chapelle royale, Grande Écurie, Concert des Nations, Orchestre du XVIII<sup>e</sup> siècle) alterneront avec les récitals des chanteurs James Bowman et François Les Roux, des clavecinistes Gustav Leonhardt et Christophe Rousset, les Quatuors sur instruments anciens Mosaïques, Salomon, Kuijken.

La danse sera représentée par Ris et danceries (1-4 octobre), le théâtre par l'Amour médecin, de Molière, spectacle du Conservatoire d'art dramatique mis en scène par Mario Gonzales, et par les Amours tragiques de Pyrame et Thisbé, de Théophile de Viau, une production du Grand Théâtre de Strasbourg mise en scène par Antoine Girard. Toujours en

octobre, soirées-lectures à la salle Maréchal avec Ludmila Mikaël, Michel Bouquet et François Perier. Prix des places : de 100 F à 1 000 F pour *Armide*, de 80 F à 500 F pour les opéras en concert, de 50 F à 400 F pour le théâtre et la danse, jusqu'à 300 F pour les concerts.

Sont annoncés pour 1993 la venue de John Eliot Gardiner, du chorégraphe Paul Taylor avec une création originale, de Nikolaus Harnoncourt, à condition toutefois que cette première édition de Versailles Festival baroque rencontre le succès escompté.

► Tél. : 30-84-76-27.

Onzième édition de Jazz sous les palmiers à Cointances. — La onzième édition du festival Jazz sous les palmiers a lieu à Cointances (Manche) du 23 au 30 mai. Au programme : l'orchestre de Count Basie, dirigé par Frank Foster, John Mayall, Dee Dee Bridgewater, Jan Garbarek, une soirée Owl Records avec le pianiste Stephan Oliva, Aldo Romano et la fusion du trio David Liebman, Eddie Gomez et Bob Moses ainsi qu'un hommage à Miles Davis avec René Urtreger et Steve Grossman.

► Renseignements à l'office du tourisme, tél. : 33-45-17-79, et 3615 VIKING.

DANSE

La transfiguration des corps

Karine Saporta propose sa lecture de la Tempête de Shakespeare

LA PRINCESSE DE MILAN  
ou Théâtre de la Ville

Karine Saporta, chorégraphe dont la réputation n'est plus à soutenir, révèle, quand elle co-a les moyens financiers, ses qualités de metteur en scène. La magie est le personnage principal de la *Princesse de Milan*, pièce inspirée de la *Tempête* de Shakespeare, et écrite dans la foulée de sa participation au film de Peter Greenaway, *Prospero's Book*.

Miranda, la fille de Prospero, est devenue ici la figure emblématique d'un opéra où le mouvement paraît dicté par les inventions visuelles et leurs transformations. La chorégraphie cherche ainsi à retrouver la force évocatrice et onirique que les mots provoquent chez Shakespeare.

Les personnages de la *Tempête*, Miranda comprise, sont les jouets des pouvoirs surnaturels de Prospero : une situation en or pour Karine Saporta qui n'aime jamais autant les corps que lorsqu'ils sont frappés par la fatalité, se débattant furieusement contre un sort qu'ils ne comprennent pas. Certains penseront que sa gestuelle s'appauvrit. Pourtant, dans cette chorégraphie, Karine Saporta paraît davantage préoccupée d'un mouvement général en fusion, auquel elle soumet ceux particuliers des corps, du chant ou des récitatifs.

Les comédiens et les chanteurs se sont très bien adaptés à ce jeu. La musique de Michael Nyman, en

revanche, aurait largement gagné, elle aussi, à se mettre au service d'un ensemble. Jouée trop fort — mais le compositeur impose un certain niveau sonore — elle donne une violente envie de quitter la salle. Déjà le chorégraphe François Raffiot, avait rencontré ce problème dans *Garden Party* du même Michael Nyman, qui n'est sans doute pas un compositeur pour spectacle vivant.

La *Princesse de Milan* est une œuvre de magicienne, un hommage aux métamorphoses de la nature : la pluie fécondante du printemps, les bûches nées et les coquelicots de l'été, la glace de l'hiver. Chaque changement de décor se passe derrière un alignement de cathédres où chant, théâtre et danse reprennent l'action et la font avancer. Mais les images finales, aussi séduisantes, soient-elles, sont mal intégrées. D'ailleurs, à partir d'elles, la pièce se dilue, la magie fritte l'anecdote.

Le travail de création de cette *Princesse de Milan* est apparenté à celui des plasticiens qui transfigurent la matière, comme Mario Merz ou Georges Rousse. Des qualités qui devraient faire merveille dans le *Phaéton* de Lullu que Saporta montera pour l'ouverture de l'Opéra de Lyon, en mai 1993.

DOMINIQUE FRÉTARD

► Théâtre de la Ville, à 20 h 30 ; tél. : 48-87-54-42. Jusqu'au 28 mai.

PROLONGATION JUSQU'AU 31 MAI 20H30

LE SILENCE DE MOLIERE

GIOVANNI MACCHIA - JACQUES NICHT  
avec Dominique Valadié  
et Guillaume Lévêque

AU THEATRE PARIS-VILLETTE  
211 av. Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup> - LOC. 42 02 02 68



THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

24 MAI A 11 HEURES

FRANCOIS-RENE DUCHABLE  
BORIS PERGAMENSHIKOW

BEETHOVEN SCHUMANN FAURE

CONCERTS

DU

DIMANCHE  
MATIN

RENSEIGNEMENTS : (1) 47 42 57 50

ENVOI GRATUIT DE LA  
BROCHURE-PROGRAMME SUR DEMANDE  
OPERA DE PARIS GARNIER  
8, RUE SCRIBE 75009 PARIS

OPERA  
CAPRICCIO

ALVIN AILEY  
AMERICAN DANCE THEATER  
MERCE CUNNINGHAM  
DANCE COMPANY  
COMPAGNIE DOMINIQUE BAGOUET  
JEROME ROBBINS  
ECOLE DU BALLET  
DE L'OPERA DE PARIS  
THE PAUL TAYLOR DANCE COMPANY  
PINA BAUSCH  
TANZTHEATER WUPPERTAL  
JEUNES DANSEURS  
DU BALLET DE L'OPERA DE PARIS  
JEUNES CHOREGRAPHES  
DU BALLET DE L'OPERA DE PARIS  
COMPAGNIE ANGELIN PRELJOCAJ  
JOELLE BOUVIER / REGIS OBADIA  
HOMMAGE A BALANCHINE  
ROLAND PETIT  
GISELLE  
ROBBINS / BALANCHINE



هناك من النحل

# ÉCONOMIE

## BILLET

### La fin des espoirs électroniques

Siemens vient de changer de stratégie dans la micro-électronique et ce virage constitue un nouveau recul de l'Europe dans ce secteur. Après le jet de l'éponge par le néerlandais Philips l'an passé et compte tenu des difficultés de l'atmosphère franco-italienne, SGS-Thomson, le changement du groupe allemand marque ce qu'il faut bien appeler l'abandon des grands espoirs.

Aujourd'hui seul le secteur des télécommunications échappe aux déceptions. Dans l'informatique comme dans les semi-conducteurs, l'Europe relâche son effort au profit d'une mise sous protection du parapluie technologique américain, en particulier d'IBM. En témoignant l'accord Bull-IBM et la nouvelle stratégie de Siemens.

Le groupe allemand avait présenté ses nouvelles ambitions dans les «puces» en 1984. Il devait produire vers 1990 des puces mémoires 1 et 4 mégabits dans une nouvelle usine située à Ravensbrück. Les mémoires sont les produits les plus difficiles à faire ; on considère qu'elles « tirent » les technologies, qu'on peut ensuite transférer aux autres types de circuits. Siemens devait ainsi rattraper le niveau technologique japonais et américain dans les autres domaines qui l'intéressent en priorité : les puces pour les télécommunications ou les automatismes.

« Cet objectif a été atteint », explique-t-on chez Siemens. En 1990 la suite a été arrêtée : la même stratégie devait être appliquée aux puces des générations suivantes 16 et 64 mégabits. Mais avec un premier virage : une alliance avec IBM devait permettre de partager le fardeau. Les puces 64 mégabits devaient être prêtes vers 1994 et la question de savoir où les produire se pose dès aujourd'hui. Siemens a, un moment, réclamé de fortes subventions pour s'installer dans les nouveaux Länder allemands. L'Etat aurait pu payer la moitié des 10 milliards de francs du coût de cette usine. Mais Bonn, qui doit faire des économies, a refusé.

La décision a été prise jeudi 21 mai de ne pas construire cette usine : Siemens abandonne la production de masse à IBM. Le groupe produira quelques puces 64 mégabits à Ravensbrück et estime que cela lui suffira pour acquiescer un savoir-faire et le transférer à ses autres produits. Toute la stratégie depuis 1984 s'écroule pour cause de pertes énormes : pour des ventes de 2 milliards de deutschemarks, la division semi-conducteurs de Siemens a perdu autour de 500 millions de deutschemarks.

« Nous ne sommes pas la compagnie qui peut à elle seule sauver l'électronique européenne », explique-t-on à Munich. Le malheur est que toutes les firmes de l'électronique disent la même chose.

ÉRIC LE BOUCHER

### Retraite et assurance-maladie

### M. Chamard (RPR) critique le ministre des affaires sociales

M. Jean-Yves Chamard, porte-parole de l'opposition RPR-UDF pour les affaires sociales, estime dans un communiqué publié jeudi 21 mai que « les atermoiements du gouvernement (...) risquent de porter gravement atteinte à notre système de retraite ». M. Chamard, député RPR de la Vienne, qui rappelle que M. René Teulade, ministre des affaires sociales, a exclu « toute pré-emption » dans le domaine de la réforme des retraites lorsqu'il s'est exprimé devant le Grand jury RTL le 19 mai, souligne qu'en 1988 le ministre « insistait sur l'urgence d'une réforme permettant de pérenniser notre système de retraite par répartition (...) lorsqu'il présidait la commission sociale du X<sup>e</sup> Plan ». Selon M. Chamard, le déficit cumulé du régime d'assurance-vieillesse de la

### Les nouvelles mesures

La réforme de la politique agricole commune (PAC) vise à parvenir à une maîtrise de la production là où la PAC ancienne formule avait échoué. Le système des prix garantis s'était traduit par une accumulation d'excédents coûteux. L'accord conclu jeudi 21 mai, pour réformer la PAC à partir de la campagne 1993-1994 prévoit notamment une forte baisse des prix agricoles compensée par des aides directes à l'exploitant (le Monde du 22 mai).

● **Céréales.** Les mesures visent à une baisse de 29 % des prix sur trois ans et à un gel obligatoire de 15 % des terres arables. Le prix indicatif des céréales sera progressivement ramené de 155 euros par tonne à 130, 120 et 110 euros au cours des campagnes 1993/1994, 1994/1995 et 1995/1996. Le gel des terres s'effectuera selon un système de rotation et sera intégralement compensé par des primes directes en fonction du nombre d'hectares mis en jachère. Les prélèvements de co-responsabilité imposés aux agriculteurs en cas de surproduction céréalière sont supprimés dès la campagne 1992/93 mais la préférence communautaire est réaffirmée (une taxe de 45 euros est imposée sur les importations de céréales).

● **Viande bovine.** La suppression de la prime à la vache laitière devrait permettre à la CEE de réaliser une économie de 1,4 milliard d'euros par an. La baisse des prix

garantis de 15 % sur trois ans sera compensée par un relèvement des primes versées aux éleveurs pour encourager l'élevage extensif. Ainsi, la prime à la vache allaitante est portée de 50 euros à 120 euros avec un bonus de 30 euros pour les petits éleveurs. La prime au bovin mâle est portée de 40 à 90 euros. La prime au bovin femelle est portée de 40 à 90 euros, voire 180 suivant l'âge de l'animal.

● **Ovins.** L'importance des troupeaux bénéficiant de primes est portée de 350 à 500 têtes en plaine et 1 000 têtes dans les zones défavorisées.

● **Lait.** Les quotas laitiers seront éventuellement réduits de 2 % sur les campagnes 1993-1994, 1994-1995, à raison de 1 % par an, mais cette décision sera prise au vu de l'évolution du marché.

● **Tobac.** Les quantités maximales de production sont fixées à 370 000 tonnes pour l'année 1993 et à 350 000 tonnes pour la période 1994-1997. Le statu quo est maintenu pour l'année 1992.

En dehors de ce dispositif, les ministres ont adopté les mesures pour la campagne 1992-1993. La prime à la vache allaitante est maintenue à 50 euros. Pour les céréales, la suppression de la taxe de co-responsabilité de 5 % et une baisse des prix de 3 % entraîneront une augmentation nette pour l'agriculteur de 2 %.

## Une victoire pour les Douze

Suite de la première page

Comme l'a souligné le ministre français, l'alternative à la réforme qui vient d'être décidée aurait été un usage de plus en plus systématique du gel des terres ou bien, ce qui n'aurait pas été très différent, la généralisation des quotas.

Il faudra attendre deux ans avant de pouvoir apprécier les résultats économiques d'une réforme dont, en tout état de cause, la mise en œuvre sera progressive. Cependant, au-delà des craintes bien compréhensibles que suscite cette innovation majeure, ressentie parfois comme un saut dans l'inconnu ses cinq principes caractéristiques semblent bien adaptés aux besoins de l'agriculture française, la plus puissante de la Communauté. Il ne s'agit pas d'une retraite, mais d'une réforme qui parie sur la capacité d'adaptation et de redéploiement d'une agriculture dont on souhaite qu'elle demeure dynamique et offensive.

● **La maîtrise de la production.** Les engagements apportés à la PAC depuis 1984 (l'année de l'introduction des quotas laitiers, première grande réforme) visaient à obtenir une maîtrise de la production, mais ils ont échoué. Différents instruments devraient permettre, cette fois, de réussir. S'agissant des grandes cultures (céréales, oléagineux, protéagineux), le premier bien, le gel des terres. En 1993, les agriculteurs devront mettre en jachères 15 % de leur superficie cultivable. Ce pourcentage sera revu chaque année en fonction de l'évolution de l'offre et de la demande.

Par ailleurs, et c'est une de ses caractéristiques, la réforme « casse » les mécanismes qui, jusque-là, incitaient, quel qu'en fût le résultat, à toujours produire davantage : les baisses de prix seront compensées par des primes versées, non pas en fonction des quantités produites, mais à l'hectare, en fonction des rendements régionaux constatés au

cours des années précédentes. Autrement dit, à l'avenir, les gains de productivité ne seront plus rémunérés.

Dans le cas de la viande bovine, le nombre d'animaux bénéficiant de primes sera limité en fonction de la surface de l'exploitation : il n'y aura plus de prime versée au-delà de deux UGB (unité de gros bovin par hectare).

● **Une gestion économique.** « La réforme tourne le dos à tout mal-théisme », a insisté M. Mermaz. La solution maltheusienne aurait consisté à généraliser les quotas. Le nouveau dispositif n'affecte pas le droit à produire et le droit à exporter d'agriculteurs qui ne sont nullement considérés comme des assistés, mais qui devront, peut-être davantage que dans le passé, mettre l'accent sur la qualité.

Le gel des terres, à cet égard, ne doit être considéré que comme un instrument de régulation de l'offre. Son niveau devra être revu chaque année, en fonction de l'évolution du marché et, sur ce point, il n'y a pas de raison de faire preuve de pessimisme : les baisses de prix devraient déboucher, et, en particulier, de « reconquérir » des parts de marché sur les importations actuelles massives d'aliments du bétail.

● **Le revenu agricole préservé.** C'est évidemment là que se situe la première préoccupation des agriculteurs. L'inquiétude manifestée ne semble pas fondée. S'agissant des grandes cultures végétales, les baisses de prix ainsi que les pertes de recettes résultant de l'obligation de geler une partie de la surface exploitée seront intégralement compensées, quelle que soit la taille de l'exploitation. Afin de maintenir l'équilibre entre chacune de ces cultures végétales, le niveau des primes versées sera différent selon leurs particularités.

Dans le cas de la viande bovine, les primes versées aux éleveurs

### Le projet de loi sur le RMI

### Les départements veulent la responsabilité exclusive de l'insertion

L'Association des présidents de conseils généraux (APCG), à majorité UDF, a vivement critiqué, mercredi 20 mai, le « manque de concertation » qui a présidé, selon elle, à l'élaboration du projet de loi sur le revenu minimum d'insertion (le Monde du 21 mai).

L'APCG regrette que le gouvernement ait maintenu un système de cogestion du RMI, source, selon elle, de multiples « dysfonctionnements ». Elle ne veut qu'un seul pilote aux commandes de l'insertion : le département. L'Etat, les communes, les associations et les entreprises, partenaires pour la mise en œuvre du dispositif, devraient s'engager, à travers de conventions d'objectifs, à fournir des moyens.

### Levée de boucliers des exploitants français

Les syndicats agricoles français ont été unanimes, jeudi 21 mai, à condamner les décisions de Bruxelles tandis que les premières manifestations débutaient dès l'accord connu.

La FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) a exprimé sa « condamnation pleine et entière » et martelé le thème du « sacrifice de l'agriculture européenne aux intérêts américains ». Son président, M. Raymond Lacombe, déclarait avoir « l'impression d'être sous les fourches caudines des Américains avant l'heure ». La Coordination rurale appelait les agriculteurs à « se considérer comme mobilisés ».

A Chartres, son secrétaire général, M. Philippe Arnaud, appelait les deux mille participants à un meeting « à se préparer à organiser de multiples petits barrages, sans violence, sur tout le territoire national ». La Confédération paysanne (proche de la gauche), « jurieuse », déclarait : « Le ministre de l'agriculture Louis Mermaz et les gros producteurs céréaliers ont gagné », mais les éleveurs sont « totalement laissés pour compte ».

« Nous avons un très bon dossier que nous allons plaider dès demain devant le monde agricole », assurait le ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermaz, « prêt à recevoir les organisations agricoles dès mardi prochain ». « La réforme de la PAC (politique agricole commune) nous permettra de passer d'une agriculture puissante et traditionnelle, fondée sur des prix garantis, à une agriculture où les prix vont rechercher la compétitivité », a-t-il estimé. « Les revenus des agriculteurs non seulement seront maintenus mais même améliorés, car la baisse des prix garantis sera intégralement compensée par des aides, quelle que soit la taille des exploitations », expliquait-il sur Europe 1 vendredi matin.

### De Saint-Lô à Rodez

Sur le terrain, les agriculteurs ont commencé de manifester dès la soirée de jeudi : vers 23 heures, plusieurs dizaines de personnes se réunissaient devant les préfectures de l'Orne, à Alençon, et de la Manche, à Saint-Lô. A Alençon,

quelques bottes de paille ont été enflammées mais la manifestation s'est dispersée sans incident après une rencontre avec le préfet. A Bordeaux, ils étaient plusieurs dizaines devant la préfecture. Des œufs ont été lancés contre la porte du consulat des États-Unis.

A Rouen, une centaine de manifestants ont brûlé des pailles. L'un des manifestants a été légèrement blessé à la tête par une des grenades lacrymogènes tirées par les forces de l'ordre pour les empêcher d'entrer dans la préfecture. Un policier a été blessé à la main par un filtre à huile de tracteur. Des pneus et des bottes de paille ont également été brûlés dans trois villes du Pas-de-Calais, tandis qu'une centaine d'éleveurs manifestaient à Besançon (Doubs) avant qu'une délégation soit reçue par le préfet. Des manifestations ont aussi eu lieu en Midi-Pyrénées où la porte de la direction départementale de l'Agriculture à Rodez (Aveyron) a été murée et la grille d'accès de la préfecture de Montauban (Tarn-et-Garonne) endommagée.

seront considérablement augmentées, la seule pénalisation affectant, on l'a vu, l'élevage intensif. La prime à la vache allaitante, essentielle pour l'élevage traditionnel, lié à la prime, « type Massif-Central », passera de 50 euros (1 écu - 7 francs) aujourd'hui (ce niveau sera maintenu durant la campagne 1992-1993) à 120 euros par vache et par an et même à 150 euros dans le cas des éleveurs pratiquant un élevage particulièrement extensif (moins de 1,4 UGB par hectare). S'agissant des ovins, le « troupeau prime » va se trouver sensiblement chargé par rapport à la situation actuelle.

« Le revenu de nos agriculteurs sera préservé », a déclaré solennellement M. Mermaz, jeudi. De fait, l'idée de la réforme n'est pas de moins dépenser mais de mieux dépenser, de faire en sorte que les crédits budgétaires qui disparaissent

saient en frais de stockage, de dénaturation ou même pour subventionner des exportations à des prix de bradage aillent dans la poche des agriculteurs.

● **Une agriculture moderne, soucieuse d'environnement.** La volonté de tourner le dos au productivisme, à la course au rendement est évidente. Elle tient à la nécessité de mieux équilibrer l'offre par rapport à la demande, mais aussi à la préoccupation de mieux défendre l'environnement et de promouvoir une production de qualité. Notons à cet égard la volonté manifestée par le Conseil d'adopter sans tarder un règlement visant à protéger, au niveau de la CEE, les appellations d'origine contrôlées ainsi que les produits de terroir.

Mais la défense de l'environnement et la promotion de la qualité ne signifient pas qu'on oublie la

### L'Italie met du piment dans la négociation

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

L'accord politique sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) était acquis dès l'aube à l'issue d'une difficile séance de nuit. Cependant, pendant toute la journée du 21 mai, les Italiens ont bataillé, menant de maître leur veto, pour obtenir une augmentation d'un million de tonnes de leur quota laitier. Exigence requête, difficile à justifier aux yeux des autres délégations alors que l'orientation du jour était au contraire de réduire la production et, par conséquent, les quotas.

Les raisons de la demande italienne ? En réalité, l'Italie n'a jamais respecté les quotas laitiers instaurés depuis 1984 : elle produisait 11,5 millions de tonnes de lait par an, alors que son quota est fixé à 9 millions. Sa demande visait à une sorte

de régularisation. Le gouvernement italien voulait bien racheter lui-même une partie des quotas, mais entendait que le quota officiel autorisé par la Communauté soit porté à 10 millions de tonnes au moins.

Ses partenaires ont fait un geste appréciable, acceptant l'idée d'une augmentation de 800 000 tonnes. M. Goria, le ministre italien, a refusé, et au bout du compte, le président portugais, lassé par ces palabres, est passé au vote, il s'est prononcé contre le compromis. Résultat pratique immédiat : le quota laitier italien demeure à 9 millions de tonnes. L'Italie est de mauvaise humeur et portera sans doute le problème devant une autre instance, sans doute lors du conseil européen de Lisbonne (les 26 et 27 juin). La réforme de la PAC n'en est pas moins adoptée.

Ph. L.

### M. Jean-Claude Killy nommé PDG d'une filiale du groupe Amaury

L'ancien champion de ski français Jean-Claude Killy a été nommé, jeudi 21 mai, PDG de la société World Sport Marketing (WSM) créée par le groupe de presse Amaury (l'Équipe, le Parisien). Cette société « fédérera les activités sportives hors presse du groupe dont elle sera la société holding », a précisé un communiqué. M. Killy, quarante-huit ans, triple champion olympique à Grenoble en 1968, a été coprésident du Comité d'organisation des Jeux olympiques d'Albertville.

A la tête de WSM, il pilotera le développement du groupe Amaury dans ses activités hors presse, notamment dans de nouveaux sports. Dans le champ d'activités de WSM, figurent toutes les compétitions organisées par la Société du Tour de France, principalement le Tour et plusieurs grands « classiques » cyclistes (Paris-Roubaix, Paris-Tours), et par TSO, notam-

ment Paris-Dakar (Paris-Le Cap cette année) et l'Enduro du Touquet, cette dernière société ayant été rachetée à M. Gilbert Sabine il y a quelques mois.

M. Killy a confirmé que son travail à la tête de cette nouvelle filiale consistera d'abord à « trouver de nouvelles voies » sur des terrains encore non occupés en matière d'organisation de compétitions sportives. « Le Tour de France, qui marche très bien, n'a pas besoin de moi », a-t-il estimé. Un des objectifs sera de « créer et développer de nouveaux événements, et cela en toute légitimité avec le pouvoir sportif ».

L'ambition du groupe Amaury et de M. Killy semble de faire de WSM l'une des grosses entreprises de marketing du sport aux côtés des deux mastodontes du secteur, ISL, filiale d'Adidas qui connaît actuellement des difficultés financières, et surtout IMG, premier groupe mon-

dial, dirigé par Mark McCormack et dont Jean-Claude Killy a longtemps été l'un des fleurons. WSM ne devrait toutefois pas s'occuper de gérer la carrière des sportifs, comme le fait Mark McCormack, mais de promouvoir des événements sans forcément en être l'organisateur.

● **« Communications 92 » à Montréal.** — Sur le modèle de l'université d'été de la communication à Carcassonne-Maubuisson, le CREPAC d'Aquitaine (Ligue française de l'enseignement) propose, dans le cadre de la manifestation québécoise Production 92, une série de rencontres à Montréal, du 29 au 31 mai, intitulées « Communications 92 ».

● **Renseignements :** CREPAC d'Aquitaine, 2, rue Jean-Arthur, BP 110, 33030 Bordeaux. Tél. (16) 56-29-04-09 ; télécopie (16) 56-39-38-43.







## L'AUTORITÉ & L'ENVERGURE

Conçue avec patience, assemblée avec rigueur, contrôlée avec minutie, voici la nouvelle Rover Série 800. Ici, le respect de la tradition automobile classique accompagne la modernité maîtrisée.

Au cours de leur fabrication les nouvelles Rover Série 800 sont minutieusement et régulièrement comparées aux cotes initiales du moule en graphite. Par exemple la tolérance maximale pour l'assemblage de certaines pièces de carrosserie est inférieure au 1/10<sup>e</sup> de millimètre !

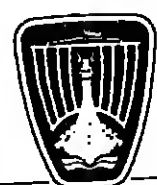
Autre exemple du soin apporté aux finitions de la voiture : la peausserie et les bois.

Comparez la tenue des peaux, leur résistance, examinez les coutures, la veinure des bois, la dureté des vernis... Chez Rover la sellerie cuir et la marqueterie sont inséparables de l'histoire de la marque.

La nouvelle Rover Série 800 n'a rien à envier à ses concurrentes plus tapageuses. Toutes les

versions possèdent un moteur à injection, performant et moderne (un nouveau 2 litres 16 soupapes, un V6 24 soupapes et un nouveau Turbo-Diesel). La nouvelle Rover Série 800 dispose de l'ABS (sauf modèle 825 D) et de la direction assistée. Le dossier de la banquette arrière est rabattable en deux parties (60/40), l'alarme anti-vol volumétrique est un équipement de série tout comme les glaces électriques (uniquement à l'avant sur modèle 825 D) et leur système de sécurité interrompant immédiatement la montée de la glace si elle rencontre un obstacle !

Si vous recherchez une voiture qui tourne résolument le dos aux charmes de l'éphémère pour mieux servir les valeurs de qualité, sécurité, fiabilité, prenez rendez-vous avec votre concessionnaire Rover, il sera heureux de vous présenter une voiture d'exception.



### NOUVELLE ROVER SÉRIE 800

BERLINE ET FASTBACK. DE 143 900 F A 230 400 F.

BSB Buckle Shovel Bats



POUR PLUS D'INFORMATIONS, COMMUNIQUEZ AVEC VOTRE CONCESSIONNAIRE ROVER. ROVER FINANCIEMENT ROVER CONSEILLE Castrol.



## elf gabon

Société Anonyme au Capital de 22.500.000 F CFA  
Siège Social : Port-Gentil (République Gabonaise) R.C. Port-Gentil 126 B

Convocation  
Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 1992

Les Actionnaires de la Société Elf Gabon sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 11 juin 1992 dans les bureaux de la Société à Libreville à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport du Conseil d'Administration sur l'activité de la Société au cours de l'exercice 1991 et rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes de cet exercice et sur les conventions visées à l'Article 40 de la loi du 24 juillet 1867 ;
- approbation desdits comptes et conventions ;
- quitus aux Administrateurs et aux Commissaires aux Comptes ;
- affectation du résultat ;
- ratification des cooptations et renouvellement de mandats d'Administrateurs ;
- fixation des honoraires des Commissaires aux Comptes.

Les propriétaires d'actions au porteur doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à l'Assemblée Générale, déposer au siège de la Société à Port-Gentil ou à ses bureaux en France (Tour Elf - Cedex 45 - 92078 Paris La Défense), au moins huit jours avant la réunion, soit leurs titres, soit le récépissé en constatant le dépôt dans un établissement bancaire ou une Société de Bourse.

Les Actionnaires désirant se faire représenter devront déposer leur pouvoir au siège de la Société à Port-Gentil ou à ses bureaux en France (Tour Elf - Cedex 45 - 92078 Paris La Défense), trois jours au moins avant la réunion.

Le Conseil d'Administration



## Assemblée Générale mixte

L'Assemblée Générale mixte des actionnaires du GFF qui s'est tenue le 18 mai 1992 sous la présidence de Monsieur BALARESQUE, après avoir approuvé les comptes de l'exercice 1991, a décidé d'attribuer gratuitement à chaque action du GFF un bon de souscription donnant droit à souscrire à une action du GFF dans un délai de trois ans expirant le 15 juin 1995.

L'Assemblée Générale a également décidé de procéder à une augmentation de capital réservée au GFF-SA, holding qui regroupe l'essentiel des participations des actionnaires institutionnels dans le capital du GFF.

Conformément à ces décisions le GFF-SA va apporter immédiatement au GFF 223 millions de francs correspondant à sa part dans le capital social du GFF, portant les fonds propres de ce dernier à 864 millions de francs.

Le GFF-SA a parallèlement décidé de renoncer au bénéfice de l'attribution gratuite des bons de souscription en ce qui concerne, de manière à réserver l'exercice de ceux-ci aux autres actionnaires, s'ils y ont coconsenté, dans les trois années à venir.

L'exercice de ces bons, distribués gratuitement, se fera au même prix que celui retenu pour la souscription actuelle réservée au GFF-SA.

Le Conseil d'Administration du GFF réuni à l'issue de l'Assemblée Générale a, conformément à la réglementation applicable en la matière et compte tenu des cours de bourse de l'action GFF au cours des dernières semaines, arrêté à 110 francs le prix d'émission de chacune des actions souscrites par le GFF-SA, montant qui sera également le prix auquel s'effectuera l'exercice des bons gratuits attribués à chacun des autres actionnaires du GFF.

Les actions résultant de l'augmentation de capital réservée ainsi que les bons de souscription, ont fait l'objet d'une demande de cotation au second marché à compter du 15 juin prochain.

OUI  
AUX SICAV DU CREDIT LYONNAIS

## SICAV 5000

Une sélection de valeurs dynamiques

Le Conseil d'Administration du SICAV 5000 s'est réuni le 15 mai dernier sous la présidence de Monsieur Alain HINDIÉ.

Il a notamment examiné les modalités du projet de loi relatif à la création d'un Pien d'Épargne en Actions (P.E.A.). Il a observé que SICAV 5000, qui dès sa création en 1978 a pris l'engagement d'employer au minimum 60 % de ses actifs en actions françaises, serait éligible aux placements bénéficiant des avantages du P.E.A.

Il a également noté que l'encreux géré s'élevait à 16 milliards de F au 30 avril dernier et que les performances de l'action SICAV 5000 démontrent le dynamisme de sa gestion

+ 12,69 %\* pour les quatre premiers mois de 1992  
+ 31,30 %\* depuis le 31 décembre 1990

Par ailleurs, selon les classements établis par MICROPAL à EUROPERFORMANCE, SICAV 5000 occupe la troisième place sur 28 SICAV CEA-Monory pour les cinq dernières années (fin avril 1987 - fin avril 1992).

Si l'on retient une période de huit ans, qui correspond à la durée prévue du P.E.A., la performance s'établit à

+ 187,6 %

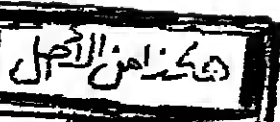
coupons nets réinvestis, auxquels il conviendrait d'ajouter l'avoir fiscal, puisque les cotisations du P.E.A. devraient le récupérer.

Il a enfin tenu à rappeler que les actionnaires de SICAV 5000 peuvent cette année réinvestir leurs dividendes mis en paiement le 1<sup>er</sup> avril dernier, sans limitation du nombre de titres souscrits et bien entendu en franchise de droit d'entrée. Cette offre est valable jusqu'au 30 juin prochain.

(\*) coupons réinvestis

LES 2300 AGENCES DU CREDIT LYONNAIS SONT A VOTRE DISPOSITION POUR VOUS RENSEIGNER.

**CREDIT LYONNAIS**  
LE POUVOIR DE DIRE OUI



## ÉCONOMIE

## ÉNERGIE

A la conférence de Vienne

## OPEP : l'Arabie saoudite en position de force

Les ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), réunis à Vienne (Autriche), devaient se retrouver vendredi 22 mai pour tenter de se mettre d'accord sur un nouveau plafond de production applicable au troisième trimestre, et sa répartition entre les treize pays membres.

## VIENNE

de notre envoyé spécial

Des heures de discussions informelles ont conduit jusqu'à présent à des déclarations de principe, mais on ne peut pas parler de véritable accord. Les ministres de l'OPEP, réunis à Vienne, ont tenté de trouver un terrain d'entente même si, selon le ministre algérien, M. Nordine Ait Laouine, « les points de vue se rapprochent ». C'est incontestable si l'on excepte l'Arabie saoudite. Ryad mis, à part, les autres capitales, selon différentes sources, seraient disposées à accorder au Koweït un relèvement de 400 000 barils/jour de son quota, pour le porter à 1,2 million de barils/jour, l'objectif de production affiché par le royaume pour la fin du troisième trimestre de 1992.

Actuellement, le Koweït produit près d'un million de barils par jour, et en croit son ministre du pétrole, le docteur Homoud Al-Rqobeh. Les milieux pétroliers jugent toutefois l'estimation excessive. Au cours des trois premières semaines de mai, sa moyenne ne dépassait pas 850 000 barils/jour.

(hors consommation intérieure), selon une source industrielle. Pour éviter de froisser les susceptibilités de certains participants - en particulier celle de l'Arabie saoudite, l'Iraq et l'Algérie, avaient fait savoir leur opposition à un relèvement du plafond global de production. - le communiqué final de la conférence ne devrait pas mentionner formellement le nouveau quota attribué au Koweït.

Mais cette solution de compromis suppose d'être avalisée par l'Arabie saoudite. Or, en dépit de l'optimisme affiché par différents chefs de délégation, le feu vert de Ryad n'est pas acquis d'avance. Selon certaines sources, les Saou-

diens - qui, pour une raison mystérieuse, n'ont pas envoyé à la conférence leur ministre du pétrole, M. Hisham Nazer, mais un illustre locataire - refusent le projet présenté par les autres ministres. Entre autres raisons à cette fin de non-recevoir, l'exigence de Ryad à se voir reconnaître un quota minimum de 8 millions de barils/jour (officiellement il n'est que de 7,8 millions de barils/jour, soit tout de même près du tiers de l'ensemble de la production OPEP). Dans ces conditions, la conférence pourrait être prolongée.

JEAN-PIERRE TUQUOI

## FONCTION PUBLIQUE

## M. Delebarre annonce que la politique de délocalisation sera poursuivie

M. Michel Delebarre, ministre de la fonction publique, a annoncé jeudi 21 mai que la politique de décentralisation des organismes publics de la région parisienne sera « poursuivie ». L'application des mesures déjà prises « ainsi que de nouvelles décisions de délocalisation, en particulier pour les entreprises publiques » devraient être examinées au cours de deux comités interministériels - le premier en juin, - a déclaré le ministre, précisant que le plan d'accompagnement social de ces mesures vient d'être définitivement adopté par le premier minis-

tre. Rappelant qu'il attendait pour la fin juin les propositions des entreprises publiques de plus de 2 500 salariés, M. Delebarre a précisé, à l'issue d'une réunion de la Commission du renouveau du service public, que le projet de décret sur la « charte de la décentralisation » sera rapidement transmis au Conseil d'Etat, afin d'être publié « au début de l'été ».

En juin, une journée de travail devrait réunir pour la première fois les préfets et les directeurs des administrations centrales.

## TECHNOLOGIES

La coopération dans le domaine de la recherche

## La Hongrie devient membre du programme Euréka

La Hongrie est le premier pays de l'Est à devenir membre d'Euréka. Cette décision a été annoncée le 22 mai en Finlande à Tampere par les ministres de la recherche des pays membres, à l'occasion de la conférence annuelle du programme de recherche. 102 nouveaux projets (représentant un montant total de 4,39 milliards

de francs) ont été labellisés au cours de cette réunion, ce qui porte à 623 le nombre de projets Euréka. Après la Finlande, la France assure pour un an la présidence du programme. M. Henri Guillaume, secrétaire général du comité interministériel Euréka, précise les priorités françaises dans le point de vue ci-dessous.

## POINT DE VUE

## Pour un espace technologique européen

par Henri Guillaume

Le 22 mai, Hubert Curien, en son nom du gouvernement, a pris pour un en la présidence d'Euréka. Événement symbolique puisque sept ans après son lancement à l'initiative du président de la République notre pays assumait pour la première fois la responsabilité de ce programme (1) dont la mission est de susciter et soutenir des coopérations dans le domaine des technologies avancées, de promouvoir les innovations qui assureront la compétitivité future de l'industrie européenne.

Euréka, c'est l'Europe du terrain. Sa règle d'or est l'initiative industrielle. Les entreprises sont libres de choisir leurs partenaires ; elles définissent sans contrainte le champ et les modalités de leurs projets, ainsi que les règles de partage des résultats.

Aujourd'hui, près de six cents projets ont été lancés, associant plus de 3 000 entreprises et laboratoires, pour un montant total de 85 milliards de francs. La France participe à 40 % des projets. Le programme bénéficie d'une appréciation très positive de la part des entreprises et d'une adhésion à ses règles souples et flexibles. Il y a aussi consensus total au sein politique pour ses membres, y compris les plus réticents envers l'intervention de l'Etat ou l'opportunité d'une politique industrielle européenne. Cet accord tient à la démarche pragmatique adoptée. Qu'une approche aussi peu carcéenne soit le fruit de notre génie national demeure encore une source d'étonnement pour nos partenaires.

Besacoup de chemin reste cependant à parcourir pour aboutir à un véritable espace technologique européen. La France entend, durant sa présidence, conforter le succès d'Euréka et lui ouvrir de nouvelles perspectives. Une tâche prioritaire est d'améliorer les

mécanismes internes. Les difficultés de synchronisation entre les pays membres ont parfois des conséquences dommageables sur la réalisation des projets, en particulier pour les petites entreprises. Il conviendrait de tendre vers une situation où le label Euréka ne serait pas attribué sans une garantie préalable sur le montant et le calendrier des financements publics, à l'image de ce qui a été mis en place depuis deux ans en France.

La priorité accordée à l'innovation des PME est commune aujourd'hui à tous les pays d'Europe. Dans Euréka, un quart des participants sont des PME, un tiers en France. Mais leur place comme chefs de file de projets est encore trop restreinte. Aussi l'ANVAR a-t-elle mis en place un dispositif de soutien spécifique pour la recherche de partenaires et le montage des projets (en particulier les accords juridiques) dont près de cent entreprises ont bénéficié depuis deux ans.

La CEE  
peu impliquée

A l'ouverture européenne des entreprises doit correspondre, par un mouvement parallèle, celle des agences ou organismes nationaux en charge du développement technologique. C'est pourquoi j'ai pris l'initiative de proposer à nos partenaires de travailler ensemble au plus près du terrain afin de faciliter l'accès des PME aux programmes européens.

Euréka étant par philosophie un système ouvert et flexible, deux domaines de propositions et d'actions s'ouvrent à la présidence française : les relations avec la Communauté d'une part, celles avec l'Europe centrale et orientale d'autre part.

La recherche communautaire va connaître des échéances impor-

tautes pour son avenir. Les négociations sur le paquet Delors II et sur le futur programme-cadre de recherche-développement peuvent être l'occasion de définir de nouvelles orientations, notamment en matière de recherche industrielle. Or il faut convenir - sans esprit de polémique - que la Communauté est encore peu impliquée dans Euréka. Ne serait-il pas temps, pour le plus grand bénéfice de l'industrie européenne, de renforcer la complémentarité des deux dispositifs, selon le principe de subsidiarité défendu par Jacques Delors ?

Le gouvernement français, dans cet esprit, serait favorable à ce que la Communauté apporte son soutien aux projets stratégiques élaborés par l'industrie européenne dans le cadre d'Euréka. La France soutient encourage des initiatives industrielles dans quatre domaines : l'automobile, l'informatique, le traitement des déchets, l'usine du futur.

Enfin, Euréka ne peut fermer ses portes aux démocraties naissantes d'Europe centrale et orientale. Dans le respect de l'identité d'Euréka, et d'abord du principe de l'initiative industrielle, tout doit être fait pour encourager la participation des entreprises et des laboratoires de ces pays. Engagée sous les présidences néerlandaise et finlandaise, cette politique sera poursuivie et amplifiée afin de préparer dans les meilleures conditions l'élargissement du cercle des membres d'Euréka.

(1) Les membres d'Euréka, au nombre de vingt, sont les douze pays de la Communauté, la Commission de Bruxelles, les six pays de l'AELE et la Turquie.

► Henri Guillaume est président de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) et secrétaire général du comité interministériel Euréka.

PHILATÉL

Le canal de l'Or



En Algérie

WEEK-END D'UN CHINEUR

PAGES

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde











## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 22 MAI

[illegible]

**COMPTANT**

**[selection]**

**SICAV**

**(sélection)**

21 / 5

VALEURS	% du mois	% du coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frans incl.	Rachet net
<b>Obligations</b>																							
Emp. État 5,975/77	120 90	7 40	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	1400	....	Paris France	190	196 10	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Valéry, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	95 90	8 40	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	2252	....	Paris France	216	224 90	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	101 05	7 40	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	344	344	Paris France	301	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	106 42	5 60	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	802	800	Paris France	1112	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	650	650	Paris France	1230	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	350	350	Paris France	470	480	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	711	712	Paris France	2187	255	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	25	26	Paris France	700	700	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	121	....	Paris France	108	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	350	340	Paris France	189 80	185 50	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	690	680	Paris France	236	230	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	2190	2180	Paris France	426	426	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	2550	2550	Paris France	207 10	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	600	610	Paris France	324	324	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	3050	3040	Paris France	396	396	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	850	....	Paris France	108	108	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	406	406	Paris France	824	820	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	4200	....	Paris France	162	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	2307	1890	Paris France	701	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	300 10	....	Paris France	422	421	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	97	....	Paris France	145	150	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	2045	2039	Paris France	807	805	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	526	511	Paris France	157	160	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	661	....	Paris France	180	180	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	393	....	Paris France	100	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	920	920	Paris France	700	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	690	....	Paris France	350	340	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	2090	2090	Paris France	1195	1195	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	1744	....	Paris France	78	79	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	350	350	Paris France	2500	2490	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	345	340	Paris France	920	920	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	540	....	Paris France	418	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	341	345	Paris France	475	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	1120	1103	Paris France	2795	2800	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	249	240 50	Paris France	300	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	390	374	Paris France	217	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	763	763	Paris France	1140	1140	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	5090	....	Paris France	480	485	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	451	440	Paris France	1510	1490	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	3250	3250	Paris France	114 10	114 10	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	311	....	Paris France	310	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	1119	....	Paris France	....	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	621	....	Paris France	....	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	717	702	Paris France	....	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	1434	3105	Paris France	949	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	368	....	Paris France	....	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	33 30	....	Paris France	....	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	174 50	172	Paris France	....	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	675	675	Paris France	....	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	465	....	Paris France	....	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	77 85	....	Paris France	....	....	Acton	210 80	206 16	Paric	502 37	487 74	Préval, Econom.	110 11	109 08			Préval, Econom.	110 11	109 08	
Emp. État 5,975/77	100 87	1 59	C.I.T.R.A.H. (B) Cofin.	156	159	Paris France	....	....	Acton	210 80	206 16												

c : coupon détaché - o : offer - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu



## AGENDA

## THÉÂTRE

**AKTÉON-THÉÂTRE** (43-36-74-62). L'amour est aveugle : 16 h. Rel. dim. lun. Courtains... Guitry : 20 h 30. Rel. dim. lun. Dépressions verbales : 22 h. Rel. dim. lun.

**ARANDIERS DE PARIS** (43-56-42-17). L'il du ciel : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

**ANTIDINE - SIMONE-SERIAU** (42-08-77-71). Pleins feux : ven., sam. (dernière) 20 h 45 ; sam. 17 h ; dim. 16 h.

**ARCANTE** (43-38-19-70). L'espace du souffle : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. jeu. dim. soir.

**ARTISTIC-ATHÉVAINS** (48-08-38-02). Saül ou le Communisme des esprits : ven., sam. 20 h 30 ; dim. 18 h.

**ATALANTE** (45-05-11-90). Avatar : ven., sam., lun., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 17 h.

**ATELIER** (45-08-49-24). L'Antichambre : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

**BERRY** (43-57-51-55). L'Adieu au désert : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 17 h. Les Champêtres de joie : dim. 20 h 30.

**SOUFLES DU NORD** (46-07-34-50). Roy Star : ven., sam. (dernière) 20 h ; sam. 15 h.

**BOUFFES PARISIENS** (42-96-60-24). George et Margaret : 20 h 45 ; sam. 17 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

**SOUFLES-THÉÂTRE DU XIXE** (42-38-35-53). Les Bonnes : ven., sam. 20 h 30 ; dim. 16 h.

**LE SOUVIL** (43-73-47-84). Me souviens Algérie : 20 h 30. Rel. dim. lun.

**LA SÉRÈRE** (48-74-78-99). C'est bien : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

**CARÉ DE LA GARE** (42-78-52-51). Thè d la menthe ou l'es citron : 20 h 15. Rel. dim. lun. Festival d'expression artistique : dim. 20 h.

**CARTOUCHERIE ATELIER OU CHAURON** (43-28-97-04). En attendant Godot : ven., sam. 20 h 30 ; dim. 16 h.

**CARTOUCHERIE ÉPÉE DE BOIS** (48-08-39-74). La Vie est un songe : (en espagnol), ven., sam. 20 h 30.

**CARTOUCHERIE THÉÂTRE DE L'AQUARIUM** (43-74-98-61). L'eau : dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

**CARTOUCHERIE THÉÂTRE DE LA TEMPE** (42-26-36-36). Salle I. Le Second Surpris de l'amour : mar., mer., jeu. 20 h 30. Salle II. Dis, quel cinéma tu nous fais ! : 21 h ; dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.

**CARTOUCHERIE THÉÂTRE OU SOLEIL** (43-74-24-06). Les Châliques : ven., 16 h 30 ; dim. (f. des Euménides) 13 h. Les Euménides : sam. 19 h 30 ; dim. (f. des Châliques) 13 h.

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-78-44-45). Y a-t-il un communiste dans la salle ? : 21 h ; dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.

**CENTRE CULTUREL SUISSE** (42-71-36-38). Mars : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

**CENTRE MANDAPA** (45-89-01-60). Trois mimes : ven., sam. 20 h 30.

**CENTRE WALLONIE-BRUXELLES** (42-71-26-16). Joyeux : sam., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

**CINÉ DIAMANTS** (45-80-51-31). Le Jeu de l'amour et du hasard : mar., jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 17 h 30.

**CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE** (45-67-87-74). La Frontière : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

**COMÉDIE** (47-42-43-41). Bernard Mabile : sam., mar., mer. 21 h.

**COMÉDIE DE PARIS** (42-01-00-11). Grand-Père et mœurs du 18e siècle : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. Voltaire's Folies : mar., jeu., ven., sam. 19 h.

**COMÉDIE-FRANÇAISE** (40-15-00-15). Cagliostro : mar. 14 h ; sam., lun. 20 h 30. Le Comte d'Essex : mar. 14 h ; sam., lun. 20 h 30 ; dim. 14 h. Le Roi s'amuse : dim., mer. (dernière) 20 h 30.

## PARIS EN VISITES

## SAMEDI 23 MAI

« L'étrange quartier de Saint-Sulpice », 15 heures, métro Saint-Sulpice (Régence du passé).

« Hommage à Frédéric Chopin dans les salons de l'hôtel Potocki », 15 heures, 27, avenue de Friedland (Paris et son histoire).

« Les Vikings, gens de bateau », 14 h 30, entrée du Grand Palais (Le cavalier bleu).

« Les artisans du faubourg Saint-Antoine à travers quatorze siècles », 14 h 30, place de la Bastille devant le café « Les Grandes Marches » (C. Merle).

« L'abbaye de Saint-Germain-des-Prés et son vieux quartier », 15 heures, métro Saint-Germain-des-Prés (Lutèce visitée).

« Les hôtels célèbres du Marais », 17 heures, métro Saint-Paul (Lutèce visitée).

« L'hôtel-Dieu et la médecine autrefois », 10 h 30, entrée Hôtel-Dieu (Paris autrefois).

« L'île de la Cité des origines de Paris aux travaux d'Hausmann », 14 h 40, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois).

« La Butte aux Celliers et l'ancien lit de la Seine », 14 h 30, place de l'Abbé-Henrique (Paris capitale historique).

« L'Assemblée nationale au Palais-Sourdon », 14 h 30, métro Assemblée-Nationale (D. Fleury).

« Salons et jardins des hôtels de la rue de Richemont », 15 heures, 50, rue de France-Gourcelle (D. Bouchard).

« Le vieux village de Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (Aux arts et à l'histoire).

**COMÉDIE ITALIENNE** (43-21-22-22). L'Épouse prudente : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

**LE COO HÉRON** La Prose du Transsibérien et de la petite Jehanna de France : mar. 21 h.

**CRYPTÉE SAINT-AGNÈS JEGLIE** SAINT-EUSTACHE (47-00-19-31). Les Larons : ven., sam. 16 h 30 ; dim. 15 h ; lun. 20 h. Le Livre d'heures : sam. 17 h ; lun. 16 h 30. Le Roi Lear : ven., sam., mer., 20 h 45 ; dim. 17 h.

**DÉCHARGEURS (TLD)** (42-36-00-02). Souris blanche : 21 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**DÉJAZET-ITUP** (42-74-20-50). Font & Val à Comand Land : ven., sam. 20 h 30.

**DEUX ANES** (46-08-10-26). Guy Monégod dans Histoires drôles : 21 h. Rel. dim. lun.

**DUNOIS** (45-64-72-00). Welcome : mer., jeu. 20 h 30.

**EGGAR** (43-20-85-11). Le Petit et le Grand : 20 h 15. Rel. dim. Les Babes d'acier : 22 h. Rel. dim.

**ELDOADO** (42-49-80-27). Monsieur Amédée : ven., 20 h 45 ; sam. 16 h, 21 h ; dim. 15 h 30.

**ESPACE JEMMAPPES** (46-34-01-56). Et ton âme s'est glissée dans le

## SPECTACLES NOUVEAUX

**ATHÉNAIS ENTRE EN SCÈNE**. Théâtre Clavel (43-71-83-73), mer., jeu., ven., sam. 20 h 30 et dim. 15 h (13).

**EN ATTENDANT GODOT**. Cartoucherie Atelier du Chaudron (43-26-67-04), mer., jeu., ven., sam. 20 h 30 et dim. 15 h (13).

**ERIC THOMAS DANS SON NOUVEAU SPECTACLE**. Grand Théâtre d'Édgar (43-20-90-09) (dim.), 22h (13).

**J'IRAI CRACHÉ SUR VOS TONGS**. Le Grenier (43-00-68-01), mer., jeu., ven., sam. 22 h (13).

**AGAMEMNON**. Cartoucherie Théâtre du Soleil (43-74-24-08), (14).

**EXERCICES DE STYLE**. Ranelagh (42-38-94-44), ven., sam., mer., jeu. 20 h 30 et dim. 17 h (14).

**LES CHÔPHORES**. Cartoucherie Théâtre du Soleil (43-74-24-08), ven.

16 h 30 et dim. (f. des Euménides) 13 h (16).

**KVETCH**. Théâtre national de la Colline (43-86-43-60) (dim. soir, lun.), 21h ; dim. 16 h (15).

**LE ROIR LÉAL**. Crypte Sainte-Agnès (Eglise Saint-Eustache) (47-00-19-31), ven., sam., mer., 20 h 45 et dim. 17 h (15).

**LES EUMÉNIDES**. Cartoucherie Théâtre du Soleil (43-74-24-08), sam. 16 h 30 et dim. (f. des Chôphores) 13 h (16).

**LES AVIATEURS**. Michel (42-65-35-02) (dim.), 21h (19).

**L'HEURE DU THÉ CHEZ LES PEN-OLEBURY**. Théâtre Silvia Monfort (45-31-10-98) (dim. soir, lun.), 20h30 ; dim. 17 h (19).

**LA SECONDE SURPRISE DE L'AMOUR**. Cartoucherie Théâtre de la Tempête (43-26-36-36) (dim. soir, lun.), 20h30 ; dim. 16 h (19).

(en langue kanadienne) : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 17 h.

**MARAI** (42-78-03-53). L'École des femmes : 21 h. Rel. dim.

**MARIE STUART** (45-08-17-80). Savage Love : 20 h 30. Rel. dim., lun.

**MARIGNY** (42-56-04-41). Le Misanthrope : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**MÉTAMORPHOSIS** (42-51-33-70). Marchand de rêve : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**MICHEL** (42-65-35-02). Les Aviateurs : mar., mer., jeu. 21 h.

**MICHOÏRIE** (47-42-96-22). Je veux faire du cinéma : 21 h. Rel. dim.

**MOGADOR** (48-78-04-04). Les Misérables : 20 h 15 ; sam., dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**MONTARNASSE** (43-22-77-74). Cuisinier et dépendances : 21 h ; sam. 16 h 30. Rel. dim. lun.

**MONTARNASSE (PETIT)** (43-22-77-74). Le Petit : 21 h ; sam. 16 h 30. Rel. dim. lun.

**NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETAR** (43-31-11-99). La Belle Age : ven., sam. 20 h 30 ; dim. 15 h 30.

**NOUVEAUTÉS** (47-70-52-76). Les 300 : 21 h 30 ; dim. 15 h.

**UVRE** (48-74-42-52). Les Dimanches de M. Remy : 20 h 45. Rel. dim., lun.

**PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE)** (42-02-27-71). Grande salle. Jean-Marie Bédard : 20 h 30. Rel. dim., lun.

**PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE)** (48-03-11-38). Le Nouveau Spectacle de Raboukine : 21 h. Rel. dim., lun.

« Les hôtels Bourbon-Condé et Montaigne », 15 heures, 12, rue Montaigne (Ars confondues).

« Exposition : Les Laotriens de Lautrec », 11 heures, 1, rue Vivienne (D. Bouchard).

« Salons de l'hôtel de Monaco », 15 heures, métro Invalides, côté esplanade (D. Bouchard).

« Les salons d'apparat du ministère de l'Éducation nationale », 15 heures, 110, rue de Grenelle (D. Haulter).

« Le dix-huitième siècle au Musée Nissim de Camondo », 15 heures, 63, rue de Monceau (E. Roman).

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 15 heures, porte principale (V. de Langlade).

« La cathédrale orthodoxe russe », 15 h 30, 12, rue Daru (Tourisme culturel).

« Trésors de l'abbaye royale de Chelles », 14 h 45, hall de la gare de Chelles (Art et histoire).

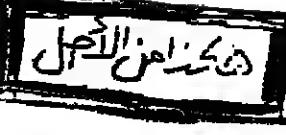
## CONFÉRENCES

## SAMEDI 23 MAI

Palais de la découverte, 15 heures : « Conception des bateaux à voiles », par Philippe Palud de la Banière.

## DIMANCHE 24 MAI

1, rue des Prouvaires, 15 heures : « Saint-Bernard et les Templiers », par J. Gorge : « La magie du verbe », par Nelly (Conférences Nelly).



Nous publions le vendredi (daté samedi) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

du quatuor Conrad : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**HOPITAL ÉPHEMÈRE** (48-27-03-28). Robe de mariée : 21 h. Rel. dim.

**HUCHETTE** (43-28-38-98). La Camarade chapeau : 16 h 30. Rel. dim. Le Leçon : 20 h 30. Rel. dim. Les Gastronomes : 21 h 30. Rel. dim.

**LUCERNAIRE FORUM** (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 16 h 45. Rel. dim. L'Amérique, l'Amérique... : 20 h. Rel. dim. La Vie n'est pas un jeu de Ours Day : 21 h 30. Rel. dim. Théâtre rouge. Les Amours jaunes : 16 h 30. Rel. dim. La Journée du maître : ven., sam., lun., mer., jeu. (dernière) 20 h. Artus de Penquien ou Comme une légende anglaise : 21 h 30. Rel. dim.

**MADELEINE** (42-65-07-09). N'écoutez pas, mesdames : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

**MAISON DES CULTURES DU MONDE** (45-44-72-30). Panna : mer., jeu. 20 h 30. Théâtre d'ombres

**PALAIS-ROYAL** (42-97-59-81). Sans rançon : 20 h 30 ; sam. 15 h. Rel. dim. lun.

**PARIS-VILLETTE** (42-02-02-68). La Silence de Mollie : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**P D C H E - MONT PARNASSE** (45-48-92-97). Salle I. Clotilde et moi : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. Salle II. Journal d'une petite fille : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**PORTE SAINT-MARTIN** (42-09-00-32). Célimène et le Cardinal : 20 h 30 ; dim. 17 h 30. Rel. dim., lun.

**POTINIERE** (42-61-44-16). Chantal Ladeuze fait le Potinier : 21 h ; sam. 21 h 45. Rel. dim.

**LE PROLOGUE** (45-75-33-15). La Grande Tentation de saint Antoine : mer., jeu., ven., sam. 20 h 30.

**RANELAGH** (42-68-64-44). Exercices de style : ven., sam., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 17 h.

**RENAISSANCE** (42-08-18-50). La Vie est belle : 20 h 45 ; sam., dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. Le Voyage en Italie, le Jour de la nuit, le Champ de batailles : jeu., ven., sam., lun., mer. 20 h 30.

**ROSEAU-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Naufage : 20 h 30 ; dim. 17 h 30. Rel. dim. soir, lun.

**SAINT-GEORGES** (48-78-63-47). Enfin seul : 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**SHOW-SUS** (42-62-36-66). Show Sus : dim. 14 h 30.

**SPIENOID SAINT-MARTIN** (42-08-21-33). Charité bien ordonnée : 20 h 30. Rel. dim., lun.

**STYCIUS DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (42-08-24-24). L'Amérique de Jean-Paul Martinou : 20 h 30. Rel. dim., lun.

**THÉÂTRE LA - JEAN-MARIE SERREAU** (45-46-49-77). Caravelle : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

**THÉÂTRE CLAVEL** (43-71-83-73). Athènes : mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 15 h.

**THÉÂTRE DE OIX-HEURES** (46-06-10-17). Prends garde à toi : 20 h 30. Rel. dim., lun. Daniel Lémire dans Juste pour rire : 22 h. Rel. dim.

**THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN** (43-64-80-80). Conversation chez les Stein sur M. de Goethe absent : jeu. 19 h ; ven., sam., mer., mer. (dernière) 19 h 30 ; dim. 15 h.

**THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE** (42-08-24-24). L'Amérique de Jean-Paul Martinou : 20 h 30. Rel. dim., lun.

**THÉÂTRE DE NÉSLE** (46-34-61-04). L'œuvre d'un poète mort : Federico Garcia Lorca : 16 h 45. Rel. dim. Les Bonnes : 20 h 30. Rel. dim. Le Libertinage : 22 h. Rel. dim.

**THÉÂTRE MOUQUERIE** (48-05-66-69). Je vous demande pardon : 20 h 30. Rel. dim. lun.

**THÉÂTRE MONTROQUEIL** (42-38-38-66). Les Soudriers : mer., jeu. 20 h 30 ; mer. 20 h 45.

**THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT** (47-27-81-15). Salle Jean Vilar. Le Nui des rois : sam., mer. 20 h 30 ; ven. 15 h.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ŒOEN** (43-25-70-32). Le vie est un songe : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ŒOEN** (43-25-70-32). Le vie est un songe : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ŒOEN** (43-25-70-32). Le vie est un songe : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE** (42-08-24-24). L'Amérique de Jean-Paul Martinou : 20 h 30. Rel. dim., lun.

**THÉÂTRE DE NÉSLE** (46-34-61-04). L'œuvre d'un poète mort : Federico Garcia Lorca : 16 h 45. Rel. dim. Les Bonnes : 20 h 30. Rel. dim. Le Libertinage : 22 h. Rel. dim.

**THÉÂTRE MOUQUERIE** (48-05-66-69). Je vous demande pardon : 20 h 30. Rel. dim. lun.

**THÉÂTRE MONTROQUEIL** (42-38-38-66). Les Soudriers : mer., jeu. 20 h 30 ; mer. 20 h 45.

**THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT** (47-27-81-15). Salle Jean Vilar. Le Nui des rois : sam., mer. 20 h 30 ; ven. 15 h.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ŒOEN** (43-25-70-32). Le vie est un songe : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ŒOEN** (43-25-70-32). Le vie est un songe : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ŒOEN** (43-25-70-32). Le vie est un songe : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ŒOEN** (43-25-70-32). Le vie est un songe : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ŒOEN** (43-25-70-32). Le vie est un songe : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ŒOEN** (43-25-70-32). Le vie est un songe : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ŒOEN** (43-25-70-32). Le vie est un songe : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ŒOEN** (43-25-70-32). Le vie est un songe : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ŒOEN** (43-25-70-32). Le vie est un songe : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ŒOEN** (43-25-70-32). Le vie est un songe : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ŒOEN** (43-25-70-32). Le vie est un songe : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ŒOEN** (43-25-70-32). Le vie est un songe : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ŒOEN** (43-25-70-32). Le vie est un songe : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

## RÉGION PARISIENNE

**ANTONY (THÉÂTRE FIRMIN-GÉMIER)** (48-68-02-74). Bénédicte : dim. 15 h.

**AULNAY-SOUS-BOIS (ESPACE JACQUES-PRÉVOST)** (48-68-00-22). La Poudre d'intelligence : ven. 21 h ; dim. (dernière) 16 h.

**SANNEUIL-SUR-MARNE (SALLE GÉRARD-PHILIPPE)** (46-80-37-48). L'Étranger : ven. 14 h 30 ; sam. 20 h 30.

**CHOISIEL PAR CHEVREUSE** (50-52-05-11). A la rencontre de Marcel Proust : dim. 17 h.

**COMBS-LA-VILLE (LE THÉÂTRE,**

**L'ARÈNE** (84-88-69-11). Petites fleurs bleues : mer. 14 h ; mar. 20 h 45. La Théâtre ambulante Chopalovitch : sam. 20 h 45.

**CRÉTEIL (MAISON DES ARTS)** (48-80-18-86). Petite salle. Victor, le sauvage : ven., sam., mer., 20 h 30 ; dim. 15 h 30.

**ENGHIEN THÉÂTRE MUNICIPAL DU CASINO** (34-12-94-94). Love Letters : sam. 20 h 30.

**ERMONT (THÉÂTRE PIERRE-FREY)** (34-15-09-48). Love Letters : (48-70-21-55). La Dispute : ven., sam. 20 h 45.

**MALAKOFF (THÉÂTRE 71)** (48-55-43-45). On s'aimait trop pour se voir tous les jours : mar., mer., jeu. 20 h 30.

**IVRY-SUR-SEINE (THÉÂTRE)** (48-70-21-55). La Dispute : ven., sam. 20 h 45.

**MASSY (C. C. PAUL-BAILLIART)** (69-20-57-04). Capriccio italiano : ven. 21 h.

**MELUN (ESPACE SAINT-JEAN)** (84-52-10-66). Chevalier-Laspelle : ven. 20 h 30.

**MONTREUIL (SALLE BERTHELOT)** (48-58-65-33). Une mort douce : sam., mer., jeu. 20 h ; dim. 15 h.

**NANTERRE (THÉÂTRE DES AMAN- DIERS)** (48-14-70-00). Le Petit Boia : ven., sam., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 16 h.

**NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC)** (48-24-03-83). Soirées bourgeoises : mer., jeu., ven., sam. 21 h.

**NOISY-LE-GRAND (ESPACE MICHEL-SIMON)** (49-31-02-02). Vant du gouffre : ven., sam. (dernière) 21 h.

**ROSNY-SOUS-BOIS (ESPACE GEORGES SIMON)** (49-35-38-88). L'Anglais : ven., sam. 20 h 45 ; dim. 15 h 45.

**SAINT-MAUR-DES-FOSSES (SALLE D'ARSONVAL)** (42-83-47-22). L'Humour médical : ven., sam., mar. 21 h ; dim. 15 h. Lagaf : dim. 15 h.

**STAINS (ESPACE PAUL ELUARO)** (42-81-01-06). Les Nouveaux Nez dans Chq folles en cirque mineur : dim. 15 h.

**SURESNES (THÉÂTRE JEAN-VILAR)** (48-97-88-11). Salle Jean Vilar. La Tragédie comique : mer. 21 h.

**VILLEPREUX (THÉÂTRE DE VILLEPREUX)** (30-95-05-64). La Pêche miraculeuse des 163 poissons : dim. 17 h.

**VINCENNES (THÉÂTRE DANIEL-SORANO)** (48-68-60-83). Chat en poche : ven. 21 h ; dim. (dernière) 16 h.

## CINÉMA

## LA CINÉMATHEQUE

## PALAIS DE CHAILLOT

## PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

## VENDREDI

Semaine internationale de la critique : Home Stories (1991, v.o. s.t.f.), de Marthe Müller, The Grocer's Wife (1961, v.o. s.t.f.), de John Pizer, 20 h 30.

## CENTRE GEORGES-POMPIDOU

## SALLE GARANCE (42-78-37-29)

## VENDREDI

La Cinéma polonaise : les Réflexes (v.o. s.t.f.), de Jerzy Kuciak, le Meneur de bœuf (1971, v.o. s.t.f.), de Fala Fala, 16 h 30 ; Le héros de la vie (1967, v.o. s.t.f.), de Andrzej Munk, 17 h 30 ; Le Héros (1982, v.o. s.t.f.), de Krzysztof Kieslowski, 20 h 30.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

## 2, grande galerie

## porte Saint-Eustache

## 40-26-34-30

## VENREDI

## La Quinzaine des réalisateurs : Wars-

## zawa (1982) de Janusz Kijowski,

## 16 h 30 ; le Coup de foudre (1961, v.o.),

## de Rudolf Thoma, 6 h 30 ; Bob

## Roberts (1982, v.o.) de Tim Robbins,

## 20 h 30.

## LES EXCLUSIVITÉS

## A SIGHTER SUMMER OAY (ITAL-

## WAN, v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6

## (43-25-69-83).

## CÉLÈ (Fr.) : Utopia, 5

## (43-28-12-12) ; Guyon Parnasse, 14

## (43-36-30-40).

## LATINO BAR (Esp.-Mex. v.o.) : Latina,

## 4 (42-78-47-88).

## OPENING NIGHT (A. v.o.) : Gaumont

## Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Le Saint-Ger-

## main-des-Prés, Salle G. de Beaugrand,

## 6 (42-52-67-23) ; Pathé Hautes-Seines,

## 6 (43-53-19-08) ; Les Trois Batz,

## 9 (45-61-10-80) ; Max Linder Panorama,

## 9 (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille,

## 11 (43-67-90-61) ; Eucurial, 13

## (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14

## (43-35-30-40).

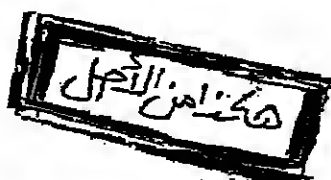
## RETOUR A HOWARDS ENO (Brit.

## v.o.) : Gaumont Les Halles, 1

## (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2

## (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6





# RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 23 mai

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

## Les oreilles du loup

A son tour, « Le droit de savoir » tentait donc sa chance contre Jean-Marie Le Pen, en utilisant une arme jusqu'alors réservée à la presse écrite : sa biographie. Les investigateurs de TF 1 avaient fait réaliser un honnête assemblage de ce que l'on connaissait déjà sur la part d'ombre de la vie du président du Front national : sa Résistance enjôlée, voire inventée, ses amis néo-nazis — « pourquoi néo ? » interrogés délicieusement un des invités —, les occupations de torture en Algérie, l'édification par sa maison de diques de chants hitlériens, son antisémitisme.

Il eut comme d'habitude réponse à tout, d'autant plus aisément que ses intervieweurs, tout à l'émervaillement de leur témérité, renoncèrent inexplicablement à le pousser.

L'ensemble renforçait la conviction que Jean-Marie Le Pen, plutôt que par sa biographie, devrait être combattu par l'incessable déminage de ses thèmes de propagande.

On ne saurait trop recommander à cet égard le très pédagogique Face au racisme, de Pierre-André Taguieff (La Découverte), dans lequel les arguments les plus courants du léninisme sont réfutés avec une froide rigueur scolaire.

L'intérêt de l'émission fut ailleurs : Jean-Marie Le Pen a aujourd'hui changé de lunettes.

Il s'habille comme un vice-président du CNPF et, comme n'importe quel sous-ministre, il sourit devant les caméras. Mais rien à faire, vingt conseillers ont dû s'y casser les dents : il ne parvient pas à exprimer la répulsion devant la monstruosité nazie.

Dès qu'il arrive le sujet, le vocabulaire se fige au garde-à-vous. L'Holocauste ? « Des excès et des dérapages qui ont pu être le fait de telle ou telle idéologie ». La guerre ? « Cette affaire qui remonte à cinquante ans ». Léon Degrelle, chef du fascisme belge ? « Un monument ». Encore et toujours des détails.

Un petit signe suffirait pourtant à rassurer ceux qui ne demandent qu'à l'être. Mais les mots tout bêtes de la condamnation et de l'horreur, les mots qui l'estampilleraient enfin frénétique, ne passent pas ses lèvres.

Cette incapacité à cacher, sous le bonnet de la mère-grand, les oreilles du loup, est enfantine, stupide, irraisonnée, et doit rendre furieux tous les bébés Mgrat à calculette qui ont investi dans le succès du Front. Mais c'est ainsi. La cosmologie politique atteint là l'extrême limite de ses possibilités. Le cas est, heureusement, désespéré.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément hebdomadaire « Le Monde radio-télévision ». Signification des symboles : ■ signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 22 mai

- TF 1**
- 20.45 Variétés : Tous à la Une.
  - 22.40 Magazine : Si on se disait tout.
  - 23.45 Divertissement : Arthur, émission impossible.
  - 0.50 Journal et Météo.
- A 2**
- 20.50 Jeu : La Pista de Xapetan.
  - 22.10 Divertissement : Rire A2.
  - 23.10 Magazine : Lumière. Spécial photos.
  - 23.40 Cinéma : Bob le flambeur. ■■ Film français de Jean-Pierre Melville (1955).
  - 1.20 Journal et Météo.
- FR 3**
- 20.45 Magazine : Thalassa.
  - 21.40 Magazine : Caractères. Les caractères du mois. Invités : J.-M. G. Le Clezio (Étoile errante), Annie Cohen (Félicité d'un portrait), Didier Doco (L'avis et l'avis), Tim Spangler (le Carveau de L'année).
  - 22.45 Journal et Météo.
  - 23.05 Magazine : Musicales.
  - 0.05 Appel de personne à personne.
  - 1.20 Musique : Mélomanuit.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Téléfilm : L'Affaire Howard Beach. De Dick Lowry.
  - 22.00 Documentaire : Models, the Film.
  - 22.50 Flash d'informations.
  - 23.55 La Journée du cinéma.
  - 23.00 Cinéma : Pour Sacha. □ Film français d'Alexandre Arcady (1990).
  - 0.50 Cinéma : Air America. ■ Film américain de Roger Spottiswoode (1980) (v.o.).
- M 6**
- 20.40 Série : Equalizer.
  - 22.25 Série :

- Mission impossible, vingt ans après.**
- 23.20 Magazine : Emotions, châtiments et érotisme.
  - 23.50 Capital.
  - 0.15 Six minutes d'informations.
  - 0.20 Musique : Les Starsclips.
  - 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 20.50 Informations : Dépêches.
  - 20.55 Magazine : Carnets d'Europe.
  - 21.00 Téléfilm : Sitting in Limbo.
  - 22.30 Informations : Dépêches.
  - 22.35 Téléfilm : L'Écrou. De Jean-Pierre Védal.
  - 23.35 Informations : Dépêches.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives. La ville de Lourdes.
  - 21.30 Musique : Black end Blues.
  - 22.40 Les Nuits magnétiques.
  - 0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... notre collaborateur Edwy Pie-nel.
  - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.05 Avant-Concert.
  - 20.30 Concert (donné le 29 septembre 1991 à Sarrebruck) : Concerto pour violon et orchestre, de Szwedowski ; Symphonie n° 7 en mi majeur A 108, de Bruckner, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. Stanislaw Skrowaczewski.
  - 23.10 Jazz club. Par Claude Carrère et Jean Delmas. En direct de Petit Opportun à Paris : le Quintette du contrebassiste Jean Bardy avec Stéphane Balmondo, trompette, Rictus Perry, saxophone, Bob Lofson, piano, Philippe Sola, batterie.
  - 1.00 Les Voix de la nuit.

TF 1

- 13.20 Magazine : Reportages.
- 13.50 Jeu : Millionnaire.
- 14.10 La Une est à vous.
- 17.20 Divertissement : Vidéo gag.
- 17.55 Magazine : Trente millions d'amis.
- 18.25 Jeu : Une famille en or.
- 18.50 Divertissement : Les Roucasseries.
- 19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
- 19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).
- 20.00 Journal, Telex vert, Météo, Trafic infos et Tiers.
- 20.50 Variétés : Succès fous. Vingt tubes des vingt-cinq dernières années.
- 22.40 Magazine : L'Espresso. Au Tibet, Surging the Moon ; Jena ; Les Routes himalayennes ; L'Asiatique.
- 23.55 Magazine : Formule sport. Boxe ; Gymnastique.
- 1.15 Journal et Météo.

A 2

- 13.17 Magazine : Si ça vous change...
- 14.05 Magazine : Animalia. Une arche en Oregon.
- 15.00 Magazine : Sport passion. A 15.15. Tiers ; Rugby.
- 18.55 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 18.50 INC.
- 18.55 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19.50 Trois minutes pour faire lire. Présenté par Michel Polac. Ici et maintenant, de Jim Thompson.
- 19.59 Journal des courses.
- 20.50 Magazine : La Nuit des héros.
- 22.45 Magazine : Double jeu. Richard Bohringer, Hippolyte Girardot, Anne Brochet ; variétés : Axel Bauer, Kazim Jones, David Bowie, Wilson Pickett.
- 0.00 Sport : Gymnastique. Championnats d'Europe de gymnastique à Nantes.

1.00 Journal et Météo.

FR 3

- 14.00 Variétés : Eurotop.
- 14.30 Magazine : Mondo Sono. Seychelles : Tompa.
- 15.00 Série : L'Étrange Monsieur Duvalier.
- 15.55 Documentaire : Le Patrimoine français vu du ciel. Midi-Pyrénées.
- 16.00 Magazine : Espace francophone. Spécial semaine de la langue française. La France croit-elle en la francophonie.
- 17.00 Série : Les Aventures de Sherlock Holmes. Scandale en Bohême.
- 18.00 Magazine : Montagne. Conquérants de l'infini. 6 et fin. Le Spectacle du vide.
- 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- 20.10 Divertissement : Yacapa.
- 20.45 Feuilletton : Edouard et ses filles. De Michel Lang (1<sup>re</sup> épisode).
- 21.40 Magazine : Samedi en fête.
- 22.45 Journal et Météo.
- 23.05 Sport : Équitation. Jumping international de Cannes.
- 0.00 Magazine : L'Heure du golf.

CANAL PLUS

- 13.30 Magazine : L'Œil du cyclone.
- 14.00 Le Journal du cinéma.
- 14.05 Téléfilm : L'Arme du silence.
- 15.50 Le Journal du cinéma. Présenté par Michel Denisot.
- 16.15 Documentaire : Des gorilles. D'Alain Argo.
- 17.05 Les Superstars du catch. En clair jusqu'à 20.30.
- 18.00 Décade pas Bunny.
- 19.05 Dessin animé : Les Simpson.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Le Top.

- 20.30 Téléfilm : Un parfait petit meurtre. D'Anson Williams.
- 22.05 Documentaire : Tendres chacals.
- 22.50 Flash d'informations.
- 23.00 La Journée du cinéma.
- 23.05 Cinéma : Cabal. ■ Film britannique-américain de Cline Barker (1988).
- 0.45 Cinéma : Le Voyage du capitaine Fracasse. ■■ Film franco-italien d'Étienne Sola (1990).

M 6

- 13.55 Série : Supercopier.
- 14.50 Série : Brigade de nuit.
- 15.45 Série : Les Espions.
- 16.35 Série : Vagabonds.
- 17.25 Série : Amicalement vôtre.
- 18.20 Série : Les Têtes brûlées.
- 19.15 Magazine : Turbo. Essais : la VW Vento, la Diablo Lamborghini, la Coccinelle « Schwimmwagen » ; Le musée Volkswagen ; L'essai comparatif de Jacques Laiffe : Porsche Carrera RS-Carrera CVP.
- 19.54 Six minutes d'informations. Météo.
- 20.00 Série : Papa Schultz.
- 20.30 Divertissement : Les Dents de l'humour.
- 20.40 Téléfilm : Super papa. De Lamont Johnson.
- 22.25 Téléfilm : La Loi du yakusa.
- 23.45 Musique : Flashback.
- 0.15 Six minutes d'informations.
- 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 15.10 Documentaire : Barbara Hendricks et le Chœur Orphée Drangar. De Lars Egler.
- 16.05 Documentaire : Les Musiques noires en Afrique du Sud. De Claude Flouret.
- 17.00 Documentaire : Mémoires en ricochets. De Michel Mitrani. 2. Tous les parfums de l'Occident.

- 18.05 Magazine : Objectif amateur. Présenté par Pierre Tchénia.
- 19.05 Documentaire : Ricky Ford, encore. De Lionel Boncompagni.
- 20.00 Chronique : Le Dessous des cartes.
- 20.05 Documentaire : Histoire parallèle.
- 21.00 Documentaire : Le Molindre Gesta. De Fernand Deligny et Jean-Pierre Daniel.
- 22.35 Le Courrier des téléspectateurs.
- 22.40 Téléfilm : Sitting in Limbo. De John N. Smith.
- 0.15 Magazine : Mégamix. Urban Dance Squad, les Gao Brothers, Shen Shan Typhoon, Bobby Brown, Shamen, Dédéche Mode, Lionel D. et Dee Nasty.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Photo-portrait. Les photographes par eux-mêmes : John Foley.
- 20.45 Dramatique. Banqueroute, de Jean-François Charlier.
- 22.35 Musique : Opus. McGegan, chef d'orchestre baroque.
- 0.05 Rencontre au clair de la nuit. Jean-Luc Morsau, peintre.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 Opéra (en direct de Genève) : Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny, opéra en trois actes, de Weill, par le Chœur du Grand Théâtre de Genève et l'Orchestre de la Suisse romande, dir. Jeffrey Tate ; sol. : Anne Howells, Ragnor Ulfung, Harry Peeters, Marie McLaughlin, Warren Elsworth, Andreas Jaeggli, Malcolm Walker.
- 0.08 Les Bruits du siècle. Par Martin Kaltenacker.
- 1.30 Les Sortilèges du flamenco. Par Robert J. Vidal.

## Dimanche 24 mai

- TF 1**
- 13.20 Série : Hooker.
  - 14.15 Série : Rick Hunter. Inspecteur choc.
  - 15.15 Série : Colombo.
  - 16.35 Disney parade.
  - 18.05 Magazine : Téléfoot. Présenté par Sully. France : L'Éuro 92 ; L'équipe de France à Clairefontaine.
  - 18.55 Loto sportif.
  - 19.05 Magazine : 7 sur 7. Invité : Jacques Chirac.
  - 20.00 Magazine : L'Écrou. De Jean-Pierre Védal.
  - 20.50 Cinéma : Mon ami le traître. □ Film français de José Giovanni (1988).
  - 22.55 Magazine : Le Vieux Club.
  - 23.00 Cinéma : Prisonniers. □ Film français de Charlotte Silver (1988).
  - 0.45 Journal et Météo.
  - 0.50 Magazine : Le Vieux Club.
  - 1.10 Concert : Brahms. Symphonie n° 2.

A 2

- 13.25 Dimanche Martin.
- 14.55 Série : Mac Giver.
- 15.50 Dimanche Martin (suite).
- 17.30 Documentaire : L'Équipe Cousteau à la redécouverte du monde.
- 18.20 1. 2. 3. Théâtre (et à 23.55).
- 18.30 Magazine : Stade 2.
- 19.25 Série : Maguy.
- 19.59 Journal des courses et Météo.
- 20.50 Série : Nestor Burma. Pièce en 3 actes.
- 22.20 Magazine : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. Invités : Daniel Barenboim (Une vie en musique) ; Manuel

- FR 3**
- 13.20 Magazine : D'un soleil à l'autre.
  - 13.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Basket-ball américain : championnat NBA (play-off) ; Gymnastique : championnats d'Europe dames, en direct de Nantes ; à 15.15, Tiers, à Longchamp ; Actualités et résumé : Salut les mêmes.
  - 17.15 C'est Lulo !
  - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
  - 20.05 Divertissement : Téléchat.
  - 20.10 Série : Benny Hill.
  - 20.45 Spectacle : Les Stars de la magie à Las Vegas.
  - 21.55 Magazine : Le Divan. Mary Higgins Clark (1<sup>re</sup> partie). Américaine d'origine irlandaise, septuagénnaire et... auteur de romans policiers.
  - 22.20 Journal et Météo.
  - 22.40 Cinéma : Gold Diggers of 1933. ■■ Film américain de Mervyn La Roy (1933) (v.o.).
  - 0.20 Musique : Mélomanuit. Invité : Jean-François Coffe. La Vie parisienne (ouverture et quatuor), d'Offenbach, par l'Orchestre de Bretagne, dir. Claude Schneider.

CANAL PLUS

- 13.30 Concert : Harry Cornick Jr. Téléfilm : De Michael Blakemore, avec Lynn Redgrave, Rosemary Harris.
- 14.50 Sport : Rugby. Sémi-finale du championnat de France.
- 17.05 Dessin animé : Les Simpson.
- 17.25 Cascades et cascadeurs n° 8. Émission présentée par Marc Tesson.
- 17.55 Le Journal du cinéma. Présenté par Isabelle Giordano.
- 18.00 Cinéma : Mettons les voiles ! ■ Film britannique de Jonathan Lynn (1990). Avec Eric Idle,

- FR 3**
- 19.25 Flash d'informations.
  - 19.30 Ça cartoon.
  - 20.20 Magazine : Dis Jérôme ?
  - 20.25 Magazine : L'Équipe du dimanche. Présentation du sommaire.
  - 20.30 Cinéma : Hors la loi. ■■ Film franco-italo-belge de Merouj Bagdad (1991). Avec Hippolyte Girardot, Rafic Ali Ahmed, Hussein Sali.
  - 22.00 Flash d'informations.
  - 22.10 L'Équipe du dimanche. Présenté par Pierre Sled. Football européen : Actualités.
  - 0.10 Cinéma : L'Échelle de Jacob. ■■ Film américain d'Adrian Lyne (1990) (v.o.).
  - 2.00 Documentaire : Les ennemis dans la guerre.

M 6

- 13.55 Série : L'Incrovable Hulk.
- 14.45 Variétés : Multitop.
- 16.15 Série : Clair de lune.
- 17.05 Série : Le Saint.
- 18.00 Série : Espion modèle.
- 19.00 Série : Les Routes du paradis.
- 19.54 Six minutes d'informations. Météo.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.30 Magazine : Sport 6.
- 20.40 Téléfilm : La Plage aux fantômes. De Peter Medak, avec Patrick Duffy, Cindy Pickett. Un si joli petit port... où se produisent des disparitions inexplicables.
- 22.25 Magazine : Culture pub. Sans censure ; Sans foi ni loi.
- 22.50 Cinéma : Dans la chaleur des nuits d'été. □ Film franco-allemand de Sigi Gatz (1978). Avec Stéphane Hillel, Olivia Pascal, Claude Obsoliveau.
- 0.30 Six minutes d'informations.
- 0.35 Magazine : Sport 6.
- 0.45 Magazine : Métal express. Spécial Iron Maiden.
- 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 14.20 Danse : La Fille mal gardée. Ou il n'est qu'un pas du mal au bien. Chorégraphie de Ivo Cramer.
- 15.25 Informations : Dépêches.
- 15.30 Concert. Requiem, de Fauré, par l'Or-

- chestre de Lille, dir. : Jean-Claude Casadesu ; sol. : Barbara Hendricks, José Ven-Dam.
- 16.10 Informations : Dépêches.
- 16.15 Documentaire : Réflexions faites. De Philippe Collin.
- 17.10 Informations : Dépêches.
- 17.15 Téléfilm : L'Écrou. De Jean-Pierre Védal, avec Jacques Vogel, Henri Genes.
- 18.10 Informations : Dépêches.
- 18.15 Documentaire : Grand reporter. De François Porcile. 3. La passion de la découverte.
- 19.05 Informations : Dépêches.
- 19.10 Documentaire : Assouan, le haut barrage. De Borjane Alouane.
- 19.55 Informations : Dépêches.
- 20.00 Magazine : Saïgon jamais. Animé par Laurence Allinec. Présentation des programmes de la SEPT. Invité : Marc Ferro, historien.
- 20.25 Le Courrier des téléspectateurs.
- 20.30 Documentaire : Les Années Lumière. De Jean Chapot.
- 22.00 Chronique : Le Dessous des cartes.
- 22.05 Cinéma : Ordre. ■■ Film danois de Carl Theodor Dreyer (1954). Avec Henrik Malberg, Emil Hass Christensen, Preben Lerdorff Rye.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radio-phonique. Ascenseur, point de suspension, par Stella Padros.
- 22.35 Musique : Le Concert (donné en décembre 1991 au TLP Dejazet, à Paris) : récital Cora Vaucaire.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.35 Concert (donné le 15 janvier au Musée Carnavalet) : Quatuor à cordes en ré mineur K 173, de Mozart ; Quatuor à cordes en sol mineur op. 64 n° 4, de Haydn ; Quatuor à cordes en si bémol mineur K 458, de Mozart, par le Quatuor Kuiken.
- 22.15 Mémoire d'orchestres. Par Philippe Morin. Cycle Sergio Celibidache. Concerto pour violoncelle et orchestre en si mineur op. 104, de Dvořák ; Méteorites, de Dutilleul ; La Valse, de Ravel.
- 23.35 Mère obscure, père ambigu et fils accompli.

LE DIMANCHE A MIDI SUR ANTENNE 2

24 Mai

Chœur de la Vierge

Philippe de VILLIERS

L'homme qui dit non

Rediffusion à 1 heure du matin



هكسان الفصل

# Le Monde

En raison de « manquements graves à l'éthique »

## Le directeur du centre de transfusion de Saint-Denis de la Réunion est suspendu

Un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) sur le Centre de transfusion sanguine de Saint-Denis de la Réunion, remis jeudi 21 mai à M. Bernard Kouchner, ministre de la Santé et de l'Action humanitaire, met gravement en cause le mode de fonctionnement de cet établissement. Il conclut d'une part à un « non-respect de la réglementation et de la santé publique », d'autre part à des « manquements graves à l'éthique ».

Dès réception de ce rapport, M. Bernard Kouchner a décidé, vendredi 22 mai, de suspendre de ses fonctions le directeur du CTS.

Ce rapport avait été demandé en avril à la suite d'informations faisant état de problèmes de santé publique survenus dans ce CTS. En outre, il existait depuis plusieurs années une mésentente entre le directeur du centre, le docteur Gil-

bert Gérard (adjoint au maire PS de Saint-Denis) et la direction de l'hôpital.

Le rapport de l'IGAS fait état des anomalies suivantes :

- retard de deux à trois ans dans la mise en œuvre des contrôles prévus par la réglementation ;
- abandon des contrôles de qualité des produits sanguins au cours des trois derniers mois de 1991 ;
- distributions de produits sanguins sans prescription médicale et sans identification des patients ;
- collectes de sang effectuées sur un bâtiment de la marine nationale de retour d'usage zone d'endémie palustre (il s'agit de l'île de Mayotte) ;
- collectes de sang effectuées en hôpital psychiatrique avec prélèvements sur des sujets hospitalisés ;
- collectes de sang effectuées jusqu'en 1991 en milieu pénitentiaire.

Le docteur Gérard nous a, pour sa part, précisé qu'il n'avait pas eu connaissance du contenu du rapport de l'IGAS. Il souligne les conditions de travail difficiles auxquelles doit faire face l'établissement qu'il dirige et qui pratique environ 14 000 collectes par an. Selon lui, les collectes pratiquées en milieu pénitentiaire et en milieu psychiatrique ne correspondaient qu'à une fraction très minime (de l'ordre d'une centaine par an) de l'ensemble du sang recueilli. Le docteur Gérard affirme d'autre part que toutes les garanties sanitaires étaient prises et que les règles éthiques étaient respectées.

JEAN-YVES NAU  
et FRANCK NOUCHI

L'examen du nouveau code pénal

## Les députés suppriment la sanction du discrédit jeté sur une décision de justice

Les députés ont adopté jeudi 21 mai, en seconde lecture, les livres III et IV du projet de code pénal, présentés par M. Vauzelle, garde des sceaux. Le livre III traite des crimes et délits contre les biens, et le livre IV, des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique. Les députés ont supprimé, à ce titre, les sanctions prévues, en première lecture, contre le discrédit jeté sur une décision de justice.

La longue réforme du code pénal, commencée au Sénat en mai 1989, touche à son terme. Le premier livre, consacré aux principes généraux, a déjà fait l'objet d'un accord entre l'Assemblée et le Sénat. Une commission mixte paritaire, réunie dans la première quinzaine de juin, devrait également parvenir à un accord sur le deuxième livre, particulièrement sensible, consacré aux atteintes contre les personnes. Le même résultat devrait être facilement obtenu pour les livres III et IV, pour lesquels il n'existe pas de points de divergence

majeurs entre les députés et les sénateurs. Ils examineront, ensuite, un cinquième et dernier projet, consacré à la mise en vigueur du nouveau code et comportant la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale, rendues nécessaires par cette entrée en vigueur. Le gouvernement souhaite que le Parlement puisse se prononcer sur l'ensemble du projet avant la fin de la session de printemps.

### SOMMAIRE

DÉBATS	
« L'Europe après le traité », par Maurice Duverger ; « Un grand président », par Max Gallo.....	2
ÉTRANGER	
Le sommet franco-allemand de la Rochelle.....	3
Grande-Bretagne : majorité confortable aux Communes pour la ratification du traité de Maastricht.....	4
Le Conseil de sécurité adresse une mise en garde à Belgrade.....	5
Autriche : le deuxième tour de l'élection présidentielle.....	5
Chine : l'essai nucléaire souterrain.....	6
POLITIQUE	
Les sénateurs approuvent la lutte contre le harcèlement sexuel et l'évitement à la fonction publique.....	7
Les affaires politico-financières : une entente avec M. Michel Pèzet ; l'ancien directeur de Gresco est inculpé ; M. Bernard Tapie devrait être entendu par le juge Boizette.....	8-9
SOCIÉTÉ	
Les décombres de Guadalajara : un mois après l'explosion, la population s'interroge sur le nombre réel des victimes et les causes de cette tragédie.....	10
Un médecin militaire condamné après la mort d'un sous-officier.....	10
Le gouvernement choisit la fermeture pour les déboutés du droit d'asile.....	11
CULTURE	
Photographie : La Primavera de Barcelone.....	12
Théâtre : Gladyz, à la Vieille Grille ; Kvetoch, à la Colline.....	12
Cinéma : un satellite pour Universal.....	12
Musiques : automne baroque à Versailles.....	13

ÉCONOMIE	
L'accord sur la réforme de la politique agricole commune.....	14
L'Arabie saoudite en position de force à l'OPEP.....	16
La Hongrie devient membre du programme Eurka ; Point de vue : pour un espace technologique européen, par Henri Guillaume.....	18
Quatrième groupe mondial de la communication, Havaï : la stabilité en diversifiant ses risques.....	18
Vie des entreprises.....	18
COMMUNICATION	
M. Jean-Claude Killy nommé PDG d'une filiale du groupe Amaury.....	14
SANS VISA	
Coups d'œil américains • New York, la bataille du ciel • Miami, le crime ne paie plus • Nègres, « sœurs », mon amour.....	23 à 32
Nashville blues • Jeux • Melting-pot.....	23 à 32
Services	
Abonnements.....	2
Annonces classées.....	17
Carrot.....	17
Jeux.....	30
Loto, Tac-o-tac.....	17
Marchés financiers.....	18 et 19
Météorologie.....	11
Philatélie.....	17
Radio-télévision.....	21
Spectacles.....	20
Week-end d'un chineur.....	17
La télématique du Monde.....	3615 LEMONDE
3615 LM	
Ce numéro comporte un cahier « Sans visa »	
folioté 23 à 32	
Le numéro du « Monde »	
daté 22 mai 1992	
a été tiré à 50 000 exemplaires.	

L'examen, en seconde lecture, des livres III et IV (adoptés par les seuls socialistes, la droite s'abstenant et les communistes votant contre) a confirmé l'existence de divergences de vues entre le Sénat et l'Assemblée nationale, notamment pour ce qui concerne l'interdiction du territoire français pour les étrangers coupables de certaines infractions. Le Sénat souhaite qu'elle soit obligatoirement encourue, alors que l'Assemblée nationale désire qu'elle conserve un caractère facultatif et exceptionnel. Les députés, moins sévères que les sénateurs, ont aussi revu à la baisse le niveau de certaines peines, comme pour le vol simple, puni de deux ans d'emprisonnement et de 200 000 francs d'amende, au lieu de trois ans de prison et 300 000 francs d'amende.

Les députés ont surpris, dans le livre consacré aux atteintes contre les biens, les dispositions introduites par le Sénat contre les « tags », qui étaient punies de deux mois de prison et de 50 000 francs d'amende. Ils ont souhaité introduire, en revanche, dans la liste des peines contraventionnelles revues au cours de l'examen défectueux du livre I, les travaux d'intérêt général, qui pourraient sanctionner les graffiti.

Au chapitre des atteintes à la nation et à l'Etat, et contre l'avis de M. Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-Marne), les députés ont enfin supprimé, à l'initiative du rapporteur, M. François Colombeau (PS, Allier), un article introduit en première lecture dans le texte du gouvernement et reprenant les dispositions de l'article 226 de l'ancien code pénal, qui incriminait « le fait de chercher à jeter le discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle ».

GILLES PARIS

**MODE : ACHETEZ "DECONTRACTEE"**

► Zéro pour les prix élevés qui vous tapent sur les nerfs !

► On demande à la création d'être séduisante, à la qualité d'être "top niveau". Mais aux prix de se faire minuscules.

► Pour que la mode soit un plaisir, il faut que le "facteur-prix" soit presque négligeable. Depuis 30 F le mètre

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Les conflits du Haut-Karabakh et du Nakhitchevan

## Moscou met en garde la Turquie contre toute intervention armée

Alors que les combats entre Arméniens et Azéris se poursuivent au Nakhitchevan et que les réfugiés arméniens commencent à regagner le Haut-Karabakh, désormais contrôlé entièrement par les forces arméniennes, des signes de tension sont apparus entre Ankara et Moscou.

En visite à Erevan, où il a rencontré, jeudi 21 mai, le président arménien, M. Levon Ter-Petrosian, le secrétaire d'Etat russe, M. Gueorgui Iouriévitch, a co-écrit une déclaration d'intention intervention militaire russe si des actions militaires turques étaient entreprises contre l'Arménie. M. Iouriévitch a toutefois précisé qu'il était « absolument impossible » d'envisager une intervention militaire russe dans la région. La Turquie, de son côté, a réagi aux allusions concernant une éventuelle intervention militaire turque faites la veille par le Maréchal Evgueni Choukhovnikov, commandant en chef des forces armées de la CEI.

A Helsinki, les représentants arméniens ont bloqué, jeudi, un projet de déclaration de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) critiquant l'escalade du conflit au Haut-Karabakh et son extension à d'autres régions de l'Azerbaïdjan. — (AFP, Reuters)

## Le Parlement russe juge « sans valeur juridique » l'acte d'attribution de la Crimée à l'Ukraine

Le Parlement russe a décrété, jeudi 21 mai, que l'acte d'attribution de la Crimée à l'Ukraine en 1954 était « dépourvu de valeur juridique ». Tout en reconnaissant le traité russo-ukrainien de 1990 stipulant l'intangibilité des frontières, le Parlement estime, en outre, qu'il est indispensable de régulariser cette question par des pourparlers entre les deux pays, « se fondant sur la volonté librement exprimée du peuple de Crimée ».

A Simferopol, capitale de la Crimée, le Parlement local a confirmé, jeudi matin, son vote de la veille en soulignant, sur l'insistance de l'Ukraine, sa déclaration d'indépendance et prévoyant des négociations avec Kiev (le Monde du 22 mai). Le débat au Parlement de Russie est « une incursion dans les affaires intérieures de l'Ukraine », a estimé, jeudi, après-midi, M. Galina Starovoïtova, conseillère de M. Boris Eltsine pour les questions ethniques. (AFP, Reuters)

## En avril La masse monétaire a crû de 8,8 % en Allemagne

de notre correspondant

En avril, la masse monétaire M3 (liquidités et crédits bancaires à moins de quatre ans) a crû de 8,8 % en rythme annuel en Allemagne, selon les données provisoires publiées par la Bundesbank, vendredi 22 mai. Cette évolution est considérée par la banque centrale de Francfort comme « à nouveau forte, même si elle n'est pas aussi dynamique que les deux mois précédents ». La croissance de M3 (en rythme annuel) avait été de 9,4 % en mars (chiffre révisé) et de 8,7 % en février.

Malgré cette très légère amélioration, la tendance reste très nettement supérieure à l'évolution souhaitée par la banque centrale, qui est comprise entre 5,5 % et 5,8 %. La raison en est une nouvelle expansion des crédits octroyés aux ménages et aux entreprises.

E. L. B.

■ Saible-record de LSD à Lille. — Cent mille doses de LSD ont été saisies par les services des douanes mardi 19 mai à Lille. Les premiers éléments de l'enquête, confiée au Service régional de police judiciaire (SRPJ) de Lille, permettent de déterminer que les stupéfiants, d'une valeur de 6 millions de francs, provenaient des Pays-Bas et étaient destinés à approvisionner un réseau de revendeurs en Grande-Bretagne.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Chauffards !

Je ne sais pas ce que m'a pris l'autre jour, c'était vendredi dernier, je suis partie à la messe à 8 heures, au volant. J'aurais mieux fait de la bouclier. Enfin quoi, il n'y a jamais eu, depuis, que quatre-vingt-deux personnes dont vingt-cinq gosses. Mais vous n'arrêtez pas de m'écrire, de me téléphoner : il y a six mois, il y a un an, on m'a fauché me mère, mon père, mon mari... Oui, bon, et puis ? Et puis rien ! Le meurtrier roule toujours.

Je prends des notes, bien obligée : Comment elle s'appelle votre fille ? Véronique. Quel âge ? Seize ans et demi... Elle venait de passer son bac à avec mention. Ça s'est passé où, quand, comment ? A Saint-Malo. L'été dernier. Elle rentrait à vélo sur la piste cyclable de la chaussée du Sillon, un boulevard à trois voies. Elle a été projetée à 25 mètres par un chauffard, un récidiviste, il s'était déjà payé un jeune Américain de passage en 1981. Taux d'alcoolémie ? 1,10 grammes. Qui c'était, ce type ? Pas n'importe qui, un notable. L'affaire a été renvoyée. La reconstitution n'aura

lieu que mercredi en huit. En on ne lui a pas retiré son permis.

Ca, c'est pas mal ! Et elle c'est étonnée, cette maman, faut vraiment qu'elle soit égarée par le chagrin, elle proteste : Vous vous rendez compte du danger ! Il peut faire d'autres victimes. Comment se fait-il que les enquêtes sur les excès de boisson et de vitesse traitent les pieds dans ce pays ?

Les responsables de la Ligue contre la violence routière, eux, ne sont pas surpris. Ils accusent, ils parlent de trafic d'influence, de dossiers qui ne passent pas, d'inadmissibles lenteurs. Et, pour parer au plus pressé, ils ont organisé cette semaine, dans le quinzième arrondissement de Paris, une opération « Sécurité enfant », histoire d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'absence d'agents de la circulation et de feux rouges à la sortie des écoles.

Ils vont plus loin. Comme, apparemment, on ne peut pas empêcher ces assassins d'écraser les gamins, faut empêcher les gamins de se faire écraser par les assassins, en leur apprenant, en classe, à gérer leurs abattis !

■ M. Bérézgovoy présidentiable, selon un sondage. — Selon un sondage de l'Institut Louis Harris, effectué les 14 et 15 mai auprès de 1 005 personnes et publié dans *Profession politique* du 22 mai, 60 % des Français estiment que M. Pierre Bérézgovoy ferait un « bon » président de la République. Parmi les personnalités souhaitées pour défendre les idées de gauche aux élections présidentielles, M. Bérézgovoy (22 %) est cependant cité en troisième position derrière MM. Jacques Delors (33 %) et Michel Rocard (28 %). Un autre sondage réalisé par la SOFRES du 18 au 28 avril auprès de 1 000 personnes et publié dans le *Nouvel Observateur* du 21 mai indique d'ailleurs que M. Delors arrive en tête « des personnalités qui feraient un bon président de la République » : avec 48 %, il devance M. Rocard (38 %) et M. Jacques Chirac (34 %).

## M. Lionel Jospin invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Lionel Jospin, ancien ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale dans les gouvernements Rocard et Cresson, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde » dimanche 24 mai de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Lionel Jospin, ancien premier secrétaire du Parti socialiste qui est conseiller général de Cintegeville (Haute-Garonne) et conseiller régional de Midi-Pyrénées, répondra aux questions de Patrick Jarreau et d'André Passeron, du Monde, et de Richard Arz et de Dominique Pennequin, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

L'école par correspondance Suisse qui sort de l'ordinaire. De l'enseignement de base au diplôme supérieur. Devenez indépendant en tant que

**Graphologue MSI**

Avec 2000 analyses par an nous sommes clairement en tête. Infos gratuites chez : MSI-Ecole de Graphologie, 166, 160 Beau-Site 65, CH-2603 Pully/BE

Le mensuel Ville Lumière le premier journal qui sort les banlieues de l'ombre

**LA POUDRIERE DE L.A. PEUT-ELLE S'ÉTENDRE À NOS BANLIEUES ?**

vente en kiosque 10 F

## PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt du 30 mars 1992, la cour d'appel de PARIS, confirmant un jugement du tribunal de Grande Instance de Paris, du 10 juillet 1991, a condamné M. Bernard TAPIE et Jean-Louis LEVREAU, pour avoir tenu des propos diffamatoires envers M. André SOULIER à la suite de la décision rendue le 28 janvier 1991, par la Commission Nationale de discipline du football.

**LA NORVEGE AUTHENTIQUE A BORD DE L'EXPRESS COTIER**

Tous les jours, toute l'année depuis 99 ans, l'un des 11 navires de la ligne de l'EXPRESS COTIER part de Bergen pour remonter le long de la côte norvégienne jusqu'à la frontière russe en passant par les îles Lofoten et le Cap Nord. Faisant escale dans plus de 30 petits ports, ils transportent marchandises, courrier, passagers locaux et... peut-être vous pour une croisière pas comme les autres, à la date de votre choix.

Renseignements et réservations dans les Agences de Voyages et auprès de l'Agent Général de l'EXPRESS COTIER en France :

**SCANDITOURS**  
36 RUE TRONCHET 75009 PARIS  
Tél. : (1) 47 42 38 65



# S A N S • V I S A

## Coups d'œil américains



Un an et quarante-cinq jours, temps record pour la construction de l'Empire State Building, inauguré en mai 1931.

Le violent coup de chaleur que les États-Unis viennent de supporter freinera-t-il l'élan des Français dans leur désir, aujourd'hui fermement installé, de s'en aller découvrir les espaces américains ? Non, répondent les voyageurs, aucune déflection ; il n'y a plus que les tremblements de terre qui font peur. Cap sur les États-Unis donc avec ce numéro spécial qui fera partir le lecteur à Miami, à Nashville, aux chutes du Niagara et qui commence à New-York au sommet d'un immeuble moins haut mais toujours plus élevé que les autres : l'Empire State Building.

LITTÉRATEUR à l'emporte-pièce, Le Corbusier, de passage à New-York en 1935, soupire : « Cent fois, j'ai pensé, New-York est une catastrophe ; cinquante fois, j'ai pensé, c'est une belle catastrophe. » Il ajoutait : « Les gratte-ciel déjà sont plus grands que les architectes. » C'est le moment où le fer, la pierre et le verre s'unissent dans leur propre dépassement, où New-York s'invente un style dont les héros sont restés debout, témoins d'une Amérique qui voulait s'élever résolument au-dessus du monde et qui allait y parvenir. Le Chrysler Building, le Rockefeller Center et par-dessus tous, bien sûr, l'Empire State Building, vainqueur de la bataille du ciel. Ce passé récent a fini par devenir ancien aux yeux de cette jeune nation qui les sauvegarde, les restaure et qui en fait ses halls de réception *up to date*, au point que M. Gorbatchev, en visite aux États-Unis il y a quelques temps, sera logé dans un palace des années 30, le Waldorf Astoria, et reçu dans un palais des spectacles des mêmes années, le Radio City Music Hall. Si New-York, selon l'expression heureuse, est « une ville debout », c'est mythologiquement et historique-

ment aux édifices de cette époque qu'elle le doit. Nous sommes tous encore dans la main de King Kong.

Sans renier la silhouette qu'il s'était donnée dans ces années-là, le quartier de Manhattan n'a jamais cessé de se reconstruire sur lui-même et continue d'être comme un aigle dans l'imaginaire du temps. Tête de pont d'un monde neuf, l'île de granit a voulu s'emparer de la troisième dimension quand les deux premières montraient leurs limites. Au bout de chaque rue, la mer, et les paquebots. Au bout de chaque idée, le ciel, dernière frontière. New-York, la ville qui attirait l'Europe et faisait peur à l'Amérique. New-York, qui plaît à l'Européen et inquiète l'Américain.

L'histoire des gratte-ciel aux États-Unis est assez simple. Chicago, dès la fin du dix-neuvième siècle, met au point la technique. New-York, dans les années 1920, leur invente un style. Il fallait d'abord, c'est vrai, trouver l'ascenseur, le grand émancipateur. Mis au point par un certain M. Otis, son premier usage public, à New-York, dès 1857, bouleverse les usages et met sous des yeux

la grille des valeurs : l'étage noble change de place. La course vers les sommets peut s'engager. A Chicago, les ingénieurs et les architectes, après le grand incendie de 1871, ont étudié comment densifier, comment multiplier les possibilités d'un terrain. L'ancêtre du « gratte-ciel » est en pierre et il n'a que seize étages, c'est le Monadnock Building, de 1892, dont les caractéristiques autorisent tous les espoirs : ce ne sont plus les murs qui tiennent l'édifice, c'est la charpente. Alors, Burnham, l'architecte de Chicago, reprend l'idée du fer et construit à New-York le « premier » gratte-ciel à ossature métallique, en 1902 : il n'a « que » vingt-deux étages, mais sa forme triangulaire lui vaut un surnom, « Flat Iron » (« fer à repasser »), et crée un effet de légère lévitation, qui étonne, aujourd'hui encore. Le photographe Stieglitz le comparait à l'étrave d'un immense navire, « symbole d'une Amérique en train de se faire ». Celui-là a inventé l'autonomie : il est seul dans son paysage, isolé, élané, s'étant comparé d'une étrange façon à la topologie manhattanienne, un triangle formé par l'oblique de Broadway et la grille orthogonale des rues.

Car un gratte-ciel, comme dit Robert A. M. Stern, ce n'est pas seulement un immeuble haut. « J'appelle gratte-ciel », énonce l'architecte new-yorkais qui enseigne à l'université Columbia, un bâtiment qui s'élève, qui veut se dresser librement, se détacher, et dont le sommet dialogue avec le ciel. Il lui faut une certaine dose de symbolisme, au moins une intention de se référer aux pyramides, aux cathédrales, ou aux colonnes antiques. En fait, un véritable gratte-ciel ne peut réussir qu'en personnifiant quelque chose ou quelqu'un, une entreprise. D'ailleurs, le Chrysler Building a continué de porter ce nom alors qu'il appartenait depuis longtemps à la Texaco. Le Woolworth, qui fut l'immeuble le plus haut de New-York de 1913 jusqu'en 1930, avait été explicitement voulu comme une « cathédrale du commerce » et entièrement habillé en style néogothique par son promoteur, propriétaire des chaînes de magasins à trois sous.

de notre envoyée spéciale  
Michèle Champenois  
Lire la suite page 25

### L'AMÉRIQUE A LA CARTE



- ☐ Vols transatlantiques, vols intérieurs, forfaits aériens,
- ☐ Locations de voitures, de moto, de camping cars, forfaits en bus, en train,
- ☐ Circuits auto + hôtel, bus + hôtel, minibus + camping, vélo + hôtel,
- ☐ Réservations d'hôtels toutes catégories, d'appartements, de villas, bons de chaînes hôtelières,
- ☐ Mini-séjours dans les grandes villes

Cycles courts en universités américaines, cours d'anglais courant ou spécialisé (juridique, médical, affaires...)  
Cours en toutes matières l'été, "Summer Sessions", (UCLA, Berkeley, Georgetown, Tulane-New Orleans...)  
"Jobs" d'été aux États-Unis (pour étudiants bac + 1 minimum)

Demandez les brochures à Council  
49, rue Pierre-Charron 75008 Paris

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

LA NORVÈGE AMÉRICAINE  
A NOUVEAU  
L'EXPRESSION COULE



## Sur la route

### La vie de palace

Ils s'appellent The Doo Cesar, The Breakers, The Park Central, The Reach, Ocean Club, Del Coronado ou Las Brisas. Ils se trouvent en Floride (à St-Petersburg, à Palm-Beach, à Miami-Beach ou à Key-West), à San-Diego en Californie, Paradise Island aux Bahamas ou Acapulco au Mexique. Ils sont, dans la catégorie des hôtels de vacances, le luxe incarné, le faste appliqué aux loisirs et à la détente.

Ainsi The Breakers, l'un des seuls hôtels de Floride (à une heure et demie de Miami, en voiture) érigés au bord de l'Atlantique, offre, avec ses plafonds décorés par des artistes européens et ses murs couverts de tapisseries flamandes, une étonnante ambiance de Renaissance italienne sous les tropiques. Avec vue sur plage privée et océan ou golf et jardins. De son côté, The Park Central, sans jouer les palaces, offre le charme et la séduction d'un édifice rétro, au cœur du quartier art déco superbement rénové de Miami-Beach, dans une ambiance décocontractée et « branchée ». Quant à l'hôtel Del Coronado, à San-Diego, il fait un peu figure de légende dans l'hôtellerie américaine, avec son architecture victorienne qui a servi de décor à plusieurs films, dont *Certaines l'aiment chaud*, et qui lui vaut la fidélité de nombreuses célébrités du monde de la politique (une douzaine de présidents y ont séjourné) et du cinéma.

Superbes, ces hôtels n'en ont pas moins, à l'occasion, géométriques par le biais des tarifs consentis en basse saison, une période qui, aux États-Unis, dans certains des lieux de villégiature les plus fréquentés, correspond, pour la plus grande chance des visiteurs européens, à un été considéré comme un peu trop chaud par la clientèle locale. Une situation judicieusement exploitée par certains voyageurs.

Objets de passion, ces établissements figurent logiquement (en compagnie d'autres musées américains tels le Waldorf Astoria à New-York ou le Mirage à Las Vegas) dans les *Passions* de Forum Voyages (une vingtaine d'agences en France dont huit à Paris, notamment au 55, avenue Franklin-Roosevelt, 75008, tél. : 42-56-84-84 et sur Minitel 3615 code FV), brochure dans laquelle ce voyageur, également compétitif dans le domaine aérien, rassemble séjours et circuits prestigieux. On insistait sur la différence des prix appliqués par ces palaces en « hiver » et en « été », de mai à octobre. Ainsi une nuit au Doo Cesar est facturée 420 F par personne en chambre double contre 670 F en hiver, 520 F aux Breakers contre 1 285 F, 480 F au Reach contre 795 F, 215 F au Park Central contre 310 F. Sans parler des réductions frisant les 50 % consenties par les palaces balnéaires des Bahamas ou d'Acapulco : 545 F par personne au Las Brisas pour un bungalow avec piscine et terrasse privée. Sans oublier que, dans la plupart de ces établissements, deux enfants de moins de dix-huit ans peuvent occuper gratuitement la chambre des parents.

De son côté, la chaîne Marriott (numéro vert France : 05-90-83-33) propose une chambre « 5 étoiles » à New-York, cet été, du 26 juin au 12 septembre, pour 159 dollars la nuit, étant entendu qu'il est possible de loger jusqu'à cinq personnes dans

les très vastes chambres des deux hôtels concernés. Il s'agit d'une part du New York Marriott East Side, un superbe édifice art déco construit par l'architecte de l'Empire State Building, dans Midtown Manhattan, à deux pas des Nations unies; d'autre part du Marriott New York Marquis (cinqième étage, un restaurant tournant), à Manhattan, près de Broadway et de ses théâtres dont celui de l'hôtel (1 600 places) qui y présente actuellement *l'Homme de la Marche*. Quant aux hôtels Marriott de Los Angeles, ils proposent, du mardi au vendredi et aux plus de seize ans, un forfait comprenant, pour 99 dollars (environ 550 F), une nuit en chambre de luxe avec petit déjeuner pour deux et l'entrée dans un studio de télévision pour assister à une émission en direct.



### Elvis et les autres

Si la musique adoucit parfois les mœurs, elle occupe souvent une place de choix dans la vie d'un peuple et constitue, de ce fait, une séduisante grille de lecture pour comprendre l'histoire et la culture d'un pays. Ainsi c'est en musique, du nord au sud, que l'on découvre les frontières (renseignements au 42-73-10-64 et Minitel 3615 NF) propose de découvrir, lors d'un circuit organisé de 17 jours (14 780 F en chambre double, avion compris en juillet, août et septembre), le style de vie américain, de Chicago à Dallas via la Louisiane. Au rythme de la musique classique et du blues à Chicago, de la « country » et du western à Nashville, de la musique cajun à Lafayette et du jazz à La Nouvelle-Orléans. Sans oublier Memphis et Graceland, la maison du King Elvis.

Elvis Presley également à l'honneur chez Forum Voyages (une vingtaine d'agences à Paris et en province et Minitel 3615 code FV) qui, outre le Festival d'opéra de Santa-Fé, propose deux pèlerinages de trois jours dans le Tennessee, berceau du rock and roll et de la country music. L'un à Memphis (725 F ou 1 450 F par personne, selon l'hôtel choisi, pour deux nuits en chambre double, les transferts de l'aéroport, une mini-croisière sur le Mississippi et l'entrée à Graceland), où l'on célèbre le culte de l'idole, notamment le 15 août, date anniversaire de sa disparition, autour de la piscine en forme de guitare du Memory Lane Inn, sur Elvis Presley Boulevard, et dans les boîtes de Beale Street; l'autre à Nashville (1 150 F pour deux nuits en chambre double, les transferts et une journée à Opryland Park) où, au Grand Ole Opry – temple de la country –, dans les studios de Music Row – avec le Musée national de la country – et dans les honky-tonk bars, bistrots musicaux fleurant la bière et le whisky, rôde le fantôme de Hank Williams.

Enfin, un circuit musical de 17 jours est proposé par Camino (agences de voyages) de New-York à Miami via Washington, Nashville, Memphis, la Louisiane et Orlando. Soit dans le cadre d'un voyage accompagné (17 900 F en chambre double et petits déjeuners, une quinzaine de repas et l'avion, avec cinq départs de juin à septembre), soit en liberté avec voiture et hôtels réservés (autour de 7 000 F en chambre double, prix comprenant l'hébergement et la voiture de location en kilométrage illimité).



### Au-dessus des canyons

D'un côté, la star des monuments naturels : le Grand Canyon, œuvre d'une fleuve opulente, le Colorado, qui, des millions d'années durant, a, tel le rabot d'un menuisier, érodé la surface d'un plateau de l'Arizona, pour, avec les précipitations locales, y creuser un canyon de plus en plus profond. Le résultat se résume en quelques chiffres : de 6 à 29 kilomètres de largeur, une profondeur atteignant à certains endroits 1 600 mètres, le tout sur une longueur de quelque 350 kilomètres. Une configuration qui invite à prendre de la hauteur.

De l'autre, justement, le Vistalizer, un petit avion de dix-neuf places avec deux pilotes, deux turbomoteurs silencieux et quelques caractéristiques dont on comprendra vite l'utilité : des ailes haut percées minimisant les turbulences et dégageant la vue des passagers qui, grâce à de grands hublots aux vitres teintées (un détail qu'apprécieraient les photographes), bénéficient d'une excellente vision, des deux côtés de l'appareil. Sans oublier des casques individuels diffusant, en une bonne dizaine de langues, un commentaire approprié et synchronisé. Autant d'atouts qui font du Vistalizer l'instrument idéal pour survoler les spectaculaires paysages de l'Ouest américain.

Un raisonnement qui a conduit la compagnie Scenic Airlines (représentée en France par Discover America, tél. : 45-77-10-74), pionnière des vols touristiques dans cette région, à en faire la vedette incontestée de sa flotte de vingt-neuf appareils. Opérant à partir de Los Angeles mais surtout de Las Vegas, Scenic Airlines, qui en vingt-cinq ans a transporté près de 3,5 millions de passagers, propose plusieurs formules permettant de survoler non seulement le Grand Canyon mais aussi une autre des merveilles de l'Ouest américain, Monument Valley, ainsi que le barrage Hoover, les lacs Mead et Powell et Rainbow Bridge, une arche de 93 mètres de haut sculptée dans la roche par l'érosion. Selon l'option retenue, il est possible de séjourner à Grand Canyon (et d'y voir sur écran géant un film spectaculaire sur « les secrets cachés du Grand Canyon ») ou au bord du lac Powell et d'effectuer des excursions terrestres sur le versant sud du canyon et à Monument Valley où un charmant « intensive » illustre l'utilisation cinématographique moderne d'un décor devenu synonyme de western.

Filiat touristique d'Air France, Jumbo (agences de voyages, agences Air France et au 62, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris, tél. : 46-34-19-79) propose, dans le cadre des circuits accompagnés ou



individuels contenus dans sa très complète brochure « Amérique », les survols, au départ de Las Vegas, du Grand Canyon (ainsi qu'une descente en hélicoptère) et de Monument Valley. Mentionnons un tiers de dix jours Los Angeles-Las Vegas-San Francisco (autour de 8 000 F, de Paris) ainsi que la réduction de 1 000 F accordée jusqu'au 26 juillet par Jumbo et Jet Tours sur plusieurs circuits américains.

Précisons que ce type de survols est également proposé par d'autres voyagistes dont Americatours, Balad Air, Cborus, Discover America, Flaneries américaines/Wingate, Forum Voyages, Jetset, Kuoni, Rev'Amérique, Tourmoode, Voyage pour tous, Voyageurs aux États-Unis, etc. Certains vont plus loin avec de véritables croisières aériennes en avion privé léger : de 12 jours, de San-Francisco à Los Angeles, avec Travel'Am (autour de 20 000 F en chambre double, de Paris), de 9 jours, de Las Vegas à Phoenix, chez Chorus (de 16 000 à 17 000 F en chambre double, de Paris) et de 7 jours chez Jetset (9 500 F en chambre double, sans les repas et l'acheminement de Paris) avec possibilité d'y inclure San Francisco et Los Angeles.



### A l'école des stars

Nick Bollettieri. Un nom magique dans l'univers du tennis professionnel. Une silhouette familière, pour les habitués des retransmissions télévisées, les caméras ne manquant jamais d'aller dénicher dans les tribunes les lunettes de soleil et les tenues excentriques de celui à qui l'on prête le pouvoir de transformer le talent en dollars. Alors que d'autres cultivent les pamplemousses ou les ananas, Bollettieri, lui, s'est spécialisé dans la fabrication des champions. Situé à dix minutes de l'aéroport de Sarasota/Bradenton, en Floride, son académie de tennis met en pratique les méthodes qui ont fait de lui l'entraîneur et le conseiller de quelques-unes des plus grandes vedettes du tennis actuel. Elle offre également aux adultes et aux juniors (bât à vingt ans) la possibilité de s'initier ou de se perfectionner en profitant eux aussi de ses équipements sportifs et audiovisuels sophistiqués.

Spécialiste des voyages d'affaires (notamment au Japon) et bénéficiant d'une longue expérience aux États-Unis, le voyageur Wingate Travel (19 bis, rue du Mont-Thabor, 75001 Paris, tél. : 42-60-39-85; et dans les agences de voyages) propose dans sa brochure *Flaneries américaines* (en collaboration avec la compagnie American Airlines) des stages d'une semaine en pension complète. Pour les juniors, il en coûte 4 390 F du 31 mai au 29 août, 5 235 F du 30 août au 12 décembre (chambre de quatre ou cinq personnes); pour les adultes, 6 720 F en chambre double en appartement. Des prix comprenant le transfert de l'aéroport au centre sportif mais auxquels il faut ajouter l'acheminement aérien.

A noter que *Flaneries américaines* propose de nombreuses formules (dont de séduisants campings, tous destinés aux 18-25 ans) pour découvrir les États-Unis, en toute liberté (bons d'hôtel achetés en France, circuits individuels en voiture ou en motor-home, forfaits permettant de parcourir le pays en train, etc.) ou par le biais de circuits organisés par l'un des grands spécialistes américains du tourisme en autocar.

sélection établie par Patrick Francis

● **S'INFORMER.** – Une adresse-clé, l'Office du tourisme des États-Unis (unique-ment par téléphone au 42-80-57-15, du lundi au vendredi de 13 heures à 17 heures, par le poste à B.P. 1, 91181 Longjumeau Cedex et par Minitel 3615 USA), qui diffuse de nombreux documents pour préparer son voyage, notamment un document sur les renseignements pratiques et les adresses utiles (formalités, compagnies aériennes, hébergement, échanges de maisons, location de voitures et bibliographie), un petit *Guide pratique des États-Unis* (achats, climats, décalage horaire, devises, poids et mesures, téléphone, repas, transports), une liste des principales manifestations artistiques, culturelles, musicales et sportives pour 1992, des cartes, des brochures régionales dont une, remarquable, sur les Merveilles de la nature de l'Ouest américain.

● **SE LOGER.** – Mini-séjours mini-budget, c'est ce que propose, aux jeunes plus spécialement, Council Travel (agences de voyages et agences Council en province et à Paris, notamment au 51, rue Dauphine, 75006, tél. : 43-25-09-86 et Minitel 3615 Council), avec trois jours de découverte (visites essentielles et temps libre) dans les grandes villes américaines. Deux nuits en chambre double avec petits déjeuners dans une YMCA (auberge de jeunesse) pour 685 F à New-York, 570 F à Washington, 630 F à la Nouvelle-Orléans, 715 F à Los Angeles. Egalement des mini-séjours de quatre ou cinq jours, tout aussi avantageux : par exemple une semaine à New-York pour 1 620 F. A conjuguer avec les vols proposés par ce voyagiste. Jusqu'au 6 juin, 2 300 F le Paris-New York aller-retour.

● **CONDUIRE.** – Transporter une boisson alcoolisée non scellée à l'intérieur d'un



véhicule est une infraction aux États-Unis, l'alcool devant être placé dans le coffre de la voiture. Lorsque les feux d'un autocar scolaire jaune clignotent à l'arrêt, il faut arrêter son véhicule, y compris si l'autobus se trouve de l'autre côté de la route. Dans certains États, en Californie par exemple, la panne d'essence est considérée comme une infraction au code de la route. Autant de règles, parfois insolites, contenues dans le petit guide *Conduire aux États-Unis* réalisé par le loueur Hertz. Outre la présentation des services Hertz et les démarches à suivre, de la réservation à la restitution du véhicule, on y trouve un rappel des petits « trucs » qui facilitent la conduite aux États-Unis. Parmi les services proposés, la possibilité, dans plus de soixante agences, d'obtenir des itinéraires informatisés indiquant les routes à emprunter à partir de l'agence pour rejoindre un hôtel, un restaurant, des sites touristiques, des activités sportives, etc. Avec indication de la distance, de la durée du trajet et des fréquences des radios locales.

● **TÉLÉPHONER.** – Afin de faciliter la vie des étrangers en visite aux États-Unis, la société AT&T propose aux détenteurs d'un compte Visa ou MasterCard une carte d'appel. Délivrée gratuitement sur simple demande (tél. : 47-67-47-88), cette Calling Card permet d'utiliser n'importe quel téléphone, public ou privé, pour appeler aux États-Unis ou dans plus de deux cent cinquante autres pays sans se soucier du mode de paiement. Les communications sont débitées en francs, sur le compte du titulaire de la carte, avec indication détaillée, sur le relevé bancaire, de la date et de l'heure de l'appel, du numéro appelé et du coût exact. Sur place, il suffit de composer le numéro d'accès au réseau AT&T, l'indicateur du correspondant et son numéro personnel d'identification.

New-York la bataille du ciel



50.000.000.000

SANS • VISA

• Le Monde • Samedi 23 mai 1992 25



## COUPS D'ŒIL AMÉRICAINS

# New-York la bataille du ciel



Suite de la page 23

L'Empire State Building, lui, avait une ambition plus générale, à la fois acte de fierté civique et monument à l'esprit d'entreprise, vertu nationale : il symbolisait l'Etat de New-York (surnommé « Empire State »), dont l'un de ses promoteurs, Al Smith, avait été le gouverneur quatre fois de suite avant de se lancer dans la course à la présidence. Le véritable investisseur, John J. Raskob, un self-made-man devenu vice-président de la General Motors, est resté relativement effacé derrière son œuvre, de même que l'architecte, William Lamb, à qui Raskob avait demandé en posant un crayon sur la table : « Bill, jusqu'où peut-on monter tout droit, et que ça s'appelle ? »

Emulation, tyranie, fantasmagorie. 1929 : le monde occidental va basculer dans la crise mais il ne le sait pas encore. Le dessinateur Hugh Ferriss publie ses « visions », esquisses abstraites, sombres, fustigées d'une « ville-titan », sous le titre *Metropolis of tomorrow* et travaille avec l'architecte Raymond Hood à la mise au point du Rockefeller Center. Quelques années plus tôt, en 1927, Fritz Lang a tourné *Metropolis*, tout court, et décrit un cauchemar. Bientôt, en 1933, les cris de Fay Wray, la jeune femme enlevée par King Kong, s'élevaient du sommet de l'Empire State Building, alors surnommé « Empty State Building », car, avec 200 000 mètres carrés de bureaux, il est à moitié vide (*empty*). Mauvais présage : les travaux de déblaiement du terrain avaient commencé le 1<sup>er</sup> octobre 1929, quelques semaines avant un fameux « jeudi noir », celui du krach. Mais le chantier a été mené magnifiquement, pour un coût un peu moins élevé que prévu — grâce à la crise — et surtout, dans un temps record : un an et quarante-cinq jours de construction.

Les défis de Manhattan, ou qui nous paraissent tels, s'inscrivent dans un cahier des charges précis. La ville, en se développant, a respecté la grille abstraitement tracée en 1811 et qui délimitait 2028 lots qui correspondent encore aujourd'hui aux fameux « blocs ». Et elle s'est donné, dès 1916, une *zoning law*, un règlement d'urbanisme, le premier dans le pays, qui obligeait à prévoir des étages en retrait, pour préserver une certaine quantité de lumière chez les voisins des premiers gratte-ciel ; cette loi empêchait les blocs compacts, mais elle permettait que, sur un quart de la surface du terrain, l'on bâtit aussi haut qu'on le voudrait. Son interprétation diverse et imaginative a donné à Manhattan sa skyline et sa gloire.

Le coup de génie des architectes de l'Empire State a été d'appliquer cette règle en la simplifiant : au lieu des étagements et des retraits successifs, ils ont choisi d'exalter la verticale au maximum. Non seulement en visant très haut, mais aussi en soulignant par la pureté et la nudité des façades, l'absence de décoration, la simplicité des lignes, l'élanement de la silhouette qui émerge, seule, d'une base de cinq étages occupant tout le « bloc ». Cinq étages, c'était l'altitude moyenne des immeubles de Manhattan à l'époque ; c'est un environnement similaire qui isole, au coin de la 34<sup>e</sup> Rue et de la 5<sup>e</sup> Avenue, le

monument. Il a ainsi, un peu par les hasards du marché immobilier, conservé une place à part dans la skyline, une position hautaine et dominante, loin du foisonnement vertical du quartier de Wall Street, et loin aussi des boulevards des tours modernes de Midtown, à partir de la 42<sup>e</sup> Rue et au-dessus.

Campaniles, cathédrales, flèches gothiques, ou phares d'un continent naissant dans la frénésie et l'exaltation, au point où se rencontrent l'idée de braver les limites et les possibilités offertes par la technique et l'argent. Chicago avait donné les solutions techniques, Paris inspire le style. Jusque-là on ne faisait que multiplier les étages et habiller d'un parement historiciste (néo-roman, néo-Renaissance, néogothique) l'ouvrage, audace déguisée, futurisme en costume. L'être de la machine n'avait pas encore trouvé son expression propre : Paris, avec l'Exposition des arts décoratifs de 1925, donne la « la » ; New-York sera art déco. L'Europe habille ses magasins, ses restaurants, ses théâtres, et ses femmes en losanges et en zig-zags ; l'Amérique, elle, fait danser les tables à dessin et transpose les rythmes et les couleurs du jazz dans son architecture.

Au même moment, dans Manhattan, à la fin des années 20, la première vraie course à la hauteur s'est engagée. Walter Chrysler, qui a fait fortune à Detroit dans l'industrie automobile, veut le faire savoir et posera sa marque et son immeuble à New-York : il achète un terrain sur la 42<sup>e</sup> Rue et Lexington Avenue, près de la gare de Grand Central, un quartier en plein boom, ainsi que les plans déjà tracés pour ce site par l'architecte, William Van Alen. Son souhait est de battre le record américain, celui du Woolworth de 1913 (240 mètres), mais aussi le record mondial, les 320 mètres de la tour de M. Eiffel qui, depuis 1889, nargue l'Amérique du haut de ses « mille pieds ».

La bataille est serrée : un ancien associé de Van Alen avec qui il s'est fâché, Craig Severance, termine le siège d'une banque, à Wall Street, qui est annoncé comme le plus haut. Suspense : Van Alen fait assembler en secret, à l'intérieur des derniers étages de son chef-d'œuvre, la flèche qui sera dressée d'un seul tenant (plus de 56 mètres), au dernier moment, assurant au Chrysler Building, en 1930, avec 77 étages, la suprématie aérienne. Pas pour très longtemps, moins de deux ans en fait : car l'autre chantier vient de commencer, un chantier exceptionnel, opération spéculative et publicitaire menée à la baguette, la construction de l'Empire State Building.

Parmi ses quatre vols quotidiens entre Paris et New-York, Air France a mis en service une liaison City-aéroport de Newark, qui permet d'éviter les encombrements dus aux formalités de police à l'aéroport Kennedy. Les autres vols partent de Roissy. Le prix de l'aller-retour varie de 11 500 F en classe économique à 38 340 F en Concorde. Les tarifs réduits (Apex, visita) avec réservation et paiement à l'avance s'établissent entre 4 160 F et 6 120 F. Le tarif Jaunes est proposé à partir de 3 925 F (départ avant le 15 juin). A New-York, l'hôtel Parker Mer-

ding, 102 étages, 1 250 pieds, soit 380 mètres. Celui-ci sera l'immeuble le plus haut du monde pendant assez longtemps — quarante ans — pour demeurer le plus célèbre même après avoir perdu officiellement le titre, dans les années 70, au profit des tours jumelles du World Trade Center, à New-York (30 mètres de plus), et de la tour Sears, à Chicago (65 mètres de plus).

« Le World Trade Center est sans doute l'immeuble le plus haut de New-York, mais l'Empire State Building reste le plus grand », dit son patron, Stephen Toie, directeur général de la société qui gère le monument pour le compte de Harry Hemmley, roi de l'immobilier aux Etats-Unis, et « empereur » de l'Empire State Building depuis trente ans. L'identification joue à plein encore aujourd'hui. Il y a quelques semaines, la presse populaire a titré « Harry est triste, il éléme les lumières pour Léona » quand l'Empire State Building est resté sombre, un soir, en signe de protestation contre l'emprisonnement de M<sup>me</sup> Hemmley, condamnée pour fraude fiscale. Immeuble-afiche, assurant sa propre publicité dès sa construction, suivie et immortalisée par le talent de photographe Lewis Hine pour qui on avait prévu une ascée spéciale afin qu'il puisse travailler en liberté. Verdict inattendu, tant à lui qu'aux trois cents métallurgistes (il y aura quatorze tués parmi les milliers d'ouvriers du chantier ; un seul mort au Chrysler Building) soudant les poutres et les ridelles, arrimant les câbles, affermant la maîtrise de ce navire lancé en plein ciel, sur 17 mètres seulement de fondations dans le roc de Manhattan.

Qui est l'Empire State Building ? C'est un géant dont on parle au féminin (« She is beautiful »), comme les Anglo-Saxons le font des bateaux. C'est aussi un immeuble de bureaux : 630 locaux, climatisés depuis 1933, 6 500 fenêtres, 63 ascenseurs, 25 000 occupants. C'est un observatoire : au quarante-sixième étage (à l'air libre) et au cent deuxième étage, fréquenté par 2,5 millions de visiteurs chaque année (malgré le World Trade Center). C'est enfin une antenne de télévision et de radio de 60 tours, ajoutée en 1950 au sommet de ce qui voulait être, au départ, un mât d'amarrage pour les zeppelins. Après deux essais malheureux, l'idée fut abandonnée. Mais l'Empire State Building n'en avait pas terminé avec l'aviation : un jour de juillet 1945, un bombardier B25 entra en collision avec le soixante-dix-neuvième étage, provoquant un

dien, 118 West 57th Street, dans le quartier de Midtown, proche des musées et de Central Park, pratiqua des tarifs week-end : chambres à 160 dollars (800 F environ) plus les taxes, au lieu de 200 dollars en semaine. Piscino au dernier étage et salle de sports. Jet Tours, filiale d'Air France, propose des forfaits avion-hôtel à 10 150 F par personne au départ de Paris, comprenant six nuits en Méridien (en chambre double, taxes comprises, sans les repas) et à 7 400 F pour un long week-end (trois nuits).

incendie ; on déplaça une dizaine de morts. Mais la structure avait prouvé sa solidité.

L'Empire State a refusé que son sommet soit transformé en cigarette géante nu co bouteille de Coca-Cola, mais il s'éclaira tous les soirs et envoya des signaux de couleur : jaune à Pâques, vert et rouge à Noël, tricolore pour le 4 juillet, tout bleu, ces jours-ci en hommage aux policiers new-yorkais, blanc le reste du temps. Le jour de l'inauguration, le 1<sup>er</sup> mai 1931, c'est le président Hoover, de son bureau à Washington, qui avait appuyé sur un bouton qui déclenchait l'illumination, geste « futuriste » qui préfigurait (presque) l'envoi des hommes dans l'espace.

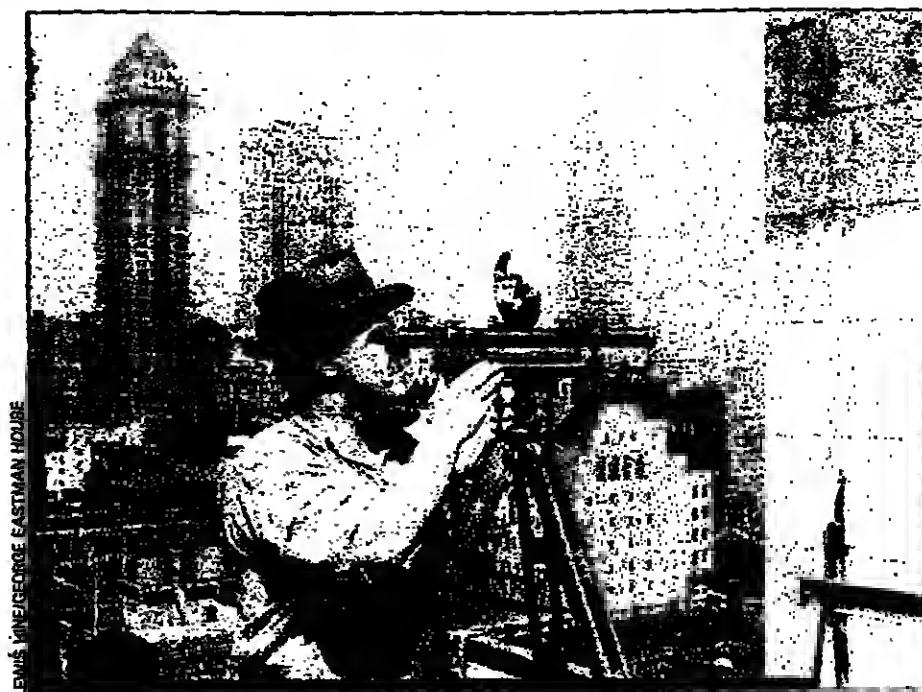
Pour ses cinquante ans, en 1981, la ville a offert à son emblème le titre officiel de « monument historique » : les travaux de restauration de la façade (so cours actuellement), le remplacement des fenêtres (dont on repointe les châssis d'origine), la modernisation des ascenseurs, et bientôt la rénovation du hall, tout de marbre et d'aluminium, sobre et austère, se font sous le contrôle attentif de la Landmarks Preservation Commission, la Commission des monuments historiques.

Le Chrysler, aussi, est monument historique. Depuis 1978. A un moment, on a même craint pour sa survie : non rentable, non restaur-

ble, la « princesse » de la skyline, silhouette gracieuse, ironique, perpétuellement à la fête, avec ses diadèmes d'aluminium en couronnement, semblait condamnée. Elle fut sauvée, et plusieurs milliers de personnes, chaque jour, pour rejoindre la station de métro, peuvent traverser son grand hall de bois sombre, lever la tête vers les fresques à la gloire des moteurs et des avions, observer les frises de métal inspirées des chromes des automobiles, un décor total qui ne laisse aucun répit aux portés ni aux cages des ascenseurs, et se termine à la terrasse du trente et unième étage en gargouilles métalliques à la gloire des carrossiers de l'époque. Mais, surprise, le « club des images », le Cloud Club, du soixante-neuvième étage, où les hommes d'affaires se réunissent pour mieux dominer leur champ de bataille, est vide et délabré : on cherche un utilisateur qui aurait 3 millions de dollars à investir pour le rénover.

Si Phoenicianisme a donné forme à Paris, New-York a inventé le manhattanisme, selon l'expression adoptée par Rem Koolhaas dans son *New-York Delire* (Editions du Côté, 1978). Fort heureusement, la ville n'a pas écouté les protestations de Le Corbusier qui trouvait les gratte-ciel trop serrés. Elle a continué à dresser ses flèches vers le ciel en gardant à la rue — foule, petits métiers, bruits, odeurs, vapeurs, encombrements — son caractère médiéval. Pour le pire et pour le meilleur.

de notre envoyée spéciale  
Michèle Champenois



Depuis l'Empire State Building, ingénieur visant au théodolite. Au fond, à droite, le Chrysler Building.

# AU (1) 47 27 36 37 LA TERRE EST MOINS CHÈRE.

Londres 690 F\*  
New York 2 395 F\*  
Los Angeles 3 995 F\*  
Mexico 4 395 F\*  
Delhi 4 635 F\*  
Bangkok 4 860 F\*  
Tour du monde 9 990 F\*

Vols réguliers quotidiens aller-retour sur grandes compagnies.

**FORUM VOYAGES**  
LA TERRE MOINS CHÈRE.

Non agences en France. Paris 1<sup>er</sup> 11, avenue de l'Opéra, Tél. : 42.61.20.20 • Paris 5<sup>e</sup> 30, rue de la Harpe, Tél. : 46.53.07.57 • Paris 15<sup>e</sup> 11, boulevard Saint-Michel, Tél. : 43.26.00.00 • Paris 17<sup>e</sup> 1, rue Cassini, Tél. : 47.71.30.00 • Paris 18<sup>e</sup> 144, rue de Flandre, Tél. : 42.89.07.07 • Paris 20<sup>e</sup> 35, avenue Franklin Roosevelt, Tél. : 42.34.34.34 • Paris 10<sup>e</sup> 87, avenue Raymond Poincaré, Tél. : 47.27.00.00 • Paris 12<sup>e</sup> 12, avenue des Ternes, Tél. : 43.21.39.38 • 80000 Amiens, Tél. : (03) 22.52.00.00 • 10000 Caen, Tél. : (03) 31.45.10.00 • 91000 Evry, Tél. : (01) 78.92.00.00 • 77000 Meaux, Tél. : (03) 70.11.07 • 57000 Metz, Tél. : (03) 87.45.30.31 • 24000 Montpellier, Tél. : (04) 67.52.73.30 • 34000 Nancy, Tél. : (03) 83.36.36.32 • 41000 Nantes, Tél. : (01) 40.55.25.25 • 33000 Nîmes, Tél. : (04) 40.11.52.52 • 33000 Nîmes, Tél. : (04) 40.55.25.25 • 67000 Strasbourg, Tél. : (03) 88.12.12.00 • 21000 T. Alsace, Tél. : (03) 81.21.50.10

Don à découper et à retourner à Forum Voyages, 17, av. Raymond-Poincaré, 75116 Paris. Je vous remercie de m'envoyer, contre 10 F en timbres, votre brochure.

☐ Vols directs ☐ Les Antilles ☐ La Floride ☐ La Méditerranée ☐ Les Paysans

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_





# Miami, le crime ne paie plus

La ville des méchantes combines et des vilains trafics change de peau. Les quartiers chauds sont calmes. La violence recule; le troisième âge aussi. Aujourd'hui, Miami est «glamorous»: charme, séduction, prestige, éclat. Vite! un bain dans la mer et un plat de coquillages Chez Moy.

TOUTS clichés superpasés, ça serait un monstre: une ville de retraités et de réfugiés, où l'on mélange allègrement le rhum et le baurban, dans un gros nuage taubillonant de fumeurs de havanes, sur fond de mer bleue, *sun and fun*, bromzer et s'éclater, sur fond de drogue et de crime, avec par-ci par-là yachts de croisière et chouettes pépées, dans le style véhiculé par la série télévisée «Miami Vice». Chaque élément du tableau existe bel et bien; c'est l'ensemble qui ne tient pas, n'a d'ailleurs jamais tenu debout.

Le soleil rouge a plongé tout d'un coup dans la mer.

Parcourir 7 miles en long sur 1 mile en large, soit exactement quatre-vingt-huit blocs, pâtés de maisons, grands hôtels et «condos» (luxueux immeubles de copropriété) pour prendre la température de Miami Beach, l'île au bord de l'océan, ville à part entière, à l'est du grand Miami, comté de Dade.

Le déman qui faisait écrire à Gustave Flaubert que «de toutes les débauches possibles, le voyage est la plus grande... c'est celle-là qui n'a inventé quand on a été fatigué de toutes les autres (1)», ce déman vous pousse à franchir le bras de mer vers l'ouest. Dans la quatre-portes rouge de location — une fois de plus on vaus a recommandé de verrouiller les portières en roulant, et vaus en faites à votre tête, — vous traversez l'univers pavillonnaire du quartier de Narmandy, campant des rues qui ont noms Vendôme, Versailles, Vichy, Notre-Dame, Bordeaux, Trouville, Granville, Verdun, Biarritz, puis le pont-levis qui fait basculer la route John-F.-Kennedy au passage d'un paquebot.

Vaus atterrissez dans l'univers glauque de Biscayne, le boulevard qui coupe en deux cette mégapole méridionale, changeant parfois d'identité, là où les besoins de consolation de la ville découvrent ou ne découvrent pas qu'ils sont impossibles à rassasier, petites misères ordinaires mal éclairées au néon, aux gyrophares



« Nous sommes une ville pluriculturelle, à la fois américaine, européenne et latine, juive et chrétienne, jeune et vieille... »

des cars de police, et leurs sirènes hurlantes, et les somptueuses musiques qui font danser jour et nuit cette Amérique, danser les gogo-girls qui viennent des cantines avoisinantes et parfois de plus loin arrondir leurs fins de mois, petites marchandes de fantasmes «à ne pas confondre avec les aventurières de choc des trottoirs», nous dit l'une d'elles, qu'on s'étonne de voir ainsi parler français, elle décline son prénom de guerre, elle est de père vénézuélien et de mère portoricaine, aucune histoire ici n'est à prendre pour argent comptant, la délinquance sur scène se montre timide à notre table, superbe et sombre, mélancolique et mystérieuse, tristesse et beauté d'une fleur baroque à l'heure où dorment les cocotiers.

Vendredi, en fin de matinée. Reebok aux pieds et regard vif derrière ses lunettes rondes à monture d'écaïlle, Bruce Singer, brun d'une quarantaine d'années, né à Miami Beach dant il préside la *chamber of commerce* (syndicat d'initiative), parle avec l'enthousiasme convaincant d'un bon vendeur d'image. Il sait à l'évi-

dence, sans jamais le dire, quelle dose d'abjection peut se nichier derrière les idées reçues: «La perception dominante de Miami Beach (2) est complètement surannée et fautive. Ville de vieux? En 1980, la moyenne d'âge des habitants était de soixante-sept ans; aujourd'hui, elle est de quarante-trois ans. Ville de juifs? En 1980, ils constituaient 60 % à 70 % de la population; aujourd'hui, 40 %.

Nous sommes une ville pluriculturelle, pluriculturelle, à la fois américaine, européenne et latine, juive et chrétienne, jeune et vieille... Ville du crime? Ce stéréotype date d'il y a douze ans, à l'époque de l'arrivée des réfugiés cubains de Mariel, du trafic le plus intensif de la drogue colombienne, et puis le Panama de Nariego, tout ça... Songez que les émeutes noires de Miami ontient fait très peu de morts. Comparez avec ce qui se passe aujourd'hui ailleurs aux Etats-Unis... Quant à «Miami Vice»? «Cette série a contribué à populariser à travers le monde une idée positive de notre comté: des gens jeunes, riches et beaux, dans de belles voitures et un environnement magnifique, on ne demande

pas mieux...» «Univers très glamour», réchérirait un hôtelier présent, d'un terme mal traduisible — glamourous tient à la fois du charme, de la séduction, du prestige, de l'éclat... Réserve toutefois: «Le règne de la violence dans cette série... Mais c'est la loi du genre, que voulez-vous? La violence à Miami est en déclin constant...»

A l'heure du déjeuner, on file Chez Moy, restaurant de Little Haiti. Fumeurs s'abstiennent et pas de rhum. «Du Cinzano?» Non merci ça va. Une photo du président élu en Haiti (décembre 1990, père Jean-Bertrand Aristide, en exil depuis le coup d'Etat de l'automne 1991) orne le mur derrière le tiroir-caisse. Il s'agit de signaler que le créole des Haïtiens est l'une des trois langues (avec l'américain et l'espagnol) dans lesquelles, lors de son séjour à Miami, le pape a célébré la messe pour faire saisir l'importance de cette communauté (estimée à 125 000 personnes) en Floride.

A l'ouest de Biscayne, entre la 79<sup>e</sup> Rue au nord et la 36<sup>e</sup> Rue au sud, adossé à Liberty City, le ghetto noir, Little Haiti était, il y a dix ans, un royaume d'associatifs sans but lucratif et de miséreux assomés sous les palétuviers. Des boat-people en attente de tout et de rien du tout, entre un camp de réfugiés à Krome, dans les marécages des Everglades, au sud-ouest de Miami, et une prison de haute sécurité dans l'Etat de New-York, en attente de telle mesure, le plus souvent arbitraire, des services fédéraux de l'immigration ou de telle décision judiciaire, parfois courroucée. Aujourd'hui, c'est un vrai quartier, avec ses vrais gens, ses commerces, ses réseaux et les inévitables caquetages des brochures touristiques: «(...) Les images, les sons et les odeurs de la Caraïbe... glaces et jus de fruits des Tropiques...»

Au cœur du quartier, à l'angle de la 54<sup>e</sup> Rue et de North Miami Avenue, Chez Moy est une pimpante bâtisse bleue, où l'on vient, hmmm... pour cela en effet, la papaye, baie conoue, et pour le korasol, le kachiman, mots pour lesquels il est vain de chercher une traduction, et rien ne remplaçant l'œil et la bouche, ni les

effluves capiteux du griyo (porc frit), du tasso (cabri frit), du lambi (coquillage cher aux descendants d'esclaves). On vient pour cela donc, et aussi pour éprouver le vertige de cette cité unique aux Etats-Unis dont, il y a dix ans, un ancien fonctionnaire du département d'Etat, sans doute mordu par l'araignée de la mauvaise conscience, nous disait, entre calcul et débordement: «Miami est la capitale des Caraïbes comme Mexico est la capitale du Mexique.»

Il n'est interdit à personne de rêver.

Au vrai, cette ville-shocker ne sait pas toujours si, des Etats-Unis ou des Caraïbes, elle est porte d'entrée ou de sortie, elle ne choisit pas, mêle volontiers, avec les plaisirs, les gros péchés mortels, beaucoup de gros chagrins.

Sur un terrain vague, le garçon en short auquel nous demandons un renseignement en créole répond en américain. «La faute aux papas», assure Edner Derival, propriétaire du restaurant «sur une dizaine de restaurants haïtiens» et de trois teintureries, comptable de formation, à mi-chemin entre la trentaine et la quarantaine, un de ces hommes d'affaires auxquels les militants politiques, naguère remuants, semblent avoir désormais cédé la place. «Certains papas, oui, interdisent à leurs enfants de s'exprimer en créole, langue synonyme de sida dans l'imaginaire de trop d'Américains. Même si les Haïtiens ne sont plus officiellement classés parmi les groupes à risques. Mon business d'induscoupp souffrir de ces préjugés. Comme de l'embargo aujourd'hui contre Haiti. Dans le quartier, il y a eu en tout et pour tout, d'après les médecins de la communauté, une cinquantaine de cas de personnes infectées par le virus, sur vingt mille compatriotes...» L'homme balance d'autres chiffres: «60 % de chômage chez les Haïtiens...» (3)

Le soleil tape. Entre l'inscription *Democracy or death* («La démocratie ou la mort») et un salon de beauté baptisé *Miroir à deux faces*, proposition de multiples services: «notaire, photo passeport, ticket d'avion, transfert d'argent, visa résidents, extrait des archives, traduction, income tax, cargo, photocopie, envoi de fax». Le disquaire (fumeurs s'abstiennent) vend aussi bien des cravates que des téléviseurs et du chewing-gum, les journaux haïtiens racontent des histoires de «mort», de «mécontentement populaire», de «scandales financiers». Au marché ambulant (le marché d'en bas), les rafraîchissements voisinent avec les piments, le manioc, l'igname, la banane verte; l'eau de Cologne mise en bouteille à Westwood dans le New-Jersey, avec les petits pots de nourriture pour bébés... Il manque toutefois l'émulsion Scott, fortifiant à la mère de l'écrivain Garcia Marquez assaillait, oon sans bon sens, qu'il était le secret du génie de son fils!

Plus à l'ouest, Liberty City est calme. Flambera quand le ghetto? Flambera pas! Plus au sud, à Little Havana, rien à signaler, les Cubains sont vraiment chez eux. Sur Flagler Street, paisible, à l'enseigne de Padron, les cigares sont toujours les meilleurs, on raconte que Fidel Castro les apprécie de plus en plus. Le «barbu» n'avait-il pas déclaré qu'il avait arrêté de fumer? Nous

(1) Correspondance, La Pétade.  
(2) Une étude réalisée par le Department of Economic and Community Development de Miami Beach (ville distincte de Miami) précise que, en 1988, 36,8 % de la population avait entre vingt et un et trente-quatre ans; 17,8 % plus de soixante-six ans. Par ailleurs, cette étude montre, entre 1982 et 1988, une chute vertigineuse de la population blanche dans cette ville (environ de moitié), un doublement de la population hispanique dans le même temps et, contrairement au Grand Miami, l'existence de peu de Noirs. Ces chiffres concernent les résidents (moins de cent mille habitants), non pas les visiteurs et touristes (presque trois millions pour la seule année 1990).

(3) Consulter le *Haitian Refugee Center*, 119 NE 54th St. Miami. Tél.: (305) 757-85-38.

**NOUS RENDONS FACILE LA ROUTE DE VOS VACANCES**

«Holiday Drive», la réponse de Budget à votre besoin de voiture pendant vos vacances. Pour plus de précisions, appelez nous au:

**(1) 46 86 65 65**

**Budget**

## Guide

PARIS - NEW YORK A/R 2300

**ACCESS**  
voyages

vend des vols réguliers à prix réduits. La concurrence apprécie.



## COUPS D'ŒIL AMÉRICAINS

e paie plus

ne parvenons pas à éclaircir cette délicate question, au *Versailles*, sur la 8<sup>e</sup> Rue (*Calle Ocho*), où nous enquêtons à une table d'anticipatristes primaires et hilares, retour vers l'océan ! Parmi les grands navires de terre qui glissent sur la chaussée, tout le monde respecte la stricte limitarrin de vitesse, c'est quand même à cela qu'on reconnaît un bon Américain. On a le dmit de tourner à droite au feu rouge sans indication contraire.

Le *Miami Herald*, l'un des meilleurs quotidiens de ce pays (à côté du *New York Times* et du *Boston Globe*), consacre la « une » à Los Angeles. A la télé, les pubs sont de plus en plus barbant : un type administre la preuve de l'efficacité d'un produit pour érir les voitures, longuement, à l'aide d'une bourreille qui glisse sur un capot (propre) ou ne glisse pas (sale), interminable, grotesque.

Solr tombant, on regarde avec joie les mouettes voler, les mêmes depuis toujours, tourner à basse altitude, voltiger dans les lumières ocres. On pense – les textes, comme les cartes géographiques, pesant de plus de réalité que le réel même – à l'Européen Nicolas Bnavuier : « Pour moi, voyager, c'est gagner par déracinement, disponibilité, exposition, le centre d'un champ de forces qui s'étend

d'ailleurs partout, mais dont il faut que nous cherchions, par déplacement géographique ou mental, l'accès qui nous y est particulièrement réservé. Il y a bien d'autres sésames : l'alcool, l'éros, l'opium, la méditation immobile... C'est l'état normade qui m'a fourni une clé : grand ou petit voyage » (4).

**Samedi matin, 9 heures.** Middle Beach. Un pavillon blanc, pelouse devant, jardin derrière. Le quartier dit de Nautilus, anciens terrains de polo devenus quartier de classe moyenne favorisée. Ana, châtain, chaussures plates, tee-shirt et stretch blancs; et Neisen, brun barbu, baskets et short; trente-sept ans tous les deux, charmants. Elle est née à La Havane, d'un père péloponnais et d'une mère d'origine lithuanienne; secrétaire d'un avocat d'appel. Il est né à Miami Beach, grand-père d'origine russe; élu municipal et avocat d'affaires.

Ana : « Je suis de la première vague d'immigration cubaine aux Etats-Unis, j'avais six ans. Nous sommes partis, mon frère et nos parents, lorsque beaucoup de gens là-bas se sont rendu compte qu'il fallait déguerpir. » Neisen : « Il y a pas mal de mariages entre Cubains et Anglo à Miami. Nous nous sommes rencontrés en 1981, à l'occasion d'une course (15 kilomètres à pied) dont nous étions tous les deux organisateurs. Nous

sommes mariés depuis neuf ans... » Les enfants, Eric (quatre ans et demi) et Julian (sept ans) s'ébattaient dehors parmi les palmiers.

Neisen se réveille tous les jours à 6 heures et demie, un peu après sa femme, part au volant de sa camionnette, prend le boulevard de la République (40 minutes) au marché (une heure) et sur la place (3,7 miles) ; il préfère courir. Ana préfère marcher. « A 8 h 10 », elle prend sa fourgonnette Mazda pour emmener les enfants à l'école avant le bureau. Neisen part travailler « cinq minutes après ». Chacun déjeune de son côté. Pour le retour à la maison des enfants, « avec trois autres mères du quartier, une fois l'une, une fois l'autre, cela fait économiser du temps ».

Le couple vote démocrate. Neissen : « Mais nous sommes des démocrates critiques. » Ana : « Parfois on vote républicain. » Loisirs : concerts du National Training Orchestra, vernissages du vendredi soir dans les galeries d'art contemporain (Keith Haring sur les murs du dernier), voyages (« New-York lo livinge fois. » Avec les enfants ? « Disney World, au moins une fois l'on », piscine « quand lo mer est froide », le zoo... Neissen : « Parfois on va

prendre le métro, juste pour s'amuser, les mêmes adorent ça... »

**Détour** par ArtDeco, quartier sud de Miami Beach, bel ensemble d'immeubles des années 30 et des années 40 signés par quelques architectes culottés (5). Et regrets sur la liste des plans possibles dans ce grand Miami impossible, où l'on peut taquiner l'alligator ou le dauphin, marchander des Levi's ou les pucés, se faire peur au Musée de la police, planer en hydravion, partir pique-niquer une journée aux Bahamas, découvrir la jungle dans le parc d'attractions de SeaWorld, ouvrir de grands yeux à des cabanes, merveilleuses sous la mer ou à la planète bigarrée des papillons, et même... ou bien on ne sait pas lire, jouer au *Seminole Indian Bingo* !

En début d'après-midi, dans le ciel, à la plage, petite fête d'anniversaire où s'amuse plein d'enfants perlés de mer; dans le ciel qu'on se rappelait sans nuage, au-dessus des parasols, danse un cerf-volant rouge et bleu.

**de notre envoyé spécial**  
**Jean-Claude Charles**

(4) *Pour une littérature voyageuse*, collectif, éd. Complexe, 1992.

(5) Bon livre sur ce quartier : *Deco Delights*, de Barbara Baer Capitman et Steven Brooke, éd. E. P. Dutton, New-York, 1988.

# Guide

● **Y aller.** - Air France notamment relie Paris à Miami cinq fois par semaine en DC 10. Tarifs compris entre 5 480 F aller-retour (vol-vacances haute saison, 15 juin-30 septembre) et 33 940 F (en première classe). Vol charter Jumbo, filiale d'Air France, le mardi et le jeudi, sur les lignes régulières : à partir de 3 980 F aller-retour.

**Se loger. - Entre palaces** (chers) et motels (parfois aventureux, mais il suffit de connaître les règles du jeu), nous avons essayé le très correct Shawnee Miami Beach, bon hôtel pieds dans l'eau (4343 Collins Ave., Miami Beach, tél.: (305) 532-33-11). Jumbo (dans les agences de voyage) propose, au départ de Paris, un forfait avion-hébergement (sans repas) dans cet hôtel, pour 6 250 F par personne (en chambre double) par semaine en juin, 7 150 F en juillet. Le forfait location de voiture est à 875 F par semaine.

**Se balader.** — Posséder la documentation assistant les grands touristes, c'est avoir son sport en soi : Alice dans la *labyrinthe*... Entre les pages de *South Beach* ou des «keys» et le mequet des propositions s'étendant jusqu'aux Bahamas, quelques repères de la ville-mosaïque : Art Deco (le nouveau quartier branché), Little Haiti (restaurant Chez Moy, 544 Rue, tél. (305) 757-50-56), Little Havana (8- Rue, Versailles, populaire resto cuisin), Coconut Grove, Biltmore, la *palapa*, etc. Hors Homestead, le port, etc. Hors voyages organisés et tours, comment s'y retrouver ? A condition de ne pas se laisser impressionner par la classique

mauvaise image des grandes villes américaines (Chicago-gangster, New-York-coupe-gorge...) et de prendre les précautions d'usage où que ce soit dans le monde, les mégapoles étant rarement des cours de récréation, toute piste est fil d'Ariane... Sauf à rejouer le gag du défectueux film *Stranger Than Paradise*, de Jim Jarmusch : rien vu à Miami...

Lira. - Avec profit, *Continental Drift*, de Russell Banks, roman salué en son temps par la grande presse américaine, du *New-York Times* au *Chicago Tribune*, paru à New-York en 1985, éd. Harper and Row, trouvable également en *Ballantine Books* (poche). Ou comment un rêve habitué se fracasse contre le roc de la vie courante en Floride... Russell Banks est un écrivain né en Nouvelle-Angleterre, un des bastions du puritanisme, un droïdien en son temps de la décadence et du dégoût, et aussi haut-lieu de la création littéraire et artistique. La «*Drift*» continentale de Banks (histoire d'une émigration du Nord au Sud des Etats-Unis, en Floride, d'un personnage de la Caraïbe, Bob Dubois) est un coup de projecteur fabuleux (par des chemins de traverse) sur le rêve américain. Russell Banks vit à Brooklyn, New-York, mais connaît bien Miami, la Floride.

Son sens du réel cru n'exclut jamais la dimension de l'imaginaire-double vue qu'il faut quand on traverse (y compris comme touriste) ces espaces où tout se joue à grande échelle, l'Histoire comme l'actualité. ●

PARIS - NEW YORK A/R 2280 F

# ACCESS

**vend des vols  
réguliers  
à prix réduits.  
La concurrence  
apprécie.**

6, RUE PIERRE LESCOT, 75001 PARIS. TEL (1) 40 13 02 02 et (1) 42 21 46 94  
LYON : TOUR CREDIT LYONNAIS - LA PART-DIEU. TEL. 78 63 67 77  
OÙ CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES.

La Floride  
D'Un Coup  
De  
Baguette  
Magique.

**Nouveau Paris-Orlando Non-Stop:  
3500F\* AR.**

**Achetez Un Billet Classe  
Affaires Et Delta Offre 50%  
De Réduction A La Personne  
Qui Vous Accompagne.\***

Le 5 juin, la magie s'empare de la Floride.

Delta Air Lines profite de la bonne augure des fées et ouvre ce jour-là le premier vol non-stop Paris-Orlando. Ce nouveau vol vous rapproche plus que jamais du rêve et des nombreuses aventures qu'offre la Floride.

Quoi de plus naturel de la part de la compagnie officielle de Walt Disney World®? Car Delta Air Lines offre plus de vols vers plus de destinations en Floride que n'importe quelle autre compagnie aérienne.

Alors, quelle que soit l'aventure qui vous attire vers "l'Etat du Soud", Delta Air Lines vous y emmène comme par magie en un voyage aussi simple qu'agréable.

Pour plus d'informations, contactez  
votre agent de voyage ou appelez  
Delta Air Lines à Paris au 47.68.92.92  
ou à Nice au 05.35.40.80. La magie  
s'occupe du reste.

*Villes de Floride desservies par  
Delta Air Lines: Clearwater, Daytona  
Beach, Ft. Lauderdale/Hollywood, Ft. Myers,  
Gainesville, Jacksonville, Melbourne,  
Miami, Orlando, Panama City, Pensacola,  
Sarasota/Bradenton, Tallahassee,  
Tampa/St. Petersburg, West Palm Beach.*



**DELTA AIR LINES**  
*'L'Amour Du Métier Nous Donne Des Ailes.'*

Sujet à approbation gouvernementale. \* Tarif classe économique valable du 15 juin au 15 juillet 1992. \*\* Réduction de 50% sur le prix Classe Affaires valable du 5 juin au 15 juillet 1992. Tarif et réduction soumis à des conditions particulières de ventes et de transport. © Delta Air Lines, 1992



هكسان النحل



## COUPS D'ŒIL AMÉRICAINS

# Niagara, « sautons, mon amour... »

C'est encore et toujours avec le souci de ne pas rater le grand plongeon dans la vie que les couples continuent de venir ici, aux chutes de Niagara, faire béurr leur lune de miel sous les embruns les plus virulents. Vertige, émotion et eau fraîche.

INDIANA, Manitoba, Missouri, Virginie, Ohio, Québec, Maine... Les plaques de voitures, les silhouettes, les accents et les langues célèbres autour des chutes de Niagara comme rarement au nord du rio Grande le ralliement de cinquante États, dix provinces, deux territoires et quelques nations. Protestants, juifs, catholiques, bouddhistes, animistes et athées viennent y sacrifier au même rite, s'incliner avec une identique foi devant l'autel de la nature, pour y recevoir la consécration de leur mariage présent, passé ou à venir, les naïfs convaincus que les eaux bouillonnantes leur apportent un supplément d'âme, les réalistes une valeur ajoutée, les pratiques une plage de détente, tous, quelque chose comme une solide assurance complémentaire.

Tous ? Visiblement non. C'est l'Amérique amputée de ses extrêmes qui se déverse ici. L'une, fidèle au rite mais pas à l'Eglise, ira vivre sa lune de miel aux chutes d'Igazu (à la frontière brésilienne-argentine), laissant à de moins nantis la franchise trébison d'un simple séjour chez Disney ou à bord d'un paquebot caribéen doté de ces mêmes baignoires moussues en forme de cœur que vantent les motels qui s'alignent entre les lacs Érié et Ontario. L'autre Amérique, la dépossédée (noire, indienne, métis), l'est de tout cet héritage-là aussi.

Car le flot humain (douze millions l'an passé) qui se précipite à Niagara est d'abord celui d'un continent blanc, nourri de sa propre image à la coupe de cheveux près, avide et rassuré de la voir déclinée à l'infini. Une image venue s'ajouter au spectacle du saut comme une perspective seconde, un recul offert en supplément aux visiteurs européens ou asiatiques. Une image changeante, qui s'est glissée entre les berges originelles, réinventée pour et par les scénaristes d'un feuilleton télévisé familial toujours à suivre où, de plus en plus, ce sont les enfants qui vont guider les parents.

C'est pourtant bien autour de l'idée de couple que l'hommage à Niagara a su s'imposer. Se retrouver ici deux à deux, semblables parmi ses semblables, frottés les



A bord de la « Fiancée de la bruine », au plus près des chutes.

uns aux autres comme les eaux des rapides, avant de rejoindre, rassasiés et apaisés, son État, sa province ou son territoire apportant la garantie que l'on faisait bien les choses et que l'on se conformait à la règle. Afin qu'au terme du séjour ce qui était consommé soit moins l'union d'un couple que son mariage avec l'Amérique, la confirmation ou la révélation qu'on avait obtenu son consentement et qu'on lui appartenait pour toujours, comme si ne se jouait là rien d'autre qu'une certaine forme de citoyenneté. Les jeunes époux japonais, coréens et taiwanais, de plus en plus nombreux à prendre le relais des Canadiens et des Américains, défilants, viennent-ils y chercher autre chose ?

Pour être moins couverts qu'autrefois, le mariage sur le site reste cependant pratiqué. Côté canadien par exemple, il convient de s'inscrire trois mois à l'avance et de demeurer sur place au moins quarante-huit heures. Ceux qui le souhaitent iront trouver l'un des deux prêtres locaux, l'un « catholique-libéral », l'autre « sans dénomination », qui acceptent d'officialiser. Mais la cérémonie essentielle se joue ailleurs : dans l'approche même des chutes, codifiée depuis des générations en trois figures,

postures ou stations à effectuer, d'une symbolique appuyée et éprouvée.

La première est un simple et long contact (visuel et sonore) du haut du balcon situé à l'angle précis où les rapides se précipitent cinquante mètres plus bas. La seconde se pratique en imperméable (jaune, recyclable et compris dans le prix du billet), le lieu le plus hautement recommandé étant dit « le Voile de la mariée ». Dans sa brillante « étude stéréophonique », 6 810 000 litres d'eau par seconde, Michel Butor, par speaker interposé, relate ainsi une visite : « On arrive par un tunnel derrière le grand mur d'eau précipité. Alors le guide prend un caillou dans sa main et le lance sur cette obscure furieuse vire liquide, qui s'entrevoit un instant pour laisser fulgurer un éclair de jour cru ».

Cruidité que les pèlerins, patients ou acteurs, déjà bravement humectés, tous pareillement encapuchonnés de cirés (hieux), à rendre après l'épreuve, savent plus directement à bord d'un petit navire, le *Maid of the Mist* (« Fiancée de la bruine »), pour s'approcher par laval au plus près des chutes et recevoir, dans de furieux coups de boutoir, l'onde de choc final. Les plus courageux

tendent de regarder en face ce qui s'abat sur eux, les autres s'abandonnent dans les éris aux éblouissements d'un plaisir sans fin. L'inepuisable petite fiancée régalée la rive avant un nouvel assaut.

Lorsqu'en 1953, dans *Niagara*, Henry Hathaway lâche Marilyn Monroe sur les lieux, c'est bien pour montrer qu'elle peut rivaliser avec toute cette écume et séparer ceux qu'elle a unis. Pandora fatale à l'Américain moyen, fatale à l'idée même de mariage, Marilyn transforme les chutes en miroir d'elle-même, où les hommes viennent se cogner, en une urne avec laquelle ils se détruisent et la détruisent. Joseph Cotton, son mari, aura cet aveu d'impuissance devant tant de forces incontrôlables : « Pourquoi les chutes m'attirent-elles ? Pour me montrer leur grandeur et ma petitesse ? Il leur a fallu dix mille ans pour être indépendantes, alors quoi d'extraordinaire ! Moi aussi je le pourrais. Seulement cela risquerait de prendre un peu plus de temps ».

Une phrase qu'aurait pu prononcer l'un de ces *daredevils* (« casse-cous », mais aussi, littéralement : qui ne craignent ni Dieu ni diable) qui mériteraient bien le nom de cascadeurs, trop impatients pour attendre autant d'années avant d'affronter le grand saut, et pour qui la force, la constance (l'obstination) des flots semble une insupportable provocation. En se jetant du haut des chutes enfermées dans un fil, ils entendent certes d'abord substituer leur spectacle à celui des eaux, mais veulent-ils rompre le rite ou le renforcer, casser le courant ou l'accompagner ?

Leurs photographies, exposées dans un petit musée aux côtés de leur moyen de transport (on notera que l'avant-dernier d'autre eux - 27 septembre 1989 - était largement sponsorisé) sont celles de citoyens quelconques dont rien ne laisse paraître qu'ils aient voulu défier les lois, et peut-être la Loi. Neuf sur treize ont survécu au passage de l'autre bord, et la plupart ont poursuivi ensuite leurs tâches quotidiennes, inchangées. Leur tradition, masculine, initiée cependant en 1901 par une institutrice de soixante-trois ans, ne s'est significativement interrompue que durant la dernière guerre, où les casse-cous purent trouver d'autres terrains d'action.

Mais tous les *daredevils* rassemblés n'y pourraient rien : les chutes coulent et roulent pour la paix des ménages. Un exemple venu du plus haut il est vrai, quand les rives du fleuve, séparées par la nationalité, se sont unies dans le nom. Sagesse, résignation lorsque l'on n'a qu'un unique voisin, ou manière de reconnaître que ce que les tourbillons avaient pu séparer,

son culte le réunirait ? Initialement nommée Grand Niagara, la rive gauche (américaine), persuadée, à raison, de son avenir industriel, s'autoproclame Manchester avant de s'engager en 1812 dans une guerre aussi vaine que meurtrière pour s'approprier l'autre côté. La paix revenue, elle revient à sa dénomination initiale en 1830. La rive canadienne (alors anglaise) suit plus lentement ce cours : les villages de Clifton (1832) et d'Elgin, créés après qu'on eut jeté un premier pont suspendu sur la gorge (1848) et une ligne de chemin de fer (1853), ne se rangeant sagement dans la même appellation qu'en 1881.

Ainsi, Niagara-Falls (province de l'Ontario, Canada, 70 000 habitants) et Niagara-Falls (État de New-York, États-Unis, 70 000 habitants) peuvent-elles paraître elles aussi proclamer les vertus du mariage et d'une économie commune. Et lorsqu'au milieu du Rainbow Bridge, qui rattache l'une à l'autre, époux canadiens ou américains se font photographier face aux chutes, chacun sous le drapeau d'un pays, leurs lèvres nées sur l'axe de la ligne frontalière, c'est, plus qu'un jeu, la solidité d'un lien qu'ils éprouvent, leur propre image de couple soudée, au-dessus de l'abîme tourmenté.

Pour être discrètement en concurrence (quand la partie américaine tente de casser les prix en commercialisant largement ses fonds de tiroir, l'autre rive répond par des houtiques hors taxes), les deux cités n'entendent pas moins donner l'image d'associés industriels, partageant les tâches comme ils partagent les recettes, soucieux de leur avenir autant que de leur réputation. Dotées d'un des plus puissants ensembles hydroélectriques d'Amérique du Nord, qui puise ses eaux en amont du saut et en redistribue de chaque côté également l'énergie, les deux communes (les deux États) ont signé en 1950 un traité par lequel ils s'engagent à ne pas laisser descendre le volume des chutes au-dessous de 2 832 000 litres d'eau par seconde dans la journée durant la saison touristique (du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre), et au-dessous de 1 416 000 litres aux autres moments.

Et voilà le paysage affichant crânement, avec le pouvoir régulateur des hommes, une valeur chiffrable au litre d'eau près, en deçà duquel il ne serait plus lui-même. Le Niagara, garanti de son apparence sauvage, peut continuer de rugir dans une cage invisible, des comptables veillent sur le moindre de ses élan pour que continue le « show ». Au soir, lorsque s'illuminent les chutes, ils lui rendent en monnaie électrique un peu de l'énergie détournée. Mais c'est de

plus haut, d'une des tours qui dominent, côté canadien, le chaos aquatique, que se révèle le mieux la complémentarité des industries : lorsque l'objet de toute la ferveur exhibe les beautés d'une parure contemporaine en s'enfonçant dans une nuit cernée et rehaussée jusqu'à la ville américaine de Buffalo par les usines clignotant et fumant.

L'électricité puis l'électronique tentent de s'imposer (de s'imposer) pour célébrer la cascade comme si elle n'était plus tout à fait à la hauteur, ou comme si elle était devenue incompréhensible, et qu'il fallait y préparer, dans le langage qui est le leur, les enfants d'aujourd'hui, comme si sa nature (la nature ?) était d'un autre siècle. Un film (procédé Imax) offre d'en célébrer les grandes heures sur « un écran géant haut de six étages », avec un son multipistes propre à trouver ensuite le bruit réel faiblir.

Mais le « frisson ultime » est apporté par *Ride Niagara* (« Chevaucher le Niagara »), qui propose de faire ressentir en cabine, par simulateur et écran vidéo interposés, la descente des chutes dans le tonneau d'un authentique *daredevil*. Voici venue la transgression sans risque, une manière sans doute de vacciner les bambins (à partir de six ans) pour éviter toute rechute et de mettre à coups de jeux, de parcs (jardin botanique, marineland), de musées (des records, des plus grands criminels) et de maisons hantées les chutes à l'échelle du seul concurrent qu'elles se reconnaissent : Disney.

On oublierait qu'avant de servir à la récréation et à l'éducation des bambins, avant de porter les couleurs supranationales de l'union, le Niagara avait défendu celles - indescriptibles - de la passion et de l'être suprême. Dans une lettre à sa mère (1804), le poète irlandais Thomas Moore raconte sa visite ou plutôt sa « visitation » : « Mon cœur et mon âme entiers se sont tendus vers la divinité dans une houle d'admiration dévote que je n'avais encore jamais ressentie auparavant. Oh, qu'on omène l'athée ici et il n'en repartira point athée ! Comme je plains celui qui peut s'asseoir froidement pour décrire ces ineffables merveilles, et plus encore celui qui les soumet à la mensuration en litres et en mètres. Aucune plume ne saurait transmettre ne serait-ce qu'une faible idée de leur magnificence ».

« Niagara efface tout », insiste tardivement Chateaubriand, qui avait osé, lui, auparavant, le décrire suffisamment pour que s'amorce ce qu'il faut bien appeler la promotion des lieux. Avec lui, après lui, on vint chercher à une représentation d'irrésistibles émotions au modèle romantique, une invite à laisser se déchaîner des forces soupçonnées, à partager avec l'autre, en toute pitié, la terreur et l'émerveillement qu'il ne manquerait pas d'éprouver. Appliquée au paysage présent, pour qui sait en retrancher l'émphase, sa description paraît toujours aussi exacte : « Au moment même du saut, c'est moins une rivière qu'une mer impétueuse dont les cent mille tourbillons se pressent à la bouche béante d'un gouffre... Des arcs-en-ciel sans nombre se courbent et se croisent sur l'abîme dont les terribles mugissements se font entendre à 60 milles à la ronde... Des rochers démantelés et gigantesques, taillés en forme de fantômes, décorent la scène sublime... » Le sublime aujourd'hui appartient-il à Dieu ou à Disney ? Mais est-il encore temps de choisir ?

de notre envoyé spécial  
Jean-Louis Perrier

Le plus rapide pour accéder à Niagara au départ de Paris est par Toronto (la rive canadienne est d'ailleurs la plus belle). Air Canada notamment (tél. : 43-20-12-00) assure cinq vols sans escale et douze vols directs chaque semaine. Billets aller et retour à partir de 5 080 F. Renseignements sur les chutes et la région ou Tourisme de l'Ontario, 109, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 46-63-15-34.

### AVEC CONTACTOUR, PARTEZ POUR LA FLORIDE

• des villas  
à ORLANDO  
ou sur le golfe du Mexique  
pour vivre de vraies vacances  
à l'américaine :  
(à partir de 3 100 F la semaine)

• des voyages tout compris  
dans le monde merveilleux  
de Disney  
(vol direct Paris/Orlando)  
• des séjours en toute liberté  
avec voiture de location.

### CONTACTOUR

30, rue de Richelieu 75001 Paris  
Tél. : (1) 42-96-02-25  
ou chez votre agence de voyages.



### Découvrir





COUPS D'ŒIL AMÉRICAINS



lus

Nashville, Tennessee, ville sainte de la country music, cité où même les échangeurs routiers prennent des formes de guitare. Nashville, deux cents studios d'enregistrement, sept cents églises. On se croit au Far-West, mais c'est le Sud.

« J'ESPÈRE vraiment pour vous que vous aimez la musique country, parce que, là-bas, quoi que vous fassiez, vous ne pourrez pas y échapper : ils en passent partout, y compris dans les toilettes... Et, surtout, n'oubliez pas d'acheter un stétoscope : tout le monde en porte : c'est la meilleure façon de passer inaperçu... » : voici le genre de sarcasmes auxquels on s'expose de la part d'un Américain sophistiqué de la côte Est quand on lui dit qu'on se rend à Nashville, Tennessee. Dès le changement d'avion, à Raleigh, la différence d'atmosphère, il est vrai, est sensible : finis, les vêtements sobres, passe-partout, à l'européenne ; dans le 737, les chemises à carreaux, les jeans bien clairs, les chapeaux et les bottes « western » à talons inclinés deviennent presque majoritaires, comme si l'on rentrait dans un autre pays, une sorte d'Amérique « vraie », réelle. Pas d'ostentation, pourtant : ici, chacun s'habille comme il lui plaît, sans se soucier de ce que peut porter le voisin.

« Music City » est sans doute un mythe, mais un mythe qui se porte bien. Dans cette ville d'un demi-million d'habitants où les échangeurs routiers adoptent la forme de guitares, le premier taxi qui vous prend à l'aéroport conduit en chantonnant le dernier succès de Garth Brooks, la nouvelle idole du « Nashville sound », 48. 999, déposé à Music Row, le quartier des studios d'enregistrement et des maisons de disques, où des car-washes immenses, perchés de signes urbains et de publicités, avec leurs rangées interminables de voitures qui scintillent au soleil, enserrant un temple maçonnique octaédrique, avec colonnes doriques et pilastres en plâtre, perdu au milieu d'un enchevêtrement de drive-ways. Le long de Broadway, d'étranges semi-motocyclettes rouges, pompier, vert pomme et bleu clair, aux chromes étincelants, passent comme des bolides, tandis qu'au loin, par-delà un paysage confus de toitures ferrées déshabillées, d'immeubles aux vitres cassées et de maisons basses et longues comme des hangars, apparaît la ligne irrégulière, le skyline, des gratte-ciel de downtown.

Pas de doute : c'est bien en Amérique qu'on se trouve. Difficile, même, de faire plus américain que cette ville aux pelouses d'un vert intense presque insoutenable, sillonnée par de grandes avenues à huit voies qui la traversent de part en part, aux marges troitiques que fréquentent seulement, après 6 heures du soir, les *homeless* débraillés qui dorment la nuit dans le parc qui jouxte, au bord de la Cumberland River, la reconstitution de Fort-Nashborough, l'embryon, fondé à la fin du dix-huitième siècle, de la ville actuelle. Dans le motel, quelques mesures de steel-guitar accueillent le



Le Tootsie's Orchid Lounge.

# Nashville blues

visiteur, et un mur entier est tapissé, comme dans tous les lieux publics de Nashville, de photos dédicacées des stars ou apprentis stars qui ont fréquenté cet endroit. Au Shoney's voisin, scène de genre nashvillienne, des hommes en costume de cow-boy, comme s'ils venaient de piller les magasins de souvenirs de Demonbreun Street voisine, sirotaient des bières light en cans, tandis que circulent entre les tables des serveuses, en sautoirs bleus et queue de cheval.

Alors, bien sûr, comme on est venu pour cela, on réserve sa première visite au fameux Country Music Hall of Fame, étrange Panthéon dérisoire où les dieux ont noms Roy Acuff, la Carter Family, Minnie Pearl, Hank Williams et autres Johnny Cash ou Waylon Jennings, les stars de la musique country. Orde de musée où des objets d'usage quotidien prennent soudainement valeur de reliques. Dans une vitrine, entre la première guitare électrique construite par Les Paul en 1941 et connue comme « the Log » (la « Bûche »), et un violon réalisé à partir d'une boîte de cigares ayant appartenu au Cajun Bêbê Carrère, on peut ainsi voir un briquet en argent récupéré dans la carcasse de l'avion où mourut, en 1963, la chanteuse Patsy Cline. Plus loin, des costumes de scène de cuir blanc frangé de Dolly Parton, une robe rose de Barbara Mandrell, une cravate peinte ayant appartenu à Hank Williams, le chapeau de paille de Minnie Pearl, les drôles de chaussures de hobo usées du « Duke of Padu-

cab », l'un des humoristes hillbilly (« cul-terreux »), des années 30 et — document qu'on se prend à lire — la grâce gouvernementale, signée par un certain Ronald Reagan, de Merle Haggard, l'un des *outlaws* du genre, banni de Californie à la suite d'une attaque à main armée.

Ici, la country déploie sans honte sa légende et se fait même volontiers objet pédagogique, avec des quiz sur les différents styles, du genre : « X est-il bluegrass ? Hillbilly ? Honky-tonk ? Rockabilly ? Appuyez sur le bouton correspondant à la réponse. » L'incontestable clou de ce musée d'un genre tout particulier demeurant la fameuse Cadillac Solid Gold d'Elvis Presley, construite en 1960, avec son intérieur tout plaqué or, avec bar, récepteur de radio et tourne-disques, eux aussi, bien sûr, en or... Une visite qu'on peut coupler avec celle, quelques rues plus loin, du légendaire Studio B de RCA, une modeste maison basse où furent enregistrées pas moins de cinquante mille chansons, dont *It's now or never* et *Are you lonesome to night* ? du « King » Presley.

Et ce n'est là que le musée ce quel-que sorte « officiel » de la country. Sur Demonbreun Street, tous les magasins de souvenirs se doublent ainsi de petits musées particuliers dédiés à telle ou telle vedette, comme celui consacré à Hank Williams Junior, où l'on peut voir la Cadillac sur la banquette arrière de laquelle son père, la figure la plus légendaire du genre, mourut à vingt-neuf ans des suites d'une absorption un peu trop massive de médica-

ments contre la douleur, arrosés bien sûr de pas mal de whisky...

Downtown, sur Broadway, on peut aussi aller se recueillir au Ryman Auditorium, qui fut de 1943 à 1972 la salle de concert et la mi-soo mère du Great Ole Opry (« grand vieux opéra »). C'est en effet de cette ancienne église de l'Union Gospel, au parterre incliné en bois et aux fenêtres-vitraux, qu'était diffusée, tous les samedis soir, l'émission de radio sponsorisée par une compagnie d'assurances et une marque de pop-corn qui fut le creuset du mythe nashvillien. Même le titre du show a sa légende. On raconte en effet que, passant après un programme de musique classique, le présentateur George D. Hay se mit à plaisanter : « Pendant l'heure précédente, nous avons entendu de la musique venue du grand opéra européen. À partir de maintenant, place au grand vieil opéra américain. » Ainsi se forment les légendes.

Un block plus loin, au mirascolo Tootsie's Lounge Bar, qui était l'« abreuvoir » des stars de la country, les murs disparaissent sous l'accumulation des photos jaunies par le tabac de toutes les vedettes qui, entre deux passages sur scène, venaient ici édulcorer quelques bières. Et, juste en face, de l'autre côté de la rue, on peut acheter des disques au magasin créé par Ernest Tubb, l'un des premiers chanteurs mythiques de Nashville. Les amateurs incorrigibles ne manqueront pas de poursuivre cette étrange visite par un tour commenté en bus climatisé des « maisons des stars ». Du temple

Vieux Sud de Loretta Lynn à la maison de poupée envahie par les lierres de Minnie Pearl en passant par le manoir Tudor de Webb Pierce et sa célèbre piscine en forme de guitare et les extraordinaires *mobili-homes* de tournée de Hank Williams Junior ou de Lee Green-wood, avec son lit monumental blasonné par sa signature, pas un bouton de gilet ne manque à cette fabuleuse plongée dans l'enfer du mauvais goût triomphant américain.

Enfin, si tout cela n'était pas encore assez, on peut terminer la nuit au Wrangler's, sur Murfreesboro Road, à 6 miles au sud-est de la ville, où, entre deux raps, de jeunes Américains bien nourris, habillés en costumes cow-boys, dansent la country en faisant virvolter les joues filles.

Bien sûr, il est facile de se gausser de cet étrange Luna-Park Country étendu à toute une ville. Pourtant, passé deux jours à écailler tous les attrapo-touristes, un doute surgit : et si tout cela n'était qu'une sorte de vitrine destinée à amuser le client, derrière laquelle se tiendrait une autre ville, fort différente ? Dans les sous-sols du Hall of Fame, où l'on se conserve pas moins de 150 000 disques et cylindres fort rares de cette musique et autant de livres et de revues sur le sujet, de sérieux universitaires travaillant sur l'archéologie de la musique américaine nous expliquent ainsi que cet idoine country, que l'on croit naïvement de cow-boys, n'a en fait, strictement rien à voir avec cette image, mais vient avant tout de la rencon-

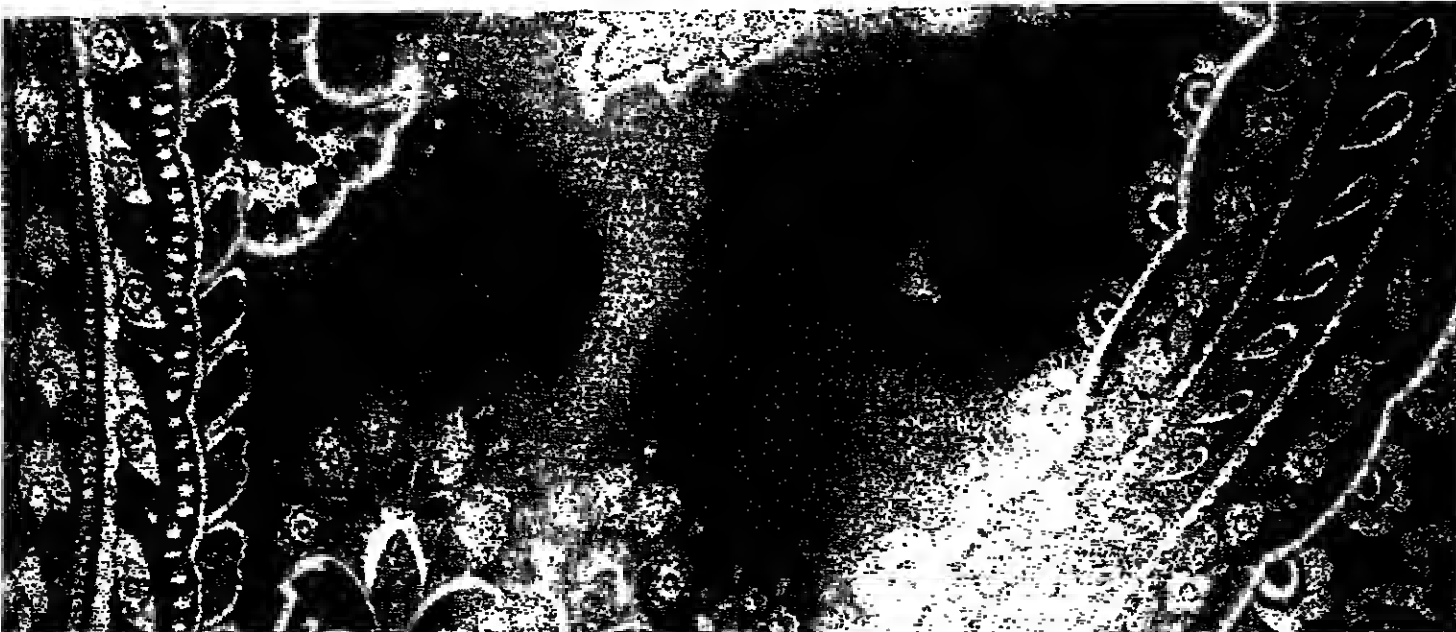
tre entre les vieilles comptines anglo-irlandaises conservées presque à l'état brut par les montagnards isolés des Appalaches, le gospel des Noirs du Sud, le blues venu du delta du Mississippi et quelques éléments repris aux Cajuns d'origine acadienne — sans oublier le fameux « yodel », très bavarois, apporté par les immigrants allemands de la fin du dix-neuvième siècle. Bref, une sorte de « world music » avant la lettre. Dans une maison de disques, on apprend que, mis à part quelques permanentes roses, des bottes en peau de serpent et plus de barbes qu'ailleurs, le personnel est ici le même qu'à Los Angeles ou dans n'importe quel lieu dominé par le show-business. Ici, on n'a jamais été cow-boy que dans l'apparence, en quelque sorte parce que cela faisait vendre une musique qui venait d'un tout autre horizon.

Ne pas confondre Far-West et Vieux Sud : dans cette ville où les églises — on en compte pas moins de sept cents ! — sont trois fois plus nombreuses que les studios d'enregistrement, le premier business n'est pas, malgré les apparences, le show-business, mais celui des assurances, talonné de près par celui... de l'édition des Bibles. Ici, les télévangélistes font autant d'audience que le Great Ole Opry et il suffit de se promener en plein midi, sous un soleil harassant, le long des berges désolées de la Cumberland River, avec ses boues marron jaune, pour retrouver — c'est presque une question de couleurs et de senteurs — toute cette tonalité désespérée, faite de désirs torturés, du Sud puritain qu'avait su si bien retranscrire dans ses films le grand Huston. A peine si, au coin d'une rue vide, on ne s'attendrait pas à rencontrer le personnage, magnifiquement interprété par Brad Dourif, du « Malin », ce précheur errant et pervers qui finit par se brûler les yeux à la chaux vive afin de ne plus voir le péché du monde. Ainsi va Nashville, ville-masque, qui a rêvé un jour d'être d'Athènes du Sud », au point de construire, dans un de ses jardins, une réplique grandeur nature (en plâtre) du Parthénon, et qui est devenue, presque par hasard, le symbole de l'Amérique profonde et contente d'elle-même. Les mythes, c'est comme la grande cuisine : pour les consommateurs, mieux vaut rester naïf et éviter soigneusement de se rendre en cou-

de notre envoyé spécial  
Patrice Bollon

► American Airlines a un vol quotidien, au départ de Paris, via Raleigh, d'une durée de dix heures environ. Aller-retour plein tarif à 15 670 F. Tarifs « visite » à partir de 5 215 F. Renseignements : 42-83-05-22 et dans les agences de voyages. Sur place, nombreuses possibilités d'hébergement, pour tous budgets, comme les très pratiques Shoney's et Quality Inn-Hall of Fame, dans Music Row. Le magazine Country Music organise, du 6 au 15 juin prochain, pour la « Fan Fair », la grande convention annuelle de la country music, fréquentée par toutes les stars du genre, un séjour organisé de 9 000 F environ (contact : BP 110, 75483 Paris Cedex 10. Tél. : 30-53-04-83). On peut lire aussi le très bon « Que sais-je ? » sur la Country Music, de Gérard Herzart (n° 2134).

## Découvrez l'Inde cet été !



Plus fascinante et plus avantageuse que jamais ! Le rêve ? Delhi, Agra et le Taj Mahal d'une beauté époustouflante, la ville rose de Jaipur, le palais insulaire d'Udaipur et les sculptures érotiques de Khajuraho. L'aventure ? Au Nord, trekking dans les chaînes de l'Himalaya. La détente ? Au Sud vous attendent l'élégante Madras, les temples majestueux et les plages magnifiques du site de Mahabalipuram, ainsi que les villages pittoresques, les forêts et les longs bras de mer dans la région tropicale de Kerala. Où que vous alliez, vous serez accueilli avec le sourire. L'Inde. Encore plus belle et plus abordable que vous ne l'imaginiez.

**india** Aujourd'hui le rêve, demain le départ.

Je veux me rendre en Inde. Faites-moi parvenir toutes vos informations sur les circuits.

Nom, Prénom : \_\_\_\_\_

Rue : \_\_\_\_\_

NPA : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

A envoyer à : Office National Indien du Tourisme, 8, bd de la Madeleine 75009 Paris. Tél. 1-42 05 33 36 Fax 1-42 05 01 16 Minutél 3615 INDE







# Melting-pot

VUE de Paris, la cuisine de l'Amérique - celle des États-Unis - bien sûr - est un composé de magies, qu'annonce déjà le cinéma d'outre-Atlantique des années 50, et un miroir de nos mœurs de table. Le débat sur la cuisine française, labe, est ancien et se nourrit de nos propres usages. Hemingway avait ses habitudes rive gauche; James Baldwin cultivait sa nostalgie sudiste chez «Haines» (3, rue Clauzel, Paris-9), bien avant que n'existent «Joe Allen» ou «Marshall». Alice Toklas note, en 1954: «Les Français n'ont jamais de Tabasco, de Ketchup, de sauce Worcester-shire, pas plus qu'ils ne mangent les innombrables sortes de cornichons américains ou n'accompagnent un plat de viande, de radis, d'olives ou de noix salées» (1). Effet de miroir incessant, dans leur numéro d'avril, les trois principales revues gastronomiques d'outre-Atlantique évoquent, l'une les séjours d'Hemingway à Paris (Gourmet), l'autre les merveilleuses recettes de nos pains de campagne (Bon Appetit); la troisième (Food and Wine) explique «Pourquoi nous aimons les vins français...» sous la signature de Peter Hellman.

«New-York est une ville dure. Vous avez besoin de vitamines dures.» Tel était, au début de cette année, le slogan omniprésent qui invitait les habitants de Big Apple à compléter leur alimentation. Message ambigu, auquel l'actualité donne un étrange relief pour ceux des fanbougs de Los Angeles qui dévalaient récemment les magasins d'alimentation d'Hollywood! Reflet d'une frustration ou révolte de l'Amérique de la récession contre celle de l'abondance? La plage de haricots, le champ où se couche James Dean - l'un des premiers héros révoltés de l'Amérique moderne au cinéma - en prononçant amoureusement le mot «beans» avant que de sauter sur un train en marche, c'est East of Eden, non loin de Salinas, d'Elia Kazan. Le haricot rouge est la base du chili con carne, cette détestable préparation de viande au faux nom mexicain, qui triomphe toujours aux États-Unis, du Texas à New-York.

Remember Marilyn. Elle et cette cuisine montagnarde du Wyoming, elle et cette Rivière sans retour filmée en 1953 par Preminger. A jamais enfant, toujours femme, elle incarne le rêve de l'Amérique. C'est la cuisine traditionnelle, les crêpes au sirop d'érable et l'apple pie



chaud, gâteau peu sucré aux pommes, épicé à la cannelle. C'est aussi l'old fashioned vanilla ice cream. C'est la dinde sauvage rôtie et farcie avec la sauce d'aillettes à l'orange.

Dans la luxueuse ostentatoire de la haute cuisine, au Waldorf, les petites filles deviennent croqueuses de diamants n'oubliant pas ces plats de la «petite ferme» méthodiste et puritaine. Plus tard, dans Bus Stop de Joshua Logan, Marilyn Monroe personnifie cette Amérique moyenne des petites villes. C'est la cuisine au barbecue, avec le bœuf ou la caille. L'antlope, la dinde, l'ours sont de la fête. Mais aussi les plats les plus extravagants de la cuisine «tex-mex»: enchiladas, tacos, tortillas alternent avec le miel sauvage, les gombos marinés et la pelée d'autruche! Signe des temps, aujourd'hui, c'est Paul Newman qui lance une collection (Newman's Own) de sauces et condiments pour la table (2), dont les bénéfices sont versés à des œuvres de charité.

A New-York, le séducteur - en cuisine - fut de tout temps le chef français. La critique suit, pas à pas, la carrière des plus talentueux. Personne n'ignore, dans la haute société - très réceptive aux modes venues de l'Orient et du Japon - que Christian Delouvrier qui fut au Maurice

(Hotel Parker Meridian) puis au Raphaël, veille désormais sur les quatorze tables des «Célébrités» avec une carte zen harmonieuse, à mi-chemin entre l'Orient et l'Occident», note Bryan Miller, critique gastronomique du New York Times.

Voilà bien l'Amérique. Sans renier ses traditions, elle s'ouvre à toutes les cuisines que les populations cosmopolites de ses villes connaissent et que ses voyageurs découvrent. La Chine, le Japon et le Sud-Est asiatique ont des ambassades gourmandes puissamment accréditées. Et même si leur influence reste grande, le rôle des chefs français, leur goût pour les produits onéreux sont battus en brèche. Gérard Piquaud s'est replié dans la banlieue de Washington, où de nombreux restaurants français pourtant, depuis deux ans, ont mis la clé sous la porte. On a même vu l'oubli dans la capitale des États-Unis; moins encore qu'à New-York.

Partout se matérialise la tradition du «doggy bag». Même au célèbre «Circus» (50 East 69th St. Park et Madison Aves. 794-92-92). Si l'on a pas de chien, les restes feront le déjeuner-sandwich du lendemain, meilleur qu'au «Del» du coin de la rue! Cette Amérique-là, celle des yuppie, ne se satisfait plus de faire ses emplettes chez Zabar. Elle prend d'assaut les luxueuses épiceries de Dean et Luca (560 Broadway, au coin de Prince St).

On évoquera la beauté sanglante de l'été indien en Nouvelle-Angleterre, en voyant - ou en revoyant - ici, dans une salle d'art et d'essai, un Hitchcock de 1955 dans lequel joue Shirley Mac-Laine: Trouble with Harry. C'est la table de l'Oyster Bar and Restaurant sous les voûtes de Grand Central Station. C'est aussi l'évocation de cette province où dominent les bombarde, les coquilles saint-jacques

et les clams que l'on fait cuire à la vapeur dans un flûte - clam bake - sur la plage avec algues et varech. Le sirop d'érable toujours, c'est le souvenir de l'indien coureur de bois. Au Luncheon (249 East 50th St. Second et Third Aves - 752-22 25/26), André Solner maintient le cap depuis près de trente ans. Une cuisine sérieuse, sans souci d'un décor qui pourrait être celui d'un établissement clandestin des années 30. Il refuse les produits du «froid»: le chevreuil vient de Nouvelle-Zélande et le poisson de... Rungis! Jamais plus de huit heures d'avion dans les deux cas.

Le charler-né de la «bouillabaisse-connection» s'est ouvert à l'enseigne du «Pescadore» dans West Village (18 King St. and Sixth Ave. 924-34-34) à proximité de Chinatown et de Little Italy. On franchit le pont de Brooklyn jusqu'à la péniche de River Café. Splendide. Du côté d'East River rôtie peut-être le fantôme de Blanche Dubois resuscitée et son Street-Car named Désir, un trait de mousse jaillit de la bouteille de bière de Marion Brando. C'est le triomphe de la cuisine tricolore et de la Nouvelle-Orléans, le poulet frit et le jambon de Smithfield, au four, glacé, au miel et à la marmelade d'orange, avec un trait de Tabasco.

Pays de la performance, les États-Unis sont aussi celui de l'imagination. Défilant parfois, chez Callaghers, morceaux d'alouette, entrecôtes et faux-filets mûrissent dans une chambre froide vitrée sur la rue, avant de passer sur les brins d'un gigantesque grill. Ma plus sympathique visite new-yorkaise reste le «Sparks Steakhouse» des frères Cetta. Carte des mets immuable; seule change la carte des vins, au rythme des saisons et de Pat, le collectionneur. Elle compte pas moins de quatre cents bouteilles de toutes provenances et de grandes origines, à des prix surprenants pour un Français. Les restaurateurs, labe, n'appliquent pas la sacro-sainte règle des coefficients. Qu'oo en juge: côte rôtie de Guipul 1982 à 31 dollars (180 F), grands échezeaux du domaine (1983) à 89 dollars (500 F environ); et même un châteauneuf 1966 à 250 dollars (1 500 F). Quant aux X. O. d'A. de Fussygny, c'est un cadeau, à 15,50 dollars le verre!

Comme le cinéma des années 50, la gastronomie participe du rêve de l'Amérique.

Jean-Claude Ribaut

## GASTRONOMIE

**CHEZ DIEP**

"Voyagez le temps d'un repas"

Très grand confort, maître et laque

55, rue de la Chapelle 8

Réservez: 45 63 52 76

**CHEZ DIEP**

Restaurant sur 2 étages

Qualité de l'accueil et l'atmosphère

22, rue de Poitiers 8

Réservez: 42 56 23 76

GASTRONOMIE CHINOISE, THAÏLAISE ET VIETNAMIENNE

Service dîner jusqu'à 23 h 30

## Nos poissons adorent se faire prendre dans un filet de citron.

Dégustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 3 h du matin.

**LA CHAMPAGNE**

La grande brasserie de la mer.

Vin de champagne et de la région.

18, place de la Chapelle 8

Réservez: (1) 40 74 44 78 - Fax: (1) 42 86 52 10

**CHEZ HANSI**

L'élégance de l'Asie dans un décor unique.

3, place de la Chapelle 8

Réservez: (1) 40 74 44 78 - Fax: (1) 42 86 52 10

## DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.

Grâce à son extrême pureté issue du filon naturel des volcans d'Auvergne, l'eau de VOLVIC respecte et garde intacte les saveurs les plus fines. C'est certainement pour cette qualité que l'on rencontre aujourd'hui VOLVIC sur la plupart des grandes tables en France, comme PIC à Valence.

**volvic. L'EAU DES SAVEURS INTACTES**

# INDEX DES RESTAURANTS

## Spécialités françaises et étrangères

<p><b>CRUSTACÉS-POISSONS</b></p> <p><b>DESSIRER</b> 111</p> <p>Jusq. 0 h 30.</p> <p>Huitres, coquillages, crustacés</p> <p>Spéc. de poissons, viandes</p> <p>9, pl. du Mar-Juin 17 (vieux-Paris)</p> <p>42-27-82-14 - 43-80-30-72</p> <p><b>LA TERRASSE DE CRÉTEIL</b></p> <p>39, av. de Verdun, 94000 CRÉTEIL</p> <p>Tél.: 42-07-15-94. Terrasse d'été.</p> <p>La santé par la mer.</p> <p>Spéc. de poissons et une suggestion à 180 F.</p>	<p><b>FRANÇAISES TRADITIONNELLES</b></p> <p><b>RELAIS BELMAN</b></p> <p>37, rue François-I<sup>er</sup>, 47-23-54-42.</p> <p>Jusq'à 22 h 30. Cadre élégant.</p> <p>Fermé sam., dim.</p> <p><b>LA COUR COLBERT</b>, 12, rue Hôtel-Colbert 5<sup>e</sup>, 43-54-61-99. TLJ. Cadre XVII<sup>e</sup> authent. PMR 220 F.</p>	<p><b>ALGÉROISES</b></p> <p><b>LE DEY</b> 109, rue Croix-Nivert, 15<sup>e</sup> arr.</p> <p>Dim. lun. Tél.: 48-28-81-64</p> <p>Cuis. traditionnelle: Bourq, Chorba</p> <p>Chou de couscous et tagine algérois</p> <p><b>CAVOISES ET SCANDINAVES</b></p> <p><b>COPENHAGUE</b> 1<sup>er</sup> étage</p> <p><b>FLORA DANICA</b>, sur un jardin</p> <p>142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41.</p>	<p><b>ETHIOPIENNES</b></p> <p><b>ENTOTTO</b> 43-87-08-51 - F. dim.</p> <p>143, r. L.-M.-Nordmann, 13<sup>e</sup></p> <p>Dorowott, Beyazetou av. l'Indjerra.</p> <p><b>INDIENNES</b></p> <p><b>MAHARAJA</b> 43-54-26-07</p> <p>7 jours sur 7</p> <p>72, bd St-Germain, M<sup>e</sup> Maubert.</p> <p>SCE NON-STOP J. 23 h 30.</p> <p>Vend., sam. J. 1 h. Cadre luxueux.</p>	<p><b>ITALIENNES</b></p> <p><b>L'APPENNINO</b>, 61, rue Amiral-Mouchez, 14<sup>e</sup>, 45-89-08-15. F. dim., lun. ÉMILIE-ROMAGNE</p> <p><b>THAÏLANDAISES</b></p> <p><b>BANKOK CITY</b></p> <p>13, r. Montagne-Sainte-Genève.</p> <p>43-26-22-19. F. dim.</p>	<p><b>VIETNAMIENNES</b></p> <p><b>NEM 101</b>, 1, r. du Ranelagh, 16<sup>e</sup>.</p> <p>45-27-74-92.</p> <p>F. sam. soir et dim.</p> <p><b>NEM 66</b>, 66, rue Lauriston, 16<sup>e</sup>.</p> <p>47-27-74-52.</p> <p>F. sam. soir et dim.</p> <p>Cuisine légère.</p> <p>Grand choix de grillades.</p>
--	--	--	--	---	--

## Aux quatre coins de France

### CHAMPAGNE BRUT MILLÉSIMÉ ET ROSÉ

«Les Almanachs»  
51480 Venteuil  
Tél.: 26-58-46-57. Fax: 26-58-63-46.  
«Cuvée LE RÉDEMPTEUR Brut 1985»  
Offre spéciale  
PROMO - Tarif/demande, visite rendez-vous.

### CHAMPAGNES SANGER & VAUBECOURT

Lycee Viticole - 51190 AVIZE  
Prestige - Millésimés - Rosé  
Blanc de Blancs - Brut - Demi-sec  
Tarif sur demande.  
Tél.: 26-57-79-79.  
Visite des caves sur rendez-vous.

### CIDRIERS

**BOULLEURS AMBULANTS.**  
Se déplacent dans le Loiret l'Eure-et-Loir, l'Essonne, la Seine-et-Marne, les Yvelines.  
\* L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.

### DAMAY

Tél.: (16) 38-34-10-82.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Alsace

**68580 SAINT-HIPPOLYTE**  
**HOSTELLERIE MUNSCH**\*\*\*  
«Aus Durs de Lorraine»  
piet du Haut-Koenigsbourg  
séjour agréable, promenade, 1/2 pension.  
Tél. 89-73-80-89 - Fax: 89-73-05-46.

#### Ardèche

**07520 LA LOUVESC**  
**HÔTEL LE MONARQUE**\*\*  
LOGIS DE FRANCE  
Séjour tonique et chaleureux.  
Tél.: 75-67-80-44.

#### Côte d'Azur

**BORMES-LES-MIMOSAS**  
Cap-Bena, villa  
6 chambres à coucher, 3 bains, etc.  
Tél.: 1941-22-738-80-59  
Fax: 1941-22-731-47-36

#### 06500 MENTON

**HÔTEL VILLA NEW-YORK**\*\*\*  
FORAÏT SOLEIL 7 J/7 nuits en 1/2 pens.  
Grand confort, TV couleur, climatisé, tél. vue panoramique, jardin exotique.  
Parking clos. La TRANQUILLITÉ à 100 m des plages.  
Tél.: 93-35-78-69. Fax: 93-28-55-07.

#### NICE

**HÔTEL VICTORIA**\*\*\*  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000-NICE - Tél.: 93-88-39-60.  
Plein centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, câble.  
Téléphone direct, minibar.

#### Montagne

**05350 SAINT-VÉRAN**  
(Hautes-Alpes, parq. rég. du Queyras)  
2 040 m, site classé du XVIII<sup>e</sup> siècle.  
Ext-hiver, plus haute comm. d'Europe.  
2 hôtels 2 étages  
Logis de France  
Ski de fond, piste, promenade.  
Meubles, chambres studios, chambres, 1/2 pens., pens. complète, séj. libres.  
**HÔTEL LE VILLARD**, tél.: 92-45-82-08  
et l'**HÔTEL LE BEAUREGARD**  
tél.: 92-45-82-62. Fax: 92-45-80-10.

#### Paris

**PORTE DES LILAS**  
**HÔTEL LILAS GAMBETTA**\*\*  
223, avenue Gambetta  
Tél.: 43-62-85-60  
Tél.: 211838. Fax: 43-61-72-27  
Chambres insonorisées (310 F à 360 F)  
Petit déjeuner à 25 F  
TV couleur. Tél. direct, minibar.

#### SORBONNE

**HÔTEL DIANA** \*\*  
73, rue Saint-Jacques.  
Chambres avec bains, w.c.  
Tél. direct. TV couleur. De 300 F à 450 F  
Fax: 46-34-24-30.  
Tél.: 43-54-92-55.

#### Provence

**DRÔME PROVENÇALE**  
Dans les oliviers, très calme, site exceptionnel. Chambres et appartements av. jacuzzi. Terras. TV, tél. dir., musc., pisc., 1/2 pens. à partir de 360 F.  
Auberge Vieux Village d'Aubus, 2610 Nyons.  
Tél.: 75-26-12-89. Fax: 75-26-38-10.

#### Sud-Ouest

**PÉRIGORD-DORDOGNE**  
**AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS**\*\*\*  
\*\* LOGIS DE FRANCE  
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE  
2450 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.  
Tél.: 53-29-95-94 - Fax: 53-28-42-96.

#### Grenadines

**CANOUAN**  
Ile préservée  
Le rêve des mers du Sud, le sable blanc, les cocotiers, le bleu turquoise, le soleil ROBINSON TOUT CONFORT  
CANOUAN BEACH HOTEL  
Minut: 3615 CBH  
Tél.: (1611) 34-86-41-02

#### Italie

**VENISE**  
**Hôtel LA FENICE ET DES ARTISTES**\*\*\*  
San Marco N. 1936  
Tél.: (41) 52-32-333. Fax: 52-03-721  
T.V. demi-pens. des FS 71-1 (cav. FF 250-) Famille Bonelli.  
Tél. 19-41/2534-11-36  
Fax: 19-41/2534-16-14

#### Suisse

**VACANCES EN SUISSE ITALIENNE**  
La vie en «villa» ou l'avantage de se sentir vraiment chez soi dans l'une des dernières demeures d'époque de Locarno.  
Chambres sur le lac avec bain ou douche, W.C. et balcon.  
Jardins, dépendances, vaste terrasse panoramique.  
**HÔTEL VILLA PALMIERA**  
CH-6600 LOCARNO/LAC MAJEUR  
Tél.: 19-41 93-33-14-41 ou 42.

#### CH-1854 LEYSIN 1400 m

**Alpes valdaises**  
**HÔTEL SYLVANA**\*\*\*  
Sport. Dénivelé. Randonnée pédestre. Chambres tout confort, T.V. demi-pens. des FS 71-1 (cav. FF 250-) Famille Bonelli.  
Tél. 19-41/2534-11-36  
Fax: 19-41/2534-16-14

#### CH-6903 LUGANO

**L'HÔTEL WASHINGTON**\*\*\*  
Situation calme près gare et centre-ville - Grand parc et parking 1/2 pension: FS. 82 à 89 par pers.  
Tél.: (1941) 9175-41-36.

#### TOURISME

**CANADA EN ONTARIO**  
Stage cours d'anglais et golf 14 à 18 ans - 9 au 31 juillet  
Excursions, hébergement en famille. Encadrement et cours par professionnels.  
**GOLF ÉVASIONS**, 6, rue de Solferino, 75007 Paris. Tél.: (1) 47-53-89-21.

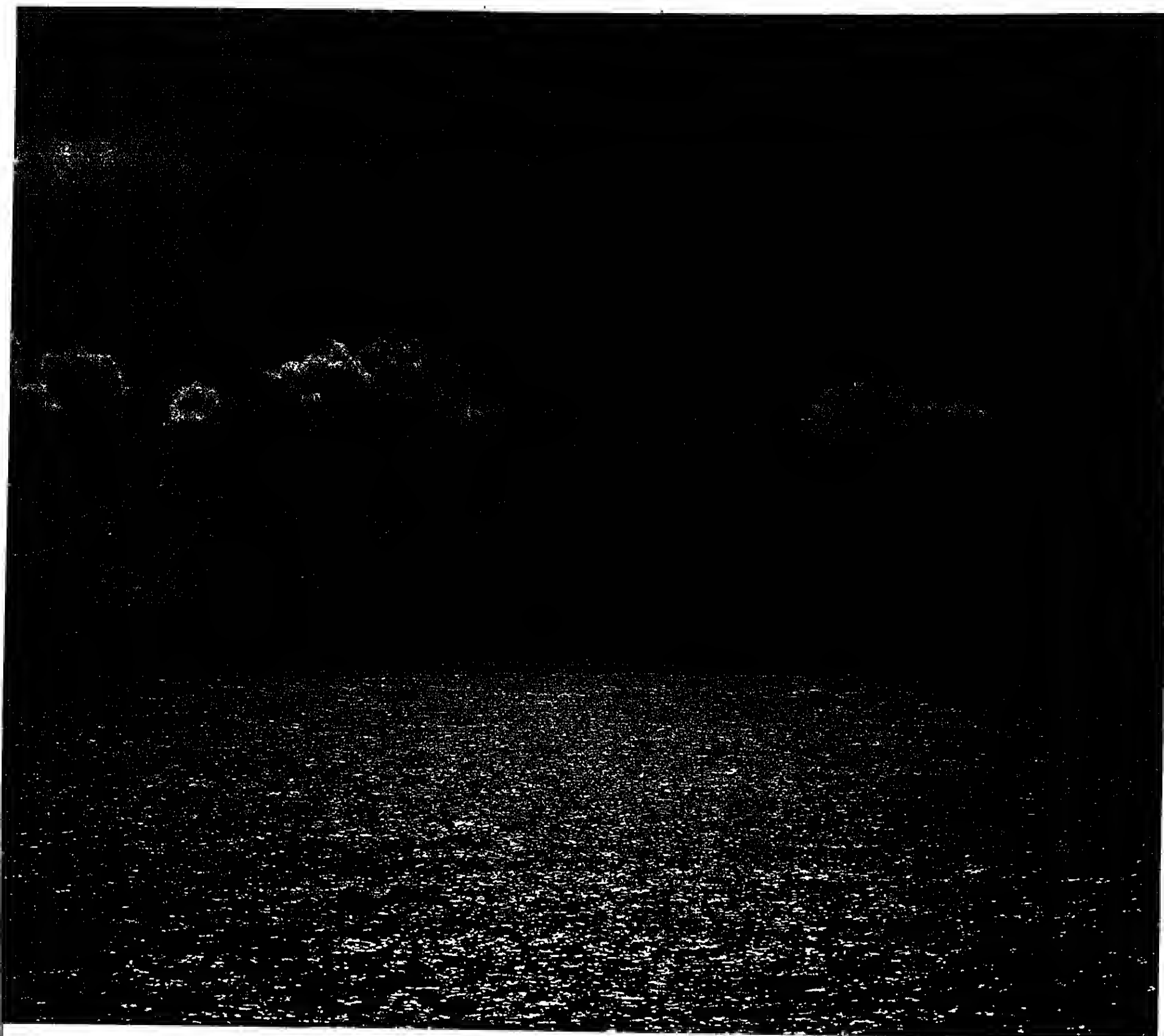
Hame d'enfants à la montagne (Jura 900 m altitude près frontière suisse)

#### ÉTÉ

Agrement jeunesse et sports. Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ferme XVII<sup>e</sup> s. confortablement rénovée. 2 ou 3 chambres avec a. de bne w.c. Située au milieu des pâturages et forêts. Accueil volont. limité à 15 enfants, idéal en cas 1<sup>er</sup> séparation. Ambiance familiale et chaleur. Activ. VTT, jeux collect., peinture s/bois, initiation, échecs, fabric. du pain.  
2 080 F semaine/enfant.  
Tél.: (16) 81-38-12-51.



هكذا من السفر



Et dites-vous  
qu'une semaine comme ça vous  
coûtera moins cher que l'édition  
originale de "J'y vais, donc j'y suis".

**Nouvelles Frontières.**  
On ne vit que mille fois.



De Cap Canaveral à Epcot, vous voyagez dans les étoiles  
et le soir, sur la plage de votre hôtel américain,  
vous nagez dans le faste en rêvant que ces 9 jours magiques en Floride  
ne vous auront coûté, à certaines dates, avion compris, que 7 250 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64

**Mise en**  
**Europe**  
**M. J.**  
**une action**  
**Le PS**  
**en qu'on s'attende**  
**Lois des capitales**  
**HISTOIRE ENIGME**  
**Adieux aux amants**  
**M. Lionel Jospin**  
**du Grand Jury**  
**RTL - le Monde**  
**A l'étranger**